Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale„ n. 83 del 9 aprile 1990 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 9 aprile 1990** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 22

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1990, n. **72.**

Regolamento concernente l'esecuzione degli atti finali della conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (HFBC-87), firmati a Ginevra l'8 marzo 1987.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1990, n. 72.

Regolamento concernente l'esecuzione degli atti finali della conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (HFBC-87), firmati a Ginevra l'8 marzo 1987.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Visto l'art. 17 della legge 23 agosto 1988, n. 400;
Udito il parere del Consiglio di Stato, espresso nell'adunanza generale del 7 dicembre 1989;
Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 26 gennaio 1990;
Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con il Ministro delle poste e delle telecomunicazioni;

EMANA

il seguente regolamento:

Art. 1.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande ad onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, firmati a Ginevra l'8 marzo 1987, a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità a quanto disposto dal preambolo degli atti stessi.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 febbraio 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*
MAMMÌ, *Ministro delle poste e delle telecomunicazioni*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 marzo 1990
Atti di Governo, registro n. 80, foglio n. 9

ACTES FINALS

de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (HFBC-87)

Genève, 1987

Genève 1987

ISBN 92-61-02982-5

REMARQUES

Les symboles suivants ont été utilisés pour indiquer la nature de la révision de chaque disposition:

ADD = adjonction d'une nouvelle disposition

MOD = modification d'une disposition existante

(MOD) = modification, de caractere rédactionnel, d'une disposition existante

NOC = disposition inchangée

SUP = suppression d'une disposition existante

ACTES FINALS

de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (HFBC-87)

Genève, 1987

Préambule

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) considérant dans sa Résolution 508, entre autres dispositions, «que la situation existant actuellement dans les bandes d'ondes décametriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion n'est pas satisfaisante», a décidé que l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion devait faire l'objet d'une planification par une conférence administrative mondiale des radiocommunications comportant deux sessions.

La Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), a décidé dans sa Résolution 1, que cette conférence devait se tenir en deux sessions et a pris les dispositions nécessaires à cet effet.

Le Conseil d'administration a examiné, lors de la séance d'ouver*ture de sa 38e session, la Résolution 508 de la CAMR-79 et a pris les* dispositions nécessaires pour la convocation de la première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamètriques attribuées au service de radiodiffusion en adoptant la Résolution 874.

La première session, qui s'est tenue à Genève du 10 janvier au 11 février 1984 a établi, dans son rapport a la seconde session, les paramètres techniques à utiliser pour la planification ainsi que les principes régissant l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion. Ayant adopté une méthode de planification associée, la première session a chargé l'IFRB de mettre au point les programmes informatiques et les procédures d'essai nécessaires pour préparer l'application de la méthode de planification. De plus, elle a demandé au CCIR de poursuivre et d'achever les études complémentaires relatives à certains éléments techniques.

Le Conseil d'administration a établi, à sa 39ᵉ session, par sa Résolution 912, l'ordre du jour de la seconde session et à sa 41ᵉ session, compte tenu des résultats des consultations précédentes, il a modifié cette Résolution et décidé que la seconde session serait convoquée à Genève pour une durée de cinq semaines à partir du lundi 2 février 1987.

En conséquence, la seconde session de la Conference administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décametriques attribuées au service de radiodiffusion a été tenue à Genève du 2 février au 8 mars 1987 et a adopté une ***révision partielle du Règlement des radiocommunications*** qui comprend les éléments suivants:

MOD Art 8	Attribution des bandes de fréquences
MOD Art. 12	Notification et inscription dans le Fichier de référence international des frequences des assignations de fréquence aux stations de radiocommunication de Terre;
MOD Art. 17	Planification et procédures relatives aux bandes attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion entre 5 950 kHz et 26 100 kHz;
MOD Art. 30	Service de radiodiffusion et service de radiodiffusion par satellite;
MOD App. 2	Informations à fournir à l'IFRB pour les besoins relatifs à la radiodiffusion en ondes décamétriques
MOD App. 7	Tableau des tolérances de fréquence des émetteurs;
ADD App. 45	Paramètres techniques relatifs à l'utilisation des bandes d'ondes décametriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La révision partielle du Règlement des radiocommunications, telle qu'elle est décrite ci-dessus, fera partie intégrante dudit Règlement et entrera en vigueur le **1ᵉʳ septembre 1988 à 0001 heure UTC**, à moins qu'une date d'entrée en vigueur différente n'y soit stipulée concernant l'un quelconque, ou une partie quelconque, des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent.

En outre, la Conference a adopté des Résolutions et des Recommandations relatives aux programmes d'action à court terme et à moyen terme qu'il convient d'appliquer pour améliorer l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion.

Les délégués signant cette révision partielle du Règlement des radiocommunications déclarent que, si une administration formule des réserves concernant l'application de l'une ou de plusieurs des dispositions révisées du Règlement des radiocommunications, aucune autre administration ne sera tenue de respecter cette disposition ou ces dispositions dans ses relations avec l'administration en question

Les Membres de l'Union informeront le Secrétaire général de leur approbation de la revision partielle du Règlement des radiocommunications par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987). Le Secrétaire général informera les Membres, sans délai, de la réception de ces notifications d'approbation

---

EN FOI DE QUOI, les délégués des Membres de l'Union internationale des télécommunications mentionnés ci-dessous ont, au nom de leurs autorites compétentes respectives, signé un exemplaire des présents Actes finals dans les langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. En cas de contestation, le texte français fait foi. Cet exemplaire restera déposé dans les archives de l'Union. Le Secrétaire général en remettra une copie certifiée conforme à chacun des Membres de l'Union internationale des télécommunications.

Fait à Genève, le 8 mars 1987

AF

Pour la République démocratique d'Afghanistan:

MOHAMMAD ZARIN KARIMI
AZIZULLAH BURHANI
FAIZUDDIN FOROUGH

Pour la République populaire socialiste d'Albanie:

RIFAT KRYEZIU
KOÇO BOÇI
IRFAN MANDIA

Pour la République algérienne démocratique et populaire:

MOHAMED ALI-BELHADJ
AHMED HAMOUI
MOHAMED MEHNI
MOHAMED DERRAGUI

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

HEINRICH LUDWIG VENHAUS
WALTER LEWALTER

Pour la République populaire d'Angola:

JOÃO-PEDRO LUBANZA

Pour Antigua-et-Barbuda:

CAMPBELL MICKEY MATTHEW

AF

Pour le Royaume d'Arabie saoudite:

SULEIMAN M GHANDOURAH
FOUAD A TAHER
SAAD H. AL-NAJEM
HABEEB K. AL-SHANKITI
SULEIMAN A. AL-SAMNAN
DALOH M. AL-ELAIWI
SAMI S. AL-BASHEER
SAUD A. AL-RASHEED
S.A. AL-MEGHAILEETH
ABDULAZIZ A. AL-HUTHAIL
ABDULAZIZ ALI AL-DHALAAN
AYED M. SHAMRANI

Pour la République argentine:

JOSÉ GUERRA
TOMÁS SALVADOR ANADÓN

Pour l'Australie:

T.P. McDONNELL
RONALD WILLIAM PI ACE
KEITH GRAHAM MALCOLM

Pour l'Autriche:

GERD I ETTNER

Pour la Belgique:

FRÉDÉRIC PETRONIO
MICHEL GEWILLIG

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie:

VASSILI T. VOLOCHTCHOUK

AF

Pour la République du Botswana:

JOSEPH M B. SEKETE

Pour la République fédérative du Brésil:

FRANCISCO SAVIO COUTO PINHEIRO
ROBERTO BLOIS MONTES DE SOUZA

Pour la République populaire de Bulgarie:

SVETLOZAR GANTCHEV

Pour le Burkina Faso:

ZOULI BONKOUNGOU
POUSBILO OUEDRAOGO
RAPHAEL L. ONADIA

Pour la République du Cameroun:

RICHARD MAGA
JACOB NKEMBE

Pour le Canada:

GABRIEL I WARREN
BETTY ZIMMERMAN
EDWARD D. DuCHARME

Pour la République centrafricaine:

MICHEL BATA

AF

Pour le Chili:

CLAUDIO PEZOA LIZAMA

Pour la République populaire de Chine:

XU CHONGHUA

Pour la République de Chypre:

ANDREAS MICHAELIDES

Pour l'Etat de la Cité du Vatican

EUGENIO MATIS
PIER VINCENZO GIUDICI

Pour la République de Colombie:

SERGIO MARTÍNEZ LONDOÑO

Pour la République de Corée:

JONG KOO AHN

Pour la République de Côte d'Ivoire:

CHARLES TIEMELE KOUANDE
JEAN-BAPTISTE YAO KOUAKOU
EUGÈNE N'GUESSAN KOFFI

Pour Cuba:

JOSÉ A HIDALGO-GATO BELLO

AF

Pour le Danemark:

P.V. LARSEN
IB. H. LAVRSEN
J.B. THUESEN
P. JØRGENSEN

Pour la République arabe d'Egypte:

FAROUK IBRAHIM ALI
IBRAHIM A.M. IBRAHIM
SALAH M. HAMZA

Pour les Emirats arabes unis

IBRAHIM ABO SEREI ALY
AHMED NAJIB HASIB
OMER KHIDER BABIKIR
NORMAN CHARLES DAVEY

Pour l'Equateur:

JAVIER MUÑOZ POMBAR
FABIAN VALDIVIESO EGUIGUREN

Pour l'Espagne:

PASCUAL MENÉNDEZ SÁNCHEZ
FRANCISCO MOLINA NEGRO

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

LEONARD H MARKS
FRANCIS S. URBANY

AF

Pour la Finlande:

K TERÀSVUO

Pour la France:

PHILIPPE MARANDET
JEAN-FRANÇOIS ARNAUD
MICHEL POPOT

Pour la République gabonaise:

JOSEPH ISIDORE YOMBIYENI
GASTON ENGOHANG-OBIANG
LOUIS N'KOGHE N'DONG

Pour le Ghana:

I A K QUARTEY
J E SOLOMON
K.A. JACKSON

Pour la Grèce:

D VIDOURIS
C HAGER
A A. CASMAS
K GEORGIOU
G KATSELIS
N GIANNAKAKIS

Pour la République de Guinée:

ABDOURAHMANE SYLLA

AF

Pour la République du Honduras:

HUMBERTO LAITANO MARTÍNEZ

Pour la République populaire hongroise:

Dr F. VALTER

Pour la République de l'Inde:

Dr M K RAO
O.P. KHUSHU
A.M. JOSHI
H.O. AGRAWAL
R. CHAKRABARTY
A.K. BHATNAGAR

Pour la République d'Indonésie:

R WIKANTO

Pour la République islamique d'Iran

Dr AHMAD REZA SHARAFAT
REZA KELISHADI
VANAND GASPAR

Pour la République d'Iraq:

ABDUL SATTAR M HINDI
ABDUL-WAHID AL-SAAD
ADEL HANA NAOUM

AF

Pour l'Irlande:

THOMAS A DEMPSEY
THOMAS KENNINGTON
JOHN A.C BREEN

Pour l'Islande:

HORDUR R HARDARSON

Pour l'Etat d'Israël

Y SIEV
M SHAKKÉD
A. MILLO
S. KLEPNER
M. FAIRMONT
G. ORON
Z. LEVIN
M. KAMINSKI

Pour l'Italie

A PETTI

Pour le Japon

AKIRA ARAI

Pour le Royaume hachémite de Jordanie:

OSAMA AHMAD ASFOURA

AF

Pour la République du Kenya:

SAMSON K CHEMAI
JOED NGARUIYA
STEPHEN M. CHALLO
JAMES P. KIMANI
JOHN P. THIONG'O
DANIEL K. GITHUA

Pour l'Etat du Koweït:

JAWAD A. AL-MAZEEDI

Pour le Royaume du Lesotho:

ROBERT T. MOETI

Pour la République du Libéria:

SAYYUO J M GARGARD

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste:

WALID ADEEB LUTFI
MAHMOUD M ZARAIBA
MAHEMED S. SEBI

Pour le Luxembourg:

MARC HERZOG
EDOUARD WANGEN

Pour la République démocratique de Madagascar:

BENJAMIN RAKOTOARIVELO

AF

Pour la Malaisie:

ABDULLAH SHAHADAN
ISMAIL BIN OSMAN

Pour la République des Maldives:

HUSSAIN SHAREEF
AHMED MANIK

Pour la République du Mali:

SIKON SISSOKO
IDRISSA SAMAKE
SÉKOU COULIBALY
NOUHOUM TRAORÉ

Pour la République de Malte:

JOSEPH F. BARTOLO
ALBERT J. LATEO
GEORGE J SPITERI

Pour le Royaume du Maroc:

BENHIMA EL GHALI
AHMED TOUMI
MOHAMMED HAMMOUDA
ABDERRAHIM BENDAOUD

Pour la République islamique de Mauritanie:

MOHAMED VALL EL HADJ OUMAR

AF

Pour le Mexique:

MANUEL TELLO
LUIS MANUEL BROWN HERNÁNDEZ

Pour Monaco:

CÉSAR SOLAMITO

Pour la République populaire de Mongolie:

L M BAYART

Pour la République du Niger:

HAYAKI MOUNGA

Pour la Norvège:

THORMOD BØE
INGAR JOHNSEN
TORE ØVENSEN

Pour la Nouvelle-Zélande:

H E SHILLING
S.R. INGE

Pour le Sultanat d'Oman:

HAMED YAHYA AL-KINDY

AF

Pour la République islamique du Pakistan:

GHULAM MUHEYYUDDIN SHEIKH

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

STAN G ONA
G.H. RAILTON

Pour la République du Paraguay:

SABINO ERNESTO MONTANARO

Pour le Royaume des Pays-Bas:

F.R NEUBAUER

Pour la République des Philippines:

ROSAURO V. SIBAL
SYLVIA I. MARCELO

Pour la République populaire de Pologne:

JANUSZ FAJKOWSKI

Pour le Portugal:

ROGERIO MANUEL F. SIMÕES CARNEIRO
EMILIO AQUILES DE OLIVEIRA
DOMINGOS ANTÓNIO PIRES FRANCO
LUIS ABRANTES
CARLOS RIDE

AF

Pour l'Etat du Qatar:

QASSEM ABDULLAH QASSEM
ABDULRAZAQ ABUBAKER ALMUSLIH

Pour la République arabe syrienne:

MICHEL BARA

Pour la République démocratique allemande:

HERBERT GÖTZE

Pour la République populaire démocratique de Corée:

RYE HYON KIM

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine:

V.I DELIKATNYI

Pour la République socialiste de Roumanie

GHEORGHE DOLGU
LUCIAN CONSTANTINESCU
GHEORGHE POPA

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

JOHN GRAHAM
GERALD CLARK
MICHAEL DAVIES
GERARD MANSELL
ALAN MARSHALL

AF

Pour la République rwandaise:

LAURENT SEBAPIRA
JOSEPH SERUGENDO

Pour la République du Sénégal:

CHEIKH TIDIANE NDIONGUE
MAKHTAR FALL
MAMADOU SEYDOU DIALLO

Pour la République de Singapour:

SIM CHOON HIN
LIM CHOON SAI

Pour la République démocratique somalie:

MOHAMED HASSAN KAHIN
AHMED KHALIF MOHAMUD

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

THORANEGE DHAMMIKA PADMASIRI

Pour la Suède:

KRISTER BJÖRNSJÖ
BERTIL OLSTRUP

Pour la Confédération suisse:

E SCHWARZ
H A. KIEFFER

AF

Pour la République du Suriname

JOHAN RICARDO NEEDE

Pour le Royaume du Swaziland

CYPRIAN SIPHO MOTSA
CHRISTOPHER MAFALA MOTSA

Pour la République-Unie de Tanzanie:

ELIAH A H MKONGWE
EMMANUEL T.K. MANGE

Pour la République socialiste tchécoslovaque:

JAROSLAV LOSINSKY

Pour la Thaïlande

KRAISORN PORNSUTEE
SUWATT JITHAVECH
CHOOSAK RONGSAWAT

Pour la République togolaise

KOUASSI ELE GNASSOUNOU-AKPA

Pour la Tunisie:

CHAFFAI MONGI
MOHAMED SALEM BCHINI
BECHIR BETTAIEB
SALAH DAHECH

AF

Pour la Turquie

IBRAHÍM GÖKSEL
HAYRETTÍN GÜRSOY

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

A L BADALOV

Pour la République orientale de l'Uruguay:

ROSENDO F. HERNÁNDEZ
JUAN J CERVERA GATTI

Pour la République du Venezuela

SIXTO MARTINEZ S.
NORBERTO J. DIAZ GARCIA
CARLOS R. PENUELA GALVIS
LUIS RUIZ
JUAN BAUTISTA ROMERO

Pour la République socialiste du Viet Nam

NGUYEN NHANH

Pour la République arabe du Yémen:

HUSSEIN H AL-NONO

Pour la République démocratique populaire du Yémen:

MOHAMED ALI AZZANI

AF

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

Dr DRAŠKO MARIN

Pour la République du Zimbabwe:

GERVASE TONY MARECHERA

Art 8/12

ANNEXE

Révision partielle du Règlement des radiocommunications et des appendices audit Règlement

ARTICLE 8

MOD **531** HFBC-87 Les bandes 9 775 - 9 900 kHz, 11 650 11 700 kHz, 11 975 - 12 050 kHz, 13 600 - 13 800 kHz, 15 450 - 15 600 kHz, 17 550 - 17 700 kHz et 21 750 - 21 850 kHz sont attribuées au service fixe a titre primaire, sous reserve de la procédure décrite dans la Résolution 8. L'utilisation de ces bandes par le service de radiodiffusion sera régie par des dispositions à adopter par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (voir la Résolution 508). Les dispositions de la Résolution 512 (HFBC-87) s'appliquent également. Dans ces bandes, la date à laquelle pourront commencer les émissions du service de radiodiffusion dans un canal planifié ne devra pas être antérieure à la date à laquelle sera achevé de manière satisfaisante, conformément aux procédures décrites dans la Résolution 8, le transfert de toutes les assignations de fréquence aux stations du service fixe qui fonctionnent conformément au Tableau et aux autres dispositions du Règlement des radiocommunications, qui sont inscrites dans le Fichier de référence et qui sont susceptibles d'être affectées par les émissions de radiodiffusion dans ce canal.

ARTICLE 12

MOD **1350** HFBC-87 § 28 Les assignations de frequence aux stations de radiodiffusion dans les bandes attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion entre 5 950 kHz et 26 100 kHz sont traitées conformément aux dispositions de l'article 17.

ARTICLE 17

MOD HFBC-87 **Planification et procédures relatives aux bandes attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion entre 5 950 kHz et 26 100 kHz**

Les 3 nouvelles sections suivantes (sections I, II et III) sont ajoutées

ADD HFBC-87 **Section I Introduction**

ADD 1736 HFBC-87 § 0. Lors de la mise en œuvre de la procédure de la section IV du présent article, toutes les administrations sont instamment priées de se conformer aux principes de la section II du présent article dans la plus grande mesure possible.

ADD HFBC-87 **Section II Principes de planification**

ADD 1737 HFBC-87 § 0A (1) La planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées à la radiodiffusion, doit être fondée sur le principe de l'égalité des droits de tous les pays, grands et petits, à accéder de façon équitable à ces bandes Durant la planification, on s'efforcera également d'obtenir une utilisation efficace de ces bandes de fréquences tout en tenant compte des contraintes techniques et économiques qui pourraient exister dans certains cas. Compte tenu de ce qui précède, les principes de planification suivants doivent être appliqués.

ADD 1738 HFBC-87 (2) Tous les besoins de radiodiffusion présents et futurs formulés par les administrations doivent être pris en considération et traités sur une base équitable de façon à garantir l'égalité des droits visée au numéro 1737 et à permettre à chaque administration d'assurer un service satisfaisant.

ADD 1739 HFBC-87 (3) Tous les besoins de radiodiffusion nationaux et internationaux, doivent être traités sur un pied d'égalité, en tenant dûment compte des différences qui existent entre ces deux types de besoins de radiodiffusion.

ADD 1740 HFBC-87 (4) Au cours de l'application de la procédure de planification, on s'efforcera d'assurer, dans la mesure du possible, la continuité de l'utilisation d'une fréquence ou d'une bande de fréquences. Néanmoins, cette continuité ne doit pas faire obstacle à l'égalité de traitement et à un traitement optimal, du point de vue technique, de tous les besoins de radiodiffusion.

ADD 1741 HFBC-87 (5) La procédure de planification périodique doit être uniquement fondée sur les besoins de radiodiffusion exprimés pour une mise en service pendant la période considérée. Elle doit, de plus, être souple de manière à prendre en considération les besoins de radiodiffusion nouveaux et les modifications des besoins de radiodiffusion existants

ADD 1742 HFBC-87 (6) La procédure de planification doit être fondée sur des émissions à double bande latérale. Les émissions à bande latérale unique que souhaiteraient effectuer les administrations peuvent toutefois être autorisées à la place des émissions à double bande latérale prévues, à condition qu'elles n'accroissent pas le niveau de brouillage causé aux émissions à double bande latérale.

ADD 1743 HFBC-87 (7) Afin d'obtenir une utilisation efficace du spectre, il convient d'employer si possible une seule fréquence pour répondre à un besoin de radiodiffusion donné dans une zone de service requise donnée; dans tous les cas, le nombre des fréquences utilisées sera le nombre minimal nécessaire pour assurer une qualité de réception spécifiée.

ADD 1744 HFBC-87 (8) Les besoins de radiodiffusion pour lesquels le champ minimal utilisable convenu n'est pas garanti en un point quelconque de la zone de service requise, faute des installations techniques nécessaires, peuvent bénéficier d'une protection proportionnellement réduite contre les brouillages.

ADD 1739.1 HFBC-87 [1] On considère que la radiodiffusion à ondes décamétriques assure une couverture nationale quand la station d'émission et la zone de service requise qui lui est associée sont toutes deux situées dans le territoire du même pays.

ADD 1745 HFBC-87 (9) Dans la première étape de l'application équitable d'une nouvelle procédure de planification, on s'efforcera d'inclure le maximum de besoins présentés, tout en assurant le niveau de qualité désiré. Les besoins restants seront traités, étant entendu que des niveaux de qualité plus faibles seraient acceptables

ADD 1746 HFBC-87 (10) La méthode de planification devra satisfaire, sur un pied d'égalité, un minimum des besoins de radiodiffusion présentés par les administrations avec le niveau de qualité désiré. On accordera une attention particulière aux besoins des administrations qui, dans un premier temps, ne peuvent atteindre ce niveau de qualité.

ADD HFBC-87 **Section III. Système de planification**

ADD 1747 HFBC-87 § 0B Le système de planification mis au point en application des principes visés à la section II du présent article et des décisions de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), sera amélioré et mis à l'essai conformément aux instructions données dans la Résolution 511 (HFBC-87) pour adoption, si une conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente le juge acceptable.

La section I actuelle devient la section IV avec le nouveau titre suivant:

MOD HFBC-87 **Section IV. Procédure de consultation**

NOC 1748

MOD 1749 HFBC-87 § 2 Les dates limites avant lesquelles il convient que les horaires parviennent au Comité sont déterminées par celui-ci de telle manière que l'avance avec laquelle les horaires devront lui parvenir soit progressivement réduite jusqu'au minimum que le Comité aura estimé convenable. Celles des assignations qui figurent dans un horaire déterminé et dont les caractéristiques sont susceptibles de ne pas subir de modification peuvent être présentées au Comité au plus tôt un an à l'avance, et elles doivent être confirmées au plus tard à la date limite de réception par le Comité des horaires relatifs aux saisons intéressées Le Comité prend les mesures nécessaires pour rappeler aux administrations en temps opportun les diverses étapes de la présente procédure.

NOC 1750 à 1752

MOD 1753 HFBC-87 § 6. Les fréquences indiquées dans les horaires doivent satisfaire aux dispositions du numéro 1240 du present Règlement

La section II actuelle devient la section V

Section V. Examen préliminaire et établissement de l'Horaire provisoire de radiodiffusion à ondes décamétriques

NOC 1754 à 1760

La section III actuelle devient la section VI

Section VI. Examen technique et révision de l'Horaire provisoire

NOC 1761 à 1765

La section IV actuelle devient la section VII

Section VII Publication de l'Horaire de radiodiffusion à ondes décamétriques

NOC 1766 et 1767

(MOD) 1768 HFBC-87 *b)* les assignations non incluses dans l Horaire provisoire et dont le Comité a tenu compte dans l'examen auquel il a procéde aux termes de la section VI du présent article.

La section V actuelle est supprimée

SUP HFBC-87 **Section V. Liste annuelle des fréquences de radiodiffusion à ondes décamétriques**

SUP 1769 HFBC-87

La section VI actuelle devient la section VIII

Section VIII. Dispositions diverses

NOC 1770 à 1772

ARTICLE 30

ADD 2673A HFBC-87 *C. Bandes d'ondes decamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion*

ADD 2673B HFBC-87 § 2A. Les stations d'émission à double bande latérale et à bande latérale unique fonctionnant dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion doivent satisfaire aux spécifications des systèmes indiquées dans l'appendice 45.

MOD **APPENDICE 2**

HFBC-87

Soumission des besoins de radiodiffusion en ondes décamétriques à l'IFRB

(voir article 17)

Section A. Introduction

Un besoin de radiodiffusion est une nécessité, exposée par une administration, d'assurer un service de radiodiffusion à des périodes spécifiées vers une zone de réception spécifiée à partir d'une station d'émission donnée.

Une administration qui souhaite notifier un besoin de radiodiffusion au Comité le fera sur la base des informations fournies à la section B du présent appendice Les renseignements nécessaires sont fournis sur un formulaire de présentation des besoins élaboré par le Comité

Un formulaire distinct est envoyé à l'IFRB pour notifier

- chaque besoin à utiliser pour des saisons particulières;
- toute modification relative aux caractéristiques d'un besoin;
- tout retrait d'un besoin

Section B. Informations relatives au service de radiodiffusion dans les bandes attribuées en exclusivité à la radiodiffusion à ondes décamétriques, à fournir dans le formulaire de présentation des besoins *

1 *Administration notificatrice*[1]

L'administration notificatrice doit être désignée au moyen des symboles figurant dans la Préface à la Liste internationale des fréquences

1 1 *Numéro de référence attribué par l'administration au besoin*

2 *Nom de la station d'émission*[1]

3 *Symbole du pays ou de la zone géographique où se trouve la station d'émission*[1]

4 *Coordonnées géographiques de la station d'émission*[1]

Lorsque deux stations d'émission ou plus sont situées pratiquement au même emplacement, l'administration indiquera, dans la mesure du possible, les mêmes coordonnées.

[1] Renseignements de base que les administrations doivent fournir obligatoirement.

* *Note* L'IFRB élaborera un formulaire de soumission des besoins de radiodiffusion à ondes decamétriques sur la base des éléments d'information décrits dans le présent appendice et des notes explicatives qui s'y rapportent. Par ailleurs, il pourra ajouter à ce formulaire d'autres points de nature administrative, mais la communication des renseignements ainsi demandés n'est pas obligatoire.

5 *Zones de service requises*[1]

Pour indiquer la zone de service requise, il conviendra de se référer à une combinaison:

- de zones CIRAF;[2]
- de quadrants de zones CIRAF;
- de parties de quadrants spécifiées par l'ensemble des points de mesure qu'elles contiennent.

Lorsqu'il faut indiquer une zone de service requise moins étendue que la totalité d'une zone ou d'un quadrant, on peut le faire en indiquant les limites de la zone sous forme de deux azimuts et de deux distances à partir de l'emplacement de l'émetteur.

La carte des zones CIRAF à utiliser pour modifier un besoin est indiquée à la section C du présent appendice

6 *Saison*[1]

Il s'agit de la ou des saisons auxquelles les besoins doivent s'appliquer Quand les besoins ne doivent pas être mis en œuvre quotidiennement, les jours pendant lesquels ils le seront doivent être indiqués

[1] Renseignements de base que les administrations doivent fournir obligatoirement.

[2] CIRAF = Conferencia Internacional de Radiodifusión por Altas Frecuencias (Conférence internationale de radiodiffusion à hautes fréquences), Mexico, 1948.

7 *Heures de fonctionnement (UTC)*[1]

7.1 *Indication des changements de l'heure légale*[2]

8. *Indication des interruptions momentanées des services de radiodiffusion (dues, par exemple, à des catastrophes naturelles ou d'autres types de désastres)*

9 *Caractéristiques de l'antenne d'émission*[1]

9.1 *Pour tous les types d'antennes, indiquer*

9.1.1 Le type d'antenne qui sera utilisé, en se référant au type d'antenne figurant dans les Normes techniques de l'IFRB (voir la Résolution 516 (HFBC-87)).

9.1.2 L'azimut du rayonnement maximal en degrés à partir du Nord géographique dans le sens des aiguilles d'une montre.

9.1.3 Le gain maximal (isotrope G_i, dB) s'il est différent de celui qui est associé au diagramme pertinent dans la série d'antennes de référence. Dans le cas de réseaux de doublets horizontaux à décalage, ce gain maximal est le gain en mode décalé.

9.1.4 Les bandes de fréquences la plus basse et la plus élevée (en MHz) pour les antennes multibande, ou la bande de fréquences pour les antennes à bande unique.

[1] Renseignements de base que les administrations doivent fournir obligatoirement.

[2] Pour information seulement.

9.2 Pour les réseaux de doublets horizontaux, indiquer en plus des paramètres ci-dessus:

9.2.1 Le type d'élément rayonnant (éléments de doublets à alimentation par les extrémités ou centrale).

9.2.2 Le type de réflecteur (doublets accordés ou écran apériodique)

9.3 Pour les réseaux de doublets horizontaux multibande, indiquer en plus des paramètres ci-dessus:

9.3.1 La fréquence nominale, en MHz. Si elle n'est pas indiquée, on admet qu'elle correspond à la moyenne arithmétique des fréquences centrales des bandes de fréquences la plus basse et la plus élevée couvertes par l'antenne.

9.4 Pour les réseaux de doublets horizontaux à décalage, indiquer en plus des paramètres ci-dessus:

9.4.1 L'azimut de la normale au plan des éléments rayonnants (en degrés par rapport au Nord géographique, dans le sens des aiguilles d'une montre).

10 *Puissance d'émission (dBW)*[1]

1) Pour les émissions à double bande latérale, indiquer la puissance porteuse en dBW.

2) Pour les émissions à bande latérale unique, indiquer la puissance de crête en dBW.

3) Indiquer la gamme des puissances disponibles

[1] Renseignements de base que les administrations doivent fournir obligatoirement.

11 *Classe d'émission*[1]

Indiquer s'il s'agit d'une émission à double bande latérale ou d'une émission à bande latérale unique avec une porteuse réduite de 6 dB ou de 12 dB par rapport à la puissance de crête (voir l'article 4)

11 1 Indiquer si l'émetteur peut fonctionner selon les deux techniques (à double bande latérale et à bande latérale unique).[2]

12 *Fréquence assignée* (pour l'application de l'article **17** ou de la section 2 de l'annexe 1 à la Résolution **515 (HFBC-87)**).

Les administrations pourront indiquer

- la fréquence assignée (en kHz)[3]
- d'autres fréquences (en kHz)[3]
- la bande de fréquences (en MHz)

Si aucune information n'est fournie, le Comité choisira la bande et la frequence appropriées, conformément à l'annexe 1 à la Résolution **515 (HFBC-87)**

[1] Renseignements de base que les administrations doivent fournir obligatoirement.

[2] Pour information seulement

[3] *a)* Pour une émission à double bande latérale, la fréquence assignée doit être exprimée en kHz et se terminer par 0 ou 5

b) Pour une émission à bande latérale unique, la fréquence assignée doit être exprimée en kHz et se terminer par 2,5 ou 7,5.

13 *Fréquences préreglees (en kHz)*[1]

14 *Fréquence préferée (en kHz)*[1]

15 *Bande de fréquences préferée (en MHz)*

16 *Disponibilité des équipements*

Indiquer le nombre d'émetteurs qui peuvent être utilisés simultanément et les bandes correspondantes susceptibles d'être utilisées lorsqu il est nécessaire d'utiliser plusieurs fréquences pour atteindre la fiabilité de référence de radiodiffusion (BBR) requise (voir l'appendice à la section 3 de l'annexe 1 à la Résolution **515 (HFBC-87)**).

17 *Types de continuité d'utilisation des fréquences demandes (types 2, 3 4 et/ou 5)* (voir paragraphe IV.3 de l'appendice à la section 3 de l'annexe 1 à la Résolution **515 (HFBC-87)**)

17 1 *Identification des besoins reliés par ces types de continuité*

18 *Valeur la moins élevée de la BBR à utiliser pour ce besoin* (voir paragraphe IV.3.3 de l'appendice à la section 3 de l'annexe 1 à la Résolution **515 (HFBC-87)**)

[1] *a)* Pour une émission à double bande latérale, la fréquence assignée doit être exprimée en kHz et se terminer par 0 ou 5

b) Pour une émission à bande latérale unique, la fréquence assignée doit être exprimée en kHz et se terminer par 2,5 ou 7,5.

19 *Indication de l'utilisation d'émetteurs synchronisés*

20 *Indication des limitations des équipements* (par exemple, les bandes de fréquences disponibles)

21 *Mention indiquant si des consultations sont requises lorsque le rapport de protection RF dans le même canal est inférieur à 17 dB*

22 *Nature du besoin* (par exemple, national ou international)[1]

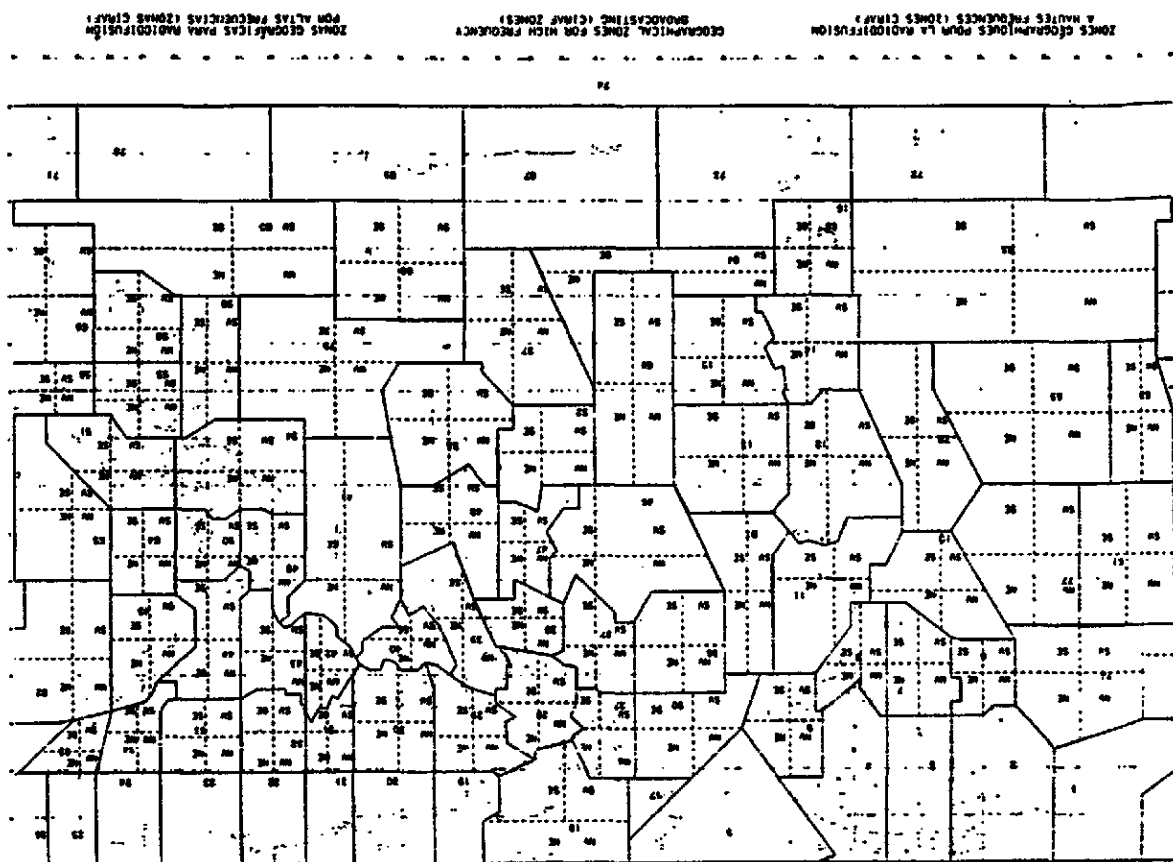
23 *Adresses postale et télégraphique de l'administration responsable de la station*

24 *Observations et renseignements supplémentaires*

Indiquer, après le symbole COORD/, le nom de toute administration avec laquelle la coordination de l'utilisation de la fréquence a été faite

Indiquer tout autre renseignement dont le Comité pourrait avoir besoin pour évaluer le Système de planification HFBC amélioré (voir la Résolution 515 (HFBC-87)).

[1] Pour l'application de la Résolution 515 (HFBC-87) seulement (Voir aussi le numéro 1739.1)

SECTION C. Cartes des Zones CIRAF

Note – Les renseignements concernant les points de mesure associés à ces zones CIRAF et quadrants sont donnés dans les Normes techniques de l'IFRB.

APPENDICE 7

Renvois du tableau des tolérances de fréquence des émetteurs

MOD HFBC-87 *15)* Pour les émissions de classe A3E, d'une puissance de porteuse inférieure ou égale à 10 kW, fonctionnant dans les bandes 1 606,5 (1 605 Région 2) - 4 000 kHz, 4 - 5,95 MHz et 5,95 - 29,7 MHz, la tolérance est respectivement de 20 millionièmes, de 15 millionièmes et de 10 millionièmes.

MOD HFBC-87 *21)* Il est suggéré que les administrations évitent des différences de fréquence porteuse de l'ordre de quelques hertz, qui causent des dégradations analogues à celles des évanouissements périodiques. Il convient, pour ce faire, que la tolérance de fréquence soit de 0,1 Hz; cette tolérance conviendrait également pour les émissions à bande latérale unique. *

ADD HFBC-87 * *Note:* Le système à bande latérale unique adopté pour les bandes attribuées en exclusivité à la radiodiffusion à ondes décamétriques ne nécessite pas une tolérance de fréquence inférieure à 10 Hz. La dégradation susmentionnée apparait lorsque le rapport signal utile/signal brouilleur est nettement inférieur au rapport de protection requis. Cette remarque s'applique aussi bien aux émissions à double bande latérale qu'aux émissions à bande latérale unique.

ADD

APPENDICE 45

HFBC-87

Spécifications du système à double bande latérale (DBL) et du système à bande latérale unique (BLU) dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

PARTIE A

Système à double bande latérale (DBL)

1. *Paramètres du système*

1.1 *Espacement des canaux*

Dans les systèmes DBL, l'espacement nominal doit être de 10 kHz. Toutefois, on peut utiliser les canaux intercalés avec un écartement de 5 kHz, conformément aux critères de protection relative, sous réserve que l'émission intercalée ne soit pas destinée à la même zone géographique que l'une ou l'autre des deux émissions entre lesquelles elle s'intercale.

2. *Caractéristiques d'émission*

2.1 *Fréquences porteuses nominales*

Les fréquences porteuses nominales doivent être des multiples entiers de 5 kHz.

2.2 *Bande audiofréquence*

La limite supérieure de la bande audiofréquence (à −3 dB) de l'émetteur ne doit pas dépasser 4,5 kHz et la limite inférieure doit être de 150 Hz avec, pour les fréquences inférieures, une pente d'affaiblissement de 6 dB par octave.

2 3 *Traitement de la modulation*

En cas de traitement du signal audiofréquence, la gamme dynamique du signal de modulation ne doit pas être inférieure à 20 dB.

2 4 *Largeur de bande nécessaire*

La largeur de bande nécessaire ne doit pas dépasser 9 kHz

PARTIE B

Système à bande latérale unique (BLU)

1 *Paramètres du système*

1 1 *Espacement des canaux*

Pendant la période de transition (voir la Résolution 517 (HFBC-87)), l'espacement des canaux sera de 10 kHz. En vue d'économiser le spectre, on pourra aussi, pendant la période de transition, intercaler des émissions BLU à égale distance de deux canaux DBL adjacents, c'est-à-dire avec un écartement de 5 kHz entre les fréquences porteuses, sous réserve que l'émission intercalée ne soit pas destinée à la même zone géographique que l'une ou l'autre des deux émissions entre lesquelles elle s'intercale.

Une fois la période de transition terminée, l'espacement des canaux et l'écartement des fréquences porteuses seront de 5 kHz.

1 2 *Puissance équivalente de la bande latérale*

Lorsque l'affaiblissement de la porteuse, par rapport à la puissance de crête, est de 6 dB, une émission BLU équivalente est celle qui donne le même rapport signal audiofréquence/bruit à la sortie du récepteur que l'émission DBL correspondante quand elle est reçue avec un récepteur DBL à détection d'enveloppe. C'est ce qui se produit lorsque la puissance de la bande latérale de l'émission BLU est de 3 dB supérieure à la puissance totale des bandes latérales de l'émission DBL. (La puissance de crête de l'émission BLU équivalente ainsi que la puissance porteuse sont les mêmes que celles de l'émission DBL.)

AP45

2 *Caractéristiques d'émission*

2 1 *Fréquences porteuses nominales*

Les fréquences porteuses nominales seront des multiples entiers de 5 kHz.

2 2 *Tolérance de fréquence*

La tolérance de fréquence sera de 10 Hz [1]

2 3 *Bande audiofréquence*

La limite supérieure de la bande audiofréquence (à −3 dB) de l'émetteur ne doit pas dépasser 4,5 kHz, l'affaiblissement au-delà de cette valeur étant de 35 dB/kHz, et la limite inférieure doit être de 150 Hz avec, pour les fréquences inférieures, une pente d'affaiblissement de 6 dB par octave.

2 4 *Traitement de la modulation*

En cas de traitement du signal audiofréquence, la gamme dynamique du signal de modulation ne doit pas être inférieure à 20 dB.

---

[1] Voir le renvoi *21)* de l'appendice 7

2 5 *Largeur de bande nécessaire*

La largeur de bande nécessaire ne doit pas dépasser 4,5 kHz

2 6 *Reduction de la porteuse (par rapport à la puissance de crête)*

Au cours de la période de transition, la réduction de la porteuse sera de 6 dB afin de permettre aux émissions BLU d'être reçues par les récepteurs DBL classiques fonctionnant avec détection d'enveloppe, sans dégradation excessive de la qualité de réception

Au terme de la période de transition, la réduction de la porteuse sera de 12 dB

2 7 *Bande latérale à émettre*

On utilisera exclusivement la bande latérale supérieure

2 8 *Affaiblissement de la bande latérale non désirée*

L'affaiblissement de la bande latérale non désirée (bande latérale inférieure) et des produits d'intermodulation dans cette partie du spectre de l'émission doit être d'au moins 35 dB par rapport au niveau du signal de la bande latérale utile. Cependant, étant donné qu'en pratique il y a une grande différence d'amplitude entre les signaux des canaux adjacents, un affaiblissement plus important est recommandé.

3 *Caractéristiques du récepteur de référence*

Les principales caractéristiques du récepteur de référence sont indiquées ci-après. Pour de plus amples détails, consulter les Recommandations pertinentes du CCIR.

3 1 *Sensibilité limitée par le bruit*

La valeur de la sensibilité limitée par le bruit est inférieure ou égale à 40 dB(μV/m)

3 2 *Démodulateur et acquisition de la porteuse*

Le récepteur de référence est équipé d'un démodulateur synchrone utilisant, pour l'acquisition de la porteuse, un dispositif qui régénère une porteuse, au moyen d'une boucle de commande appropriée verrouillant le récepteur sur la porteuse reçue. Le récepteur de référence devrait fonctionner aussi bien avec des émissions DBL qu'avec des émissions BLU ayant un niveau de porteuse inférieur de 6 dB ou de 12 dB à la puissance de crête.

3 3 *Sélectivité globale*

Le récepteur de référence a une largeur de bande globale (à −3 dB) de 4 kHz, avec une pente d'affaiblissement de 35 dB/kHz.

Note: On trouvera ci-dessous d'autres combinaisons possibles de largeur de bande et de pente d'affaiblissement qui donnent les mêmes résultats pour un écartement entre porteuses de 5 kHz.

Pente d'affaiblissement	Largeur de bande globale (à −3 dB)
25 dB/kHz	3 300 Hz
15 dB/kHz	2 700 Hz

PROTOCOLE FINAL*

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), les délégués soussignés prennent acte des déclarations suivantes faites par les délégations signataires.

N° 1

Original: anglais

Pour la République des Maldives:

La Délégation de la République des Maldives à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts et répondre aux besoins de son service de radiodiffusion.

N° 2

Original: anglais

Pour la République démocratique d'Afghanistan, la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, la République islamique d'Iran, la République d'Iraq, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, la République islamique du Pakistan, l'Etat du Qatar, la République arabe syrienne, la République démocratique somalie, la Tunisie, la République arabe du Yémen, la République démocratique populaire du Yémen:

Les Délégations des pays susmentionnés à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) déclarent que la signature et l'approbation éventuelle, par leurs Gouvernements respectifs ou leurs autorités compétentes, des Actes finals de la présente Conférence ne sont pas valables en ce qui concerne l'entité sioniste citée dans l'Annexe 1 à la Convention sous la prétendue appellation d'Israël et n'impliquent en aucune manière sa reconnaissance.

---

* *Note du Secrétariat général:* Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt. Dans la Table des matières, ces textes sont classés par ordre alphabétique des noms de pays.

N° 3

Original: anglais

Pour le Royaume d'Arabie saoudite:

La Délégation du Royaume d'Arabie saoudite à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), réserve à son Administration le droit de prendre toute mesure qu'elle pourra estimer nécessaire pour protéger ses intérêts dans les domaines visés par la présente Conférence, au cas où une administration contreviendrait, de quelque manière que ce soit, aux dispositions des Actes finals de la présente Conférence et où cela pourrait avoir un effet quelconque sur le service de radiodiffusion du Royaume d'Arabie saoudite.

N° 4

Original: anglais

Pour la République du Libéria:

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, réunie à Genève du 2 février au 8 mars 1987, la Délégation de la République du Libéria réserve à son Gouvernement le droit de prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire pour protéger ses intérêts et ses droits au cas où un ou plusieurs Etats ou Administrations Membres manqueraient d'observer les dispositions des Actes finals et annexes adoptés par la présente Conférence.

Si le transfert de besoins, ou toute autre restriction aux besoins de radiodiffusion, nationaux ou internationaux porte atteinte aux droits souverains de la République du Libéria, notre Délégation réserve à la République du Libéria le droit de prendre toute mesure ou d'adopter toute décision propre à préserver sa souveraineté.

N° 5

Original: anglais

Pour la République islamique du Pakistan

Considérant

a) que la mise en application de l'utilisation planifiée des bandes d'ondes décamétriques attribuées à la radiodiffusion est retardée une fois de plus;

b) que ni le texte actuel ni le texte modifié de l'article 17 du Règlement des radiocommunications n'assurent une répartition équitable entre tous les pays des bandes d'ondes décamétriques attribuées à la radiodiffusion;

c) que les bandes de fréquences des 6 et 7 MHz attribuées à la radiodiffusion sont particulièrement encombrées,

la Délégation du Pakistan se réserve le droit de prendre toute mesure qu'elle jugera nécessaire pour protéger les intérêts du Pakistan en matière de radiodiffusion en ondes décamétriques. Cette réserve restera valable jusqu'à la mise en œuvre du Plan pour la radiodiffusion en ondes décamétriques.

N° 6

Original: espagnol

Pour la République du Honduras:

La Délégation de la République du Honduras à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) fait la déclaration suivante:

1. tous les pays doivent exercer leurs droits souverains en ce qui concerne l'accès à l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées à la radiodiffusion;

2. l'application conjointe de l'article 17 amélioré et du système de planification HFBC amélioré garantira une utilisation efficace et équitable du spectre radioélectrique attribué à ces bandes;

3. le document d'ensemble soumis à la présente session de la Conférence constitue une solution adéquate du problème, dans une mesure acceptable;

4. il est extrêmement préoccupant qu'une CAMR compétente puisse réviser l'attribution des bandes et, en conséquence, élargir les bandes attribuées à la radiodiffusion en ondes décamétriques aux dépens des services fixe et mobile, étant donné que ces services assurés dans les bandes d'ondes décamétriques constituent un moyen inappréciable de progrès pour les pays en voie de développement;

5. la Délégation du Honduras réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts nationaux.

N° 7

Original: français

Pour la Tunisie.

La Délégation de la Tunisie à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, profondément préoccupée par l'orientation imposée aux travaux de la Conférence, tendant à privilégier l'application de l'article 17 amélioré au détriment du système de planification HFBC, et déçue par les résultats obtenus, déclare qu'en signant les Actes finals, elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures propres à assurer le meilleur fonctionnement de ses services de radiodiffusion, et à satisfaire ses besoins en ondes décamétriques.

N° 8

Original: anglais

Pour Antigua-et-Barbuda:

En signant les Actes finals de la CAMR pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion - HFBC(2), Genève, 1987, la Délégation d'Antigua-et-Barbuda réserve le droit à son Gouvernement de prendre toute mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer le fonctionnement satisfaisant de ses services de télécommunication au cas où un pays quelconque ne respecterait pas les dispositions adoptées par la Conférence.

N° 9

Original. anglais

Pour l'Etat d'Israël.

1 Question des brouillages préjudiciables.

Les résultats des programmes de contrôle des émissions conduits par l'IFRB ont permis d'identifier et de localiser avec précision quelque 1375 stations qui causent des brouillages préjudiciables et de confirmer la position géographique la plus probable de nombreuses autres stations (voir le paragraphe 2.8 du Rapport de l'IFRB à l'intention de la seconde session de la présente Conférence, contenu dans le Document 9).

Le Rapport de l'IFRB met nettement en évidence le caractère et l'effet néfastes de ces brouillages préjudiciables intentionnels pour la réception des émissions en ondes décamétriques de presque toutes les administrations.

De tels brouillages délibérés sont une violation flagrante de la lettre et de l'esprit de la Convention et du Règlement des radiocommunications (par exemple, article 4 de la Convention relatif à l'objet de l'Union; article 35 de la Convention relatif aux brouillages préjudiciables; article 18 du Règlement des radiocommunications relatif aux brouillages préjudiciables) – outre qu'ils contreviennent à d'autres principes internationaux communs intéressant différents organismes internationaux.

L'IFRB a officiellement déclaré en séance plénière que le système de planification serait anéanti si une seule administration utilisait des fréquences autres que celles attribuées dans le cadre du système – sans parler des brouillages délibérés causés massivement.

Malheureusement, ces conseils avisés et objectifs de l'UIT ainsi que d'autres avertissements lancés publiquement par des experts en radiodiffusion à ondes décamétriques ont été presque totalement ignorés et sont autant de voix prêchant dans le désert.

Dans ces conditions, Israël se réserve le droit, et l'obligation, de prendre toute mesure nécessaire pour assurer le bon fonctionnement et une protection adéquate de ses services de radiodiffusion en ondes décamétriques. Ce faisant, Israël s'efforcera néanmoins – comme dans le passé – dans la mesure du possible, de respecter les droits des administrations dont les services sont exploités conformément à la Convention et au Règlement des radiocommunications.

2. Généralités.

La Délégation d'Israël déclare que la signature qu'elle apposera sur l'Accord et l'éventuelle approbation de cet Accord par son Administration ne prendront effet et n'entraîneront pour Israël d'obligations qu'à l'égard des administrations qui appliquent les dispositions de la Convention et du Règlement des radiocommunications dans leurs relations avec l'Etat d'Israël.

N° 10

Original: français

Pour la République populaire de Bulgarie.

La Délégation de la République populaire de Bulgarie à la CAMR pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, seconde session, Genève, février-mars 1987, réserve le droit à son Gouvernement de prendre les mesures appropriées qu'il considérerait comme indispensables, au cas où il y aurait abus des principes énoncés dans les Actes finals.

N° 11

Original: espagnol

Pour la République du Paraguay:

La Délégation de la République du Paraguay accréditée auprès de la «seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion», réserve à son Gouvernement, le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si, par leur teneur, les Actes finals de la présente Conférence ou une partie de ceux-ci, ou encore les déclarations d'autres administrations portaient préjudice à ses services de radiocommunication.

N° 12

Original: anglais

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

La Délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions des présents Actes finals, de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi, 1982, de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

N° 13

Original: français

Pour la République du Cameroun:

Au nom de son Gouvernement, la Délégation camerounaise déclare ce qui suit

1 l'accès équitable aux ressources naturelles, rares et communes à toute l'humanité, notamment le spectre radioélectrique dans sa partie des bandes d'ondes décamétriques réservées à la radiodiffusion, tant nationale qu'internationale, est une nécessité actuelle;

2. le processus engagé par la présente Conférence et visant à rationaliser l'usage des bandes d'ondes décamétriques, et particulièrement celles réservées à la radiodiffusion nous semble à tout égard positif et porteur d'espoir;

3. fidèle au principe de dialogue et d'humanisme qui sous-tend sa politique de coopération internationale, la République du Cameroun ne ménagera aucun effort pour respecter les engagements pris au moment de la signature des présents Actes finals; toutefois, elle se réserve le droit de prendre les mesures appropriées, si du fait du non-respect, par certains pays, des décisions de la Conférence, le fonctionnement de son réseau de radiodiffusion en ondes courtes était perturbé.

N° 14

Original: espagnol

Pour la République de Colombie:

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (CAMR HFBC, Genève, 1987), la Délégation de Colombie déclare que la Colombie ne s'estime pas liée par les actes, accords, résolutions et dispositions de cette Conférence dans la mesure où ils portent préjudice à ses stations de radiodiffusion à couverture nationale dans les bandes d'ondes décamétriques ou à d'autres de ses services de télécommunication, réservant à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il juge opportunes pour sauvegarder les intérêts du pays en ces matières et au cas où cela serait nécessaire pour l'application ou l'interprétation de l'une quelconque des dispositions de la Conférence.

La Délégation colombienne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il estime nécessaires, conformément à sa législation nationale et au droit international, pour protéger ses intérêts nationaux au cas où les réserves formulées par les représentants d'autres pays pourraient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Colombie ou porter atteinte à la plénitude de ses droits souverains.

N° 15

Original: anglais

Pour le Royaume du Swaziland:

Considérant les délibérations et l'issue de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de *radiodiffusion (Genève, 1987), l'Administration du Royaume du Swaziland note avec une pro*fonde inquiétude que la Conférence n'a pas répondu à ce que l'on en attendait, et en particulier qu'elle n'a pas traité la question des besoins nationaux et internationaux.

De plus, l'Administration du Royaume du Swaziland déplore les résultats du système de planification HFBC, qui n'ont pas permis de trouver de fréquences pour un nombre assez considérable d'assignations de fréquence et, ce qui est plus grave encore, le fait que même les besoins qui ont été pris en considération sont privés de continuité de fréquences.

En conséquence, l'Administration du Royaume du Swaziland réserve son droit souverain de prendre les décisions qu'elle jugera nécessaires pour protéger et maintenir la continuité de ses services de radiodiffusion ainsi que ses intérêts en ce qui concerne les questions traitées par la seconde session de la présente Conférence, dans le cas où toute administration participant à la Conférence prendrait une mesure quelconque qui pourrait porter atteinte à ses services de radiodiffusion.

N° 16

Original: anglais

Pour la République-Unie de Tanzanie:

Etant donné l'issue de la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), la République-Unie de Tanzanie fait la déclaration suivante:

1. l'Administration tanzanienne est consternée par le fait que cette Conférence n'a ni examiné en détail ni pris en considération les différences entre les besoins de radiodiffusion nationaux et internationaux, alors que cela était stipulé au chapitre 4 (paragraphe 4.1.2.2) du rapport de la première session à la seconde session; elle note en outre qu'il y a maintenant 40 ans que cette question a été soulevée pour la première fois (Conférence d'Atlantic City, 1947);

2. que les résultats du système de planification HFBC se sont révélés très décevants pour la plupart des administrations;

3. cependant, l'Administration tanzanienne réserve son droit souverain de prendre toute mesure qu'elle jugera appropriée pour protéger ses besoins de radiodiffusion contre tout pays qui y porterait atteinte.

N° 17

Original: anglais

Pour la République d'Indonésie:

La Délégation de la République d'Indonésie à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) réserve le droit à son Gouvernement de prendre:

1. toute disposition qu'il jugerait nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, dans le cas où des Membres manqueraient en quelque façon que ce soit à se conformer aux dispositions des Actes finals de la Conférence ou si des réserves formulées par d'autres Membres tendaient à compromettre son service de radiodiffusion en ondes décamétriques;

2. toute autre mesure conforme à la Constitution et à la législation en vigueur dans la République d'Indonésie.

N° 18

Original: anglais

Pour la République populaire hongroise:

La Délégation de la République populaire hongroise à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) réserve le droit à son Gouvernement de prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, dans le cas où un quelconque Membre de l'Union manquerait de se conformer aux dispositions de la présente Conférence, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre son service de radiodiffusion en ondes décamétriques.

N° 19

Original: anglais

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

En signant les Actes finals, la Délégation de la République socialiste fédérative de Yougoslavie à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, fait la déclaration suivante:

La Délégation yougoslave tient à exprimer sa préoccupation et déplore qu'il n'ait pas été possible d'obtenir de meilleurs résultats pour donner suite à la Résolution N° 508 de la CAMR-79 et dans le cadre de l'approche méthodique vers une utilisation harmonieuse du spectre des ondes décamétriques. En même temps, la Délégation yougoslave exprime l'espoir que des succès viendront compenser cet échec dans les années à venir.

En conséquence, la Délégation yougoslave réserve à son Administration le droit de prendre toute mesure qu'elle jugera nécessaire pour protéger les intérêts de son service de radiodiffusion à ondes décamétriques. Ce faisant, l'Administration yougoslave tiendra compte dans toute la mesure possible des intérêts des autres pays.

N° 20

Original: anglais

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste:

La Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste estime que les bandes de fréquences radioélectriques constituent une ressource naturelle et que chaque pays devrait en avoir la part qui lui revient naturellement. Le principe de l'égalité des droits des grands pays et des petits pays ne peut être appliqué que si l'on garantit un minimum de besoins à chaque pays, à un niveau souhaité, compte tenu des besoins nationaux, dans le cadre de l'utilisation idéale organisée d'un Plan HFBC pour toutes les bandes.

Nous estimons que la Conférence n'a pas été en mesure d'atteindre ses objectifs, car la voie qui mène à ceux-ci a été bloquée à dessein par un petit nombre d'administrations, qui ont de nombreux émetteurs radioélectriques fonctionnant en ondes décamétriques et qui désirent retarder ou même empêcher tout succès possible.

Alors que nous considérons que la présente Conférence revêt un caractère technique, il est devenu évident que ces administrations obéissaient à d'autres motifs, en vue d'atteindre des objectifs politiques et culturels, afin que dure aussi longtemps que possible l'anarchie qui règne actuellement dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées à la radiodiffusion.

Etant donné que la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste croit au principe de l'égalité des droits entre pays, l'Administration libyenne se réserve le droit de continuer à œuvrer pour atteindre le but déjà défini lors de prochaines occasions, notamment lors de la future CAMR 1992. Elle désire aussi souligner qu'il est du devoir de l'IFRB d'améliorer les deux systèmes (système de planification HFBC et procédures de coordination) et de trouver des solutions positives pour tous les pays d'ici à la CAMR 1992.

N° 21

Original: anglais

Pour la République d'Iraq:

En signant les Actes finals de la Conférence, la Délégation de la République d'Iraq fait la déclaration suivante:

1. lorsque l'IFRB étudiera, dans la période qui suivra la Conférence, les besoins des administrations, en application de la Résolution N° 515, il devra se conformer au principe de l'égalité de traitement de tous les besoins et à la définition énoncée dans la note 1 relative aux principes de planification (article 17, numéro 1744); ainsi, les améliorations apportées au système HFBC ne devraient en aucune manière introduire un traitement préférentiel des besoins, en ce qui concerne leur nature, en aucune étape de son élaboration future;

2. le principe selon lequel un minimum égal de besoins doit être garanti à toutes les administrations n'a pas été adéquatement appliqué dans les Actes finals, bien qu'il soit largement accepté; il est regrettable qu'une décision appropriée n'ait pu être prise à cet égard;

3. elle réserve le droit à son Gouvernement de prendre toute mesure appropriée qu'il juge nécessaire pour sauvegarder les intérêts nationaux en ce qui concerne l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées à la radiodiffusion, dans le cas de toute interprétation contraire à ce qui précède ou de l'utilisation de ces bandes d'une manière contraire au Règlement des radiocommunications et aux Actes finals.

N° 22

Original: français

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La Délégation de la Côte d'Ivoire à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, seconde session (Genève, 1987) (HFBC(2)), accepte dans un souci de compromis d'apposer sa signature aux Actes finals de cette Conférence.

Elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures necessaires pour protéger ses intérêts en matière de radiodiffusion en ondes décamétriques si une quelconque des administrations présentes à cette Conférence n'applique pas les décisions arrêtées par compromis.

N° 23

(Numéro non utilisé.)

N° 24

Original: espagnol

Pour la République du Venezuela:

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, la Délégation de la République du Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de ratifier ou non le contenu partiel ou total de ces Actes finals, et le droit de prendre les mesures qu'il jugera les plus appropriées pour protéger ses intérêts au cas où un Membre quelconque, actuel ou futur, manquerait de se conformer aux dispositions des Actes cités ou pourrait, par d'autres actes, violer la souveraineté du Venezuela ou son ordre juridique interne.

La Délégation vénézuélienne réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune augmentation de la contribution du Venezuela aux dépenses de l'Union internationale des télécommunications qui pourrait résulter des mesures ou des réserves d'autres administrations.

N° 25

Original: français

Pour la République socialiste du Viet Nam:

La Délégation de la République socialiste du Viet Nam à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion tenue à Genève en 1987 (CAMR HFBC-87), en prenant note des principes et des méthodes de la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, tient à déclarer ce qui suit:

1. pour mettre en application des fréquences BLU au service de radiodiffusion, la Délégation vietnamienne souhaite que l'UIT et ses Etats Membres renforcent davantage leurs relations de coopération et leur assistance technique aux pays en développement, particulièrement aux pays dont l'infrastructure de radiodiffusion reste encore faible;

2. sur la base des principes d'égalité, de souveraineté et d'intégrité territoriale, et en vue de la satisfaction maximale des besoins de radiodiffusion et de l'utilisation des fréquences sans préjudice au service de radiodiffusion national et international des autres Membres de l'UIT, la Délégation vietnamienne réaffirme la position du Gouvernement vietnamien déjà exprimée dans sa déclaration à la première session de la CAMR HFBC-84 (Document HFBC(1)/245-F) et déclare en outre que le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour s'opposer à toute utilisation abusive des principes adoptés par la présente Conférence portant préjudice au service de radiodiffusion de son pays.

N° 26

Original: français

Pour la République du Sénégal:

En signant les Actes finals de la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, la Délégation de la République du Sénégal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne se conformeraient pas, de quelque manière que ce soit, aux dispositions de ces présents Actes finals, ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

N° 27

Original: français

Pour le Burkina Faso:

En signant les Actes finals de la CAMR HFBC(2), Genève, 1987, la Délégation du Burkina Faso réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où les dispositions prises par cette Conférence ne seraient pas respectées ou si les réserves formulées par d'autres Membres compromettaient ses services de radiodiffusion.

La patrie ou la mort nous vaincrons!

N° 28

Original: anglais

Pour la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, la République d'Iraq, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, l'Etat du Qatar, la République arabe syrienne, la République démocratique somalie, la Tunisie, la République arabe du Yémen, la République démocratique populaire du Yémen:

Les Délégations des pays ci-dessus à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987):

1. réservent leurs droits quant aux résultats non satisfaisants de ladite Conférence, qui n'a pas atteint les objectifs fixés;

2. déclarent qu'elles ne sont pas satisfaites de ce que les résultats de cette Conférence ne garantissent même pas des besoins minimaux satisfaisants pour leurs services de radiodiffusion dans les bandes d'ondes décamétriques;

3. déplorent la manière dont se sont déroulés les travaux de la Conférence.

N° 29

Original: anglais

Pour la République du Kenya:

La Délégation de la République du Kenya, au nom du Gouvernement de la République du Kenya et conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par celui-ci, déclare ce qui suit:

1. qu'elle appuie pleinement et approuve la méthode de planification HFBC élaborée par la première session de la Conférence HFBC et modifiée par la seconde session de la Conférence;

2 qu'elle confirme son engagement en ce qui concerne la Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1992 qui devra assurer l'adoption et l'extension de la méthode susmentionnée à toutes les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion, au plus tard en 1994;

3 qu'elle réserve le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder et protéger ses intérêts, au cas où l'un des Membres de l'Union manquerait de se conformer, comme cela est demandé, aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et en particulier à celles de la Résolution N° 9 de la Convention de Nairobi;

4. que le Gouvernement de la République du Kenya décline toute responsabilité quant aux conséquences qui pourraient résulter des réserves émises par des Membres de l'Union en ce qui concerne les présents Actes finals.

N° 30

Original: anglais

Pour la Malaisie.

La Délégation de la Malaisie, au nom de son Gouvernement et de son Administration

1. s'associe aux principes directeurs relatifs à la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion, tels qu'ils figurent dans le Rapport établi à l'intention de la seconde session de la Conférence, et réaffirme le principe de l'égalité des droits de tous les pays à accéder de façon équitable au spectre des fréquences pour le service de radiodiffusion;

2. note que les questions concernant les besoins nationaux et internationaux sont différentes et qu'il convient de les examiner avec soin lors d'une conférence compétente à venir;

3. et se réserve le droit dans tous les cas et en tout temps de sauvegarder ses intérêts concernant l'accès au spectre des fréquences pour le service de radiodiffusion en ondes décamétriques jusqu'à ce que l'Union résolve tous les problèmes qui compromettent ses besoins en matière de radiodiffusion.

N° 31

Original: anglais

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

En signant les Actes finals de la CAMR HFBC 1987, la Délégation de la République fédérale d'Allemagne déclare que les Actes finals, les Résolutions et les Recommandations de la présente Conférence ne préjugent en aucune façon de la position que son Gouvernement prendra lors d'une CAMR compétente concernant le Système de planification HFBC amélioré et la Procédure de consultation améliorée au titre de l'article 17 du Règlement des radiocommunications.

La Délégation de la République fédérale d'Allemagne réserve expressément à son Gouvernement le droit, entre autres:

- de subordonner les décisions qu'il prendra, à une CAMR compétente, au caractère acceptable des résultats des essais;
- de décider, à une CAMR compétente, dans quelles parties des bandes attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion le Système de planification et la Procédure de consultation seront respectivement appliqués afin de maintenir l'augmentation de l'encombrement à un niveau aussi bas que possible dans les parties du spectre régies par la Procédure de consultation; de plus, la Délégation maintient la réserve N° 35 faite par la République fédérale d'Allemagne lors de la signature des Actes finals de la CAMR 1979;
- de subordonner sa décision au traitement approprié des services de radiodiffusion nationaux et internationaux relativement au numéro 954 du Règlement des radiocommunications;
- de subordonner sa décision concernant le Système de planification HFBC à l'inclusion de dispositions appropriées en cas de brouillage préjudiciable.

N° 32

Original: anglais

Pour la Thaïlande:

La Délégation de la Thaïlande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays manquerait en quelque façon que ce soit de se conformer aux Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (HFBC-1987) ou encore si les réserves formulées par d'autres pays portaient atteinte à sa souveraineté et compromettaient les services de radiocommunication de la Thaïlande.

N° 33

Original: anglais

Pour la République de Singapour:

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger son service de radiodiffusion à ondes décamétriques au cas où un Membre manquerait en quelque façon que ce soit de se conformer aux Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (HFBC-87), ou encore si les réserves émises par un autre pays compromettaient le fonctionnement de son service de radiodiffusion à ondes décamétriques.

N° 34

Original: anglais

Pour la République populaire socialiste d'Albanie:

Etant donné que la seconde session de la Conférence HFBC n'est pas parvenue à établir un plan en accord avec les principes adoptés à la première session, et étant donné que l'article 17 actuel ne garantit pas un service de radiodiffusion à ondes décamétriques satisfaisant pour de nombreux pays, dont la République populaire socialiste d'Albanie, la Délégation de ce pays réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts en matière de radiodiffusion à ondes décamétriques.

N° 35

Original: espagnol

Pour la République argentine:

Conformément à la réserve dont il est fait état dans le procès-verbal de la dix-septième séance plénière de la présente Conférence, la Délégation de la République argentine réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures jugées nécessaires pour garantir la poursuite du fonctionnement satisfaisant de ses stations fixes et mobiles exploitées sur son territoire et qui sont protégées par des assignations ayant reçu une conclusion favorable du Comité international d'enregistrement des fréquences, dans les portions de bandes attribuées au service fixe et que la CAMR-79 a prévues pour élargir les bandes de radiodiffusion en ondes décamétriques (numéro 531 du Règlement des radiocommunications), étant donné que la majorité des canaux devant permettre le transfert des assignations fixes et mobiles n'est pas viable du fait de la grande densité des stations de ce type qui sont en service.

N° 36

Original: anglais

Pour la République de Malte:

La Délégation de Malte à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) déclare que son Administration se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'elle pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre de l'Union ne se conformerait pas, de quelque façon que ce soit, aux dispositions des Actes finals ou si les réserves faites par un pays compromettaient le service de radiodiffusion de la République de Malte ou ses services de télécommunication.

La Délégation réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires, qu'il s'agisse de mesures techniques ou d'autres mesures, pour assurer par tous moyens l'intégrité de son territoire national en cas de brouillage extérieur et pour protéger son service de radiodiffusion.

N° 37

Original: russe

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, seconde session (Genève, 1987), les Délégations de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclarent que la révision partielle du Règlement des radiocommunications adoptée par la Conférence, la méthode de planification élaborée et le Système de planification informatisé amélioré, ainsi que les modifications apportées à l'article 17 du Règlement des radiocommunications, doivent être mis à l'essai sur la base de plans saisonniers et de listes de fréquences expérimentaux, et être analysés avant leur présentation à une future conférence compétente.

Au cas où les plans expérimentaux élaborés sur la base des décisions de la présente Conférence ne permettraient pas de satisfaire les besoins, en matière de radiodiffusion à ondes décamétriques, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les Administrations de ces pays entreraient en consultation avec les parties intéressées et avec l'IFRB et, en cas de besoin, prendraient les mesures qu'elles jugeraient nécessaires pour sauvegarder leurs intérêts.

N° 38

Original: espagnol

Pour le Mexique:

La Délégation du Mexique, tenant compte du fait que dans les décisions adoptées pendant la seconde session de la CAMR pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), il est recommandé d'examiner la nécessité d'organiser une CAMR à l'ordre du jour de laquelle figurerait la possibilité d'élargir le spectre des ondes décamétriques attribué en exclusivité au service de radiodiffusion, réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il juge appropriées pour protéger comme il convient ses services de radiocommunication fonctionnant dans ces bandes.

N° 39

Original: anglais

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

I

En rappelant la déclaration N° 36 du Protocole final aux Actes finals de la CAMR 1979, le Royaume-Uni note que le caractère inadéquat des bandes à ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion a été démontré par les résultats inacceptables des essais réalisés par l'IFRB sur le système de planification HFBC et en conséquence, se réserve le droit de prendre toutes mesures nécessaires, conformément au Règlement des radiocommunications, pour assurer la poursuite de l'exploitation de ses services de radiodiffusion à ondes décamétriques.

II

Rappelant les résultats des programmes de contrôle des émissions mis en place par l'IFRB conformément à la Résolution COM5/1 de la première session de la CAMR HFBC, et l'identification positive de nombreuses stations causant d'importants brouillages préjudiciables aux services de radiodiffusion, le Royaume-Uni prie instamment les administrations concernées de prendre, dans les meilleurs délais, les mesures visant à faire cesser l'exploitation de ces stations et d'éviter, par-là même, de porter préjudice à la réussite éventuelle de la mise en œuvre des décisions que pourrait prendre une CAMR compétente.

III

Rappelant le fonctionnement inacceptable du système de planification HFBC mis au point conformément aux instructions données par la première session de la CAMR HFBC, comme le montre le document 120 de la seconde session, le Royaume-Uni réserve sa position en ce qui concerne le caractère acceptable à venir du système tant qu'il n'aura pas été amélioré par l'IFRB, tant que le système amélioré n'aura pas subi des essais complets et que ses interactions avec l'article 17 révisé n'auront pas été étudiées, et tant que les résultats n'auront pas été examinés et jugés acceptables par une CAMR compétente.

IV

Rappelant l'article 80 de la Convention et la Résolution N° 48 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), le Royaume-Uni réserve sa position sur toutes les incidences financières des décisions de la CAMR HFBC 1987, y compris le coût des travaux consécutifs à la Conférence concernant le système HFBC amélioré et l'article 17 amélioré, ainsi que les coûts éventuels encourus par l'UIT pour la mise en œuvre de ces deux améliorations.

N° 40

Original: espagnol

Pour Cuba:

En signant les Actes finals de la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, la Délégation de la République de Cuba fait la déclaration suivante:

1. Elle dénonce le caractère agressif des émissions de radiodiffusion provenant du territoire des Etats-Unis d'Amérique, dans les différentes bandes attribuées ou non au service de radiodiffusion.

Ces émissions, comme cela a déjà été dénoncé en diverses occasions, témoignent de l'intention déterminée de diffuser des informations fausses et trompeuses qui attentent quotidiennement à la souveraineté nationale et à la stabilité politique et économique du pays, ce qui constitue une violation flagrante de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et cause, en outre, de graves brouillages aux différents services de radiocommunication qui fonctionnent à Cuba conformément au Règlement des radiocommunications.

Compte tenu de ces faits, la Délégation de la République de Cuba réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il juge appropriées pour protéger ses intérêts nationaux dans les différentes bandes et plus particulièrement dans les bandes attribuées au service de radiodiffusion.

2. Elle réserve à son tour, à son Gouvernement, le droit de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où:

a) les résultats de l'application de toute disposition ou méthode de planification de la radiodiffusion à ondes décamétriques, adoptée par la présente Conférence, pourraient compromettre les services existants ou prévus de radiodiffusion à ondes décamétriques de la République de Cuba;

b) les réserves et déclarations formulées par d'autres administrations porteraient préjudice auxdits services;

c) d'autres Membres de l'Union ne se conformeraient pas à l'une quelconque des dispositions adoptées par la présente Conférence.

N° 41

Original: anglais

Pour l'Australie.

Rappelant l'article 80 de la Convention et la Résolution N° 48 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), l'Australie réserve sa position sur toutes les incidences financières des décisions de la CAMR HFBC 1987, y compris le coût de tous travaux consécutifs à la Conférence concernant le développement de systèmes, ainsi que les coûts éventuels encourus pour la mise en œuvre de ces systèmes.

N° 42

Original: espagnol

Pour la République orientale de l'Uruguay:

En signant les Actes finals de la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), la Délégation de la République orientale de l'Uruguay réserve à son Gouvernement le droit d'adopter toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires pour assurer le développement et l'exploitation satisfaisante de son service de radiodiffusion à ondes décamétriques, au cas où ses intérêts seraient affectés par les Résolutions, Recommandations, et leurs annexes complètes, et, en général, par les dispositions adoptées par la présente Conférence.

De même, nous nous réservons le droit de prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour éviter que soit porté préjudice à nos services de radiodiffusion à ondes décamétriques du fait des réserves formulées par d'autres administrations, et du fait de l'adhésion et/ou du non-accomplissement des obligations de la part de tout autre Membre de l'Union.

N° 43

Original: français

Pour la République gabonaise:

En signant les Actes finals de la CAMR HFBC, la Délégation de la République gabonaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires visant à protéger ses intérêts en matière de radiodiffusion à ondes décamétriques si:

1. certains Membres n'observaient pas de quelque manière que ce soit les dispositions adoptées par la présente Conférence;

2. les réserves formulées par d'autres Membres avaient pour effet de compromettre le fonctionnement normal de ses services de radiodiffusion.

N° 44

Original: français

Pour la République populaire d'Angola:

La Délégation de la République populaire d'Angola, compte tenu des déclarations formulées par plusieurs délégations concernant les résultats de la CAMR HFBC(87), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne se conformeraient pas aux dispositions des Actes finals de la CAMR HFBC(87).

N° 45

Original: anglais

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

I

La Délégation des Etats-Unis d'Amérique, rappelant les réserves qu'elle a formulées dans les Nos 36 et 38 du Protocole final de la CAMR-79 concernant l'insuffisance des attributions au service de radiodiffusion à ondes décamétriques, réaffirme son opinion selon laquelle, sans attributions suffisantes, il ne sera pas possible de planifier l'utilisation de toutes les bandes de fréquences pour permettre aux divers pays d'assurer leurs services de radiodiffusion en cas de variations des conditions dans toute l'étendue du cycle d'activité solaire. En l'absence d'un spectre suffisant, l'Administration des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires pour répondre aux besoins de ses services de radiodiffusion à ondes décamétriques.

II

L'Administration des Etats-Unis d'Amérique attire l'attention sur le fait que certaines de ses émissions de radiodiffusion dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion subissent des brouillages préjudiciables en contravention de l'article 35 de la Convention et que la continuation de ces brouillages préjudiciables rendrait impossible la mise en œuvre efficace des nouvelles Procédures de planification proposées qui ont été discutées à la présente Conférence; elle se réserve le droit de prendre, à propos de ces brouillages, les mesures nécessaires et appropriées pour protéger les intérêts de ses services de radiodiffusion. Ce faisant, elle entend cependant respecter, dans la mesure du possible, les droits des administrations dont les services sont exploités conformément à la Convention et au Règlement des radiocommunications.

III

L'Administration des Etats-Unis d'Amérique déclare que, en signant les présents Actes finals autorisant la mise au point d'un logiciel afin de vérifier la qualité des nouvelles Procédures de planification proposées pour les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion, elle n'accepte aucune obligation s'agissant de la mise en œuvre de ces Procédures, en attendant, d'une part, l'exécution et l'évaluation d'essais adéquats et, d'autre part, les décisions qui seront prises ultérieurement par une Conférence administrative des radiocommunications compétente.

IV

L'Administration des Etats-Unis d'Amérique réserve sa position quant aux incidences financières des décisions prises par la CAMR HFBC(2), y compris les dépenses qui seraient encourues au titre des activités post-conférence et les dépenses futures qui seraient encourues par l'UIT pour l'application de telles ou telles de ces décisions.

N° 46

Original: anglais

Pour la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, la République d'Iraq, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, la Jamahiriya libyenne populaire et socialiste, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, l'Etat du Qatar, la République arabe syrienne, la Tunisie, la République arabe du Yémen, la République démocratique populaire du Yémen:

Les Délégations des pays précités à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (CAMR HFBC-87, Genève) réservent à leurs Gouvernements ou Autorités compétentes les droits de prendre les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour protéger leurs intérêts, si une ou plusieurs décisions prises par cette Conférence sont contraires au respect de la Résolution N° 9 parmi les autres dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

Ces Gouvernements ou ces Autorités compétentes formulent les mêmes réserves si un ou plusieurs Membres manquent d'observer ces dispositions.

N° 47

Original: anglais

Pour la République de l'Inde:

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Administration le droit de prendre des mesures appropriées, si besoin est, pour assurer le bon fonctionnement de ses services de radiocommunication, au cas où un pays ferait des réserves et/ou n'observerait pas une ou plusieurs dispositions du Règlement des radiocommunications ou de la Convention.

N° 48

Original: anglais

Pour la République islamique d'Iran:

La Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où ceux-ci seraient affectés par les décisions prises à la présente Conférence, ou si tout autre pays ou toute autre administration n'observe pas de quelque manière que ce soit les prescriptions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes, des Protocoles ou des Règlements qui y sont joints, ou encore les présents Actes finals, ou si les réserves ou déclarations faites par d'autres pays ou administrations compromettent le fonctionnement approprié et efficace de ses services de télécommunication, ou portent atteinte au plein exercice des droits souverains de la République islamique d'Iran.

N° 49

Original: anglais

Pour la Finlande et la Suède.

Les Délégations de la Finlande et de la Suède à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) constatent avec regret que la Conférence n'a pas pris les décisions nécessaires qui, dans un proche avenir, aboutiraient à la mise en œuvre des dispositions réclamées par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) pour améliorer la situation insatisfaisante qui caractérise actuellement les bandes d'ondes décamétriques attribuées exclusivement au service de radiodiffusion.

Par conséquent, en signant les Actes finals, les Délégations susmentionnées réservent à leurs Administrations le droit de prendre les mesures jugées nécessaires pour répondre aux besoins des services de radiodiffusion en ondes décamétriques de leurs pays respectifs. Ce faisant, les Administrations de la Finlande et de la Suède tiendront compte, dans toute la mesure possible, des intérêts des services des autres pays fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications et aux décisions de la présente Conférence.

N° 50

Original: anglais

Pour la République populaire de Chine:

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), la Délégation chinoise fait la déclaration suivante:

L'Administration chinoise a toujours considéré que la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion était une mesure efficace pour rationaliser l'utilisation du spectre des fréquences et remédier à la situation actuellement insatisfaisante des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion. Grâce aux efforts conjugués des Délégations participantes, la présente Conférence a fait des progrès à cet égard, mais elle n'a pas été en mesure de prendre la décision finale quant à la mise en œuvre du Plan. En conséquence, la Délégation chinoise réaffirme que la déclaration faite par la République populaire de Chine dans le Protocole final aux Actes finals de la CAMR-79 reste valable.

N° 51

Original: anglais

Pour la République démocratique d'Afghanistan:

La Délégation de la République démocratique d'Afghanistan réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures jugées nécessaires pour protéger ses intérêts pour le cas où les administrations d'autres pays manqueraient d'observer les dispositions des Actes finals et de leurs annexes, tels qu'adoptés par la présente Conférence.

N° 52

Original: français

Pour la République islamique de Mauritanie.

La Délégation de la République islamique de Mauritanie, en signant les Actes finals de la présente Conférence, réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où un ou plusieurs Membres, quel(s) qu'il(s) soi(en)t, n'observerai(en)t pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions des Actes finals de cette Conférence, ou si les réserves formulées par les autres administrations devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

N° 53

Original: français

Pour la Belgique, l'Irlande et le Luxembourg:

Le paragraphe 10 de la nouvelle section 2 de l'article 17 du Règlement des radiocommunications traite du concept d'un minimum de besoins à satisfaire pour chaque administration avec un niveau acceptable de qualité.

De l'avis des Délégations susmentionnées, la procédure de consultation et le système de planification décrits à l'annexe 1 à la Résolution N° 515 (HFBC-87) ne peuvent garantir la satisfaction du principe décrit dans le paragraphe 10 de la nouvelle section 2 de l'article 17 du Règlement des radiocommunications.

Afin que la prochaine conférence prévue en 1992 puisse prendre dans des délais brefs une décision définitive, les Délégations susmentionnées déclarent qu'elles sont d'avis que l'IFRB devrait étudier les moyens pour satisfaire à ce minimum de besoins pour chaque administration, tenant compte particulièrement des implications sur le logiciel. A cet effet, la Délégation belge a présenté un document (document 205) précisant certaines solutions et les Délégations susmentionnées proposent que l'IFRB en *prenne connaissance*.

N° 54

Original: français

Pour l'Italie.

Du rapport de la Commission de contrôle budgétaire (document 261), il ressort que la mise en œuvre des décisions de la CAMR HFBC-87 comporte un dépassement important des limites des dépenses fixées par le Conseil d'administration sur la base des dispositions du Protocole additionnel I à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982)

En signant les Actes finals de la Conférence, la Délégation de l'Italie réserve la position de son Administration à l'égard de futures considérations budgétaires.

N° 55

Original: anglais

Pour le Canada:

L'Administration du Canada attire l'attention sur le Rapport de l'IFRB décrivant les résultats du programme de contrôle des émissions dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion. Ce rapport énumère un grand nombre d'émissions qui ont une classe différente de celle utilisée pour la radiodiffusion, qui ne sont pas conformes aux numéros 340 et 341 et à l'article 17 du Règlement des radiocommunications et qui sont réputées avoir causé des brouillages préjudiciables à d'autres stations de radiodiffusion fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications.

En signant ces Actes finals, le Canada souligne le fait que le succès de la mise en œuvre d'un Système de planification HFBC serait compromis par la présence de brouillages préjudiciables.

N° 56

Original: espagnol

Pour le Chili:

La Délégation du Chili à la CAMR HFBC(2) réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de ses services de télécommunication et la sauvegarde de sa souveraineté nationale.

N° 57

Original: anglais

Pour la République arabe d'Egypte:

La Délégation de la République arabe d'Egypte réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures jugées nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où une administration manquerait de quelque manière que ce soit d'observer les dispositions des Actes finals de la présente Conférence et de leurs annexes, ou au cas où des déclarations faites par d'autres administrations porteraient préjudice à ses services de télécommunication ou de radiodiffusion.

N° 58

Original: français

Pour la France:

A

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourrait estimer nécessaires pour protéger ses intérêts dans les cas où certains Membres manqueraient de quelque façon de se conformer aux dispositions de la Convention et des Règlements y annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres administrations compromettaient le bon fonctionnement de ses services de radiocommunication.

B

La signature des Actes finals par la Délégation française ne préjuge pas de la position que son Gouvernement sera amené à prendre lors de l'examen des implications budgétaires des décisions de la Conférence.

N° 59

Original: espagnol

Pour l'Equateur:

La Délégation de l'Equateur, au nom de son Gouvernement, déclare que son Administration s'efforcera de respecter toutes les dispositions de la révision partielle du Règlement des radiocommunications adoptées par la présente Conférence et se réserve le droit:

a) d'adopter les mesures qu'elle jugera nécessaires pour protéger les services de radio communication de l'Equateur, au cas où ils seraient affectés par les dispositions des Actes finals de la présente Conférence ou de leurs annexes ou si d'autres Membres de l'Union manquaient d'observer ces dispositions;

b) de commencer à utiliser le système d'émission à bande latérale unique (BLU) lorsque les conditions favorables pour son application seront réunies; et

c) de ne pas accepter les réserves formulées par d'autres pays si elles vont à l'encontre des intérêts nationaux de l'Equateur.

Enfin, elle ratifie, dans toutes leurs parties, la déclaration N° 66 formulée à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) et la déclaration N° 80 formulée à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

N° 60

Original: anglais

Pour la République populaire démocratique de Corée:

La Délégation de la République populaire démocratique de Corée a participé à la seconde session de la HFBC persuadée que le Système de planification HFBC pouvait être fondé, dans une certaine mesure, sur les principes adoptés à la première session.

Cependant, elle tient à exprimer sa préoccupation et ses regrets car les résultats globaux des essais ne sont pas satisfaisants comme cela a été analysé et reconnu au cours de la Conférence.

Elle exprime le ferme espoir que la prochaine CAMR compétente mettra au point et adoptera un Système de planification HFBC amélioré conformément aux Résolutions et aux Recommandations adoptées à la présente Conférence et aux expériences acquises par l'IFRB au cours de la période intersession, afin que le spectre des ondes décamétriques puisse être utilisé de manière équitable, en particulier dans l'intérêt des pays en développement conformément à l'esprit de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi.

N° 61

Original. anglais

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Prenant note de la déclaration N° 40 formulée par l'Administration de Cuba, les Etats-Unis d'Amérique rejettent les allégations qui y sont contenues et réaffirment leur droit d'émettre vers Cuba sur des fréquences appropriées, libres de perturbations ou d'autres brouillages préjudiciables, et se réservent le droit de prendre toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne les brouillages existants et tout brouillage éventuel que Cuba causerait au service de radiodiffusion des Etats-Unis.

N° 62

Original: anglais

Pour l'Etat d'Israël.

Les déclarations faites par certaines Délégations au N° 2 du Protocole final étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent juridiquement nulles, le Gouvernement d'Israël tient à bien marquer qu'il les rejette catégoriquement et qu'il entend agir en considérant que lesdites déclarations sont dénuées de toute valeur quant aux droits et obligations de tout Etat Membre de l'Union internationale des télécommunications.

En tout état de cause, le Gouvernement d'Israël fera valoir ses droits pour protéger ses intérêts au cas où les Gouvernements de ces Délégations violeraient de quelque manière que ce soit les dispositions de la Convention, des Annexes, Protocoles ou Règlements associés ou les dispositions des *Actes finals* de la présente Conférence.

La Délégation d'Israël note en outre que, dans la déclaration N° 2, l'Etat d'Israël n'est pas désigné par son nom complet et correct. Cette déclaration ainsi formulée est totalement inadmissible et doit être dénoncée en tant que violation des règles reconnues de comportement international.

N° 63

Original: anglais

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.

Ayant noté les déclarations qui ont été faites, en signant les Actes finals et le Protocole final, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste se réserve le droit de prendre toutes mesures appropriées qu'elle pourra juger nécessaires à la sauvegarde des intérêts nationaux libyens de son service de radiodiffusion à ondes décamétriques, au cas où les réserves formulées par les autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de radiodiffusion, ou au cas où un Membre manquerait de se conformer aux dispositions adoptées par la présente Conférence, au Règlement des radiocommunications ou à la Convention.

N° 64

Original. français

Pour la République socialiste de Roumanie:

A

En prenant acte des réserves faites par différentes Délégations à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (seconde session), la Délégation de la République socialiste de Roumanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts et répondre aux besoins de son service de radiodiffusion dans le cas où certains Membres manqueraient de quelque façon de se conformer aux dispositions de la Convention et des Règlements y annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres administrations compromettaient le bon fonctionnement de ce service.

B

La signature des Actes finals par la Délégation de la République socialiste de Roumanie ne préjuge pas de la position que son Gouvernement sera amené à prendre lors de l'examen des implications budgétaires des décisions prises par la Conférence.

N° 65

Original. anglais

Pour le Royaume des Pays-Bas:

La Délégation du Royaume des Pays-Bas, déçue par le grand nombre des réserves faites par une majorité des Délégations présentes à la seconde session de la CAMR HFBC-1987 au sujet de l'utilisation des bandes attribuées à la radiodiffusion à ondes décamétriques, se voit dans l'obligation de réserver ses droits et de prendre toutes mesures qu'elle jugera nécessaires pour protéger les intérêts de son service de radiodiffusion à ondes décamétriques. Ce faisant, l'Administration du Royaume des Pays-Bas tiendra compte, dans la plus grande mesure pratiquement possible, des intérêts des services d'autres pays qui fonctionnent en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications et avec les décisions de la présente Conférence.

N° 66

Original: anglais

Pour la Turquie:

Ayant pris note des déclarations déjà déposées, la Délégation de la Turquie à la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures jugées nécessaires pour protéger ses intérêts afin de répondre aux besoins de son service de radiodiffusion.

N° 67

Original. français

Pour la République du Mali:

Après avoir pris note des déclarations déjà déposées, la Délégation de la République du Mali, en signant les Actes finals de la seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications HFBC, réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourrait estimer nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où:

a) les réserves et déclarations formulées par d'autres administrations porteraient préjudice au bon fonctionnement de ses installations de radiocommunication;

b) d'autres Membres manqueraient de quelque façon de se conformer aux dispositions de la Convention et du Règlement des radiocommunications.

N° 68

Original: anglais

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

La Délégation de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, déçue par le grand nombre des réserves faites par une majorité des Délégations présentes à la seconde session de la CAMR HFBC-87 au sujet de l'utilisation des bandes attribuées à la radiodiffusion à ondes décamétriques, se voit dans l'obligation de réserver le droit de son Administration de protéger les intérêts de son service de radiodiffusion à ondes décamétriques.

Ce faisant, l'Administration de la République socialiste démocratique de Sri Lanka tiendra compte, dans la plus grande mesure pratiquement possible, des intérêts des services d'autres pays qui fonctionnent en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications et avec les décisions de la présente Conférence.

N° 69

Original: anglais

Pour la République populaire de Chine:

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987), et ayant pris note de la déclaration N° 25, la Délégation chinoise réitère la position du Gouvernement chinois, déjà exposée dans sa déclaration (N° 115) incluse dans le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

(Suivent les signatures)

(Les signatures qui suivent le Protocole final sont les mêmes que celles qui sont mentionnées aux pages 4 à 20, à l'exception de celle de la République populaire de Pologne qui ne l'a pas signé)

RES8-1

Adjonction d'une référence à la

RÉSOLUTION N° 8

Sous le titre de la Résolution 8,

ADD (voir aussi la Résolution **512 (HFBC-87)**)

RES91-1

RÉSOLUTION N° 91 (HFBC-87)

Révision, remplacement et abrogation de Résolutions et Recommandations de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979)

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considerant

son ordre du jour tel qu'il figure dans la Résolution N° **912** adoptée par le Conseil d'administration à sa 39[e] session (1984), en particulier le point 2.1.6 de cet ordre du jour et les mesures prises à propos d'une Résolution et de trois Recommandations de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979),

considerant en outre

a) que la Résolution et la Recommandation suivantes sont révisées comme suit

Résolution **641**	relative à l'utilisation de la bande de fréquences 7 000 - 7 100 kHz, remplacée par la Résolution **641 (Rév.HFBC-87)**;
Recommandation **503**	relative à la radiodiffusion en ondes décamétriques, remplacée par la Recommandation **503 (Rév.HFBC-87)**;

b) que toutes les mesures prévues dans les Recommandations suivantes ont été prises:

Recommandation **500**	relative à l'élaboration de la documentation technique nécessaire pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la radiodiffusion à ondes décamétriques;

Recommandation 501 relative à l'étude de l'introduction de la technique de la bande latérale unique dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion, pour la préparation de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la radiodiffusion à ondes décamétriques,

décide

que la Résolution **641** et les Recommandations **500**, **501** et **503** de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) sont abrogées.

RÉSOLUTION N° 511 (HFBC-87)

Programme d'action relatif à l'amélioration, à l'essai, à l'adoption et à la mise en œuvre pratique du système de planification pour les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion et dispositions connexes

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

la nécessité d'adopter un programme d'action,

décide

1 que le système de planification HFBC et le logiciel qui lui est associé doivent être améliorés conformément aux instructions complémentaires contenues dans la Résolution **515 (HFBC-87)**;

2. que le système de planification HFBC amélioré doit être mis à l'essai, conformément aux instructions contenues dans la Résolution 515 (HFBC-87), pour son adoption si une conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente juge cette méthode acceptable, et pour son application dans les bandes attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion comme suit:

bande des 26 MHz: 25 900 - 26 100 kHz
bande des 21 MHz: 21 650 - 21 850 kHz
bande des 17 MHz: 17 550 - 17 750 kHz
bande des 15 MHz: 15 400 - 15 600 kHz
bande des 13 MHz: 13 600 - 13 800 kHz
bande des 11 MHz: 11 650 - 11 700/11 975 - 12 050 kHz
bande des 9 MHz: 9 775 - 9 900 kHz[1].

[1] Cette bande *ne sera* disponible qu'à partir du 1[er] juillet 1994 (Résolution 8).

décide en outre de recommander

qu'une conférence administrative mondiale des radiocommunications (CAMR) devra être convoquée au plus tard en 1992,

que cette conference devra

- examiner les résultats fournis par l'IFRB du système de planification HFBC amélioré et de la procédure de consultation contenue dans l'article 17;
- examiner les effets de l'interaction entre les deux «systèmes» (système de planification HFBC amélioré et procédure de consultation contenue dans l'article 17);
- décider des améliorations éventuelles à apporter aux deux «systèmes»;
- en fonction de l'analyse des résultats des essais, décider de la date de mise en application des deux systèmes, qui devrait intervenir aussitôt que possible après la CAMR de 1992;
- décider de la date de mise en application du système de planification HFBC dans la bande d'extension des 9 MHz;
- prendre les mesures nécessaires pour résoudre la question du traitement des besoins en matière de radiodiffusion nationale;
- établir un plan à long terme en vue de planifier toutes les bandes attribuées en exclusivité à la radiodiffusion en ondes décamétriques,

invite la Conférence de plénipotentiaires

à prendre, à titre prioritaire, les dispositions nécessaires pour inclure la CAMR de 1992 dans le programme de conférences qu'elle doit établir.

invite le Conseil d'administration

à mettre tout en œuvre pour que cette conférence ait lieu au plus tard en 1992,

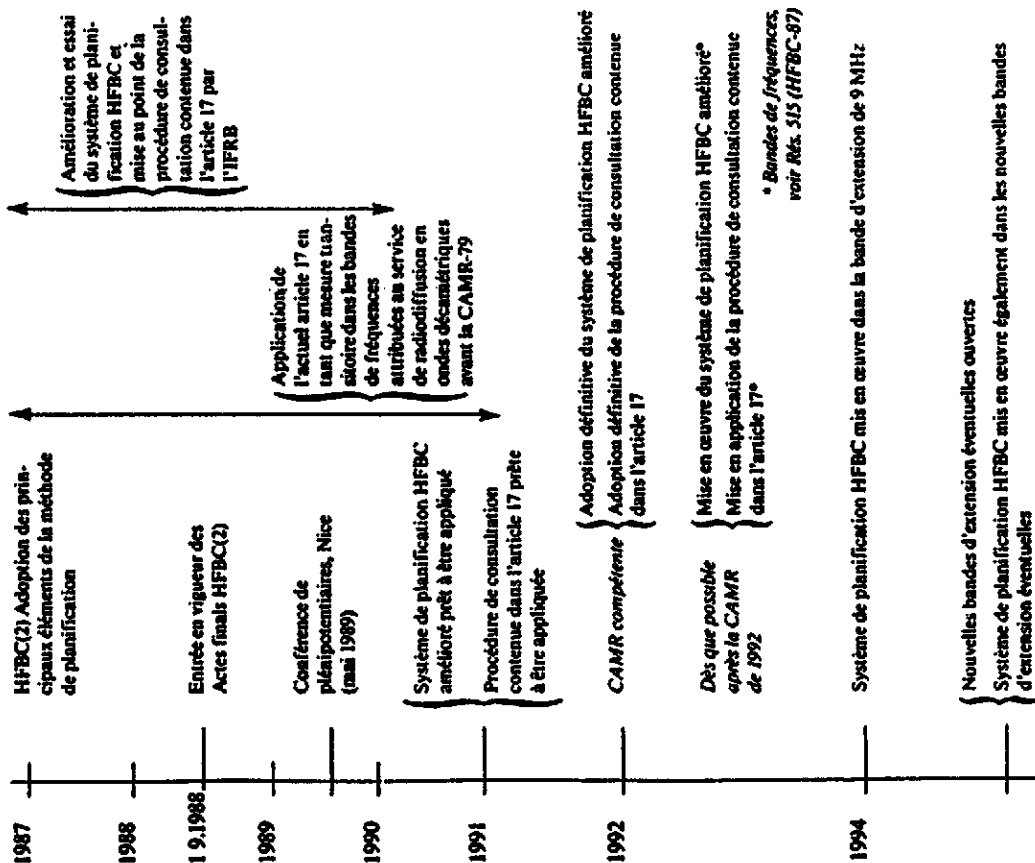
charge l'IFRB

d'apporter les améliorations nécessaires au logiciel du système de planification HFBC, de mettre à l'essai le système et de soumettre les résultats de ses travaux aux administrations ainsi qu'à la CAMR susmentionnée,

charge le Secrétaire général

de porter la présente Résolution à l'attention du Conseil d'administration

ANNEXE À LA RÉSOLUTION N° 511 (HFBC-87)

Programme d'action

RÉSOLUTION N° 512 (HFBC-87)

Utilisation d'émetteurs de radiodiffusion à ondes décamétriques dans les bandes élargies au-dessus de 10 MHz

La Conference administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que la Conference administrative mondiale des radiocommunications (Geneve, 1979) (CAMR-79) a attribué de nouvelles bandes d'ondes décamétriques à titre exclusif au service de radiodiffusion;

b) qu'en application de la Résolution 8, ces bandes pourront être utilisées par le service de radiodiffusion à compter du 1er juillet 1989 (voir la Résolution 8);

c) qu'en application du numéro **531** du Règlement des radiocommunications, l'utilisation par le service de radiodiffusion de ces bandes élargies sera régie par des dispositions à adopter par la CAMR pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (voir la Résolution 508),

considérant en outre

que le système de planification HFBC amélioré ne pourra être appliqué dans les bandes d'ondes décamétriques élargies, spécifiées au numéro **531** du Règlement des radiocommunications, qu'après l'entrée en vigueur des dispositions de la CAMR compétente prévue pour 1992,

décide

1. que les stations d'émission en ondes décamétriques, dans les bandes supérieures à 10 MHz spécifiées au numéro **531** du Règlement des radiocommunications ne seront mises en exploitation qu'à la date décidée par la future CAMR mentionnée dans la Résolution **511 (HFBC-87)**;

2. que la date du 1er juillet 1989, indiquée au paragraphe 17 de l'annexe A à la Résolution 8, est reportée jusqu'à la date décidée par la future CAMR compétente mentionnée dans la Résolution 511 (HFBC-87) en ce qui concerne les bandes de fréquences suivantes:

11 650 - 11 700 kHz
11 975 - 12 050 kHz
13 600 - 13 800 kHz
15 450 - 15 600 kHz
17 550 - 17 700 kHz
21 750 - 21 850 kHz.

RÉSOLUTION N° 513 (HFBC-87)

Amélioration de l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion en évitant les brouillages préjudiciables

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) l'article 4 (numéro 19) de la Convention internationale des télécommunications, relatif à l'objet de l'Union;

b) l'article 10 (numéros 79 et 80) de la Convention internationale des télécommunications, relatif aux tâches de l'IFRB;

c) l'article 35 (numéro 158) de la Convention internationale des télécommunications, relatif aux brouillages préjudiciables;

d) l'article 54 (numéro 209) de la Convention internationale des télécommunications, relatif aux directives qui peuvent être données à l'IFRB par une conférence administrative mondiale des radiocommunications;

e) l'article **20** du Règlement des radiocommunications, relatif au contrôle international des émissions;

f) l'article **18** (numéro **1798**) du Règlement des radiocommunications relatif aux mesures contre les brouillages préjudiciables;

g) l'article **22** du Règlement des radiocommunications, relatif à la procédure à suivre en cas de brouillages préjudiciables;

h) le Rapport de l'IFRB sur l'application de la Résolution COM5/1 de la première session (Genève, 1984),

notant

a) que les brouillages préjudiciables ont des effets négatifs sur l'utilisation du spectre des fréquences en général et des canaux de fréquences disponibles pour la radiodiffusion à ondes décamétriques *en particulier*;

b) que les émissions de radiodiffusion dans des canaux adjacents à ceux qui sont directement affectés, peuvent également subi des brouillages;

c) que dans diverses parties du monde, un nombre considérable de canaux de radiodiffusion à ondes decamétriques sont rendus inutilisables par des brouillages préjudiciables;

d) que la bonne mise en œuvre d'un système de planification HFBC serait compromise par l'existence de brouillages préjudiciables,

reconnaissant

a) qu'il est souhaitable de disposer périodiquement de renseignements détaillés sur l'ampleur et l'effet des brouillages préjudiciables;

b) qu il serait d'une grande utilité d'augmenter le nombre des stations participant au contrôle international des émissions et d'utiliser efficacement les renseignements fournis par ces stations,

prie instamment les administrations

d'éviter de causer des brouillages prejudiciables,

charge l'IFRB

conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications,

1. d'organiser périodiquement des programmes spécialisés de contrôle des émissions dans les bandes attribuées au service de radiodiffusion à ondes décamétriques afin d'identifier les stations qui causent des brouillages préjudiciables;

2. de rechercher, le cas échéant, la coopération des administrations pour identifier les sources des émissions qui causent des brouillages préjudiciables et de fournir ces renseignements aux administrations;

3. de publier des résumés des données provenant du contrôle des émissions, y compris l identification de toutes les émissions qui ont été signalées comme ayant une classe d'émission autre que celle utilisée pour la radiodiffusion;

4 d'informer la Conference administrative citée dans la Résolution 511 (HFBC-87) des résultats des activités mentionnées aux points 1, 2 et 3 ci-dessus,

invite les administrations

1. à participer aux programmes de contrôle des émissions établis par l'IFRB conformément aux dispositions de la présente Résolution;

2. à appliquer les dispositions de l'article 22 du Règlement des radiocommunications en cas de brouillages préjudiciables.

RÉSOLUTION N° 514 (HFBC-87)

Procédure destinée à être appliquée par l'IFRB lors de la révision des parties pertinentes de ses Normes techniques utilisées dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) qu'elle a examiné en détail les paramètres techniques utilisés dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion;

b) que les exercices de planification effectués par l'IFRB au cours de l'intersession ont révélé qu'il faudrait éventuellement améliorer certains critères techniques tels que ceux utilisés dans la méthode de prévision de la propagation, et les appliquer avec une certaine souplesse en tenant compte des résultats de l'application effective régulière des plans et des études techniques du CCIR;

c) que, conformément au numéro **1001** du Règlement des radiocommunications, le Comité a pour fonction, entre autres, d'élaborer ses Normes techniques;

d) que conformément aux dispositions du numéro **1454** du Règlement des radiocommunications, les Normes techniques de l'IFRB sont fondées, entre autres, sur:

- les dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications et de ses appendices,
- les décisions, le cas échéant, des conférences administratives de l'Union,
- les Recommandations du CCIR,

- l'état d'avancement de la technique radioélectrique,
- les perfectionnements de nouvelles techniques de transmission,

compte tenu des conditions de propagation exceptionnelles qui peuvent dominer dans certaines régions;

e) qu'aux termes du numéro **1770** du Règlement des radiocommunications, les Normes techniques de l'IFRB seront fondées sur les bases indiquées au paragraphe *d)* ci-dessus, sur l'expérience du passé en matière d'établissement de plans de radiodiffusion et sur l'expérience acquise par le Comité dans l'application des dispositions de l'article 17 du Règlement des radiocommunications;

f) qu'en ce qui concerne les Normes techniques de l'IFRB, le CCIR pourrait fournir des avis compétents sur les questions techniques;

g) l'importance d'une participation active des administrations au processus de révision des paramètres techniques,

décide

1. qu'à la suite de chaque Assemblée plénière du CCIR, l'IFRB examinera ses Normes techniques relatives aux paramètres techniques de radiodiffusion à ondes décamétriques, à la lumière des Recommandations du CCIR, nouvelles ou modifiées, et qu'il communiquera à toutes les administrations les résultats de cet examen en indiquant les raisons de mesures qu'il propose;

2. que, chaque fois que l'IFRB jugera approprié de réexaminer ses Normes techniques relatives aux paramètres techniques de radiodiffusion à ondes décamétriques sans s'écarter des décisions prises par la présente Conférence, il communiquera à toutes les administrations les modifications proposées et leurs motifs;

3. que, avant de mettre en œuvre une quelconque modification, l'IFRB priera les administrations de formuler, dans un délai de 4 mois, leurs observations concernant les questions visées aux points 1 et 2 ci-dessus et qu'il tiendra compte de ces observations à moins qu'il ne soit pas possible de le faire;

4. que l'IFRB diffusera un résumé des observations reçues des administrations ainsi que ses avis sur les observations en question, en indiquant s'il est nécessaire ou non d'organiser une réunion d'experts avant de prendre une décision définitive. Si les réponses reçues ultérieurement des administrations sont, en nombre important, favorables à la nécessité de tenir une telle réunion, le Comité agira en conséquence. Dans le cas contraire, il en informera les administrations et ménagera une période appropriée pour la formulation d'observations supplémentaires avant de prendre une décision définitive sur la mise en œuvre des modifications proposées;

5. que si, en ce qui concerne la question visée au point 1 ci-dessus et suite à l'action prévue aux points 3 et 4 ci-dessus, les Normes techniques de l'IFRB ne sont pas modifiées, l'IFRB établira à l'intention du CCIR une contribution indiquant les dispositions des Recommandations du CCIR, nouvelles ou modifiées, qui n'ont pas été reprises dans les Normes techniques de l'IFRB et comprenant tous les renseignements nécessaires à un examen ultérieur de la question.

RÉSOLUTION N° 515 (HFBC-87)

Amélioration des procédures du système de planification HFBC et des procédures de consultation

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que la première session, qui s'est tenue du 10 janvier au 11 fevrier 1984, a adopte une méthode de planification fondée sur la planification saisonnière et qu'elle a chargé l'IFRB de préparer les logiciels appropriés et de les mettre à l'essai en utilisant des variantes des critères;

b) le Rapport de l'IFRB sur ses activités pendant l'intersession;

c) que les exercices de planification ont montré que le système de planification HFBC élaboré par l'IFRB sur la base des décisions de la première session ne permet pas d'inclure dans les projets de plans saisonniers tous les besoins soumis par les administrations;

d) que, pour que les administrations puissent mettre en œuvre tous leurs besoins de radiodiffusion dans les bandes d'ondes decamétriques, il convient d'améliorer la procédure de l'article 17 actuel du Règlement des radiocommunications et de l'appliquer en combinaison avec un système de planification HFBC amélioré;

e) que les hypothèses de travail utilisées par l'IFRB pour les exercices de planification ont été réexaminées et que le système de planification HFBC a été révisé;

f) qu'il est nécessaire, en conséquence, de modifier les logiciels pertinents et de mettre à l'essai le système de planification HFBC avant son adoption définitive par une conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente (voir la Résolution **511 (HFBC-87)**),

decide que l'IFRB

1 améliorera, au cours de la période suivant la Conference, le logiciel à utiliser pour les procédures relatives au système de planification HFBC (section 3 de l'annexe 1) et pour les procédures basees sur des consultations (section 2 de l'annexe 1), conformément aux dispositions contenues dans l'annexe 1 à la présente Résolution;

2 mettra à l'essai ces deux procédures, au cours de la période suivant la Conférence en utilisant les besoins qui se trouvent dans le fichier des besoins. Lorsqu'elles présentent des besoins dans ce but, les administrations indiquent ceux qui doivent être traités dans le cadre du système de planification HFBC et ceux qui doivent l'être au titre de la procédure de consultation;

3. effectuera les essais susmentionnés dans les bandes indiquées dans l'annexe 2 à la présente Résolution;

4 rendra compte périodiquement aux administrations, à intervalles maximaux de six mois, des résultats de ses travaux effectués au titre des points 1, 2 et 3 ci-dessus;

5. établira et communiquera aux administrations un rapport final douze mois avant la convocation de la conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente (voir la Résolution **511 (HFBC-87)**).

ANNEXE 1 À LA RÉSOLUTION N° 515 (HFBC-87)

Section 1. Fichier des besoins HFBC

1. Les administrations soumettent à l'IFRB leurs besoins de radiodiffusion opérationnels et ceux que l'on prévoit de rendre opérationnels dans les bandes attribuées exclusivement au service de radiodiffusion entre 5 950 et 26 100 kHz. Ces besoins sont inscrits dans le fichier des besoins HFBC, qui comprend:

- les besoins que l'on a l'intention d'utiliser au cours des prochaines saisons;
- tous les besoins dont il est tenu compte dans l'élaboration ou l'exploitation d'un horaire ou d'un plan saisonniers;
- les besoins utilisés pendant les 5 années précédentes

2. Une inscription dans le fichier des besoins HFBC correspond à la nécessité exposée par une administration d'assurer un service de radiodiffusion à des périodes spécifiées vers une zone de réception spécifiée, à partir d'une station d'émission donnée

3. Chaque besoin figurant dans le fichier des besoins HFBC contient au moins les renseignements fondamentaux spécifiés dans l'appendice 2 **(HFBC-87)** ainsi qu'une indication de la saison ou des saisons pendant laquelle ou pendant lesquelles le besoin a été ou sera utilisé

4. Chaque horaire ou plan saisonnier qui sera établi couvrira l'une des périodes de propagation saisonnières indiquées ci-après. Le mois indiqué entre parenthèses est le mois qui doit être utilisé pour la prévision de la propagation:

- Saison D — novembre-fevrier (janvier);
- Saison M — mars-avril (avril);

- Saison J – mai-août (juillet);
- Saison S – septembre-octobre (octobre)

Chaque plan ou horaire saisonnier prendra effet à 0100 heure UTC le premier dimanche de la saison concernée

5. Les administrations donnent notification au Comité, en utilisant l'appendice 2 (HFBC-87), de toute addition, modification ou suppression concernant les besoins figurant dans le fichier des besoins HFBC. Les additions, modifications ou suppressions notifiées au Comité pour une saison donnée sont prises en considération en vue de la mise à jour du fichier des besoins pour autant que, après leur examen par le Comité, il soit établi qu'elles contiennent les renseignements fondamentaux mentionnés dans l'appendice 2 (HFBC-87).

6. Dès réception des notifications conformément au paragraphe 5 ci-dessus, le Comité vérifie que les informations fondamentales spécifiées dans l'appendice 2 (HFBC-87) sont présentes et correctes; le cas échéant, il demandera à l'administration qui a envoyé la notification de fournir les informations manquantes ou corrigées A la suite de cet examen, le Comité indique les incompatibilités qui peuvent être recensées sans que des calculs détaillés soient nécessaires et informe les administrations concernées des résultats obtenus, tout en formulant les recommandations qui aideraient éventuellement à éviter l'incompatibilité

7. Après la fin de chaque période saisonnière, le Comité inscrit dans le fichier des besoins, pour chaque besoin, la ou les fréquence(s) utilisée(s) ainsi que toute information fournie par l'administration au sujet de l'utilisation effective du besoin. Les besoins déjà utilisés sont maintenus dans le fichier des besoins HFBC pendant une période de cinq ans. Aucune priorité ne découle de cette antériorité.

8 Lorsqu'un besoin de radiodiffusion est temporairement retiré en raison d'une catastrophe naturelle ou d'autres désastres, pendant une période ne dépassant pas cinq ans, l'administration concernee en avise le Comité. Le Comité identifie ce besoin dans le fichier à l'aide d'un symbole approprié. Lorsque l'administration concernée informe le Comité que le besoin peut être remis en service et demande la suppression du symbole, le Comite agit conformément à cette demande. Si le Comité ne reçoit pas de demande de suppression du symbole pendant la période de cinq ans mentionnée ci-dessus, le besoin est supprimé du fichier des besoins.

Section 2. Procédures basées sur des consultations

9 Périodiquement, les administrations confirment à l'IFRB leurs besoins figurant dans le fichier des besoins de radiodiffusion à ondes décamétriques qui doivent être utilisés pendant une saison donnée Elles peuvent aussi notifier des adjonctions, des modifications ou des suppressions. A cette fin, les administrations indiquent au Comité au moins les informations fondamentales visées à l'appendice 2 (HFBC-87). Lorsque le Comité constate que les renseignements présentés par les administrations sont conformes audit appendice, il met à jour le fichier saisonnier en conséquence.

Les administrations peuvent:

- présenter pour la totalité ou pour une partie de leurs besoins les fréquences qu'elles prévoient d'utiliser;
- prier le Comité de choisir les fréquences appropriées à leurs besoins.

Un fichier saisonnier est établi sur la base de ces renseignements

10. Les fréquences à inclure dans l'horaire saisonnier doivent être en conformité avec le numéro **1240** du Règlement des radiocommunications.

11 La date limite avant laquelle il convient que les renseignements mentionnés au paragraphe 9 parviennent au Comité est déterminée par celui-ci. Progressivement, le Comité réduira jusqu'au minimum possible l'intervalle compris entre la date limite et le début de la saison.

12. Si, malgré ses rappels, le Comité n'a pas reçu de réponse d'une administration à la date qu'il a fixée comme indiqué au paragraphe 11, il considère que les besoins figurant dans le fichier des besoins pour la saison à l'étude sont confirmés si ces besoins ont fonctionné pendant la saison précédente.

13 L'IFRB identifie les bandes appropriées à chaque besoin et calcule le champ à chaque point de mesure ainsi que la fiabilite de référence de radiodiffusion (BBR)[1] dans chacune de ces bandes. A cet effet, il tient compte de la nécessité d'assurer une continuité dans l'utilisation des fréquences comme indiqué dans l'appendice à la section 3 de la présente annexe.

[1] Les abréviations des termes anglais sont utilisées dans les trois langues de travail aux fins d'uniformisation.

14. Les besoins qui, après application de la procédure du système de planification décrite à la section 3 de la présente annexe, ne peuvent être inclus dans le plan saisonnier correspondant sont inscrits dans le fichier saisonnier et sont traités comme indiqué dans les paragraphes suivants.

15. Les résultats définitifs obtenus concernant les besoins d'une administration en application du paragraphe 13 ainsi que les besoins mentionnés au paragraphe 14 sont envoyés aux administrations concernées avec l'indication, le cas échéant, du nombre de fréquences nécessaires pour obtenir la BBR requise.

16 Lors de l'envoi des résultats mentionnés au paragraphe 13, le Comité demande aux administrations de lui faire savoir, dans un délai de 8 semaines selon le cas:

- si elles ont l'intention d'utiliser la totalité ou une partie des fréquences qui figurent déjà dans le fichier saisonnier;

- si elles ont l'intention d'utiliser une ou plusieurs fréquences autres que celles figurant dans le fichier saisonnier;

- quelle(s) fréquence(s) elles ont l'intention d'utiliser pour les besoins figurant dans le fichier saisonnier sans affectation de fréquence;

- si elles demandent au Comité de choisir la ou les fréquence(s) les plus appropriée(s).

Tenant compte des renseignements visés au paragraphe 9, le Comité choisit une ou plusieurs fréquences pour tout besoin pour lequel il a reçu une réponse sans indication de fréquence comme pour tout autre besoin pour lequel il n'a pas reçu de réponse de la part d'une administration à l'issue de la période susmentionnée.

17 Les administrations peuvent, après réception des renseignements mentionnés au paragraphe 13, communiquer des besoins supplémentaires, comme le spécifie l'appendice 2 (HFBC-87), avec ou sans indication de la fréquence choisie. Ces besoins supplémentaires seront inclus dans le fichier saisonnier.

18 A l'issue de la période indiquée au paragraphe 16, le Comité répète les calculs mentionnés au paragraphe 13 et détermine le nombre de fréquences appropriées nécessaires à chaque besoin. Si une administration a indiqué, pour un besoin, un nombre de fréquences supérieur au nombre résultant des calculs du Comité en application de l'appendice à la section 3 de la présente annexe, le Comité, en consultation avec l'administration notificatrice, ramène le nombre de fréquences pour le besoin en question au nombre résultant de ses calculs.

19. Le Comité choisit des fréquences pour les besoins qui n'ont pas de fréquences choisies par l'administration notificatrice ni de fréquences présélectionnées. Pour ce faire, le Comité tient compte de la nécessité d'assurer la continuité d'utilisation des fréquences ainsi qu'il est indiqué au paragraphe IV.3 de l'appendice à la section 3 de la présente annexe. Il effectue le calcul des incompatibilités éventuelles entre tous les besoins et une évaluation de la qualité de fonctionnement pour chaque besoin ainsi qu'il est indiqué à la section VIII de l'appendice susmentionné.

20 Un horaire saisonnier est préparé en vue de sa publication avec l'indication, pour chaque besoin, de la ou des fréquences notifiées ou choisies et des caractéristiques de base permettant aux administrations de l'identifier facilement. Cet horaire est envoyé aux administrations deux mois avant le début de la saison. En même temps, le Comité envoie à chaque administration les résultats détaillés des calculs et de l'évaluation de la qualité de fonctionnement de ses besoins en indiquant, pour chaque besoin, les besoins avec lesquels il est incompatible. En outre, sur demande, le Comité communique rapidement tous autres renseignements jugés nécessaires par une administration.

Toutefois, les administrations sont instamment priées de prendre toutes les mesures possibles pour résoudre les incompatibilités avant le début de la saison. Dans leurs tentatives pour résoudre ces incompatibilités, les administrations prendront en considération les principes énoncés à la section II de l'article 17.

21 En tenant compte de toutes les données disponibles, le Comité formule, chaque fois que cela est possible, des recommandations en vue d'éliminer les incompatibilités et les communique aux administrations avec l'horaire saisonnier.

Pour préparer des recommandations aux administrations, le Comité tient compte des résultats du contrôle des émissions et de toute autre donnée dont il dispose Cependant, lorsqu'il apparaît que l'utilisation d'une fréquence n'est pas conforme aux assignations figurant dans l'horaire présenté par une administration, le Comité s'adresse à cette administration afin d'en obtenir confirmation.

22. Après la publication de l'horaire saisonnier, les administrations peuvent notifier des adjonctions, des modifications ou des suppressions dans leurs besoins saisonniers. Toutefois, les administrations sont instamment priées de s'abstenir de soumettre des besoins supplémentaires à ce stade

23. En ce qui concerne les changements notifiés conformément au paragraphe 22, le Comité applique la procédure spécifiée au paragraphe 18 Ces révisions des horaires saisonniers sont publiées dans la circulaire hebdomadaire de l'IFRB.

Registre de l'utilisation saisonnière

24. Lorsqu'une période saisonnière est terminée, le Comité met à jour le fichier des besoins de manière à tenir compte de l'utilisation effective au cours de la saison, telle qu elle lui a été notifiée. Les assignations que les administrations ont jugé non satisfaisantes dans la pratique sont signalées au Comité et identifiées dans le fichier des besoins par un symbole approprié.

25 L'IFRB communique aux administrations qui le lui demandent les renseignements relatifs à l'utilisation des fréquences pendant la saison, sur bande informatique ou sous toute autre forme exploitable par une machine.

Dispositions diverses

26. Il convient que les Normes techniques utilisées par le Comité dans l'application des dispositions de la présente annexe soient fondées, non seulement sur les bases indiquées au numero 1454 du Règlement des radiocommunications, mais encore sur l'expérience du passé en matière d'établissement de plans de radiodiffusion et sur l'expérience acquise par le Comité dans l'application des dispositions de l'article 17 du Règlement des radiocommunications (voir aussi la Résolution 514 (HFBC-87)).

27. En vue de l'élaboration ultérieure de plans techniquement compatibles pour les bandes de fréquences concernées, le Comité prend toutes les mesures nécessaires pour procéder à des études techniques à long terme. Il utilise à cet effet tous les renseignements sur l'utilisation des fréquences mis à sa disposition au cours de l'application de la procédure décrite dans la présente annexe. A intervalles réguliers, le Comité informe les administrations de l'avancement et des résultats de ces études.

28 En appliquant des dispositions de l'article 22 du Règlement des radiocommunications, les administrations doivent faire preuve d'un maximum de bonne volonte et d'esprit de coopération pour résoudre les problèmes de brouillages préjudiciables qui peuvent se poser lors de l'utilisation des fréquences dans les bandes concernées; elles doivent prendre dûment en considération tous les facteurs pertinents, techniques ou liés à l'exploitation.

Section 3 Procédures concernant le système de planification HFBC

29. Périodiquement, les administrations confirment à l'IFRB leurs besoins qui doivent être utilisés pendant une saison donnée parmi ceux qui figurent dans le fichier des besoins de radiodiffusion à ondes décamétriques Elles peuvent aussi notifier des adjonctions, des modifications ou des suppressions. Lorsque le Comité constate que les renseignements présentés par les administrations sont conformes à l'appendice 2 (HFBC-87), il établit le fichier saisonnier en consequence.

30 Les besoins de radiodiffusion des administrations sont soumis dans le formulaire de présentation des besoins spécifié à l'appendice 2 (HFBC-87), qui indique les renseignements à fournir.

31. La date limite avant laquelle il convient que les renseignements mentionnés au paragraphe 29 parviennent au Comité est déterminée par celui-ci. Progressivement, le Comité réduira jusqu'au minimum possible l'intervalle compris entre la date limite et le début de la saison.

Si, malgré ses rappels, le Comité n'a pas reçu de réponse d'une administration à la date limite qu'il a fixée, il considère que les besoins figurant dans le fichier des besoins pour la saison à l'étude sont confirmés si ces besoins ont fonctionné pendant la saison précédente.

32. L'IFRB calcule le champ à chaque point de mesure ainsi que la fiabilité de référence de radiodiffusion (BBR) dans chacune de ces bandes et identifie pour chaque besoin les bandes appropriées. A cet effet, il tient aussi compte de la nécessité d'assurer une continuité dans l'utilisation des fréquences comme indiqué dans l'appendice à la présente section.

33 En se fondant sur les calculs ci-dessus, l'IFRB applique les règles décrites dans l'appendice à la présente section qui permettent d'obtenir pour chaque heure/bande les résultats suivants:

a) une liste des besoins satisfaits qui seront inscrits dans le plan saisonnier, y compris

i) les besoins satisfaits avec un rapport de protection RF égal ou supérieur à 17 dB;

ii) les besoins satisfaits avec un rapport de protection RF inferieur à 17 dB. Il convient de consulter les administrations qui ont indique, dans leurs formulaires de présentation des besoins, qu'elles désiraient être consultées;

b) une liste des besoins qui n'ont pu être inscrits dans le plan saisonnier selon le point *a)* ci-dessus et qui seront traités conformément à la section 2 de la présente annexe

34. Le Comité consulte les administrations qui désirent être consultées et qui ont des besoins décrits au point *a)* ii) du paragraphe 33 pour savoir si elles désirent que leurs besoins figurent dans le plan saisonnier avec les caractéristiques notifiées et les rapports de protection RF qui en résultent

35. Lorsque les administrations qui désirent être consultées et qui ont des besoins décrits au point *a)* ii) du paragraphe 33 ont indiqué qu'elles ne désiraient pas que leurs besoins soient insérés dans le plan saisonnier conformément aux conditions spécifiées, le Comité transfère ces besoins dans la liste mentionnée au point *b)* du paragraphe 33.

36. Le Comité fixe une date limite aux administrations pour la présentation des nouveaux besoins, traite ces besoins et s'efforce de les insérer dans les plans saisonniers en suivant les étapes indiquées dans l'appendice à la présente section sans influencer défavorablement[1] les besoins déjà inscrits dans ces plans.

37. Les administrations qui le souhaitent peuvent demander au Comité de sélectionner d'autres fréquences pour leurs besoins. Le Comité s'efforcera de le faire sans influencer défavorablement[1] les besoins qui figurent dans le plan. Si le Comité ne reçoit pas d'observations des administrations après la publication du plan saisonnier, il considérera que les fréquences indiquées dans ce plan saisonnier seront assignées par les administrations à leurs stations.

APPENDICE À LA SECTION 3 DE L'ANNEXE 1 À LA RÉSOLUTION N° 515 (HFBC-87)

Règles applicables aux bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion qui doivent être planifiées

1 *Introduction*

L'application des dispositions de cet appendice assurera la meilleure utilisation possible de tous les canaux disponibles.

---

[1] Les critères qui permettent de déterminer si un besoin est défavorablement influencé sont indiqués au paragraphe IV.4 2.12 de l'appendice à la présente section.

II *Définitions*

II 1 *Bande de fréquences appropriée*

La bande de fréquences appropriée pour un besoin est la bande qui assurera la continuité d'utilisation de la même fréquence au cours de la période d'exploitation la plus longue possible, avec les meilleures valeurs possibles de la fiabilité de radiodiffusion de référence (BBR), compte tenu des conditions de propagation, des restrictions de fonctionnement ainsi que de la disponibilité et des limites des équipements.

II 2 *Fiabilité de circuit*

Probabilité, pour un circuit, qu'une qualité de fonctionnement spécifiée soit atteinte avec une seule fréquence

II 3 *Fiabilité de réception*

Probabilité, pour un récepteur, qu'une qualité de fonctionnement spécifiée soit atteinte en tenant compte de toutes les fréquences émises.

II 4 *Fiabilité de radiodiffusion*

Probabilité, pour une zone de service, qu'une qualité de fonctionnement spécifiée soit atteinte en tenant compte de toutes les fréquences émises

Note 1: Dans les expressions ci-dessus, on entend par circuit une émission unidirectionnelle à partir d'un émetteur vers un emplacement de réception.

Note 2: Le terme «fiabilité» est qualifié par les mots «de référence» lorsque l'on considere seulement le bruit de fond

Note 3: Lorsque l'on considère le bruit de fond et le brouillage, le terme «fiabilite» peut se rapporter soit aux effets d'un seul brouilleur soit à des brouillages multiples provenant d'émissions dans le même canal et dans les canaux adjacents.

Note 4 La qualité de fonctionnement spécifiée est exprimée par une valeur donnée du rapport signal/bruit ou du rapport signal/bruit plus brouillage

Note 5 Les périodes auxquelles se rapporte le terme «fiabilité» devront être indiquees.

II 5 *Percentile*

La valeur du percentile X (X%) pour une série donnée de valeurs est définie par les conditions suivantes:

1) la *valeur X%* est un élément de l'ensemble des valeurs;

2) la *valeur X%* est la valeur atteinte ou dépassée par au moins X pour cent des élements de la série;

3) la *valeur X%* est la valeur la plus élevée qui répond aux conditions 1) et 2)

II 6 *Rapport signal utile/signal brouilleur en radiofréquence (RF)*

Rapport, exprimé en dB, entre les valeurs de la tension en radiofrequence du signal utile et la tension en radiofréquence du signal brouilleur, ces tensions étant mesurées aux bornes d'entrée du récepteur dans des conditions déterminées[1].

II 7 *Rapport de protection relatif en radiofréquence*

Difference, exprimée en dB, entre le rapport de protection pour une émission utile et une émission brouilleuse dont les porteuses diffèrent de ΔF (Hz ou kHz) et le rapport de protection de ces mêmes émissions pour des porteuses *de même fréquence.*

[1] Ces conditions déterminées comprennent divers facteurs tels que l'écart ΔF entre porteuses utile et brouilleuse, les caractéristiques de l'émission (type de modulation, taux de modulation, tolérance sur la fréquence porteuse, etc.), le niveau à l'entrée du récepteur, ainsi que les caractéristiques du récepteur (sélectivité, sensibilité à l'intermodulation, etc.).

II 8 *Terme relatif à la zone de service*

– *Zone de service requise (pour la radiodiffusion à ondes décamétriques):* Zone dans laquelle une administration se propose d'assurer un service de radiodiffusion.

II 9 *Champ minimal utilisable* (E_{min})[1]

Valeur minimale du champ permettant la réception avec une qualité voulue, dans des conditions de réception spécifiées, en présence de bruits naturels et artificiels mais en l'absence de brouillages dus à d'autres émetteurs.

II 10 *Champ utilisable* (E_u)[1]

Valeur minimale du champ permettant la réception avec une qualité voulue, dans des conditions de réception spécifiées, en présence de bruits et de brouillages, que cette valeur corresponde à une situation réelle ou qu'elle résulte d'accords ou de plans de fréquences.

III *Méthode de prévision de la propagation*

La méthode de prévision de la propagation à utiliser sera celle qui est décrite dans les Normes techniques[2] de l'IFRB. Pour les besoins des prévisions de la propagation, l'année sera subdivisée en quatre saisons et les prévisions seront faites pour un seul mois représentant la saison, ainsi qu'il est spécifié dans la section 1 de l'annexe 1 à la présente Résolution (fichier des besoins HFBC).

L'indice d'activité solaire à utiliser pour la planification sera la moyenne glissante sur 12 mois du nombre de taches solaires R_{12} Le plan saisonnier est établi d'après les valeurs de R_{12} pour la période considérée. La plus petite valeur mensuelle de R_{12} prévue pour cette saison est utilisée.

---

[1] Les termes «champ minimal utilisable» et «champ utilisable» correspondent aux valeurs spécifiées du champ du signal utile permettant d'obtenir la qualité de réception voulue.

Pour établir si ces conditions sont remplies, on utilise la valeur médiane (50%) d'un signal soumis à des évanouissements.

[2] Voir également la Recommandation 512 (HFBC-87)

IV *Système de planification HFBC*

IV.1 *Points de mesure*

L'ensemble des points de mesure spécifiés dans les Normes techniques de l'IFRB permettra de représenter les zones CIRAF et les quadrants pour les besoins de la planification (voir également le paragraphe IV.4.1.1).

Lorsqu'une zone de service requise, telle que notifiée par une administration conformément à l'appendice 2 **(HFBC-87)**, ne contient pas de point de mesure, l'IFRB établira un nouveau point de mesure et l'inclura dans les Normes techniques. De telles adjonctions aux Normes techniques seront communiquées aux administrations (numéros **1001** et **1001.1** du Règlement des radiocommunications).

IV 2 *Contraintes de planification*

IV 2 1 *Fréquence préréglée*

Lorsqu'une administration indique que ses installations ne peuvent fonctionner que sur un nombre limité de fréquences fixes données, la méthode de planification en tiendra compte comme indiqué au paragraphe IV.4 2.10

IV 2.2 *Fonctionnement limité à certaines bandes de fréquences*

a) Lorsqu'une administration indique que ses installations ne peuvent fonctionner que dans une bande de fréquences donnée, seules des fréquences de cette bande seront incluses dans le plan.

b) Lorsqu'une administration indique une bande de fréquences préférée, le système essaiera de choisir une fréquence dans cette bande. Si ce choix est impossible, il essaiera des fréquences de la bande appropriée la plus proche. Autrement, le système choisira des fréquences de la bande *appropriée en tenant* compte des contraintes imposées par les équipements, comme indiqué au paragraphe IV.2.1.

IV 2 3 *Puissance*

a) Lorsqu'une administration n'indique qu'une seule valeur de puissance en raison de contraintes imposées par les équipements, cette puissance sera utilisée dans le processus de planification.

b) Lorsqu'une administration indique plusieurs valeurs de puissance possibles, la puissance appropriée sera utilisée pour obtenir la fiabilité de référence de circuit, une seule valeur de puissance sera déterminée pour la durée de l'émission.

IV 2 4 *Antenne*

Lorsqu'une administration indique que l'antenne dont elle dispose ne peut fonctionner que dans une bande de fréquences donnée, seules des fréquences de cette bande seront incluses dans le plan

IV 2 5 *Fréquence préferée*

Conformément aux principes de planification et sans imposer de contraintes à la planification, les dispositions suivantes doivent être appliquées dans les plans saisonniers:

1) les administrations peuvent indiquer une fréquence préférée;

2) on s'efforcera, au cours du processus de planification, d'inclure la fréquence préférée dans le plan;

3) si cela n'est pas possible, on s'efforcera de choisir une fréquence dans la même bande

Sinon, on utilisera le système de planification HFBC pour choisir les fréquences appropriées permettant de répondre au plus grand nombre de besoins, en tenant compte des contraintes imposées par les caractéristiques techniques des équipements.

IV 3 *Continuité d'utilisation des fréquences*

IV 3 1 *Introduction*

La continuité dans l'utilisation d'une fréquence est une question importante aussi bien pour le radiodiffuseur que pour l'auditeur; c'est une caractéristique inhérente à la diffusion d'un programme. En outre, les limites imposées par les caractéristiques techniques des moyens de transmission dont disposent certaines administrations impliquent aussi des besoins impératifs de continuité de fréquence. Il est souhaitable que les changements de fréquences soient limités à ceux qu'imposent les variations des conditions de propagation. Les règles d'application de la continuité de fréquence sont données dans le paragraphe IV.3.4 ci-dessous.

IV 3 2 *Définitions*

IV 3 2 1 *Continuité intrasaisonnière*

IV 3 2 1 1 *Continuité de type 1*

Continuité d'utilisation de la même fréquence à l'intérieur d'une heure ou d'une heure à l'heure suivante pour un besoin.

IV 3 2 1 2 *Continuité de type 2*

Continuité d'utilisation de la même fréquence pendant la même saison en passant d'un besoin à l'autre, ou d'une tranche horaire à l'autre.

IV 3 2 2 *Continuité intersaisonnière*

IV 3 2 2 1 *Continuité de type 3*

Continuité d'utilisation de la même fréquence pour le même besoin pendant deux saisons consécutives

IV 3 2 2 2 *Continuité de type 4*

Continuité d'utilisation de la même fréquence pour le même besoin pendant deux saisons équinoxiales consécutives

IV 3 2 2 3 *Continuité de type 5*

Continuité d'utilisation de la même fréquence pour le même besoin pendant la même saison au cours de deux années consécutives

IV 3 3 *Relation entre la continuité d'utilisation des fréquences et la ou les bande(s) appropriée(s)*

IV 3 3 1 Dans le cas où une seule fréquence suffit à assurer une fiabilité de radiodiffusion de référence (BBR) égale ou supérieure à la valeur de référence convenue, la bande appropriée doit être déterminée par le système de planification HFBC compte tenu, notamment, des règles énoncées dans le paragraphe IV.3.4 relatives au maintien d'une continuité d'utilisation des fréquences aussi grande que possible, dans les limites de la valeur de référence convenue pour la BBR (80%).

Toutefois, une administration peut choisir une continuité d'utilisation des fréquences élargie au détriment de la BBR; elle doit dans ce cas indiquer la valeur la plus faible de la BBR à utiliser. Comme, dans cette partie du besoin, la BBR tombe au-dessous de la valeur de référence susmentionnée, les deuxième et/ou troisième fréquences ne sont autorisées que si l'application de la continuité d'utilisation des fréquences n'aboutit pas à un nombre de fréquences additionnelles supérieur à celui qui serait nécessaire à l'exploitation dans les bandes appropriées.

IV 3 3 2 Dans le cas où la BBR pouvant être obtenue par l'emploi d'une seule fréquence est inferieure à 80%, la continuité d'utilisation de la première fréquence ou de la seule fréquence d'exploitation sera assuree dans la limite inférieure de la BBR indiquée par l'administration

Lorsque l'administration indique qu'elle peut émettre sur plus d'une frequence, l'utilisation de cette valeur la plus faible de la BBR n'entraînera pas l'utilisation d'une troisième fréquence.

IV 3 3 3 Lorsque le besoin considéré permet d'utiliser une deuxième ou une troisième fréquence conformément aux procédures établies au point VII du présent appendice, la continuité de fréquence doit aussi être appliquée à la deuxième (et à la troisième) fréquence, de la même manière que pour la première fréquence.

IV 3 3 4 Quand la continuité de type 2 est demandée (d'un besoin à un autre), le système de planification HFBC identifiera la bande appropriée séparément pour chacun des besoins concernés La fréquence assignée au premier de ces besoins sera assignée à l'autre besoin connexe si celui-ci se situe dans sa bande appropriée.

IV 3 4 *Application de la continuité*

IV.3 4 1 La continuité de type 1 sera appliquée automatiquement à tous les besoins dans les conditions indiquées au paragraphe IV.3 3 ci-dessus

IV 3 4 2 A la demande d'une administration, la continuité de type 2 sera appliquée lorsqu'elle correspondra à des contraintes concernant les équipements. Toutefois, dans d'autres cas, cette continuité pourra être appliquée dans la mesure du possible (voir le paragraphe IV 3.3.4 ci-dessus).

IV 3 4 3 La continuité de types 3, 4 et 5 sera appliquée dans la mesure du possible, à la demande de l'administration concernée

IV 4 *Etapes de planification et règles relatives au traitement des incompatibilités*

IV.4 1 *Définitions*

IV 4 1 1 *Unité de zone de service*

Chaque zone CIRAF est divisée en une à quatre zones appelées «quadrants»; ces unités sont indiquées sur la carte de la section C de l'appendice 2 (HFBC-87). Tout «quadrant» ainsi défini contenant au moins un point de mesure d'un besoin donné est appelé une «unité de zone de service» pour le besoin considéré.

IV 4.1 2 Un ***groupe de besoins incompatibles (GIR)*** est un ensemble de besoins dont chacun est incompatible[1] avec tous les autres besoins de l'ensemble.

IV.4.1 3 Le ***GGIR***[1] ***(GIR le plus grand)*** est le GIR qui contient le plus grand nombre de besoins.

IV.4 1 4 Le ***MGIR***[1] ***(GIR maximal)*** est l'ensemble de tous les besoins contenus dans au moins un GGIR.

IV 4 2 ***Etapes et règles de planification***

IV 4.2 1 Dans la méthode de planification on utilise, pour évaluer l'encombrement, la notion de MGIR

IV.4 2 2 On évalue l'encombrement en déterminant le GGIR et en comparant le nombre de canaux requis par ce groupe avec le nombre de canaux disponibles dans la bande considérée

IV 4 2 3 Quand aucun encombrement n'apparaît dans une heure/bande donnée, les besoins concernés, pour lesquels on détermine une fréquence, sont introduits dans le «fichier des besoins satisfaits».

IV.4 2 4 Quand un encombrement est identifié dans une heure/bande donnée au moyen d'un GGIR, on réduit de 3 dB le rapport de protection RF des besoins inclus dans le MGIR afin de résoudre l'encombrement Si, après cela, l'encombrement persiste, on identifie un autre MGIR et l'on répète le processus jusqu'à ce qu'il ne soit pas possible de trouver une solution avec un rapport de protection RF de 17 dB. Les besoins qui, dans une heure/bande donnée, peuvent être satisfaits de cette manière sont introduits dans le «fichier des besoins satisfaits».

IV 4 2 5 Si l'encombrement n'est pas résolu après l'application du point IV 4.2 4, on détermine un nouveau MGIR et, dans la bande considérée, une série de besoins de chaque administration ayant des zones de service identiques. Le processus de planification identifie alors, pour les transférer à la procédure de la section 2 de l'annexe 1 à la présente Résolution, un certain nombre de ces besoins en vue de résoudre l'encombrement. Pour identifier les besoins à transférer en premier, les administrations ayant des besoins dans le MGIR sont classées dans l'ordre décroissant du nombre de ces besoins. Le processus est répété autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que l'encombrement soit résolu ou que le nombre des besoins en question devienne égal à un par administration. Les besoins qui, dans une heure/bande donnée, peuvent être satisfaits de cette manière sont introduits dans le «fichier des besoins satisfaits».

IV 4 2 6 Si l'encombrement n'est pas résolu après l'application du point IV 4.2 5, tous les besoins d'une administration donnée figurant dans un MGIR ont des zones de service différentes, certains d'entre eux ayant des unités de zone de service communes. D'autres transferts peuvent être nécessaires pour résoudre l'encombrement; on effectue ces transferts en ayant recours à l'identification de l'unité de zone de service qui apparaît très souvent dans les besoins d'une administration donnée dans l'heure/bande considérée. Une fois cette unité de zone de service identifiée, on classe, par ordre décroissant du nombre de leurs besoins où cette unité apparaît, les administrations qui l'ont incluse dans leurs besoins afin de transférer, à la procédure de la section 2, les besoins qui contiennent l'unité de zone de service apparaissant le plus souvent. Le GGIR est recalculé pour déterminer si un encombrement existe et le processus est répété autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que l'encombrement soit résolu ou que le nombre des besoins en question devienne égal à un pour chaque administration concernée. Cette règle est appliquée de telle sorte que tout quadrant notifié par une administration dans l'heure/bande considérée apparaisse au moins une fois dans le plan. Les besoins qui, dans une heure/bande donnée, peuvent être satisfaits de cette manière sont introduits dans le «fichier des besoins satisfaits».

IV 4 2 7 Si l'encombrement n'est pas résolu après l'application du point IV 4.2 6, on applique la même règle en tenant compte des besoins dans toutes les bandes afin d'identifier ceux qui contiennent l'unité de zone de service apparaissant le plus souvent. Les besoins qui, dans une heure bande donnée, peuvent être satisfaits de cette manière sont introduits dans le «fichier des besoins satisfaits»

[1] Se référer aux Normes techniques de l'IFRB

IV 4 2 8 Si l'encombrement n'est pas résolu après l'application du point IV 4.2 7, on vérifie chaque besoin figurant dans le MGIR afin d'identifier s'il apparaît dans deux ou trois bandes en raison de sa BBR peu élevée. Ce besoin peut être transféré à la procédure de la section 2, s'il apparaît dans une autre bande avec une meilleure BBR. Les besoins qui, dans une heure/bande donnée, peuvent être satisfaits de cette manière sont introduits dans le «fichier des besoins satisfaits».

IV 4 2 9 Si l'encombrement n'est pas résolu après l'application du point IV 4.2 8, on réduit de 3 dB le rapport de protection RF des besoins inclus dans le MGIR Après cela, un autre MGIR est identifié et la réduction de 3 dB est appliquée aux besoins qui, dans le nouveau MGIR, ne sont pas encore affectés par cette réduction. Le processus de réduction par échelons de 3 dB est répété jusqu'à élimination de l'encombrement. De la même manière, on procède à des réductions supplémentaires du rapport de protection RF par échelons de 3 dB jusqu'à ce que tous les besoins restants soient introduits dans le «fichier des besoins satisfaits». Ainsi, tous les besoins qui, à la suite des étapes précédentes, n'ont pas été transférés à la procédure de la section 2, ont été placés dans un «fichier des besoins satisfaits». Ce fichier contient donc tous les besoins qui figureront toujours dans le «plan saisonnier». Tel sera le cas des besoins ayant un rapport de protection RF inférieur à 17 dB; toutefois, les besoins des administrations qui le souhaitent, à l'issue de consultations avec l'IFRB, peuvent être transférés à la procédure de la section 2.

IV 4 2 10 Après l'application des étapes ci-dessus pour la résolution des incompatibilités, on identifie des fréquences pour les besoins inclus dans le «fichier des besoins satisfaits» en procédant comme suit:

- lorsque des besoins ont une fréquence préréglée unique, cette fréquence leur est accordée;
- lorsque des besoins ont plus d'une fréquence préréglée, on leur accorde la fréquence qui a le moindre degré d'incompatibilité;
- si deux besoins ont la même fréquence préréglée, d'où il résulte, après analyse, une incompatibilité, le cas est renvoyé à l'administration ou aux administrations concernées;
- lorsque des besoins ont une fréquence préférée, on s'efforce de leur accorder cette fréquence

IV 4 2 11 Avant de transférer un besoin à la procédure de la section 2, le Comité vérifie si l'administration a indiqué que la continuité d'utilisation des fréquences doit être appliquée en tout état de cause. Dans ce cas, le besoin, pendant toute la durée de sa période d'émission dans la bande appropriée, sera transféré à la procédure de la section 2.

IV 4 2 12 Les besoins communiqués à l'IFRB après le début de l'exercice de planification sont inscrits dans le plan à condition qu'ils n'affectent pas défavorablement les besoins qui y figurent déjà. Pour l'application de cette condition, on considère qu'un besoin déjà inscrit dans le plan avec un rapport de protection RF supérieur à 17 dB est défavorablement affecté si son rapport de protection RF est ramené en dessous de 17 dB. On considère qu'un besoin déjà inscrit dans le plan avec un rapport de protection RF inférieur à 17 dB est défavorablement affecté si son rapport de protection RF est réduit de plus de 1 dB.

IV 4 3 *Mesures liées au brouillage préjudiciable*

En cas de brouillage préjudiciable, causé à un service de radiodiffusion à ondes décamétriques utilisant une assignation conforme au plan saisonnier en cours, l'administration concernée a le droit de demander à l'IFRB de l'aider, dans les plus brefs délais, à trouver une autre fréquence afin que son service soit rétabli avec le niveau de qualité mentionné dans le plan. Aucune autre nouvelle fréquence proposée par l'IFRB ne doit affecter défavorablement le plan saisonnier en cours. Le système central automatisé doit être capable de répondre, dans la mesure du possible, à de telles demandes de nouvelles fréquences émanant des administrations. La cause d'une situation de brouillage préjudiciable doit trouver sa solution définitive conformément à des dispositions de l'article 22 du Règlement des radiocommunications. La fréquence initiale redeviendra disponible en vue d'une utilisation ultérieure, dès que le problème aura trouvé une solution.

V *Fiabilité*

V 1 *Calcul de la fiabilité de référence de circuit (BCR)*

La méthode de calcul de la BCR est indiquée dans le tableau 1 qui décrit les étapes (1) à (11) La valeur médiane du champ pour le signal utile à l'étape (1) est déterminée par la méthode de prévision du champ Les valeurs des déciles supérieurs et inferieurs, étapes (2) à (5), sont également déterminées, compte tenu des évanouissements de longue *durée (d'un jour à*

l'autre) et de courte durée (au cours d'une heure). Les déciles supérieurs et inférieurs combinés du signal utilé sont alors calculés dans les étapes (6) et (7) afin d'obtenir les niveaux des signaux dépassés pendant 10% et 90% du temps aux étapes (8) et (9)

TABLEAU 1

Paramètres utilisés pour calculer la fiabilité de référence de circuit (BCR)

Etape	Paramètre	Description	Origine
(1)	$E_w(50)$ dB(μV/m)	Champ médian du signal utile [1]	Normes techniques de l'IFRB
(2)	$D_U(S)$ dB	Décile supérieur du signal à évanouissement lent (d'un jour à l'autre)	Normes techniques de l'IFRB
(3)	$D_L(S)$ dB	Décile inférieur du signal à évanouissement lent (d'un jour à l'autre)	Normes techniques de l'IFRB
(4)	$D_U(F)$ dB	Décile supérieur du signal à évanouissement rapide (au cours d'une heure)	Normes techniques de l'IFRB
(5)	$D_L(F)$ dB	Décile inférieur du signal à évanouissement rapide (au cours d'une heure)	Normes techniques de l'IFRB
(6)	$D_U(E_w)$ dB	Décile supérieur du signal utile	$\sqrt{D_U(S)^2 + D_U(F)^2}$
(7)	$D_L(E_w)$ dB	Décile inférieur du signal utile	$\sqrt{D_L(S)^2 + D_L(F)^2}$
(8)	$E_w(10)$ dB(μV/m)	Signal utile dépassé pendant 10% du temps	$E_w + D_U(E_w)$
(9)	$E_w(90)$ dB(μV/m)	Signal utile dépassé pendant 90% du temps	$E_w - D_L(E_w)$
(10)	E_{min} dB(μV/m)	Champ minimal utilisable	Normes techniques de l'IFRB
(11)	BCR	Fiabilité de référence de circuit	Formule (1) ou figure 1

Pour ce qui est du calcul de la fiabilité de référence de circuit (BCR) aux points de mesure à l'intérieur des zones de service requises des émetteurs synchronisés, on obtient la valeur du champ à utiliser en appliquant la méthode de la somme quadratique des composantes (en μV/m).

La distribution de probabilité du signal utile, supposée être log-normale, est illustrée par la figure 1 qui indique, (avec une échelle de probabilité normale pour les abscisses), le niveau du signal (en dB) en fonction de la probabilité pour que la valeur du niveau du signal soit dépassée. Cette distribution sert à obtenir la *fiabilité de référence de circuit* (11) qui est la valeur de probabilité correspondant au champ minimal utilisable (10).

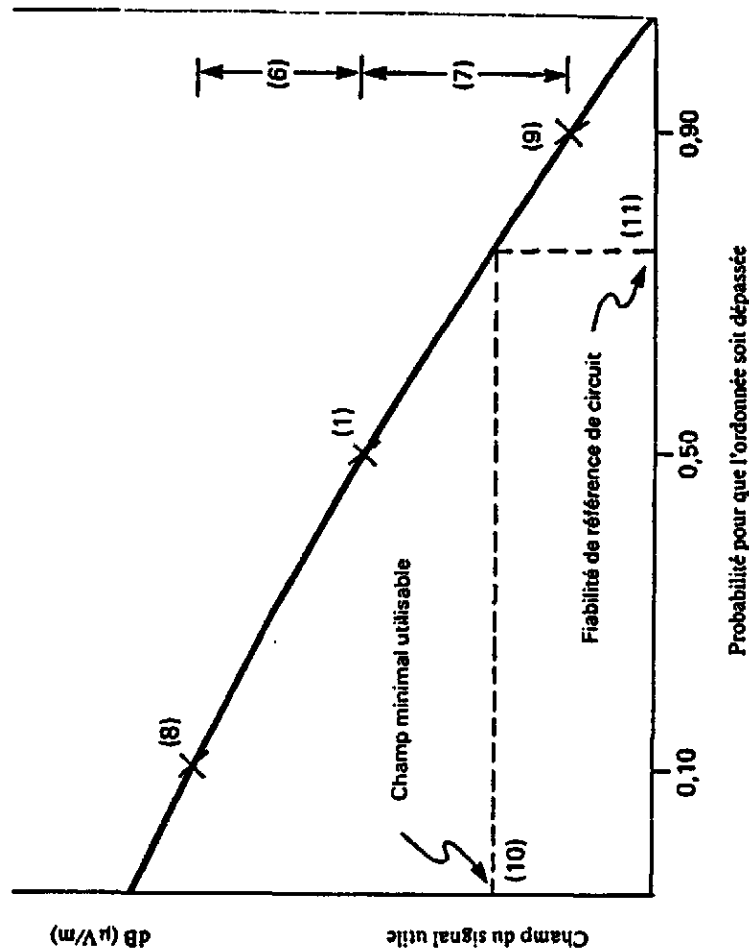



FIGURE 1

Paramètres utilisés pour calculer la fiabilité de référence de circuit (BCR)

(Les chiffres placés entre parenthèses se réfèrent aux étapes indiquées dans le Tableau 1)

RES515-26

La fiabilité de réference de circuit est donnée par la formule suivante:

$$\mathrm{BCR} = \frac{1}{\sqrt{2\pi}} \int_{-\infty}^{\gamma} \exp(-\tau^2/2)\, d\tau \qquad (1)$$

lorsque $E_w \geqslant E_{min}$

$$\gamma = \frac{E_w - E_{min}}{\sigma_L}$$

$$\sigma_L = D_L(E_w)/1{,}282$$

lorsque $E_w < E_{min}$

$$\gamma = \frac{E_w - E_{min}}{\sigma_U}$$

$$\sigma_U = D_U(E_w)/1{,}282$$

V 2 *Calcul du rapport signal/brouillage médian (S/I)*

La méthode est décrite dans le tableau 2. A l'étape (1), le niveau médian du signal utile est calculé à l'aide de la méthode de prévision de la propagation.

A l'étape (2), on obtient les niveaux du champ médian (E_i) pour chaque source de brouillage au moyen de la méthode de prévision. A l'étape (3), pour une seule source de brouillage, on utilise la valeur médiane prévue du champ et pour plusieurs sources de brouillage, on obtient la valeur médiane par le calcul suivant: les champs des signaux brouilleurs E_i sont classés par ordre décroissant, puis on calcule successivement les sommes quadratiques des champs E_i jusqu'au moment où la différence entre la résultante des champs et le champ suivant est supérieure à 6 dB. La dernière valeur calculée représente la résultante des champs brouilleurs I à l'étape (3).

Les valeurs du signal utile et du signal brouilleur déterminées aux étapes (1) et (3) sont combinées à l'étape (4) pour donner la valeur médiane du rapport signal/brouillage.

RES515-27

TABLEAU 2

Calcul du rapport signal/brouillage median (S/I)

Etape	Paramètre	Description	Origine
(1)	E_w dB(μV/m)	Champ médian du signal utile	Normes techniques de l'IFRB
(2)	E_i dB(μV/m)	Champ médian des signaux brouilleurs $E_1, E_2, \ldots E_n$	Normes techniques de l'IFRB
(3)	I dB(μV/m)	Résultante des champs brouilleurs	$I = 20 \log_{10} \sqrt{\sum_{i=1}^{n} 10^{\left(\frac{E_i + a_i}{10}\right)}}$ [1]
(4)	S/I	Valeur médiane du rapport signal utile/signal brouilleur	$E_w - I$

[1] a_i est le rapport de protection relatif approprié correspondant à l'écartement des porteuses du signal utile et du signal brouilleur.

V 3 *Fiabilité de référence de réception (BRR)*

La méthode de calcul de la fiabilité de référence de réception est donnée dans le tableau 3. Avec une seule fréquence, la fiabilité de référence de réception (BRR) est la même que la fiabilité de référence de circuit (BCR) définie dans le paragraphe V.1. Avec plusieurs fréquences, l'interdépendance entre les conditions de propagation à des fréquences différentes conduit à la méthode de calcul donnée au tableau 3. Aux étapes (4) et (6), BCR (n) représente la fiabilité de référence de circuit pour la fréquence n, où $n = F_1, F_2$, etc. *La fiabilité de référence de réception* est obtenue à l'étape (2) pour une seule fréquence, à l'étape (4) pour une paire de fréquences et à l'étape (6) pour un jeu de trois fréquences.

TABLEAU 3

Fiabilité de référence de réception

On tient compte des paramètres suivants

Fonctionnement avec une seule fréquence

Etape	Paramètre	Description	Origine
(1)	BCR (F_1) %	Fiabilité de référence de circuit pour la fréquence F_1	Etape 11, tableau 1
(2)	BRR (F_1) %	Fiabilité de référence de réception	BCR (F_1)

Fonctionnement avec deux fréquences [1]

Etape	Paramètre	Description	Origine
(3)	BCR (F_2) %	Fiabilité de référence de circuit pour la fréquence F_2	Etape 11, tableau 1
(4)	BRR (F_1) (F_2) %	Fiabilité de référence de réception	$1 - \prod_{n=F_1}^{F_2} (1 - BCR(n))$

Les deux fréquences F_1 et F_2 doivent se trouver dans des bandes d'ondes décamétriques différentes attribuées au service de radiodiffusion.

Fonctionnement avec trois fréquences [2]

Etape	Paramètre	Description	Origine
(5)	BCR (F_3) %	Fiabilité de référence de circuit pour la fréquence F_3	Etape 11, tableau 1
(6)	BRR (F_1) (F_2) (F_3) %	Fiabilité de référence de circuit	$1 - \prod_{n=F_1}^{F_3} (1 - BCR(n))$

[2] Les trois fréquences F_1, F_2 et F_3 doivent se trouver dans des bandes d'ondes décamétriques différentes attribuées au service de radiodiffusion.

V 4 *Fiabilité de référence de radiodiffusion (BBR)*

Pour déterminer la fiabilité de référence de radiodiffusion, on utilise des points de mesure à l'intérieur de la zone de service requise La fiabilité de référence de radiodiffusion est une extension à une zone, au lieu d'un seul point de réception, de la notion de fiabilité de référence de réception La méthode permettant de calculer la fiabilité de référence de radiodiffusion est donnée au tableau 4 A l'étape (1), les fiabilités de référence de réception BRR (L_1), BRR (L_2), .. BRR (L_N) sont calculées à chaque point de mesure L_1, L_2, ... L_N comme indiqué dans le tableau 3. A l'étape (2), ces valeurs sont classées et la *fiabilité de référence de radiodiffusion* est la valeur associée à un percentile 80 des points de mesure.

La fiabilité de radiodiffusion est associée à la qualité prévue d'un service de radiodiffusion à une heure donnée. Pour des durées supérieures à une heure, les calculs doivent être faits à intervalles d'une heure

TABLEAU 4

Fiabilité de référence de radiodiffusion

On tient compte des paramètres suivants:

Etape	Paramètre	Description	Origine
(1)	BRR (L_1), BRR (L_2), ... BRR (L_N) %	Fiabilité de référence de réception à tous les points de mesure considérés dans la zone de service requise	Etape (2), (4) ou (6), selon le cas, du tableau 3
(2)	BBR (80) %	Fiabilité de référence de radiodiffusion associée au percentile 80	Le percentile choisi d'après les valeurs classées à partir de (1) de ce tableau

VI. *Protection proportionnellement réduite (PRP)*

La (PRP) est une marge (M) dont le rapport de protection RF à appliquer en un point de mesure peut être réduit, si les conditions spécifiées ci-après sont vérifiées:

1) la BBR < 80%, *et*

2) une seule bande de fréquences est donnée par le système de planification, *et*

3) au point de mesure considéré, le champ E_w est inférieur à E_{min} et supérieur ou égal à E_{min} − 10 dB.

Dans ces conditions, M se calcule de la manière suivante

$$M = E_{min} - E_w$$

En pareil cas, on utilise le rapport de protection proportionnellement réduit pour l'évaluation de S/I au point de mesure considéré. Pour tous les autres points de la zone de service requise, la protection entière, déterminée par le rapport de protection approprié, est obtenue lorsque $E_w \geqslant E_{min}$; la protection n'est pas obtenue lorsque $E_w < E_{min} - 10$ dB.

Dans les cas où la PRP n'est pas applicable, la protection entière, déterminée par le rapport de protection approprié, est obtenue lorsque $E_w \geqslant E_{min}$; la protection n'est pas obtenue lorsque $E_w < E_{min}$

VII *Nombre maximal de fréquences nécessaires par besoin*

VII 1 *Introduction*

Chaque fois que possible, une seule fréquence devrait être utilisée pour un besoin donné. Dans certains cas particuliers, il peut être jugé nécessaire d'utiliser plus d'une fréquence par besoin, à savoir

- cas de certains trajets, tels que les trajets très longs, ceux qui traversent la zone aurorale et ceux le long desquels la MUF varie rapidement;

- cas des régions où la profondeur de la zone qui s'étend à partir de l'émetteur est trop grande pour pouvoir être desservie par une seule fréquence;

- cas où, pour maintenir un rapport signal/bruit satisfaisant, on emploie des antennes très directives, ce qui a pour résultat de réduire l'étendue de la zone géographique couverte par la station considérée

La décision d'utiliser plus d'une fréquence par besoin doit être prise en fonction du cas particulier

L'emploi d'émetteurs synchronises doit être encouragé chaque fois que possible afin d'abaisser au minimum la nécessité d'utiliser des fréquences supplémentaires

VII 2 *Utilisation de fréquences supplémentaires*

Le nombre de fréquences nécessaires pour obtenir le niveau spécifié de la BBR[1] doit être déterminé par application de la méthode indiquée ci-après. Si la valeur calculée de la BBR, pour une seule fréquence, est inférieure à la valeur adoptée, il faut étudier la possibilité d'améliorer la BBR en utilisant des fréquences supplémentaires dans des bandes différentes et voir si l'amélioration ainsi obtenue justifie l'emploi de fréquences supplémentaires.

VII 3 *Détermination des bandes de fréquences supplementaires*

Lorsque la BBR correspondant à la première bande, calculée sur la base de tous les points de mesure de la zone de service requise, est comprise entre 50 et 80%, il convient de faire l'essai d'une bande supplémentaire, en appliquant la procédure suivante.

On détermine quels sont les points de mesure dont la fiabilité de référence de circuit (BCR) est inférieure ou égale à la BBR, et seuls ces points sont utilisés pour définir la deuxième bande. Pour chaque bande, on calcule la valeur minimale de la BCR (BCR_{min}) en ces points, et l'on choisit la bande qui présente la valeur de BCR_{min} la plus élevée. Si cette valeur est obtenue pour plus d'une bande, on choisit la bande de fréquences la plus élevée. On calcule ensuite la BBR correspondant aux deux bandes, compte tenu de la BRR à tous les points de mesure situés dans la zone de service requise, et si cette valeur dépasse la limite spécifiée à la figure 2, la deuxième bande est autorisée. Dans les cas particuliers où la BBR correspondant aux deux bandes est inférieure à 80%, il y a lieu de faire l'essai d'une troisième bande en procédant comme suit.

On calcule la BBR pour chacune des bandes restantes, compte tenu de tous les points de mesure situes dans la zone de service requise Parmi ces bandes, celle qui présente la BBR la plus élevée est retenue comme troisième bande. Si cette valeur est obtenue pour plus d'une bande, on choisit la bande de fréquences la plus élevée. Si la BBR correspondant aux trois bandes obtenue compte tenu de la BRR à tous les points de mesure dépasse la limite spécifiée à la figure 2, la troisième bande est autorisée.

[1] Pour calculer la fiabilité de réference de radiodiffusion (BBR), voir le paragraphe V.4.

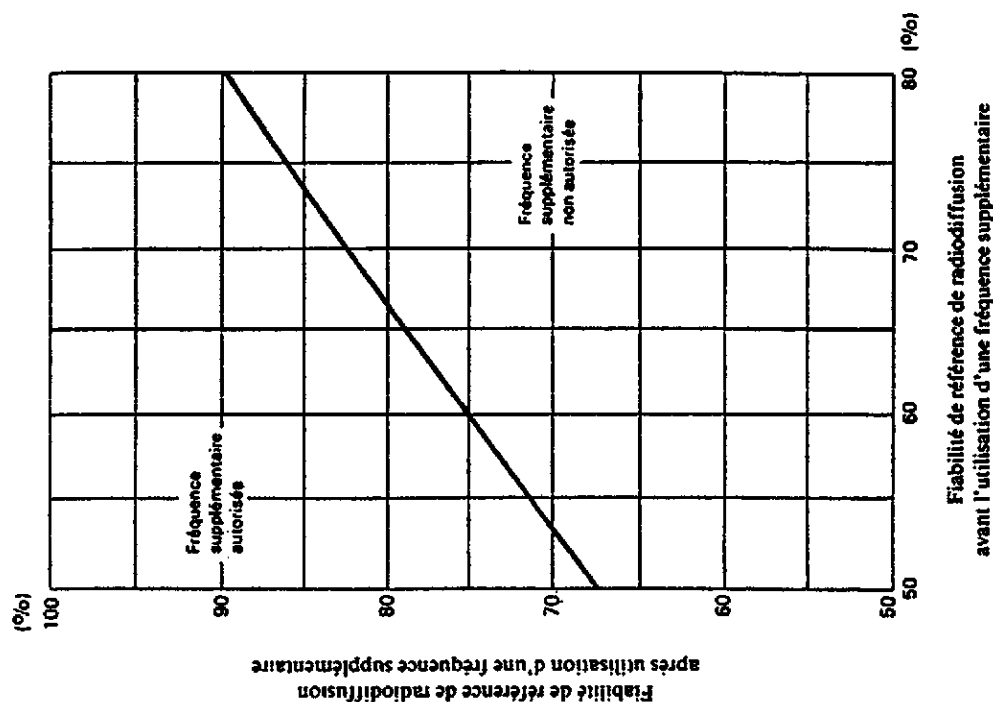



FIGURE 2

Limites pour l'utilisation d'une fréquence supplémentaire

Le contenu de cette figure peut être exprimé par les formules suivantes

BBR (après) > 30 + 0,75 × BBR (avant) fréquence supplémentaire autorisée
BBR (après) ≤ 30 + 0,75 × BBR (avant) fréquence supplémentaire non autorisée

VIII *Evaluation de la qualité de fonctionnement*[1]

Afin d'évaluer la qualité de fonctionnement d'un besoin, il convient d'indiquer, selon le cas, les valeurs suivantes, pour chaque période de 15 minutes, pour chaque heure ou pour le temps d'émission:

1) BBR – fiabilité de radiodiffusion de référence au 80e percentile de tous les points de mesure;

2) pourcentage des points de mesure pour chaque bande de fréquences où le champ est égal ou supérieur à E_{min}, et E_{min} – 10 dB dans les cas où la protection proportionnellement réduite s'applique;

3) SIR (dB) – rapport signal/brouillage médian obtenu par la méthode de calcul du paragraphe V 2 au 80e percentile des points de mesure où le champ est égal ou supérieur à E_{min}, ou à E_{min} – 10 dB dans les cas où la protection proportionnellement réduite s'applique. Il serait souhaitable, si cela est possible d'un point de vue économique, d'indiquer les points de mesure qui ont été utilisés pour déterminer la valeur du rapport signal/brouillage médian;

4) TP (%) – pourcentage des points de mesure pour chaque bande de fréquences où le champ est égal ou supérieur à E_{min} ou à E_{min} – 10 dB dans les cas où la protection proportionnellement réduite s'applique *et* où le rapport signal/brouillage médian est égal ou supérieur à 17 dB

[1] L'IFRB pourrait établir des paramètres supplémentaires pour l'évaluation de la qualité de fonctionnement.

ANNEXE 2 À LA RÉSOLUTION N° 515 (HFBC-87)

Bande	Total kHz	(1) Application de la procédure (article 17)	(2) Application du système de planification HFBC
(26)	430	230	200
(21)	400	200	200
(17)	350	150	200
(15)	500	300	200
(13)	200		200
(11)	400	275	125
(9)	400	275	125
(7)	200	200	
(6)	250	250	
TOTAL	3130	1880	1250

Avant CAMR 79
Après CAMR 79

RÉSOLUTION N° 516 (HFBC-87)

Antennes à utiliser pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que les Normes techniques de l'IFRB doivent être élaborées conformément aux numéros **1001, 1454** et **1770** du Règlement des radiocommunications (voir la Résolution **514 (HFBC-87)**);

b) que le CCIR a publié le Recueil de diagrammes d'antennes (édition 1984) et diffusé des programmes d'ordinateur pour le calcul de diagrammes d'antennes pour ondes décamétriques;

c) que les administrations mettent actuellement au point des antennes améliorées qui seront utilisées pour la radiodiffusion à ondes décamétriques;

d) que les administrations souhaiteront peut-être utiliser des types d'antennes qui ne figurent pas dans la publication du CCIR mentionnée ci-dessus,

decide

1 qu'il y a lieu d'utiliser le type d'antenne convenant le mieux au service requis;

2 qu'il convient d'éviter d'utiliser des antennes présentant des lobes latéraux nombreux et importants, par exemple des antennes losange,

invite les administrations

à tenir compte des points 1 et 2 du dispositif ci-dessus,

invite, en outre, les administrations

à fournir les données pertinentes à l'IFRB et au CCIR, dans le cas où elles souhaiteraient utiliser des types d'antennes différents des types visés dans les Normes techniques de l'IFRB et le Recueil de diagrammes d'antennes publié par le CCIR,

invite le CCIR

à poursuivre la mise à jour du Recueil de diagrammes d'antennes,

invite l'IFRB

1. à fonder ses Normes techniques relatives aux types d'antennes de réference sur le Recueil de diagrammes d'antennes publié par le CCIR et sur les informations fournies par les administrations;

2. à publier et à tenir à jour dans ses Normes techniques l'ensemble des caractéristiques d'antenne à utiliser pour la radiodiffusion à ondes décamétriques.

RÉSOLUTION Nº 517 (HFBC-87)

Passage des émissions à double bande latérale (DBL) aux émissions à bande latérale unique (BLU) dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion sont sérieusement surchargées;

b) que, dans ces bandes, l'encombrement tend à augmenter;

c) que la technique BLU permettra d'obtenir une utilisation beaucoup plus efficace du spectre radioélectrique que la technique DBL;

d) que la technique BLU permet d'améliorer la qualité de réception;

e) que la durée de vie utile d'un émetteur est de l'ordre de vingt ans;

f) que la durée de vie utile d'un récepteur est de l'ordre de 10 ans;

g) qu'il n'est pas économiquement intéressant de transformer avec les techniques actuelles, les émetteurs DBL classiques existants en vue de leur exploitation en BLU;

h) l'appendice 45 au Règlement des radiocommunications relatif à la spécification du système BLU dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion;

i) que la première session de la Conférence (Genève, 1984) traite, dans son Rapport à l'intention de la seconde session, de l'introduction progressive des émissions BLU;

j) que la Recommandation **515 (HFBC-87)** encourage une accélération de la conception et de la fabrication d'émetteurs et de récepteurs fonctionnant en BLU,

décide

1. que la procédure figurant dans l'annexe à la présente Résolution sera utilisée afin d'assurer de manière ordonnée le passage des émissions en DBL aux émissions en BLU dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion;

2. que la date définitive de cessation des émissions en DBL spécifiée dans l'annexe à la présente Résolution sera examinée périodiquement par les futures conférences administratives mondiales des radiocommunications compétentes, compte tenu des dernières statistiques complètes disponibles sur la distribution au niveau mondial des émetteurs BLU et des récepteurs BLU équipés d'un démodulateur synchrone et qu'au moins un examen de ce type aura lieu avant l'an 2000,

invite le Conseil d'administration

à inscrire à l'ordre du jour de futures conferences administratives mondiales des radiocommunications compétentes, conformément au paragraphe 2 du dispositif, un point supplémentaire, à savoir la question mentionnée dans ce même paragraphe,

charge le Secrétaire général

de rassembler et de tenir à jour les statistiques mentionnées au paragraphe 2 du dispositif, de les mettre à la disposition des administrations intéressées et de fournir des résumés de ces statistiques aux futures conférences administratives mondiales des radiocommunications compétentes,

invite les administrations

à aider le Secrétaire général dans cette tâche en lui fournissant des données statistiques pertinentes

ANNEXE À LA RÉSOLUTION N° 517 (HFBC-87)

Procédure relative au passage des émissions à double bande latérale (DBL) aux émissions à bande latérale unique (BLU) dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

1 Le passage immédiat aux émissions en BLU est encourage; la periode de transition commence donc immédiatement

2 Toutes les émissions en DBL cesseront le 31 décembre 2015, à 2359 heures UTC au plus tard (voir aussi le point 2 du dispositif dans le corps de la Résolution)

3 Les émissions en BLU devront être conformes aux caractéristiques specifiées dans l'appendice **45** au Règlement des radiocommunications

4 Jusqu'au 31 décembre 2015 à 2359 heures UTC, les émissions en BLU destinées à être reçues par des récepteurs DBL équipés d'un système de démodulation de l'enveloppe du signal et par des récepteurs BLU dotés d'un démodulateur synchrone auront une réduction de la porteuse de 6 dB par rapport à la puissance en crête

5. Après le 31 décembre 2015 à 2359 heures UTC, seules les émissions en BLU avec une réduction de porteuse de 12 dB par rapport à la puissance en crête seront utilisées

6 Jusqu'au 31 décembre 2015 à 2359 heures UTC, toute administration remplaçant une emission en DBL par une émission en BLU veillera à ce que le niveau de brouillage ne soit pas supérieur au brouillage occasionné par l'émission en DBL initiale (voir également l'appendice **45** au Règlement des radiocommunications et la Recommandation **517 (HFBC-87)**).

RESOLUTION N° 641 (Rév HFBC-87)

Utilisation de la bande de fréquences 7 000 - 7 100 kHz

La Conference administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que le partage des bandes de fréquences entre le service d'amateur et le service de radiodiffusion n'est pas souhaitable et qu'il convient de l'éviter;

b) qu il est souhaitable que ces services reçoivent, dans la bande 7, des attributions mondiales exclusives;

c) que la bande 7 000 - 7 100 kHz est attribuée en exclusivité au service d'amateur dans le monde entier,

decide

que la bande 7 000 - 7 100 kHz est interdite au service de radiodiffusion et que les stations de radiodiffusion doivent cesser d'émettre sur des fréquences de cette bande,

prie instamment

les administrations responsables des stations de radiodiffusion émettant sur des fréquences de la bande 7 000 - 7 100 kHz de prendre les mesures nécessaires en vue de la cessation immédiate de ces émissions,

charge le Secrétaire général

de porter la présente Résolution à l'attention des administrations

RECOMMANDATION N° 503 (Rév HFBC-87)

Radiodiffusion en ondes décamétriques

La Conference administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) l'encombrement des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion;

b) l'importance des brouillages dans la voie adjacente,

notant

qu'il est possible d'améliorer cette situation en appliquant les Recommandations pertinentes du CCIR,

recommande aux administrations

1. d'accorder une attention particulière aux dispositions relatives au «spectre hors bande» contenues dans la Recommandation 328-6 du CCIR;

2 d'encourager, dans toute la mesure possible, les constructeurs à mettre au point et à construire des recepteurs de radiodiffusion conformes aux dispositions de la Recommandation 332-4 du CCIR relative à la sélectivité des récepteurs,

invite les administrations

à tirer parti, dans toute la mesure pratiquement possible, du fonctionnement synchronisé des émetteurs en tenant compte de la Recommandation 205-2 du CCIR,

invite le CCIR

à effectuer d'autres études relatives aux Recommandations mentionnées ci-dessus, en tenant compte des besoins de la radiodiffusion en ondes décamétriques, en vue de mettre à jour ces trois Recommandations chaque fois que cela est nécessaire.

RECOMMANDATION N° 509 (HFBC-87)

Participation des administrations à l'amélioration du système de planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) qu'elle a amélioré la méthode de planification et chargé l'IFRB de modifier en conséquence le système de planification HFBC;

b) que les travaux assignés à l'IFRB doivent se dérouler dans les années qui suivent la tenue de la Conférence;

c) que les étapes de la méthode de planification se réfèrent à des contraintes techniques et d'exploitation et que ces contraintes peuvent varier de pays en pays et de région en région;

d) que l'IFRB ne peut obtenir des renseignements sur ces contraintes que par des contacts avec les administrations;

e) qu'il serait nécessaire que les administrations de toutes les régions puissent coopérer à l'effort d'amélioration par la participation d'experts qualifiés;

f) que les administrations ont besoin d'être informées périodiquement sur l'état des travaux et sur les exercices de planification et doivent avoir la possibilité de présenter leurs observations;

g) que pour favoriser la participation de pays de toutes les régions il peut être necessaire de prendre en charge cette participation dans le cadre du budget de l'Union,

recommande au Conseil d'administration

1. de constituer un groupe d'experts choisis parmi les candidats proposés par les administrations pour assister l'IFRB dans l'exécution des travaux relatifs au système de planification qui lui ont été confiés par la Conférence;

2. que ce groupe sera constitué de 27 experts provenant de pays appartenant aux cinq regions administratives sur la base de la répartition suivante:

Région A (Amérique) 5

Région B (Europe occidentale) 5

Région C (Europe orientale et Asie septentrionale): 3

Région D (Afrique) 7

Région E (Asie et Australasie): 7

3 que les experts se réuniront une fois par an pour une durée d'une semaine à l'initiative du Comité et que si cela s'avère nécessaire une deuxième reunion pourrait être organisee;

4. qu'en vue de permettre d'informer l'ensemble des administrations de l'évolution des travaux et des résultats des réunions des experts, il sera nécessaire d'organiser des réunions annuelles d'échange d'information auxquelles toutes les administrations seront invitées à participer;

5 que ces réunions d'échange d'information devraient être organisées à l'occasion de réunions des experts, pour une duree de deux à trois jours,

recommande en outre au Conseil d'administration

1. compte tenu du budget ordinaire de l'Union et de la disponibilité d'autres ressources financières, de prévoir les ressources nécessaires aux activités susmentionnées, y compris les frais de participation aux réunions du groupe d'experts, d'un expert de chaque administration pour les années 1988 et 1989;

2 dans le cas où les experts devraient se réunir après 1989, d'ajouter à son rapport à la Conférence de plénipotentiaires une demande de ressources financières a imputer sur le budget ordinaire de l'Union,

charge le Secrétaire général

1. de consulter les administrations pour leur demander, si elles le désirent, de proposer un expert possédant l'expérience nécessaire dans le domaine de la radiodiffusion en ondes décamétriques, pour participer à ce groupe d'experts;

2. d'envoyer la liste des candidats à la 42[e] session du Conseil d'administration pour examen

RECOMMANDATION N° 510 (HFBC-87)

Paramètres de planification pour le système à double bande latérale (DBL) exploité dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que les parametres de planification et les paramètres techniques utilisés pour la radiodiffusion à ondes décamétriques ont été étudiés en détail par la Conférence;

b) que certaines caractéristiques du système DBL pour la radiodiffusion à ondes décamétriques sont définies dans l'appendice **45** au Règlement des radiocommunications;

c) que le rapport de protection en radiofréquence, le champ minimal utilisable et la marge de protection contre l'évanouissement du signal sont des paramètres de planification fondamentaux qui pourront être améliorés par de nouvelles études;

d) que la Conférence a adopté la Résolution **514 (HFBC-87)** relative à la procédure qui sera appliquée par l'IFRB lors de la révision des parties pertinentes de ses Normes techniques utilisées pour la radiodiffusion à ondes décamétriques,

recommande

que, sous réserve des dispositions de la procédure que l'IFRB doit appliquer lors de la révision des parties pertinentes de ses Normes techniques utilisées pour la radiodiffusion à ondes décamétriques et définies dans la Résolution **514 (HFBC-87)**, les valeurs des paramètres de planification indiquées dans l'annexe 1 à la présente Recommandation soient

utilisées par l'IFRB dans ses Normes techniques relatives au système DBL exploité dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion,

invite le CCIR

à poursuivre l'étude des valeurs des paramètres définis dans l'annexe à la presente Recommandation,

invite les administrations

à participer activement à cette étude.

ANNEXE À LA RECOMMANDATION N° 510 (HFBC-87)

Paramètres de planification

1 *Rapports de protection en radiofréquence*

1.1 *Rapport de protection applicable aux émissions non synchronisées*

Le système de planification HFBC visera à répondre aux besoins avec un rapport de protection en radiofréquence dans le même canal présentant une valeur minimale de 17 dB, compte non tenu des marges contre les évanouissements et des brouillages multiples. En cas d'encombrement, ce rapport pourra être abaissé jusqu'à ce que le problème soit résolu

1.2 *Rapport de protection applicable aux émissions synchronisées*

Le rapport de protection dans le même canal entre émissions synchronisées dans le même réseau devrait être:

Distance L entre émetteurs synchronisés (km)	Rapport de protection (dB)
$L \leq 700$	0
$700 < L \leq 2500$	4
$2500 < L$	8

1.3 *Rapports de protection relatifs en radiofréquence*

Les rapports de protection relatifs en radiofréquence (α) pour les écarts[1] entre fréquences porteuses (Δf), par rapport à la valeur du rapport de protection dans le même canal, devraient être:

Δf	α
0 kHz	0 dB
± 5 kHz	−3 dB
± 10 kHz	−35 dB
± 15 kHz	−49 dB
± 20 kHz	−54 dB

[1] Les écarts entre fréquences $\Delta f < -20$ kHz et $\Delta f > +20$ kHz n'ont pas besoin d'être pris en considération.

2 *Champ minimal utilisable*

Il conviendrait de déterminer le champ minimal utilisable en ajoutant 34 dB à la plus grande des deux valeurs ci-après:

- le champ dû au bruit atmosphérique radioélectrique tel qu'il est indiqué dans le Rapport 322-2 du CCIR,
- 3,5 dB(μV/m), à savoir la valeur du niveau de bruit intrinsèque du récepteur.

3 *Marge de protection contre l'évanouissement du signal*

3.1 *Evanouissements de courte durée (dans les limites d'une heure)*

On doit adopter la valeur 5 dB pour l'écart entre le décile supérieur et la médiane d'un signal unique, et la valeur −8 dB pour l'écart du décile inférieur.

3.2 *Evanouissements de longue duree (d'un jour à l'autre)*

Les valeurs des évanouissements de longue durée, déterminées par le rapport de la fréquence de travail à la MUF de référence, sont données dans le Tableau III du Rapport 266-6 du CCIR.

Pour les émissions synchronisées, il conviendrait d'utiliser la marge contre les évanouissements correspondant au signal prédominant. Dans les cas où les champs constitutifs utiles sont égaux et où la Remarque 1 du Tableau III du Rapport 266-6 du CCIR est applicable à l'un des trajets au moins, on devrait utiliser les valeurs correspondant à des latitudes géomagnétiques ≥ 60°.

3.3 *Distribution combinée des évanouissements applicable à des signaux utiles et brouilleurs*

Les marges contre les évanouissements pendant 10% et 90% du temps sont toutes deux de 10 dB, sauf lorsque s'appliquent les dispositions de la note ci-après, auquel cas la valeur à utiliser est de 14 dB.

Note

a) Si un point de la partie du grand cercle passant par l'émetteur et le récepteur comprise entre les points directeurs situés à 1 000 km de chaque extrémité du trajet atteint une latitude géomagnétique corrigée de 60° ou plus, il faut utiliser les valeurs qui correspondent aux latitudes ≥ 60°.

b) Ces valeurs ne concernent que le trajet du signal utile

c) Pour les émissions synchronisées, il convient d'utiliser la marge contre les évanouissements correspondant au signal utile prédominant. Dans les cas où les champs constitutifs utiles sont égaux et où le point *a)* ci-dessus est applicable à l'un des trajets au moins, il convient d'utiliser la valeur de 14 dB pour les déciles.

RECOMMANDATION N° 511 (HFBC-87)

Possibilité d'élargir le spectre de fréquences attribué en exclusivité à la radiodiffusion en ondes décamétriques lors d'une future conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) la Résolution **508** de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) invitant le Conseil d'administration à convoquer une conférence en deux sessions afin de planifier les bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion;

b) le Rapport de la première session établi à l'intention de la seconde session de la Conférence;

c) que le Conseil d'administration lors de sa 39ᵉ session (1984) a adopté la Résolution N° 912 établissant l'ordre du jour de la seconde session de la présente Conférence;

d) les résultats des exercices de planification effectués par l'IFRB pendant l'intersession;

e) que pour assurer une plus grande efficacité de l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion, la présente Conférence a adopté un programme d'action relatif à l'amélioration, à l'essai, à l'adoption et à la mise en œuvre du système de planification pour ces bandes et un calendrier associé (voir la Résolution **511** (HFBC-87)) ainsi qu'un programme d'action pour l'introduction des techniques de la bande latérale unique (voir la Résolution **517** (HFBC-87)) mais a conclu que ces mesures ne permettront peut-être pas de répondre aux besoins actuels et futurs de la radiodiffusion à ondes décamétriques,

reconnaissant

qu'un élargissement éventuel du spectre de fréquences attribué à la radiodiffusion à ondes décamétriques aurait un effet sur d'autres services radioélectriques fonctionnant en conformité avec le Tableau d'attribution des bandes de fréquences contenu dans l'article **8** du Règlement des radiocommunications,

recommande au Conseil d'administration

de prendre les dispositions nécessaires pour demander à la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989) d'examiner s'il convient ou non de tenir une conférence administrative mondiale des radiocommunications dont l'ordre du jour devrait comporter la possibilité d'élargir le spectre des fréquences à ondes décamétriques attribué en exclusivité au service de radiodiffusion en vue de la planification de ce spectre dans le cadre du système HFBC amélioré,

charge le Secrétaire général

de porter la présente Recommandation à l'attention de toutes les administrations et de la 42ᵉ session du Conseil d'administration (1987).

RECOMMANDATION N° 512 (HFBC-87)

Méthode de prévision de la propagation à utiliser dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conference administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que la première session de la Conférence (Genève, 1984) a établi une methode de prévision de la propagation à utiliser pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion;

b) les travaux effectues par le CCIR pendant l'intersession afin d'améliorer certains aspects de la méthode adoptée;

c) que l'IFRB a élaboré et utilisé des logiciels fondés sur la méthode de prevision de la propagation établie par la première session ainsi que sur les travaux complémentaires entrepris par le CCIR, et qu'il a utilisé ces logiciels pour ses travaux d'intersession;

d) que la méthode de prévision de la propagation et les logiciels associés, utilisés par l'IFRB, constituent la base de toute nouvelle amélioration;

e) la Recommandation **514 (HFBC-87)** relative aux améliorations de la méthode de prévision de la propagation à utiliser pour les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion,

recommande

1. que la méthode de prévision de la propagation ainsi que les logiciels correspondants à utiliser en application de la Recommandation **514 (HFBC-87)** soient ceux que l'IFRB a appliqués au cours de la période intersession;

2. que l'IFRB réunisse une documentation détaillée sur la méthode de prévision de la propagation indiquée en résumé dans l'annexe à la présente Recommandation, afin de l'inclure dans ses Normes techniques;

3 que la procédure à appliquer par l'IFRB lors de la révision des parties pertinentes de ses Normes techniques, comme établi dans la Résolution **514 (HFBC-87)**, soit utilisée pour toute nouvelle amélioration de la méthode.

ANNEXE À LA RECOMMANDATION N° 512 (HFBC-87)

Résumé de la méthode de prévision de la propagation[1] à utiliser pour déterminer le champ de l'onde ionosphérique

1 *Introduction*

La méthode de prévision de la propagation appliquée par l'IFRB et destinée à être utilisée comme base pendant la période suivant la Conférence a été élaborée à la première session. Elle est fondée sur des études effectuées par le CCIR avant la première session et sur une autre série d'études du CCIR consacrées à certains aspects particuliers.

Cette méthode, qui permet de prévoir le champ pour la radiodiffusion à ondes décamétriques, comprend trois parties:

a) pour les trajets d'une longueur maximale de 7 000 km;

b) pour les trajets supérieurs à 9 000 km;

c) une procédure d'interpolation pour les trajets dont la longueur est comprise entre 7 000 et 9 000 km

[1] Ce résumé ne modifie en aucune façon la méthode de prévision de la propagation appliquée par l'IFRB

2 *Paramètres ionosphériques*

Les valeurs des paramètres ionosphériques foF2, M(3000)F2 et foE sont obtenues à partir des cartes numériques (coefficients d'Oslo) et des procédures énoncées dans le Rapport 340 du CCIR, aux emplacements des points directeurs requis pour les méthodes applicables aux petites et grandes distances. Sur la base de ces paramètres, on peut déterminer les MUF de référence[1] pour les distances requises, en utilisant également les procédures du Rapport 340. On procède aux interpolations appropriées pour le niveau d'activité solaire.

3 *Distances maximales de 7 000 km*

La méthode applicable aux petites distances, fondée en partie sur le Rapport 252-2 du CCIR, est utilisée pour les trajets dont la longueur maximale est de 7 000 km On applique également cette méthode pour les calculs relatifs aux trajets dont la longueur est comprise entre 7 000 et 9 000 km, les résultats étant utilisés dans la procédure d'interpolation décrite plus loin.

L'hypothèse de départ est qu'il existe une propagation le long d'un arc de grand cercle avec réflexion par la couche E (pour des distances maximales de 4 000 km) et par la couche F2. Le trajet est divisé en un certain nombre de bonds de longueur égale, inférieurs à 4 000 km chacun, pour les modes F2, et à 2 000 km pour les modes E. On suppose que les bonds ont des réflexions spéculaires dans l'ionosphère en leur point milieu. On considère que la hauteur de réflexion équivalente est de 110 km pour les modes E et qu'elle est variable en fonction des valeurs des paramètres ionosphériques pour les modes F2.

En ce qui concerne les trajets dont la longueur maximale est de 4 000 km, l'occultation des modes de propagation F2 par la couche inférieure E est appliquée s'il y a lieu.

[1] *MUF de référence:* Fréquence la plus élevée à laquelle une onde radioélectrique peut se propager entre des stations terminales données, en une occasion spécifiée, par réfraction ionosphérique exclusivement.

La caractéristique essentielle de la méthode est la prévision du champ médian au moyen de la formule:

$$E_{ts} = 96{,}85 + P_t + G_t - 20 \log P' - L_i - L_m - L_g - L_h \quad \mathrm{dB}(\mu\mathrm{V/m})$$

- P_t est la puissance à la sortie de l'émetteur, exprimée en dB par rapport à 1 kW;
- G_t est le gain d'antenne isotrope correspondant à l'azimut de l'arc de grand cercle et à l'angle de site calculés compte tenu de la géométrie du trajet et du nombre de bonds considéré;
- P' est la distance oblique virtuelle, en km, calculée le long des trajets;
- L_i, L_m, L_g et L_h sont les termes d'affaiblissement qui représentent respectivement l'affaiblissement dû à l'absorption (les calculs sont effectués pour chaque bond et les résultats sont ajoutés), l'affaiblissement «au-dessus de la MUF», l'affaiblissement par réflexion sur le sol et les affaiblissements auroraux et autres.

Le terme de constante numérique contient notamment un facteur correspondant aux effets de la propagation ionosphérique qui, autrement, ne seraient pas inclus dans cette méthode simplifiée.

Bien que, pour une antenne isotrope, le champ prévu soit le plus important pour les modes de propagation où le nombre de bonds est minimal, cela n'est pas nécessairement le cas pour les antennes utilisées dans la pratique. On répète le calcul en augmentant progressivement le nombre de bonds et en tenant compte du gain d'antenne correspondant dans chaque cas jusqu'à atteindre une valeur maximale. En vue de faciliter le calcul dans le grand nombre de cas examinés par l'IFRB, on a concrètement calculé à l'avance des valeurs de champ qui ont été regroupées sous forme de tableaux pour six modes F2 et six modes E concernant les trajets entre tous les emplacements d'émetteurs et tous les points de mesure. Dans l'examen de chaque cas, on se réfère aux valeurs appropriées des tableaux et on applique les gains d'antenne.

La méthode consiste à choisir les deux modes F2 les plus forts (c'est-à-dire les modes dont les champs sont les plus élevés) et, s'il y a lieu, le mode E le plus fort, les valeurs correspondantes du champ étant combinées par addition quadratique.

4. *Distances supérieures à 9 000 km*

Pour les distances supérieures à 9 000 km, la méthode n'est plus fondée sur des bonds géométriques, mais sur des trajets hypothétiques ayant un certain nombre de bonds égaux tous inférieurs à 4 000 km. Cette méthode sert aussi pour les calculs de champ effectués sur des trajets de longueur comprise entre 7 000 et 9 000 km et les résultats sont utilisés dans la procédure d'interpolation décrite plus loin.

Selon l'hypothèse de départ, on détermine le champ dans la «gamme de fréquences d'émission», c'est-à-dire entre la fréquence limite inférieure f_L et la fréquence limite supérieure f_M, au moyen de l'absorption sans déviation (près de f_L) et de l'absorption avec déviation (près de f_M). L'ajustement empirique par rapport aux observations permet de déterminer la forme de la courbe entre f_L et f_M en fonction de la hauteur zénithale du soleil, de la géométrie du trajet, etc. Le champ médian global est obtenu au moyen de la formule

$$E_{tl} = E_0 \left[1 - \frac{(f_M + f_H)^2}{(f_M + f_H)^2 + (f_L + f_H)^2} \left(\frac{(f_L + f_H)^2}{(f + f_H)^2} + \frac{(f + f_H)^2}{(f_M + f_H)^2} \right) \right] + P_t + G_{tl} + G_{ap} - 32{,}5 \quad \text{dB}(\mu\text{V/m})$$

- $E_0 = 139{,}6 - 20 \log P'$ est le champ en espace libre où P' est la distance oblique si l'on suppose que la hauteur de l'ionosphère est de 300 km;
- f est la fréquence à laquelle la prévision est faite;
- f_M est la fréquence limite supérieure; on la détermine séparément pour le premier et le dernier bond du trajet, et on prend la valeur inférieure;

  $f_M = K \cdot f_b$, où f_b est la MUF de référence et K un facteur de correction compte tenu de la variation diurne et de la valeur absolue de f_b;

- f_L est la fréquence limite inférieure, dont la valeur dépend essentiellement de la hauteur zénithale du soleil;
- f_H est la gyrofréquence;
- P_t est la puissance à la sortie de l'émetteur exprimée en dB par rapport à 1 kW;
- G_{tl} est le gain d'antenne isotrope, choisi comme étant la valeur supérieure dans la gamme des angles de rayonnement vertical de 0° à 8°, pour l'azimut correspondant;
- G_{ap} est le gain dû à la focalisation antipodale, compte tenu de l'augmentation du champ pour des distances dépassant 10 000 km

Le terme de constante numérique est notamment destiné à tenir compte des effets de la propagation ionosphérique qui, autrement, ne seraient pas inclus dans la méthode.

5 *Distances comprises entre 7 000 et 9 000 km*

Dans cette gamme de distances, les champs E_{ts} et E_{tl} sont déterminés au moyen des deux procédures qui viennent d'être décrites et le champ médian résultant est obtenu par interpolation linéaire, en dB, comme suit:

$$E_{ti} = E_{ts} + \frac{D - 7\,000}{2\,000} (E_{tl} - E_{ts}) \qquad \text{dB}(\mu\text{V/m})$$

où D est la longueur du trajet en kilomètres.

Note: Les termes de constante dans les formules correspondant à E_{ts} et E_{tl} comportent respectivement les valeurs de −7,3 dB et +3,9 dB pour les parties de la méthode qui concernent les petites et grandes distances; elles ont été indiquées dans la Recommandation 621 du CCIR à la suite d'études effectuées durant l'intersession.

RECOMMANDATION N° 513 (HFBC-87)

Radiodiffusion à couverture nationale dans les bandes d'ondes décamétriques

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) le Rapport établi à l'intention de la seconde session de la présente Conférence;

b) que la première session de la présente Conférence (Genève, 1984) a décidé que tous les besoins de radiodiffusion, nationaux et internationaux, doivent être traités sur un pied d'égalité, en tenant dûment compte des différences qui existent entre ces deux types de besoins de radiodiffusion;

c) que le système de planification HFBC devrait notamment tenir compte de la manière qui permet de répondre le mieux possible aux besoins des administrations concernant des périodes d'émission plus longues, surtout pour la radiodiffusion à couverture nationale;

d) que l'on doit garantir de façon appropriée la continuité aux besoins de la radiodiffusion nationale;

e) que les deux types de radiodiffusion dans les bandes d'ondes décamétriques, à savoir la radiodiffusion à couverture nationale et celle à couverture internationale diffèrent par leurs conditions techniques et leurs conditions d'exploitation;

f) que dans les pays situés en zone tropicale les besoins pour la radiodiffusion à couverture nationale sont couverts en utilisant en partie les bandes attribuées au service de radiodiffusion en zone tropicale et en partie les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion;

g) que la seconde session de la présente Conférence n'a pas traité en profondeur ce sujet,

notant

que la radiodiffusion à ondes décamétriques assure une couverture nationale quand la station d'émission et la zone de service requise qui lui est associée sont toutes deux situées dans le territoire du même pays,

recommande

au Conseil d'administration de prendre les mesures nécessaires pour inscrire à l'ordre du jour de la prochaine conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente en matière de radiodiffusion à ondes décamétriques l'examen de la radiodiffusion à couverture nationale, en conformité avec les divers points du «considérant» de la présente Recommandation.

RECOMMANDATION N° 514 (HFBC-87)

Améliorations de la méthode de prévision de la propagation à utiliser pour les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que la première session de la présente Conférence (Genève, 1984) a adopté une méthode de prévision du champ pour les ondes décamétriques qui est fondée sur des études du CCIR;

b) que, pendant la période entre les deux sessions de la Conference, le CCIR a entrepris de nouvelles études, conformément à la demande de la première session de la Conférence;

c) qu'il ressort de récentes études supplémentaires faites par des administrations qu'il est nécessaire d'apporter de nouvelles améliorations à la méthode susmentionnee;

d) que la possibilité de nouvelles améliorations dépendra, en partie, de la collecte et de l'analyse de données supplémentaires relatives à des mesures du champ,

invite le CCIR

à entreprendre des études en ce qui concerne la méthode de prévision de la propagation pour les ondes décamétriques adoptée par la Conférence et à recommander à la fois des améliorations de la méthode et plus tard, en cas de besoin, une méthode améliorée à utiliser à l'avenir pour les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion,

recommande aux administrations

1. d'entreprendre des programmes de mesure du champ pour les ondes décamétriques;

2 de fournir au CCIR des données sous une forme permettant leur étude

RECOMMANDATION N° 515 (HFBC-87)

Introduction d'émetteurs et de récepteurs pouvant fonctionner en double bande latérale (DBL) et en bande latérale unique (BLU)

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considerant

a) la Résolution **517 (HFBC-87)** relative à la mise en œuvre de la technique de la BLU[1];

b) que la première session de la présente Conférence (Genève, 1984) traite, dans son Rapport établi à l'intention de la seconde session, de la mise en œuvre progressive des émissions BLU;

c) qu'il faudra de toute évidence encourager les constructeurs d'équipements a produire des récepteurs à *démodulation synchrone* et des émetteurs appropriés;

d) l'appendice 45 au Règlement des radiocommunications relatif aux caractéristiques du système BLU fonctionnant dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion,

considérant en outre

e) que l'introduction de la technique de la BLU peut être accélérée par une plus grande disponibilité, en temps voulu, d'équipements d'émission appropries;

f) qu'un délai est nécessaire aux constructeurs pour produire des équipements capables de fonctionner soit en BLU[1] et DBL, soit en BLU[1] seulement,

[1] Avec la possibilité d une réduction de la porteuse de 6 dB et de 12 dB par rapport à la puissance en crête.

recommande aux administrations

que les nouveaux émetteurs qui seront installés après le 31 décembre 1990 soient en mesure, autant que possible, de fonctionner soit en BLU[1] et DBL, soit en BLU[1] seulement,

invite le CCIR

à compléter ses études relatives aux récepteurs fonctionnant en BLU,

invite les administrations

à porter à l'attention des constructeurs de récepteurs les résultats les plus récents des études du CCIR ainsi que l'information visée au *considérant d)*, et à les encourager à commencer la fabrication des récepteurs à démodulation synchrone, de prix modique, capables de recevoir des émissions de radiodiffusion aussi bien en DBL qu'en BLU[1], d'ici au 31 décembre 1990,

charge le Secrétaire général

de communiquer la présente Recommandation à la Commission électrotechnique internationale (CEI)

[1] Avec la possibilité d'une réduction de la porteuse de 6 dB et de 12 dB par rapport à la puissance en crête.

RECOMMANDATION N° 516 (HFBC-87)

Utilisation d'émetteurs synchronisés dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que l'utilisation d'émetteurs synchronisés, lorsqu'elle convient du point de vue technique, constitue un moyen efficace pour économiser le spectre;

b) la Recommandation 503 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) relative à la radiodiffusion à ondes décamétriques;

c) que, dans les cas où la configuration du trajet est défavorable, il peut arriver que la différence de fréquence par effet Doppler soit supérieure à 0,1 Hz à certaines heures de la journée;

d) la Recommandation 205-2 du CCIR relative aux émetteurs synchronisés en radiodiffusion à ondes décamétriques,

reconnaissant

qu'il est nécessaire d'entreprendre un complément d'étude sur l'utilisation des émetteurs synchronisés pour la radiodiffusion dans les bandes d'ondes décamétriques,

invite le CCIR

à accélérer les études définies dans son Programme d'études 44L/10 afin d'élaborer des Recommandations englobant tous les aspects de la question,

recommande aux administrations

de participer activement à ces études

RECOMMANDATION N° 517 (HFBC-87)

Valeurs relatives du rapport de protection en radiofréquence applicables aux émissions à bande latérale unique (BLU) dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

La Conference administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) que la Conférence a adopté une méthode pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion;

b) que cette méthode est fondée sur l'utilisation d'émissions à double bande latérale (DBL);

c) que le rapport de protection en radiofréquence dans le même canal est l'un des paramètres fondamentaux de la planification;

d) que la Conférence a adopté la Résolution **517 (HFBC-87)** relative à la transition des émissions DBL aux émissions BLU dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion et la Recommandation **515 (HFBC-87)** relative à la mise en service d'émetteurs et de récepteurs pouvant fonctionner aussi bien en DBL qu'en BLU;

e) que les caractéristiques du système BLU pour la radiodiffusion en ondes décamétriques figurent dans l'appendice **45** au Règlement des radiocommunications;

f) que cependant les valeurs relatives du rapport de protection en radiofrequence à appliquer à toutes les combinaisons d'émissions utiles et brouilleuses à DBL et à BLU ne figurent pas, en raison de leur caractère provisoire, dans l'appendice mentionné à l'alinéa *e)* ci-dessus;

g) que, d'après des études préliminaires, les émissions BLU peuvent nécessiter un rapport de protection en radiofréquence dans le même canal moins élevé pour la même qualité de réception;

h) la Résolution **514 (HFBC-87)** relative à la procédure que l'IFRB doit appliquer lors de la révision des parties pertinentes de ses Normes techniques utilisées pour la radiodiffusion en ondes décamétriques,

recommande

que, sous réserve de la procédure qui doit être appliquée par l'IFRB lors de la révision des parties pertinentes de ses Normes techniques utilisées pour la radiodiffusion à ondes décamétriques, indiquée dans la Résolution **514 (HFBC-87)**, les valeurs relatives du rapport de protection en radiofréquence indiquées dans l'annexe à la présente Recommandation soient utilisées par l'IFRB dans ses Normes techniques relatives aux émissions BLU fonctionnant dans les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion,

invite le CCIR

à poursuivre l'étude des valeurs relatives du rapport de protection en radiofréquence pour les différents cas et séparations de fréquences indiqués dans l'annexe à la présente Recommandation,

et recommande aux administrations

de participer activement à cette étude

ANNEXE À LA RECOMMANDATION N° 517 (HFBC-87)

Valeurs relatives du rapport de protection en radiofréquence

1 Les valeurs relatives du rapport de protection en radiofrequence indiquées dans le tableau doivent être utilisées chaque fois que des émissions BLU conformes aux spécifications de l'appendice **45** au Règlement des radiocommunications interviennent dans l'utilisation des bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion.

2. Les valeurs indiquées se réfèrent au cas des signaux brouilleur et utile en DBL dans le même canal pour la même qualité de réception.

3. Pour la réception des signaux utiles en DBL et en BLU (réduction de porteuse de 6 dB par rapport à la puissance de crête), on suppose qu'il s'agit d'un récepteur classique DBL avec détection d'enveloppe conçu pour un espacement de canaux de 10 kHz.

4. Pour la réception d'un signal utile en BLU (réduction de la porteuse de 12 dB par rapport à la puissance de crête), on suppose qu'il s'agit d'un récepteur de référence tel que specifié dans la section 3, partie B de l'appendice 45 au Règlement des radiocommunications.

5. Pour les signaux en BLU avec une réduction de porteuse de 6 dB par rapport a la puissance de crête, on suppose une puissance equivalente de bande latérale telle que spécifiée dans le paragraphe 1.2, partie B de l'appendice 45 au Règlement des radiocommunications.

6. Les valeurs correspondant au cas 2 dans le tableau ci-après concernent une situation dans laquelle la frequence centrale de la bande passante aux fréquences intermédiaires du récepteur DBL est réglée sur la fréquence porteuse du signal utile en BLU. Si tel n'est pas le cas, la valeur pour un écart de +5 kHz peut passer à −1 dB.

Valeurs du rapport de protection relatif en radiofréquence par rapport au rapport de protection en radiofréquence dans le même canal pour des signaux DBL utile et brouilleur (en dB)[1] applicables aux bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion

	Signal utile	Signal brouilleur	Séparation f brouilleuse − f utile de la fréquence porteuse, Δf, (kHz)								
			−20	−15	−10	−5	0	+5	+10	+15	+20
1	Double bande latérale (DBL)	Bande latérale unique (BLU) (affaiblissement de la porteuse = 6 dB par rapport à la puissance en crête de modulation)	−51	−46	−32	+1	3	−2	−32	−46	−51
2	Bande latérale unique (BLU) (affaiblissement de la porteuse = 6 dB par rapport à la puissance en crête de modulation)	Double bande latérale (DBL)	−54	−49	−35	−3	0	−3	−35	−49	−54
3	Bande latérale unique (BLU) (affaiblissement de la porteuse = 6 dB par rapport à la puissance en crête de modulation)	Bande latérale unique (BLU) (affaiblissement de la porteuse = 6 dB par rapport à la puissance en crête de modulation)	−51	−46	−32	+1	0	−2	−32	−46	−51
4	Bande latérale unique (BLU) (affaiblissement de la porteuse = 12 dB par rapport à la puissance en crête de modulation)	Bande latérale unique (BLU) (affaiblissement de la porteuse = 12 dB par rapport à la puissance en crête de modulation)	−57	−57	−57	−45	0	−20	−47	−52	−57

[1] Il n'est pas nécessaire de tenir compte des écarts entre fréquences Δf inférieures à −20 kHz et Δf supérieures à 20 kHz.

REC518-1

RECOMMANDATION N° 518 (HFBC-87)

Récepteurs de radiodiffusion en ondes décamétriques

La Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décamétriques attribuées au service de radiodiffusion (Genève, 1987),

considérant

a) qu'un grand nombre de récepteurs ne couvrent pas toutes les bandes d'ondes décamétriques attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion ou ont un affichage analogique imprécis de la fréquence d'émission (ce dont se plaignent de nombreux radiodiffuseurs à ondes décamétriques);

b) que, pour réduire l'encombrement de certaines bandes et améliorer l'utilisation du spectre, il faudrait utiliser les bandes d'ondes décamétriques appropriees, y compris les bandes les plus élevées (21 et 26 MHz);

c) qu'un affichage précis de la fréquence facilite la syntonisation des recepteurs et, par conséquent, favorise l'écoute des émissions à ondes décamétriques par le public,

recommande aux administrations

d'attirer l'attention des constructeurs sur le sujet afin que les futurs recepteurs de radiodiffusion, à prix modique, couvrent toutes les bandes de radiodiffusion à ondes décamétriques et soient équipés, si possible, d'un affichage numérique de la fréquence,

charge le Secrétaire général

de communiquer la présente Recommandation à la Commission electrotechnique internationale (CEI).

TRADUZIONE NON UFFICIALE

UNIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI

A T T I F I N A L I

DELLA

CONFERENZA AMMINISTRATIVA MONDIALE DELLE

RADIOCOMUNICAZIONI PER LA PIANIFICAZIONE

DELLE BANDE D'ONDE DECAMETRICHE ATTRIBUITE

AL SERVIZIO DI RADIODIFFUSIONE (HFBC-87)

GINEVRA, 1987

OSSERVAZIONI

I seguenti simboli sono stati utilizzati per indicare la natura della revisione di ogni disposizione:

ADD = aggiunta di una nuova disposizione

MOD = modifica di una disposizione esistente

(MOD) = modifica, di carattere redazionale, di una disposizione esistente

NOC = disposizione immutata

SUP = soppressione di una disposizione esistente

ATTI FINALI

della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione

(HFBC-87)

GINEVRA.1987

PREMESSA

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra 1979) considerando nella sua Risoluzione 508, tra le altre disposizioni," che la situazione attualmente esistente nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione non è soddisfacente", ha deciso che l'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione doveva essere l'oggetto di una pianificazione mediante una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni comportando due sessioni;

La Conferenza deiplenipotenziari (Nairobi 1982) ha deciso nella sua Risoluzione 1, che questa Conferenza doveva tenersi in 2 sessioni e ha preso delle disposizioni necessari in merito.

Il Consiglio di Amministrazione ha esaminato, durante la seduta di apertura della sua 38a sessione, la Risoluzione 508 della CAMR-79 e ha preso disposizioni necessarie per la convocazione della prima sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione adottando la Risoluzione 874.

La prima sessione che si è tenuta a Ginevra dal 10 Gennaio all'11 Febbraio 1984, ha stabilito nella sua Relazione alla seconda sessione, i parametri tecnici da utilizzare per la pianificazione nonchè i principi che regolano l'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva ai servizi di radiodiffusione. Avendo adottato un metodo di pianificazione associata, la prima sessione ha incaricato l' IFRB di mettere a punto i programmi informatici e le procedure di prova necessarie per preparare l'applicazione del metodo di pianificazione. inoltre, ha richiesto al CCIR di continuare e di portare a termine gli studi complementari relativi a certi elementi tecnici.

Il Consiglio di amministrazione ha stabilito nella sua 39a sessione, con sua Risoluzione 912, l'ordine del giorno della seconda sessione e nel corso della sua 41a sessione, tenuto conto dei risultati delle consultazioni precedenti; esso ha modificato questa Risoluzione e ha deciso che la seconda sessione sarà convocata a Ginevra per la durata di cinque settimane iniziando da Lunedì 2 Febbraio 1987.

Di conseguenza, la seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite a servizi di radiodiffusione è stata tenuta a Ginevra dal 2 Febbraio all'8 Marzo 1987 e ha adottato una <u>revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni</u> che comprende i seguenti elementi:

MOD Art.8 Attribuzione delle bande di frequenze

MOD Art.12 Notifica e iscrizione nello Schedario di riferimento internazionale delle frequenze delle assegnazioni di frequenza alle stazioni di radiocomunicazione di Terra

MOD Art.17 Pianificazione e procedure relative alle bande attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione tra le 5 950 kHz e le 26 100 kHz;

MOD Art.30 Servizio di radiodiffusione e servizio di radiodiffusione via satellite;

MOD App.2 Informazioni da fornire alla IFRB per i fabbisogni relativi alla radiodiffusione in onde decametriche.

MOD App.7 Tavola di tolleranze di frequenza dei trasmettitori

ADD App 45 Parametri tecnici relativi all'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione.

La revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni, così come descritta qui sopra, forma parte integrante del detto Regolamento ed entrerà in vigore il 1° Settembre 1988

a 0001 ora UTC , a meno che una data di entrata in vigore differente non venga stipulata riguardo ad uno qualunque, o una parte di uno qualunque degli elementi menzionati nel paragrafo precedente.

Inoltre, la Conferenza ha adottato Risoluzioni e Raccomandazioni relative ai programmi d'azione a breve e a medio termine che conviene applicare per migliorare l'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione.

I delegati nel firmare questa revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni dichiarono, che se una amministrazione formula delle riserve riguardanti/una o più delle disposizioni riviste del Regolamento delle radiocomunicazioni, nessun altra amministrazione sarà tenuta a rispettare tale disposizione o disposizioni nei suoi rapporti con l'amministrazione in questione.

I membri dell'Unione informeranno il Segretario generale della loro approvazione della revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni da parte della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra 1987). Il Segretario generale informerà i Membri, senza indugi, della ricezione di queste notifiche di approvazione.

IN FEDE DI QUANTO SOPRA, i delegati dei Membri dell'Unione Internazionale delle telecomunicazioni sopra indicati hanno, a nome delle loro rispettive autorità competenti, firmato una copia dei presenti Atti finali nelle lingue inglese, araba, cinese, spagnola, francese e russa. In caso di contestazione fa fede il testo francese. La presente copia rimarrà depositata negli archivi dell'Unione. Il Segretario generale ne rimetterà una copia conforme ad ognuno dei Membri dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Fatto a Ginevra, l'8 Marzo 1987

seguono le firme

ALLEGATO

Revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni e dei supplementi al detto Regolamento

A R T I C O L O 8

MOD 531 HFBC-87 Le bande 9 775 - 9 900 kHz, 11 650 - 11 700 kHz, 11 975 - 12 050 kHz, 13 600 - 13 800 kHz, 15 450 - 15 600 kHz, 17 550 - 17 700 kHz e 21 750 - 21 850 kHz sono attribuite al servizio fisso a titolo primario, con riserva della procedura descritta nella Risoluzione 8. L'utilizzazione di queste bande da parte del servizio di radiodiffusione sarà regolata dalle disposizioni che saranno adottate dalla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Vedi la Risoluzione 508). Le disposizioni della Risoluzione 512 (HFBC-87) vengono ugualmente applicate. In queste bande, la data alla quale potranno iniziare le emissioni del servizio di radiodiffusione in un canale pianificato non dovrà essere anteriore alla data nella quale verrà completato in modo soddisfacente, in conformità alle procedure descritte nella Risoluzione 8, il trasferimento di tutte le assegnazioni di frequenza alle stazioni del servizio fisso che funzionano in conformità alla Tabella e ad altre disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioniche sono iscritte nello Schedario di riferimento e che sono suscettibili di essere influenzate dalle emissioni si radiodiffusione in questo canale.

A R T I C O L O 12

MOD 1350 HFBC-87 § 28. Le assegnazioni di frequenza alle stazioni di radiodiffusione nelle bande attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione tra i 5 950 ed i 26 100 kHz sono trattate. in conformità alle disposizioni dell'articolo 17.

A R T I C O L O 17

HFBC-87 **Pianificazione e procedure relative alle bande attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione tra i 5 950 e 26 100 kHz**

Le seguenti 3 sezioni nuove (sezioni I,II,III)sono aggiunte

ADD HFBC-87 **Sezione I. Introduzione**

ADD 1736 HFBC-87 § 0. Nel corso della messa in opera della procedura della sezione IV del presente articolo, tutte le amministrazioni sono vivamente pregate di conformarsi, nella maggior misura possibile, ai principi della sezione II del presente articolo.

ADD HFBC-87 **Sezione II.Principi di pianificazione**

ADD 1737 HFBC-87 § 0A (1). La pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite alla radiodiffusione, deve essere fondata sul principio di uguaglianza dei diritti di tutti i paesi', grandi e piccoli, ad accedere a queste bande, in maniera equa. Nel corso della pianificazione, si cercherà anche di ottenere una utilizzazione efficace di queste bande di frequenza pur tenendo conto dei vincoli tecnici ed economici che potrebbero esistere in alcuni casi.Tenuto conto di quanto precede, devono essere applicati i seguenti principi di pianificazione.

ADD 1738
HFBC-87

(2) Tutti i fabbisogni di radiodiffusione presenti e futuri formulati dalle amministrazioni devono essere presi in considerazione e trattati su una base equa in modo da garantire l'uguaglianza dei diritti prefissi nel numero 1737 e di permettere ad ogni amministrazione di assicurare un servizio soddisfacente.

ADD 1739
HFBC-87

(3) Tutti i fabbisogni di radiodiffusione, nazionali[1] ed internazionali devono essere trattati su un piano di uguaglianza, tenendo debitamente conto delle differenze che esistono tra questi due tipi di fabbisogni di radiodiffusione.

ADD 1740
HFBC-87

(4) Nel corso dell'applicazione della procedura di pianificazione, si cercherà di assicurare, nella misura del possibile, la continuità dell'utilizzazione di una frequenza o di una banda di frequenze. Tuttavia, questa continuità non deve ostacolare l'uguaglianza di trattamento e un trattamento ottimale, dal punto di vista tecnico, di tutti i fabbisogni di radiodiffusione.

ADD 1741
HFBC-87

(5) La procedura di pianificazione periodica deve essere fondata unicamente sui fabbisogni di radiodiffusione espressi durante il periodo preso in considerazione. Essa deve inoltre, essere flessibile in modo da prendere in considerazione i nuovi fabbisogni di radiodiffusione e le modifiche dei fabbisogni di radiodiffusione esistenti.

ADD 1742
HFBC-87

(6) La procedura di pianificazione deve essere fondata sulle emissioni a doppia banda laterale. Le emissioni a banda laterale unica che le amministrazioni desidererebbero effettuare, possono essere tuttavia autorizzate al posto delle emissioni a doppia banda laterale previste, a condizione che esse non aumentino il livello di disturbi provocati alle emissioni a doppia banda laterale.

ADD 1743
HFBC-87

(7) Per ottenere una utilizzazione efficace dello spettro, conviene impiegare possibilmente una unica frequenza per rispondere ad un dato fabbisogno di radiodiffusione in una data zona di servizio richiesta; in tutti i casi, il numero delle frequenze utilizzate sarà il numero minimale occorrente per assicurare una specificata qualità di ricezione.

ADD 1744
HFBC-87

(8) I fabbisogni di radiodiffusione per i quali i quali il campo minimale utilizzabile convenuto non viene garantito in un punto qualsiasi della zona di servizio richiesta, in mancanza delle installazioni tecniche necessarie, possono beneficiare di una protezione contro i disturbi proporzionalmente ridotta.

ADD 1745
HFBC-87

(9) Nella prima fase della applicazione equa di una nuova procedura di pianificazione, si cercherà di includere il massimo dei fabbisogni richiesti, assicurando contemporaneamente il livello della qualità desiderata. I rimanenti fabbisogni saranno trattati, fermo restando che i livelli di qualità più bassi siano accet-

---

1739.1 [1] Si considera che la radiodiffusione a onde decametriche assi-
HFBC-87 cura una copertura nazionale quando la stazione emittente e la zona di servizio richiesta ad essa associata, sono entrambe ubicate nel territorio dello stesso paese.

tabili.

ADD 1746 HFBC-87 (10) Il metodo di pianificazione dovrà soddisfare, su un piano di uguaglianza, un minimo dei fabbisogni di radiodiffusione richiesti dalle amministrazioni con il livello di qualità desiderato. Faranno oggetto di particolare attenzione i fabbisogni delle amministrazioni che, nei primi tempi, non possano raggiungere questo livello di qualità.

ADD HFBC-87 **Sezione III. Sistema di pianificazione**

ADD 1747 HFBC-87 § 08. Il sistema di pianificazione messo a punto nell'applicare i principi prefissi nella sezione II del presente articolo e le decisioni della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra 1987), sarà migliorato e messo alla prova in conformità alle istruzioni date nella Risoluzione 511 (HFBC-87) per la sua adozione, qualora una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni competente lo giudicasse accettabile.

La sezione I attuale diventa la sezione IV con il seguente nuovo titolo

MOD HFBC-87 **Sezione IV. Procedura di consultazione**

NOC 1748

MOD 1749 HFBC-87 § 2. Le date limite entro le quali occorre che gli orari pervengano al Comitato, sono determinate da quest'ultimo in modo che l'anticipo con cui gli orari gli debbano pervenire sia progressivamente ridotto fino al minimo che sarà ritenuto appropriato dal Comitato stesso. Quelle assegnazioni che figurano in un determinato orario e le cui caratteristiche sono suscettibili di non essere modificate, possono essere presentate al Comitato, al più presto un anno in anticipo e devono essere confermate non oltre la data limite di ricezione da parte del Comitato degli orari relativi alle stagioni interessate. Il Comitato deve prendere le misure necessarie per ricordare alle amministrazioni in tempo utile le diverse tappe della presente procedura.

NOC 1750 a 1752

MOD 1753 HFBC-87 § 6. Le frequenze indicate negli orari devono corrispondere alle disposizioni del numero 1240 del presente Regolamento.

La sezione II attuale diventa la sezione V

Sezione V. Esame preliminare e istituzione dell'Orario provvisorio di radiodiffusione a onde decametriche

NOC 1754 a 1760

La Sezione III attuale diventa la Sezione VI

Sezione VI. Esame tecnico e revisione dell'Orario provvisorio

NOC 1761 a 1765

La Sezione IV attuale diventa la sezione VII

Sezione VII. Pubblicazione dell'Orario di radiodiffusione a onde decametriche

NOC 1766 e 1767

(MOD) 1768 HFBC-87 b) le assegnazioni non comprese nell' orario provvisorio e di cui il Comitato ha tenuto conto nell'esame che ha effettuato ai sensi della sezione VI del presente articolo.

La sezione V attuale è soppressa

SUP HFBC-87 **Sezione V. La lista annuale delle frequenze di radiodiffusione a onde decametriche**

SUP 1769

HFBC-87 La sezione VI attuale diventa la sezione VIII

Sezione VIII. Disposizioni diverse

NOC 1770 a 1772

A R T I C O L O   3 0

ADD 2673A HFBC-87 C. Bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

ADD 2673B HFBC-87 § 2A. Le stazioni di emissione a doppia banda laterale e a banda laterale unica che funzionano nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione devono rispondere alle specifiche dei sistemi indicati nel supplemento 45.

MOD S U P P L E M E N T O   2

HFBC-87

***Presentazione dei fabbisogni di radiodiffusione in onde decametriche all'IFRB* (vedi articolo 17)**

Sezione A. Introduzione

Un fabbisogno di radiodiffusione è una necessità, esposta da una amministrazione, di assicurare un servizio di radiodiffusione in periodi specificati da una data stazione di emissione verso una zona di ricezione specificata.

Una amministrazione che desidera notificare al Comitato un fabbisogno di radiodiffusione, lo farà sulla base delle informazioni indicate alla sezione B del presente supplemento. I ragguagli necessari sono indicati nel formulario di presentazione dei fabbisogni, elaborato dal Comitato.

Un formulario separato viene inviato all'IFRB per notificare:

- ogni fabbisogno da utilizzare per delle stagioni particolari;
- qualsiasi modifica riguardante le caratteristiche del fabbisogno;
- ogni rinuncia di fabbisogno.

Sezione B. Informazioni *relative al servizio di radiodiffusione* nelle bande attribuite in esclusiva alla radiodiffusione a onde decametriche, *da fornire nel formulario di presentazione dei* fabbisogni *

1. *Amministrazione notificatrice*

L'amministrazione notificatrice deve essere designata per mezzo dei simboli che appaiono nella Prefazione alla Lista Internazionale delle frequenze.

1.1. Numero di riferimento attribuito dall'amministrazione all'occorrenza.

---

*) Informazioni di base che le amministrazioni sono tenute a fornire

*Nota: L'IFRB elaborerà un formulario di presentazione dei fabbisogni di radiodiffusione a onde decametriche sulla base degli elementi d'informazione descritti nel presente supplemento e delle note esplicative che vi riferiscono. Inoltre, esso potrà aggiungere a tale formulario altri punti di natura amministrativa, ma la comunicazione delle informazioni così richieste non è obbligatoria.

2 Nominativo della stazione emittente[1]

3. Simbolo del paese o della zona geografica dove si trova la stazione emittente[1]

4. Coordinate geografiche della stazione emittente[1]
Quando due o più stazioni sono situate praticamente nella stessa area, l'amministrazione indicherà, per quanto possibile, le stesse coordinate.

5. Zone di servizio richieste[1]
Per indicare la zona di servizio richiesta, converrà riferirsi a una combinazione:
- di zone CIRAF;
- di quadranti di zone CIRAF,
- di parti di quadranti specificate dall'insieme dei punti di misura che esse contengono.

Quando occorre indicare una zona di servizio richiesta meno estesa della totalità di una zona o di un quadrante, lo si può fare indicando i limiti della zona sotto forma di due azimut o di due distanze iniziando dalla posizione dell'emittente.

La carta delle zone CIRAF da utilizzare per modificare un fabbisogno è indicata alla sezione C del presente supplemento.

6. Stagione[1]

1 - Informazioni di base che le Amministrazioni devono fornire obbligatoriamente.
2 CIRAF = Conferencia Internacional de Radiodifusion por Altas Frequencias (Conferenza internazionale di radiodiffusione ad alte frequenze) Messico, 1948.

Si tratta della o delle stagioni per le quali devono essere applicati i fabbisogni. Quando i fabbisogni non devono essere messi in opera quotidianamente, devono essere indicati i giorni durante i quali lo saranno.

Ore di funzionamento (UTC)[1]

7.1 Indicazione delle modifiche dell'ora legale

8. Indicazione delle interruzioni momentanee dei servizi di radiodiffusione (dovute, per esempio, a catastrofi naturali o ad altri tipi di disastri)

9. Caratteristiche dell'antenna di emissione

9.1 Per tutti i tipi di antenne indicare

9.1.1. Il tipo di antenna che sarà utilizzata, con riferimento al tipo di antenne che figurano nelle Norme tecniche dell'IFRB (vedi la Risoluzione 516 (HFBC-87).

9.1.2. L'azimut di irradiazione massimale in gradi, iniziando dal Nord geografico nel senso orario.

9.1.3. Il guadagno massimale (isotropo G_i, dB) se è diverso da quello associato al diagramma pertinente nella serie di antenne di riferimento. In caso di reti di dipoli orizzontali a spostamento di lobo tale guadagno massimale è il guadagno in modo spostato

9.1.4 Le bande di frequenze quella più bassa e quella più alta (in MHz) per le antenne multibande, o la banda di frequenze per le antenne a banda unica.

9.2 Per le reti di dipoli orizzontali, indicare inoltre i parametri di cui sopra.

1 - Informazioni di base che le Amministrazione devono fornire obbligatoriamente

2 Solo per informazione

9.2.1. Il tipo di elemento irradiante (elementi di dipoli a alimentazione dalle estremità o centrale

9.2.2 Il tipo di riflettore (dipoli accordati o schermo aperiodico)

9.3 Per le reti di dipoli orizzontali multibanda, indicare inoltre i parametri di cui sopra.

9.3.1. La frequenza nominale, in MHz. Se *non è indicata*, si ammette che essa corrisponde alla media aritmetica delle frequenze centrali delle bande di frequenze la più bassa e la più alta coperte dall'antenna.

9.4 Per le reti di dipoli orizzontali a spostamento, indicare inoltre i parametri di cui sopra.

9.4.1 L'azimut della normale al piano degli elementi irradianti (in gradi in rapporto al Nord geografico, nel senso orario).

10. Potenza di emissione (dBW)[4]

1) Per le emissioni a doppia banda laterale, indicare la potenza portante in dBW

2) Per le emissioni a banda laterale unica, indicare la potenza di picco in dBW.

3) Indicare la gamma di potenze disponibili

11. Classe di emissione[4]

Indicare se si tratta di una emissione a doppia banda laterale o di una emissione a banda laterale unica con una portante ridotta di 6 dB o di 12 dB in rapporto alla potenza di picco.(vedi articolo 4)

11.1 Indicare se il trasmettitore può funzionare secondo le due tecniche (a doppia banda laterale e a banda laterale unica)[4]

12 Frequenza assegnata (per l'applicazione dell'articolo 17 o della sezione 2 dell'allegato 1 alla Risoluzione 515(HFBC-87))

Le amministrazioni potranno indicare:
- la frequenza assegnata (in kHz)[3]
- altre frequenze (in kHz)[3]
- la banda di frequenze (in MHz)

Se non viene fornita informazione alcuna, il Comitato sceglierà la banda e le frequenze appropriate in conformità all'allegato 1 alla Risoluzione 515 (HFBC-87)

13 Frequenza preregolata (in kHz)[1]

14 Frequenza preferita (in kHz)[1]

15 Banda di frequenze preferita (in MHz)

16 Disponibilità di attrezzature

---

4 Informazioni di base che le amministrazioni devono fornire obbligatoriamente

1 Solo per informazione

3 a) per una emissione a doppia banda laterale, la frequenza assegnata deve essere espressa in kHz e terminare in 0 o in 5

b) per una emissione a banda laterale unica, la frequenza assegnata deve essere espressa in kHz e terminare in 2,5 o in 7,5

Indicare il numero di trasmettitori che possono essere utilizzati simultaneamente e le bande corrispondenti che possano essere utilizzate quando è necessario utilizzare più frequenze per raggiungere l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione (BBR) richiesta (vedi il supplemento alla sezione 3 dell'allegato alla Risoluzione 515 (HFBC-87).

17. Tipi di continuità d'utilizzazione di frequenze richieste (tipi 2,3 4 e/o 5) (vedi paragrafo IV.3 del supplemento alla Sezione 3 dell'Annesso 1 alla Risoluzione 515 (HFBC-87)

17.1 Identificazione dei fabbisogni collegati da questi tipi di continuità

18. Il valore più basso della BBR da utilizzare per questo fabbisogno (vedi paragrafo IV.3.3 del supplemento alla sezione 3 dell'allegato 1 alla Risoluzione 515 (HFBC-87)

19. Indicazione dell'utilizzazione di trasmettitori sincronizzati.

20. Indicazione delle limitazioni delle attrezzature (per esempio le bande di frequenze disponibili)

21. Indicazione se le consultazioni sono richieste qualora il rapporto di protezione RF nello stesso canale è inferiore a 17 dB.

22. Natura del fabbisogno (per esempio, nazionale o internazionale)

23. Indirizzo postale e telegrafico dell'amministrazione responsabile della stazione.

Soltanto per l'applicazione della Risoluzione 515 (HFBC-87). (Vedi anche il numero 1739.1)

24. Osservazioni e informazioni supplementari.

Indicare, dopo il simbolo COORD/, il nome di ogni amministrazione con la quale è stato fatto il coordinamento per l'utilizzazione della frequenza.

Indicare qualsiasi altra informazione di cui il Comitato potrebbe aver bisogno per valutare il Sistema di pianificazione HFBC migliorato (vedi Risoluzione 515 (HFBC-87)).

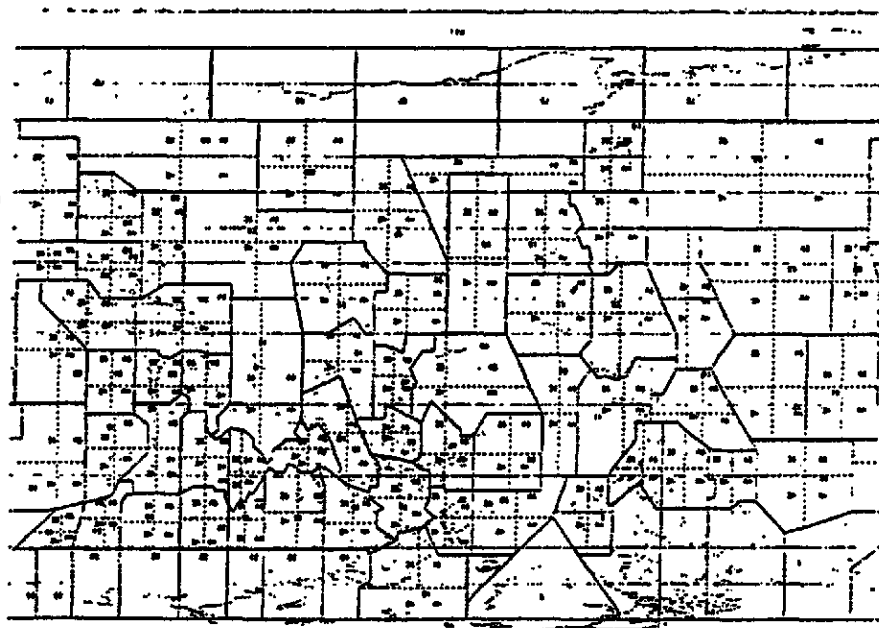
SUPPLEMENTO 7

Rinvio della tavola delle tolleranze di frequenza dei trasmettitori

MOD HFBC-87 15) Per le emissioni di classe A3E, d'una potenza portante inferiore o uguale a 10 kW, che funzionano nelle bande 1 606,5 (1 605 Regione 2) - 4 000 kHz, 4 - 5,95 MHz e 5,95 - 29,7 MHz, la tolleranza è rispettivamente di 20 milionesimi, di 15 milionesimi e di 10 milionesimi.

MOD HFBC-87 21) Si suggerisce che le amministrazioni evitino delle differenze di frequenza portante dell'ordine di qualche hertz, che provocano delle degradazioni analoghe a quelle degli affievolimenti periodici. Conviene, per farlo, che la tolleranza di frequenza sia di 0,1 Hz; questa tolleranza sarebbe ugualmente conveniente per le emissioni a banda laterale unica.

ADD HFBC-87 * Nota: Il sistema a banda laterale unica adottato per le bande attribuite in esclusiva alla radiodiffusione a onde decametriche non richiede una tolleranza di frequenza inferiore a 10 Hz. Il degrado sopraindicato appare quando il rapporto segnale utile/ segnale disturbante è nettamente inferiore al rapporto di protezione occorrente. Questa osservazione si riferisce tanto alle emissioni a doppia banda laterale quanto alle emissioni a banda laterale unica.

SEZIONE C. Carte delle zone CIRAF

Zone geografiche per la radiodiffusione ad alte frequenze (zone CIRAF)

Nota: Le informazioni riguardanti i punti di misura associati a queste zone CIRAF sono indicate nelle Norme tecniche dell'IFRB.

ADD SUPPLEMENTO 45

Specifiche del sistema a doppia banda laterale (DBL) e del sistema a banda laterale unica (BLU) nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

PARTE A

Sistema a doppia banda laterale (DBL)

1. Parametri del sistema

1.1 Spaziatura dei canali

Nei sistemi DBL, la spaziatura nominale deve essere di 10 kHz Tuttavia, si può utilizzare i canali intercalati con uno scarto di 5 kHz, in conformità ai criteri di protezione relativa, con la riserva che la emissione intercalata non sia destinata alla stessa zona geografica dell'una o dell'altra delle due emissioni tra le quali essa si intercala.

2. Caratteristiche di emissione

2.1 Frequenze portanti nominali

Le frequenze portanti nominali devono essere le multiple intere di 5 kHz.

2.2 Banda audiofrequenza

Il limite superiore della banda audiofrequenza (a -3 dB) del trasmettitore non deve superare i 4,5 kHz ed il limite inferiore deve essere di 150 Hz, con, per le frequenze inferiori, un' attenuazione di pendenza di 6 db per ottava.

2.3. Trattamento della modulazione

Nel caso di trattamento del segnale di audiofrequenza, la gamma dinamica del segnale di modulazione non deve essere inferiore a 20 dB.

2.4. Larghezza di banda necessaria

La larghezza di banda necessaria non deve superare i 9 kHz.

PARTE B

Sistema a banda laterale unica (BLU)

1. Parametri del sistema

1.1 Spaziatura dei canali

Durante il periodo di transizione (vedi la Risoluzione 517 (HFBC-87), la spaziatura dei canali sarà di 10 kHz. Per economizzare lo spettro, si potrà anche durante il periodo di transizione, intercalare delle emissioni BLU a uguale distanza dei due canali DBL adiacenti, cioè con uno scarto di 5 kHz tra le frequenze portanti, con riserva che l'emissione intercalata non sia destinata alla stessa zona geografica dell'una o dell'altra delle due emissioni tra le quali essa si intercala.

Una volta terminato il periodo di transizione, la spaziatura dei canali e lo scarto delle frequenze portanti saranno di 5 kHz.

1.2 Potenza equivalente della banda laterale

Quando l'attenuazione della portante in rapporto alla potenza di picco è di 6 dB, una emissione BLU equivalente è quella che dà lo stesso rapporto segnale audiofrequenza/rumore all'uscita del

dal ricevitore che la corrispondente emissione DBL quando viene ricevuta con un ricevitore DBL a rivelazione di inviluppo.E' quello che succede quando la potenza della banda laterale dell'emissione BLU è superiore di 3 dB alla potenza totale delle bande laterali dell'emissione DBL.(La potenza di picco dell'emissione BLU equivalente nonchè la potenza portante sono le stesse di quelle dell'emissione DBL).

2. Caratteristiche di emissione

2.1 Frequenze portanti nominali

Le frequenze portanti nominali saranno multipli interi di 5 kHz.

2.2 Tolleranza di frequenza

La tolleranza di frequenza sarà di 10 Hz[1]

2.3 Banda audiofrequenza

Il limite superiore della banda audiofrequenza (a - 3dB) del trasmettitore non deve superare i 4,5 kHz, l'attenuazione oltre questo valore essendo di 35 dB/kHz e il limite inferiore deve essere di 150 Hz con, per le frequenze inferiori, una attenuazione di pendenza da 6 dB per ottava.

2.4 Trattamento della modulazione

Nel caso di trattamento del segnale audiofrequenza,la gamma dinamica del segnale di modulazione non deve essere inferiore a 20 dB.

2.5 Larghezza di banda necessaria

La larghezza di banda necessaria non deve superare i 4,5 kHz.

1 Vedi il rinvio 21) al supplemento 7

2.6 Riduzione della portante (in rapporto alla potenza di picco)

)) Durante il periodo di transizione, la riduzione della portante sarà di 6 dB per permettere alle emissioni BLU di essere ricevute dai ricevit ori DBL classici funzionanti con la rivelazione di inviluppo senza un degrado eccessivo della qualità di ricezione.

Al termine del periodo di transizione, la riduzione della portante sarà di 12 dB.

2.7 Banda laterale per l'emissione

Verrà utilizzata esclusivamente la banda laterale superiore.

2.8. Attenuazione della banda laterale non desiderata

L'attenuazione della banda laterale non desiderata (banda laterale inferiore) ed i prodotti d'intermodulazione in questa parte dello spettro dell'emissione deve essere di almeno 35 dB in rapporto al livello del segnale della banda laterale utile. Tuttavia, dato che in pratica esiste una grande differenza di amplitudine tra i segnali dei canali adiacenti, è raccomandabile un'attenuazione più consistente.

3. Caratteristiche del ricevit ore di riferimento.

Le principali caratteristiche del ricevittore di riferimento sono indicate qui appresso. Per maggiori dettagli, consultare le Raccomandazioni pertinenti del CCIR.

3.1 Sensibilità limitata dal rumore

Il valore della sensibilità limitata dal rumore è inferiore o uguale a 40 dB(μV/m).

3.2.1. Demodulatore e rienser imento della portante

Il ricevitore di riferimento è munito di un demodulatore sincrono che utilizza, per il reinserimento della portante, un dispositivo che rigenera una portante, per mezzo di un circuito di comando appropriato che aggancia il ricevitore alla portante ricevuta. Il ricevitore di riferimento dovrebbe funzionare tanto con le emissioni DBL che con le emissioni BLU avendo un livello di portante inferiore alla potenza di picco di 6 dB o di 12 dB.

3.3. Selettività globale

Il ricevitore di riferimento ha una larghezza di banda globale (a - 3 dB) di 4 kHz, con una attenuazione di pendenza da 35 dB/kHz.

Nota qui appresso sono indicate altre combinazioni possibili di larghezza di banda e di attenuazione di pendenza che danno gli stessi risultati per uno scarto tra portanti di 5 kHz.

Attenuazione di pendenza	Larghezza di banda globale (a - 3 dB)
25 dB	3 300 Hz
15 dB	2 700 Hz

PROTOCOLLO FINALE

Al momento di firmare gli Atti Finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande ad onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), i delegati sottoscritti prendono atto delle seguenti dichiarazioni fatte dalle delegazioni firmatarie

N 1 Originale inglese

Per la Repubblica delle Maldive

La Delegazione della Repubblica delle Maldive presente alla seconda sessione della conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande ad onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), riserva al suo Governo il diritto di prendere le misure che giudicherà necessarie per proteggere i suoi interessi e rispondere, all'occorrenza, ai fabbisogni del servizio di radiodiffusione.

N 2 Originale inglese

Per la Repubblica Democratica d'Afganistan, la Repubblica algerina democratica e popolare, il Regno dell'Arabia saudita, gli Emirati arabi uniti, la Repubblica islamica d'Iran, la Repubblica d'Iraq, il Regno hascemita di Giordania, lo Stato del Kuwait, la Giamahiria araba libica popolare e socialista, il Regno del Marocco, la Repubblica islamica di Mauritania, il Sultanato Oman, la Repubblica islamica del Pakistan, lo Stato del Qatar, la Repubblica araba siriana, la Repubblica democratica somala, la Tunisia, la Repubblica araba dello Yemen, la Repubblica popolare dello Yemen.

Nota del Segretario Generale I testi del Protocollo sono messi in ordine cronologico a secondo del loro deposito. Nell'indice questi testi sono classificati nell'ordine alfabetico dei nomi dei Paesi

Le Delegazioni dei paesi sopracitati presenti alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), dichiarano che la firma e la eventuale approvazione, da parte dei loro rispettivi Governi o delle loro autorità competenti, degli Atti finali della presente Conferenza, non sono valide per quel che riguarda l'entità sionista citata nell'Allegato 1 alla Convenzione sotto la pretesa denominazione di Israele e non implicano in nessun modo il riconoscimento di quest'ultimo.

N°3 Originale:inglese

Per il Regno dell'Arabia saudita

La Delegazione del Regno dell'Arabia saudita presente alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), riserva alla sua Amministrazione il diritto di prendere ogni misura che riterrà necessaria per proteggere i suoi interessi nei campi prefissati dalla presente Conferenza, nel caso in cui una amministrazione contravenisse in qualsiasi modo, alle disposizioni degli Atti finali della presente Conferenza e dove ciò potrebbe avere un qualsiasi effetto sul servizio di radiodiffusione del Regno dell'Arabia saudita.

N°4 Originale: inglese

Per la Repubblica della Liberia

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, riunitasi a Ginevra dal 2 Febbraio all'8 Marzo 1987, la Delegazione della Repubblica della Liberia riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni misura che riterrà necessaria per proteggere i suoi interessi ed i suoi diritti nel caso in cui uno o più Stati o Amministrazioni Membri non osservassero le disposizioni degli Atti finali e dei loro allegati adottati dalla presente Conferenza.

Se il trasferimento di fabbisogni, o qualsiasi altra restrizione ai fabbisogni di radiodiffusione, nazionale o internazionale portasse pregiudizio ai diritti sovrani della Repubblica della Liberia, la nostra Delegazione riserva alla Repubblica della Liberia il diritto di prendere ogni misura o di adottare qualsiasi decisione atta a preservare la sua sovranità.

N°5 Originale:inglese

Per la Repubblica islamica del Pakistan

Considerando

a) che la messa in applicazione della utilizzazione pianificata delle bande d'onde decametriche attribuite alla radiodiffusione è ancora una volta ritardata;

b) che nè il testo attuale nè il testo modificato dell'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni assicurano una equa ripartizione tra tutti i paesi delle bande d'onde decametriche attribuite alla radiodiffusione;

c) che le bande di frequenza di 6 e di 7 MHz attribuite alla radiodiffusione sono particolarmente ingombre;

La Delegazione del Pakistan si riserva il diritto di prendere ogni misura che giudicherà necessaria per proteggere gli interessi del Pakistan in materia di radiodiffusione in onde decametriche. Tale riserva rimarrà valida fino alla messa in opera del Piano per la per la radiodiffusione in onde decametriche.

N°6 Originale:spagnolo

Per la Repubblica dell'Honduras

La Delegazione della Repubblica dell'Honduras presente alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande di onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), dichiara quanto segue:

1.tutti i paesi devono esercitare i loro diritti sovrani per quel che riguarda l'accesso alla utilizzazione delle bande di onde decametriche attribuite alla radiodiffusione;

2.l'applicazione congiunta dell'articolo 17 migliorato e del sistema di pianificazione HFBC migliorato garantirà una utilizzazione efficace ed equa dello spettro radioelettrico attribuito a queste bande;

3. il documento d'insieme presentato a questa sessione della Conferenza costituisce, in misura accettabile, una soluzione adeguata del problema;

4. è estremamente preoccupante che una CAMR competente possa rivedere l'attribuzione delle bande e, di conseguenza, allargare le bande attribuite alla radiodiffusione in onde decametriche a spese dei servizi fissi e mobili, dato che tali servizi assicurati nelle bande d'onde decametriche costituiscano un mezzo inestimabile di progresso per i paesi in via di sviluppo;

5. la Delegazione dell'Honduras riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie ed appropriate per proteggere i suoi interessi nazionali.

N°7 Originale:francese

Per la Tunisia

La Delegazione della Tunisia presente alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, profondamente preoccupata dall'indirizzo imposto ai lavori della Conferenza, che tende a privilegiare l'applicazione dell'articolo 17 migliorato al detrimento del sistema di pianificazione HFBC, e delusa dai risultati ottenuti, dichiara che nel firmare gli Atti finali, essa riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure atte ad assicurare il migliore funzionamento dei suoi servizi di radiodiffusione, ed a soddisfare i suoi fabbisogni in onde decametriche.

N°8 Originale:inglese

Per Antigua e Barbuda

Nel firmare gli Atti finali della CAMR per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione - HFBC(2), Ginevra,1987, la Delegazione di Antigua e Barbuda riserva al suo Governo il diritto di prendere

ogni misura che potrebbe rivelarsi necessaria per assicurare il funzionamento soddisfacente dei suoi servizi di telecomunicazione nel caso in cui un paese qualsiasi non rispettasse le disposizioni adottate dalla Conferenza.

N°9 Originale:inglese

Per lo Stato d'Israele

1.Questione di disturbi pregiudizievoli

I risultati dei programmi di controllo delle emissioni effettuati dall'IFRB hanno permesso d'identificare e di localizzare con precisione circa 1375 stazioni che provocano i disturbi pregiudizievoli e di confermare la posizione geografica più probabile di numerose altre stazioni (vedi il paragrafo 2.8 della Relazione dell'IFRB presentata alla seconda sessione della presente Conferenza, contenuto nel Documento 9).

La relazione dell'IFRB mette nettamente in evidenza il carattere e l'effetto nefasto di questi disturbi pregiudizievoli intenzionali per la ricezione delle emissioni in onde decametriche di quasi tutte le amministrazioni.

Questi disturbi fatti deliberatamente sono una violazione flagrante della lettera e dello spirito della Convenzione e del Regolamento delle radiocomunicazioni (per esempio, l'articolo 4 della Convenzione relativo allo scopo dell'Unione; l'art.35 della Convenzione relativo ai disturbi pregiudizievoli; l'art.18 del Regolamento delle Radiocomunicazioni relativo ai disturbi pregiudizievoli) oltre al fatto che essi trasgrediscono ad altri principi internazionali comuni che interessano diversi organismi internazionali.

L'IFRB ha dichiarato ufficialmente nel corso di una seduta plenaria che il sistema di pianificazione sarebbe annientato se una sola amministrazione utilizzasse frequenze diverse da quelle attribuite nel quadro del sistema - senza parlare dei disturbi provocati deliberatamente in modo massiccio.

Purtroppo, questi consigli avveduti e obiettivi dell'UIT nonchè altri avvertimenti lanciati pubblicamente dagli esperti in radiodiffusione a onde decametriche sono stati quasi totalmente ignorati e sono tante voci che predicano nel deserto.

In tali condizioni, Israele si riserva il diritto e l'obbligo, di prendere ogni misura necessaria per assicurare il buon funzionamento ed una protezione adeguata dei suoi servizi di radiodiffusione in onde decametriche. Ciò facendo, Israele tuttavia si sforzerà - come nel passato - nella misura del possibile, di rispettare i diritti delle amministrazioni i cui servizi sono utilizzati in conformità alla Convenzione ed al Regolamento delle radiocomunicazioni.

2. Varie

La Delegazione d'Israele dichiara che la firma che essa apporrà all'Accordo e l'eventuale approvazione di questo Accordo da parte della sua Amministrazione, avranno effetto ed implicheranno per Israele degli obblighi solo nei confronti di quelle amministrazioni che applicheranno le disposizioni della Convenzione e del Regolamento delle radiocomunicazioni nei loro rapporti con lo Stato di Israele.

N°10 Originale:francese

Per la Repubblica popolare di Bulgaria

La Delegazione della Repubblica popolare di Bulgaria alla

CAMR per la pianfic azione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione e presente alla seconda sessione a Ginevra nel Febbraio-Marzo 1987, riserva al suo Governo il diritto di prendere le misure appropriate che esso considererà indispensabili, nel caso in cui ci fosse abuso dei principi esposti negli Atti finali.

N° 11 Originale:spagnolo

Per la Repubblica del Paraguay

La Delegazione della Repubblica del Paraguay accreditata presso la"seconda sessione della Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione" riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi se, per il loro tenore, gli Atti finali della presente Conferenza o una parte di essi, o anche le dichiarazioni di altre amministrazioni recassero pregiudizio ai suoi servizi di radiocomunicazione.

N° 12 Originale:inglese

Per la Papuasia-Nuova Guinea

La Delegazione di Papuasia-Nuova Guinea riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure cheesso giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi nel caso che alcuni Membri mancassero in qualsiasi modo di conformarsi alle disposizioni dei presenti Atti finali, nonchè della Convenzione internazionale di Nairobi,1982 e dei suoi allegati o dei verbali ivi allegati, o nel caso che le riserve formulate da altri Membri compromettessero il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Papuasia-Nuova Guinea.

N° 13 Originale:francese

Per la Repubblica del Camerun

Al nome del suo Governo, la Delegazione camerunese dichiara

1. l'accesso equo alle risorse naturali, rare e comuni a tutta l'umanità, particolarmente lo spettro radioelettrico nella sua parte di bande d'onde decametriche riservate alla radiodiffusione, tanto nazionale che internazionale, è una necessità attuale.

2. il processo intrapreso dalla presente Conferenza che mira a razionalizzare l'uso delle bande d'onde decametriche, e in particolare quelle riservate alla radiodiffusione,ci sembra positivo sotto ogni punto di vista e portatore di speranza;

3.fedele al principio di dialogo e d'umanismo che sottende alla sua politica di cooperazione internazionale, la Repubblica del Camerun non risparmierà alcun sforzo per rispettare gli impegni presi al momento della firma dei presenti Atti finali; tuttavia, si riserva il diritto di prendere le misure appropriate se, per mancanza di osservanza delle decisioni della Conferenza da parte di alcuni paesi, il funzionamento della sua rete di radiodiffusione in onde corte fosse perturbata.

N° 14 Originale:spagnolo

Per la Repubblica di Colombia

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (CAMR HFBC Ginevra, 1987) la Delegazione di Co-

lombia dichiara che la Colombia non si ritiene vincolata dagli atti, dagli accordi, dalle risoluzioni e dalle disposizioni della presente Conferenza nella misura in cui essi recano pregiudizio alle sue stazioni di radiodiffusione a copertura nazionale nelle bande d'onde decametriche o ad altri suoi servizi di telecomunicazione, riservando al proprio Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà opportune per salvaguardare gli interessi del paese in queste materie e,nel caso in cui ciò fosse necessario, per l'applicazione o l'interpretazione di una qualsiasi disposizione della Conferenza.

La Delegazione colombiana riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che ritiene necessarie, in conformità alla sua legislazione nazionale e al diritto internazionale, per proteggere i suoi interessi nazionali nel caso in cui le riserve formulate dai rappresentanti di altri paesi compromettessero il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Colombia o pregiudicassero la pienezza dei suoi diritti sovrani.

N° 15 Originale:inglese

Per il Regno di Swaziland

Considerando le delibere ed il risultato della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987), l'Amministrazione del Regno di Swaziland nota con profonda inquietudine che la Conferenza non ha risposto a quanto ci si aspettava e in particolare non ha trattato la questione dei fabbisogni nazionali e internazionali.

Inoltre, l'Amministrazione del Regno di Swaziland deplora i risultati del sistema di pianificazione HFBC che non hanno permesso di trovare le frequenze per un numero abbastanza considerevole di assegnazioni di frequenza e, ciò che è ancora più grave, il fatto che anche i fabbisogni che sono stati presi in considerazione, sono privi di continuità di frequenze.

Di conseguenza, l'Amministrazione del Regno di Swaziland riserva il suo diritto sovrano di prendere delle decisioni che essa giudicherà necessarie per proteggere e per mantenere la continuità dei suoi servizi di radiodiffusione nonchè dei suoi interessi per quel che concerne le questioni trattate nel corso della seconda sessione della presente Conferenza, nel caso in cui qualsiasi amministrazione partecipante alla Conferenza prendesse una misura qualsiasi che potesse recare pregiudizio ai suoi servizi di radiodiffusione.

N° 16 Originale:inglese

Per la Repubblica-Unita di Tanzania

Visto il risultato della seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987), la Repubblica-Unita di Tanzania fa la seguente dichiarazione:

1. l'Amministrazione tanzaniana è costernata dal fatto che la Conferenza non abbia nè esaminato in dettaglio nè abbia preso

in considerazione le differenze tra i fabbisogni di radiodiffusione nazionali ed internazionali, quando ciò è stato stipulato nel capitolo 4 (paragrafo 4.1.2.2) della relazione della prima sessione alla seconda sessione; essa nota inoltre che la questione è stata sollevata per la prima volta ormai 40 anni fa (Conferenza di Atlantic City, 1947);

2. che i risultati del sistema di pianificazione HFBC si sono rivelati deludenti per la maggior parte delle amministrazioni;

3. tuttavia, l'Amministrazione tanzaniana riserva il suo diritto sovrano di prendere ogni misura che giudicherà appropriata per proteggere i suoi fabbisogni di radiodiffusione contro qualunque paese che le potesse recare danno.

N°17 Originale:inglese

Per la Repubblica d'Indonesia

La Delegazione della Repubblica d'Indonesia presente alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987) riserva al suo Governo il diritto di prendere:

1.qualsiasi disposizione che esso giudicherà necessaria per salvaguardare i suoi interessi, nel caso in cui dei Membri mancassero in qualsiasi modo a conformarsi alle disposizioni degli Atti finali della Conferenza o se le riserve formulate da altri Membri tendessero a compromettere il suo servizio di radiodiffusione in onde decametriche.

2. qualsiasi altra misura conforme alla Costituzione ed alla legislazione in vigore nella Repubblica d'Indonesia.

N° 18 Originale:inglese

Per la Repubblica popolare ungherese

La Delegazione della Repubblica popolare ungherese presente alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987) riserva il diritto al suo Governo di prendere ogni misura che esso giudicherà necessaria per salvaguardare i suoi interessi, nel caso in cui un qualsiasi Membro dell'Unione mancasse di conformarsi alle disposizioni della presente Conferenza, o se le riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il suo servizio di radiodiffusione in onde decametriche.

N°19 Originale:inglese

Per la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia

Nel firmare gli Atti finali, la Delegazione della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia, accreditata alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, fa la seguente dichiarazione:

La Delegazione jugoslava tiene ad esprimere la sua preoccupazione e deplora che non sia stato possibile ottenere migliori risultati per dare seguito alla Risoluzione N° 508 della CAMR-79 e nel quadro di un approccio metodico verso una utilizzazione armoniosa dello spettro delle onde decametriche. Con-

temporaneamente la Delegazione jugoslava esprime la speranza che dei successi negli anni a venire vengano a compensare questo fallimento

Di conseguenza, la Delegazione jugoslava riserva alla sua Amministrazione il diritto di prendere ogni misura che essa giudicherà necessaria per proteggere gli interessi del suo servizio di radiodiffusione a onde decametriche. Ciò facendo la Amministrazione jugoslava terrà conto degli interessi degli altri paesi, nella massima misura possibile.

N°20 Originale:inglese

Per la Giamairia araba libica popolare e socialista

La Giamairia araba libica popolare e socialista ritiene che le bande di frequenze radioelettriche costituiscono una risorsa naturale e che ogni paese dovrebbe averne la parte che gli spetta naturalmente. Il principio di uguaglianza dei diritti dei grandi paesi e dei paesi piccoli non può essere applicato se non si garantisce un minimo di fabbisogno ad ogni paese al livello voluto, tenuto conto dei fabbisogni nazionali, nel quadro dell'utilizzazione ideale organizzata di un Piano HFBC per tutte le bande.

Riteniamo che la Conferenza non sia stata in grado di raggiungere i suoi obiettivi perchè la via che porta a questi è stata bloccata volutamente da un piccolo numero di amministrazioni le quali dispongono di numerosi trasmettitori radioelettrici funzionanti in onde decametriche, e che desiderano ritardare o addirittura impedire ogni successo possibile.

Mentre noi consideriamo che la presente Conferenza riveste un carattere tecnico, è diventato evidente che altre amministrazioni obbedivano ad altri motivi allo scopo di ottenere degli obiettivi politici e culturali, affinchè duri il più lungo possibile l'anarchia che regna attualmente nelle bande d'onde decametriche attribuite alla radiodiffusione.

Dato che la Giamairia araba libica popolare e socialista crede nel principio di uguaglianza dei dirittti tra paesi, la Amministrazione libica si riserva il diritto di continuare ad operare per raggiungere lo scopo già definito, nel corso delle prossime occasioni e cioè nel corso della futura CAMR 1992. Essa desidera anche sottolineare che è il dovere dell'IFRB di migliorare i due sistemi (sistema di pianificazione HFBC e procedure di coordinamento) e di trovare delle soluzioni positive per tutti i paesi da qui alla CAMR 1992.

N° 21 Originale:inglese

Per la Repubblica d'Iraq

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza, la Delegazione della Repubblica d'Iraq fa la seguente dichiarazione

1. Quando l'IFRB studierà, nel periodo successivo alla Conferenza, i fabbisogni delle amministrazioni, in applicazione della Risoluzione N° 515, esso dovrà conformarsi al principio di uguaglianza di trattamento di tutti i fabbisogni ed alla definizione ennunciata nella Nota 1 relativa ai principi di pianificazione (articolo 17, numero 1744); in questo modo, i miglioramenti apportati al sistema HFBC non dovrebbero in nes-

sun modo introdurre un trattamento preferenziale dei fabbisogni, per quel che riguarda la loro natura, in nessuna fase della sua futura elaborazione;

2.il principio secondo il quale un uguale minimo di fabbisogni deve essere garantito a tutte le amministrazioni non è stato applicato in modo adeguato negli Atti finali, benchè sia stato largamente accettato; è increscioso che una decisione appropriata in riguardo non sia stata presa;

3.essa riserva il diritto al suo Governo di prendere,nel caso di una qualsiasi interpretazione contraria a quel che precede o di una utilizzazione di queste bande in modo contrario al Regolamento delle radiocomunicazioni ed agli Atti finali, ogni misura appropriata che esso giudicherà necessaria per salvaguardare gli interessi nazionali per quel che riguarda la utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite alla radiodiffusione.

N° 22 Originale:francese

Per la Repubblica della Costa d'Avorio

La Delegazione della Costa d'Avorio accreditata alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, seconda sessione,(Ginevra-1987) (HFBC(2), in uno spirito di compromesso accetta di apporre la sua firma agli Atti finali della presente Conferenza.

Essa riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure necessarie per proteggere i suoi interessi in materia di radiodiffusione in onde decametriche se una qualsiasi amministrazione presente a questa Conferenza non applicasse le decisioni stabilite per compromesso

N° 23

(numero non utilizzato)

N° 24 Originale:spagnolo

Per la Repubblica del Venezuela

Al momento di firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, la Delegazione della Repubblica del Venezuela riserva al suo Governo il diritto di ratificare o meno il contenuto parziale o totale di questi Atti finali, nonchè il diritto di prendere le misure che esso giudicherà le più appropriate per proteggere i suoi interessi nel caso in cui un Membro qualsiasi attuale o futuro, mancasse di conformarsi alle disposizioni degli Atti citati o che potesse, mediante altri atti, violare la sovranità del Venezuela o il suo ordine giuridico interno.

La Delegazione venezuelana riserva al suo Governo anche il diritto di non accettare un aumento alcuno del contributo del Venezuela alle spese dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni che potesse risultare dalle misure o dalle riserve da parte di altre amministrazioni.

N° 25 Originale:francese

Per la Repubblica socialista del Viet Nam

La Delegazione della Repubblica socialista del Viet Nam

presente alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione tenuta a Ginevra nel 1987 (CAMR HFBC-87), nel prendere nota dei principi e dei metodi della pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, tiene a dichiarare quanto segue:

1. Per porre in applicazione le frequenze BLU al servizio di radiodiffusione, la Delegazione vietnamita augura che la UIT e i suoi Stati Membri rinforzino di più le loro relazioni di cooperazione e la loro assistenza tecnica ai paesi in via di sviluppo, e in particolare ai paesi la cui infrastruttura di radiodiffusione rimane ancora fragile;

2. in base ai principi di uguaglianza, di sovranità e di integrità territoriale e allo scopo di soddisfare al massimo i fabbisogni di radiodiffusione e dell'utilizzazione delle frequenze senza recare pregiudizio ai servizi di radiodiffusione nazionale ed internazionale di altri Membri dell'UIT, la Delegazione vietnamita riafferma la posizione del Governo vietnamita già espressa nella sua dichiarazione alla prima sessione della CAMR HFBC-87 (Documento HFBC(1)/245-F) e dichiara inoltre che il Governo della Repubblica socialista del Viet Nam si riserva il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per opporsi a qualsiasi utilizzazione abusiva dei principi adottati dalla presente Conferenza che possano recare pregiudizio al servizio di radiodiffusione del suo paese.

N° 26 Originale:francese

Per la Repubblica di Senegal

Nel firmare gli Atti finali della seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, la Delegazione della Repubblica di Senegal riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per proteggere i suoi interessi nel caso in cui alcuni Membri non si conformassero, in qualsiasi maniera, alle disposizioni dei presenti Atti finali, o se le riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

N° 27 Originale:francese

Per il Burkina Faso

Nel firmare gli Atti finali della CAMR HFBC(2), Ginevra 1987, la Delegazione del Burkina Faso riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso potrà giudicare necessarie per salvaguardare i suoi interessi nel caso in cui le disposizioni prese dalla presente Conferenza non fossero rispettate o se le riserve formulate da altri Membri compromettessero i suoi servizi di radiodiffusione.

La patria o la morte noi vinceremo!

N° 28 Originale:inglese

Per la Repubblica algerina democratica e popolare, il Regno dell'Arabia Saudita, gli Emirati arabi uniti, la Repubblica di Iraq, il Regno ascemita di Giordania, lo Stato del Kuwait, la Giamairia araba libica popolare e socialista, il Regno del

Marocco, la Repubblica islamica di Mauritania, il Sultanato d'Oman, lo Stato del Qatar, la Repubblica araba siriana, la Repubblica democratica somala, la Tunisia, la Repubblica araba dello Yemen, la Repubblica democratica popolare dello Yemen:

Le Delegazioni dei paesi di cui sopra presenti alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987);

1. riservano i loro diritti per quel che riguarda i risultati non soddisfacenti della detta Conferenza, che non ha raggiunto gli obiettivi prefissi;

2. dichiarono che esse non sono soddisfate del fatto che i risultati di questa Conferenza non garantiscono nemmeno i minimi fabbisogni soddisfacenti per i loro servizi di radiodiffusione nelle bande d'onde decametriche;

3. deplorano la maniera in cui si sono svolti i lavori della Conferenza.

N° 29 Originale:inglese

Per la Repubblica del Kenia

La Delegazione della Repubblica del Kenia, a nome del Governo della Repubblica del Kenia ed in conformità ai poteri che le sono stati conferiti da quest'ultimo, dichiara quanto segue:

1. che essa appoggia pienamente e approva il metodo di pianificazione HFBC elaborato dalla prima sessione della Conferenza HFBC e modificato dalla seconda sessione della Conferenza;

2. che essa conferma il suo impegno per quel che riguarda la Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni del 1992 che dovrà assicurare l'adozione e l'estensione, non oltre il 1994, del metodo sopramenzionato a tutte le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

3. che essa riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per salvaguardare e proteggere i suoi interessi, nel caso in cui uno dei Membri dell'Unione mancasse di conformarsi, come viene richiesto, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982) ed in particolare a quelle della Risoluzione N°9 della Convenzione di Nairobi;

4. che il Governo della Repubblica del Kenia declina ogni responsabilità per quel che riguarda le conseguenze che potrebbero risultare dalle riserve formulate dai Membri dell'Unione per quanto concerne i presenti Atti finali.

N° 30 Originale:inglese

Per la Malaysia

La Delegazione della Malaysia, a nome del suo Governo e della sua Amministrazione

1. si associa ai principi direttivi relativi alla pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione, così come essi figurano nella Relazione fatta per la seconda sessione della Conferenza, e riafferma il principio di uguaglianza dei diritti di tutti i paesi

ad accedere in modo equo allo spettro delle frequenze per il servizio di radiodiffusione;

2. nota che le questioni riguardanti i fabbisogni nazionali ed internazionali sono diverse e che conviene esaminarle con cura nel corso di una futura Conferenza competente;

3. e si riserva il diritto in tutti i casi ed in tutti i tempi di salvaguardare i suoi interessi riguardanti l'accesso allo spettro delle frequenze per il servizio di radiodiffusione in onde decametriche fino a che l'Unione non risolverà tutti i problemi che compromettono i suoi fabbisogni in materia di radiodiffusione.

N° 31 Originale inglese

Per la Repubblica federale della Germania

Nel firmare gli Atti finali della CAMR HFBC 1987, la Delegazione della Repubblica federale della Germania dichiara che gli Atti finali, le Risoluzioni e le Raccomandazioni della presente Conferenza non pregiudicano in alcun modo la posizione che il suo Governo prenderà nel corso di una CAMR competente riguardante il Sistema di Pianificazione HFBC migliorato e la Procedura di consultazione migliorata ai sensi dell'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni.

La Delegazione della Repubblica Federale della Germania riserva espressamente al suo Governo il diritto, tra l'altro:

- di subordinare le decisioni che esso prenderà nel corso di una CAMR competente, al criterio di accettabilità dei risultati delle prove;
- di decidere, nel corso di una CAMR competente, in quali parti delle bande attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione, il Sistema di pianificazione e la Procedura di consultazione saranno rispettivamente applicate per mantenere l'aumento dell'ingombro al livello più basso possibile nelle parti dello spettro regolate dalla Procedura di consultazione; inoltre, la Delegazione mantiene la riserva N° 35 fatta dalla Repubblica federale della Germania al momento della firma degli Atti finali della CAMR 1979;
- di subordinare la sua decisione al trattamento appropriato dei servizi di radiodiffusione nazionali ed internazionali relativamente al N° 954 del Regolamento delle radiocomunicazioni;
- di subordinare la sua decisione in merito al Sistema di pianificazione HFBC all'inclusione di disposizioni appropriate in caso di disturbi pregiudizievoli.

N° 32 Originale:inglese

Per la Tailandia

La Delegazione della Tailandia riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni misura che essa giudicherà necessaria per proteggere i suoi interessi nel caso in cui un paese mancasse in qualsiasi modo di conformarsi agli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (HFBC-1987) o ancora se le riserve formulate da altri paesi minacciassero la sua sovranità e compromettessero i servizi di radiocomunicazione della Tailandia.

N° 33 Originale:inglese

Per la Repubblica di Singapore

La Delegazione della Repubblica di Singapore riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per proteggere il suo servizio di radiodiffusione in onde decametriche nel caso in cui un Membro mancasse in qualsiasi modo di conformarsi agli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (HFBC-87), o ancora se le riserve formulate da un altro paese compromettessero il funzionamento del suo servizio di radiodiffusione a onde decametriche.

N° 34 Originale:inglese

Per la Repubblica popolare socialista d'Albania

Dato che la seconda sessione della Conferenza HFBC non è riuscita a stabilire un piano in accordo con i principi adottati durante la prima sessione, e dato che l'attuale articolo 17 non garantisce un servizio di radiodiffusione a onde decametriche soddisfacente per numerosi paesi, tra cui la Repubblica Popolare socialista d'Albania, la Delegazione di questo paese riserva al suo Governo il diritto di prendere le misure che esso giudicherà necessarie per proteggere i suoi interessi in materia di radiodiffusione a onde decametriche.

N° 35 Originale:spagnolo

Per la Repubblica argentina

In conformità alla riserva di cui si tiene conto nel verbale della diciasettesima seduta plenaria della presente Conferenza, la Delegazione della Repubblica argentina riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure giudicate necessarie per garantire il proseguimento del funzionamento soddisfacente delle sue stazioni fisse e mobili utilizzate sul suo territorio le quali sono protette dalle assegnazioni che hanno ricevuto esito favorevole da parte del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze, nelle porzioni di bande attribuite al servizio fisso e che la CAMR-79 ha previsto per allargare le bande di radiodiffusione in onde decametriche (N° 351 del Regolamento delle radiocomunicazioni), dato che la maggioranza dei canali che devono permettere il trasferimento delle assegnazioni fisse e mobili non è viabile a causa della grande densità delle stazioni di questo tipo in servizio.

N° 36 Originale inglese

Per la Repubblica di Malta

La Delegazione di Malta presente alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987) dichiara che la sua Amministrazione si riserva il diritto di prendere tutte le misure che essa potrà giudicare necessarie per proteggere i suoi interessi nel caso in cui un Membro dell'Unione non si conformasse, in qualsiasi modo, alle disposizioni degli Atti finali o se le riserve formulate da un paese compromettessero il servizio di radiodiffusione della Repubblica di Malta o i suoi servizi di telecomunicazioni.

La Delegazione riserva inoltre al suo Governo il diritto

di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie, che si tratti di misure tecniche o d'altre misure, per assicurare con tutti i mezzi l'integrità del suo territorio nazionale in caso di disturbi esterni e per proteggere il suo servizio di radiodiffusione.

N° 37 Originale:russo

Per la Repubblica socialista sovietica di Bielorussia, la Repubblica socialista sovietica diUcraina e l'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, seconda sessione (Ginevra,1987), le Delegazioni della Repubblica socialista sovietica di Bielorussia, della Repubblica socialista sovietica di Ucraina e dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche dichiarano che la revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni adottata dalla Conferenza, il metodo di pianficiazione elaborato e il Sistema di pianificazione informatizzato migliorato, nonchè le modifiche apportate all'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni, devono essere messi alla prova sulla base dei piani stagionali e degli elenchi di frequenze sperimentali, e devono essere analizzati prima della loro presentazione ad una futura conferenza competente.

Nel caso in cui i piani sperimentali elaborati in base alle decisioni della presente Conferenza non permettessero di soddisfare i fabbisogni, in materia di radiodiffusione a onde decametriche, della Repubblica socialista sovietica di Bielorussia, della Repubblica socialista sovietica di Ucraina e dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, le Amministrazioni di questi paesi entrerebbero in consultazione con le parti interessate e con l'IFRB e, se fosse il caso, prenderebbero le misure che esse giudicheranno necessarie per salvaguardare i loro interessi.

N° 38 Originale:spagnolo

Per il Messico

La Delegazione del Messico, tenendo conto del fatto che nelle decisioni adottate nel corso della seconda sessione della CAMR per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), viene raccomandato di esaminare la necessità di organizzare una CAMR al cui ordine del giorno figurasse la possibilità di allargare lo spettro delle onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione, riserva al suo Governo il diritto di prendere.le misure che esso giudicherà appropriate per proteggere come opportuno i suoi servizi di radiocomunicazione funzionanti in queste bande.

N° 39 Originale:inglese

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord

I

Richiamandosi alla dichiarazione N° 36 del Verbale finale degli Atti finali della CAMR-1979, il Regno Unito nota che il carattere inadeguato delle bande a onde decametriche attribuite

al servizio di radiodiffusione è stato dimostrato dai risultati inaccettabili delle prove realizzate dall'IFRB sul sistema di pianificazione HFBC e di conseguenza, si riserva il diritto di prendere tutte le misure necessarie, in conformità al Regolamento delle radiocomunicazioni, per assicurare il proseguimento della gestione dei suoi servizi di radiodiffusione a onde decametriche.

II

Richiamandosi ai risultati dei programmi di controllo delle emissioni messo a punto dall'IFRB in conformità alla Risoluzione COM5/1 della prima sessione della CAMR HFBC, e l'identificazione positiva di numerose stazioni che causano notevoli disturbi dannosi ai servizi di radiodiffusione, il Regno Unito chiede vivamente alle amministrazioni in questione di prendere, quanto prima, le misure che mirano a far cessare la utilizzazione di queste stazioni e di evitare con ciò, di recare pregiudizio alla eventuale riuscita della messa in opera delle decisioni che potrebbe prendere una CAMR competente.

III

Richiamandosi al funzionamento inaccettabile del sistema di pianificazione HFBC messo a punto in conformità alle istruzioni date dalla prima sessione della CAMR HFBC-1987, come lo dimostra il documento 120 della seconda sessione, il Regno Unito riserva la sua posizione per quel che riguarda il futuro carattere accettabile del sistema fino a che quest'ultimo non sarà stato migliorato dall'IFRB, fino a che il sistema migliorato non avrà subito delle prove complete e che le sue interazioni con l'articolo 17 rivisto non saranno state studiate, e fino a che i risultati non saranno stati esaminati e giudicati accettabili da una CAMR competente.

IV

Richiamandosi all'articolo 80 della Convenzione ed alla Risoluzione N° 48 della Conferenza dei plenipotenziari (Nairobi, 1982), il Regno Unito riserva la sua posizione su tutte le ripercussioni finanziarie delle decisioni della CAMR HFBC 1987, ivi comprese le spese dei lavori successivi alla Conferenza riguardante il sistema HFBC migliorato e l'articolo 17 migliorato, nonchè le spese eventuali che sarebbero incorse dall'UIT per la messa in opera di questi due miglioramenti.

N° 40 Originale spagnolo

Per Cuba

Nel firmare gli Atti finali della seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, la Delegazione della Repubblica di Cuba fa la seguente dichiarazione

1. Essa denuncia il carattere aggressivo delle emissioni di radiodiffusione provenienti dal territorio degli Stati Uniti d'America, nelle diverse bande attribuite o meno al servizio di radiodiffusione.

Queste emissioni, come ciò è stato già denunciato in varie occasioni, manifestano l'intenzione determinata di diffondere delle informazioni false e ingannatrici che attentano quotidianamente alla sovranità nazionale ed alla stabilità politica ed

economica del paese,il che costituisce una violazione flagrante della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982) e causano inoltre, gravi disturbi ai vari servizi di radiocomunicazione che funzionano a Cuba in conformità al Regolamento delle radiocomunicazioni.

Tenuto conto di questi fatti, la Delegazione della Repubblica di Cuba riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudica appropriate per proteggere i suoi diritti nazionali nelle diverse bande e più particolarmente nelle bande attribuite al servizio di radiodiffusione.

2. Riserva, a sua volta, al suo Governo, il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi nel caso in cui:

a) i risultati dell'applicazione di qualunque disposizione o metodo di pianificazione della radiodiffusione a onde decametriche, adottato dalla presente Conferènza, potessero compromettere i servizi esistenti o previsti di radiodiffusione a onde decametriche della Repubblica di Cuba;

b) le riserve e le dichiarazioni formulate da altre amministrazioni portassero pregiudizio ai detti servizi;

c) altri Membri dell'Unione non si conformassero a una disposizione qualsiasi adottata dalla presente Conferenza.

N°.41 Originale:inglese

Per l'Australia

Richiamandosi all'articolo 80 della Convenzione ed alla Risoluzione N° 48 della Conferenza dei plenipotenziari (Nairobi, 1982), l'Australia riserva la sua posizione su tutte le ripercussioni finanziarie delle decisioni della CAMR HFBC 1987, ivi compreso il costo di tutti i lavori successivi alla Conferenza riguardante lo sviluppo di sistemi, nonchè gli eventuali costi incorsi per la messa in opera di questi sistemi.

N°.42 Originale:spagnolo

Per la Repubblica orientale dell'Uruguay

Nel firmare gli Atti finali della seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), la Delegazione della Repubblica Orientale dell'Uruguay riserva al suo Governo il diritto di adottare tutte le misure che esso giudicherà necessarie per assicurare lo sviluppo e l'utilizzazione soddisfacente del suo servizio di radiodiffusione a onde decametriche, nel caso in cui i suoi interessi venissero colpiti dalle Risoluzioni, dalle Raccomandazioni e dai loro allegati completi e, in genere, dalle disposizioni adottate dalla presente Conferenza.

Parimenti, ci riserviamo il diritto di prendere ogni misura giudicata necessaria per evitare che sia recato pregiudizio ai nostri servizi di radiodiffusione a onde decametriche a causa delle riserve formulate da altre amministrazioni ed a causa dell'adesione e/o del non-adempimento degli obblighi da parte di qualsiasi altro Membro dell'Unione.

N° 43 Originale:francese

Per la Repubblica gabonese

Nel firmare gli Atti finali della CAMR HFBC, la Delegazione della Repubblica gabonese riserva al suo Governo il diritto di

prendere tutte le misure necessarie che mirano a proteggere i suoi interessi in materia di radiodiffusione a onde decametriche se:

1. alcuni Membri non osservassero in qualsiasi modo le disposizioni adottate dalla presente Conferenza;

2. le riserve formulate da altri Membri avessero come effetto di compromettere il funzionamento normale dei suoi servizi di radiodiffusione.

N°.44 Originale francese

Per la Repubblica popolare di Angola

La Delegazione della Repubblica popolare di Angola, tenuto conto delle dichiarazioni formulate da parecchi delegazioni riguardante i risultati della CAMR HFBC(87), riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi qualora alcuni Membri dell'Unione non si conformassero alle disposizioni degli Atti finali della CAMR HFBC (87).

N° 45 Originale:inglese

Per gli Stati Uniti d'America

I

La Delegazione degli Stati Uniti d'America, ricordando le riserve che essa aveva formulato nei N° 36 e 38 del Protocollo finale della CAMR-79, riguardante l'insufficienza delle attribuzioni ai servizi di radiodiffusione a onde decametriche, riafferma la sua opinione secondo cui, senza attribuzioni sufficienti, non sarà possibile pianificare l'utilizzazione di tutte le bande di frequenza per permettere ai vari paesi di assicurare i loro servizi di radiodiffusione nel caso di variazione delle condizioni in tutta la estensione del ciclo dell'attività solare. In assenza di uno spettro sufficiente, l'Amministrazione degli Stati Uniti d'America si riserva il diritto di prendere le misure necessarie per rispondere ai fabbisogni dei suoi servizi di radiodiffusione a onde decametriche.

II

L' Amministrazione degli Stati Uniti d'America attira l'attenzione sul fatto che alcune sue emissioni di radiodiffusione nelle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione subiscono dei disturbi pregiudizievoli in contravvenzione all'articolo 35 della Convenzione e che la continuazione di questi disturbi pregiudizievoli renderebbero impossibile un'efficeinte messa in opera delle nuove Procedure di pianificazione proposte che sono state discusse nel corso della presente Conferenza; in merito a questi disturbi essa si riserva il diritto di prendere, le misure necessarie ed appropriate per proteggere gli interessi dei suoi servizi di radiodiffusione. Ciò facendo, essa intende tuttavia, rispettare, nella misura del possibile, i diritti delle amministrazioni i cui servizi sono utilizzati in conformità alla Convenzione ed al Regolamento delle radiocomunicazioni.

III

L'Amministrazione degli Stati Uniti d'America dichiara che, nel firmare i presenti Atti finali che autorizzano la messa a punto di un programma di software per verificare la qualità delle nuove Procedure di pianificazione proposte per le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusio-

ne, essa non accetta alcun obbligo riguardante la messa in opera di queste Procedure, in attesa, da un lato dell'esecuzione della valutazione delle prove adeguate e, dall'altra, delle decisioni che saranno prese ulteriormente da una Conferenza amministrativa delle radiocomunicazioni competente.

IV

L'Amministrazione degli Stati Uniti d'America riserva la sua posizione per quel che riguarda le ripercussioni finanziarie delle decisioni prese dalla CAMR HFBC(2), ivi comprese le spese che sarebbero incorse a titolo di attività post-conferenza e le spese future che sarebbero incorse dall'UIT per l'applicazione di questa o quella decisione.

N° 46 Originale inglese

Per la Repubblica algerina democratica e popolare, il Regno dell'Arabia saudita, gli Emirati arabi uniti, la Repubblica di Iraq, il Regno ascemita di Giordania, lo Stato del Kuwait, la Giamairia libica popolare e socialista, il Regno del Marocco, la Repubblica islamica di Mauritania, il Sultanato di Oman, lo Stato del Qatar, la Repubblica araba siriana, la Tunisia, la Repubblica araba dello Yemen, la Repubblica democratica popolare dello Yemen:

Le Delegazioni dei paesi sopracitati, presenti alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiodiffusioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite alla radiodiffusione (CAMR HFBC-87, Ginevra), riservano ai loro Governi o alle Autorità competenti i diritti di prendere le misure che essi giudicheranno necessarie per proteggere i loro interessi qualora una o più decisioni prese da questa Conferenza fossero contrarie al rispetto della Risoluzione N°9 tra le altre disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982).

Questi Governi o queste Autorità competenti formulano le stesse riserve qualora uno o più Membri mancassero di osservare queste disposizioni.

N° 47 Originale inglese

Per la Repubblica dell'India

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987), la Delegazione della Repubblica dell'India riserva alla sua Amministrazione il diritto di prendere delle misure appropriate, se fosse il caso, per assicurare il buon funzionamento dei suoi servizi di radiodiffusione, qualora un paese formulasse delle riserve e/o non osservasse una o più delle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni o della Convenzione.

N° 48 Originale: inglese

Per la Repubblica islamica d'Iran

La Delegazione della Repubblica d'Iran riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per proteggere i suoi interessi nel caso in cui quest'ultimi venissero colpiti dalle decisioni prese durante la presente Conferenza, o se qualsiasi altro paese o

qualsiasi altra amministrazione non osservasse in qualsiasi maniera le prescrizioni della Conferenza internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982), o dei supplementi dei Protocolli o dei Regolamenti ad essa allegati, o ancora dei presenti Atti finali o se le riserve o le dcihiarazioni fatte da altri paesi o amministrazioni compromettessero il funzionamento appropriato ed efficente dei suoi servizi di telecomunicazioni, o recassero danno all'esercizio pieno dei diritti sovrani della Repubblica islamica d'Iran.

N° 49 Originale:inglese

Per la Finlandia e la Svezia

Le Delegazioni della Finlandia e della Svezia presenti alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande di onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987), constatano con rammarico che la Conferenza non abbia preso le decisioni necessarie che, nel prossimo avvenire, porterebbero alla messa in opera delle disposizioni rivendicate dalla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra,1979) per migliorare la situazione insoddisfacente che attualmente caratterizza le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione.

Di conseguenza, nel firmare gli Atti finali, le Delegazioni sopraindicate riservano alle loro amministrazioni il diritto di prendere le misure giudicate necessarie per rispondere ai fabbisogni dei servizi di radiodiffusione in onde decametriche dei loro rispettivi paesi. Così facendo, le Amministrazioni della Finlandia e della Svezia terranno conto, nella massima misura possibile, degli interessi dei servizi di altri paesi funzionanti in conformità al Regolamento delle radiocomunicazioni ed alle decisioni della presente Conferenza.

N° 50 Originale:inglese

Per la Repubblica popolare di Cina

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987), la Delegazione cinese fa la seguente dichiarazione

L'Amministrazione cinese ha sempre considerato che la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione fosse una misura efficace per razionalizzare l'utilizzazione dello spettro delle frequenze e per rimediare alla situazione attualmente insoddisfacente delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione. Grazie agli sforzi congiunti delle Delegazioni partecipanti, la presente Conferenza ha fatto progressi in questo senso, ma non è stata in grado di prendere la decisione finale per quel che riguarda la messa in opera del Piano. Di conseguenza, la Delegazione cinese riafferma che la dichiarazione fatta dalla Repubblica Popolare di Cina nel Protocollo finale degli Atti finali della CAMR-79 rimane valida.

N° 51 Originale:inglese

Per la Repubblica democratica d'Afganistan

La Delegazione della Repubblica democratica d'Afganistan

riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure giudicate necessarie per proteggere i suoi interessi, nel caso in cui le amministrazioni di altri paesi mancassero di osservare le disposizioni degli Atti finali e dei loro allegati, così come adottati dalla presente Conferenza.

N° 52 Originale francese

Per la Repubblica islamica di Mauritania

La Delegazione della Repubblica islamica di Mauritania, nel firmare gli Atti finali della presente Conferenza, riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso giudicherà necessarie per proteggere i suoi interessi, nel caso in cui uno o più Membri qualsiasi, non osservassero in qualunque modo, le disposizioni degli Atti finali di questa Conferenza, o se le riserve formulate da altre amministrazioni dovessero compromettere i suoi servizi di telecomunicazione o comportare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

N° 53 Originale:francese

Per il Belgio, l'Irlanda ed il Lussemburgo

Il paragrafo 10 della nuova sezione 2 dell'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni tratta il concetto di un minimo di fabbisogno da soddisfare per ogni amministrazione con un livello accettabile di qualità.

Secondo il parere delle Delegazioni summenzionate, la procedura di consultazione ed il sistema di pianificazione descritti nell'allegato 1 della Risoluzione N° 515 (HFBC-87) non possono ... trollo delle emissioni nelle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione. Questa Relazione elenca un grande numero di emissioni che hanno una classe diversa da quella utilizzata per la radiodiffusione, che non sono conformi ai numeri 340 e 341 ed all'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni e che sono ritenute di aver causato dei disturbi pregiudizievoli ad altre stazioni di radiodiffusione funzionanti in conformità al Regolamento delle radiocomunicazioni.

Nel firmare gli Atti finali, il Canada sottolinea il fatto che il successo della messa in opera di un Sistema di pianificazione HFBC sarebbe compromesso dalla presenza di disturbi pregiudizievoli.

N° 56 Originale:spagnolo

Per il Cile

La Delegazione del Cile accreditata alla CAMR HFBC(2) riserva al suo Governo il diritto di prendere le misure che esso giudicherà necessarie per garantire il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione e la salvaguardia della sua sovranità nazionale.

N° 57 Originale:inglese

Per la Repubblica araba d'Egitto

La Delegazione della Repubblica araba d'Egitto riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure giudicate necessarie per salvaguardare i suoi interessi nel caso in cui una amministrazione mancasse in qualsiasi modo di osservare le disposizioni degli Atti finali della presente Conferenza e dei loro allegati, o nel caso in cui le dichiarazioni fatte da altre

amministrazioni recassero pregiudizio ai suoi servizi di telecomunicazione o di radiodiffusione.

N° 58 Originale francese

Per la Francia

A

La Delegazione francese riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso potesse considerare necessarie per proteggere i suoi interessi qualora alcuni Membri mancassero in qualsiasi modo di conformarsi alle disposizioni della Convenzione e dei Regolamenti ivi allegati, o ancora se le riserve formulate da altre amministrazioni compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi di radiocomunicazione.

B

La firma degli Atti finali da parte della Delegazione francese non pregiudica la posizione che il suo Governo sarà indotto a prendere al momento di esaminare le implicazioni di bilancio delle decisioni della Conferenza.

N° 59 Originale spagnolo

Per l'Ecuador

La Delegazione dell'Ecuador, a nome del suo Governo dichiara che la sua Amministrazione cercherà di rispettare tutte le disposizioni della revisione parziale del Regolamento delle radiocomunicazioni adottate dalla presente Conferenza e si riserva il diritto:

a) di adottare le misure che essa giudicherà necessarie per proteggere i servizi di radiocomunicazione dello Ecuador nel caso in cui sarebbero colpiti dalle disposizioni degli Atti finali della presente Conferenza o dei loro allegati o se altri Membri dell'Unione mancassero di osservare queste disposizioni;

b) di cominciare ad utilizzare il sistema di emissione a banda laterale unica (BLU) quando si saranno verificate le condizioni favorevoli per la sua applicazione; e

c) di non accettare le riserve formulate da altri paesi se esse vanno contro gli interessi nazionali dell'Ecuador.

Infine, essa ratifica, in tutte le loro parti, la dichiarazione N° 66 formulata alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979) e la dichiarazione N° 80 formulata alla Conferenza dei plenipotenziari (Nairobi,1082).

N° 60 Originale inglese

Per la Repubblica democratica di Corea

La Delegazione della Repubblica popolare democratica di Corea ha partecipato alla seconda sessione della HFBC persuasa che il Sistema di pianificazione HFBC potesse essere fondato, in una certa misura, sui principi adottati alla prima sessione.

Tuttavia, essa tiene ad esprimere la sua preoccupazione e il suo rammarico perchè i risultati globali delle prove non sono stati soddisfacenti come è stato analizzato e riconosciuto nel corso della Conferenza.

Essa esprime la sua ferma speranza che la prossima CAMR competente metterà a punto a adotterà un Sistema di pianificazione HFBC migliorato in conformità alle Risoluzioni ed alle Raccomandazioni adottate alla presente Conferenza ed alle esperienze acquisite dall'IFRB durante il periodo di intersessione, affinchè lo spettro delle onde decametriche possa essere utilizzato in modo equo, in particolare nell'interesse

dei paesi in via di sviluppo, in conformità allo spirito della Conferenza dei plenipotenziari di Nairobi.

N° 61 Originale:inglese

Per gli Stati Uniti d'America

Prendendo nota della dichiarazione N° 40 formulata dall'Amministrazione di Cuba, gli Stati Uniti d'America respingono le allegazioni ivi contenute e riaffermano il loro diritto di emettere verso Cuba sulle frequenze appropriate, libere di perturbazioni o altri disturbi pregiudizievoli e si riservano il diritto di prendere tutte le misure necessarie per quel che riguarda i disturbi esistenti ed ogni eventuale disturbo che Cuba causerebbe al servizio di radiodiffusione degli Stati Uniti.

N° 62 Originale:inglese

Per lo Stato d'Israele

Essendo le dichiarazioni fatte da alcune Delegazioni al n. 2 del Protocollo finale in contrasto flagrante con i principi e gli obiettivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazione e, di conseguenza giuridicamente nulle, il Governo di Israele tiene a ben sottolineare che esso le respinge categoricamente e che intende agire considerando che le dette dichiarazioni sono prive di ogni valore per quel che riguarda i diritti e gli obblighi di ogni Stato Membro dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

In ogni modo, il Governo d'Israele farà valere i suoi diritti per proteggere i suoi interessi nel caso in cui i Governi di queste Delegazioni violassero in qualsiasi modo le disposizioni della Convenzione, degli Allegati, Protocolli o Regolamenti relativi o le disposizioni degli Atti finali della presente Conferenza.

La Delegazione d'Israele nota inoltre, che nella dichiarazione N° 2 lo Stato d'Israele non è designato con il suo nome completo e corretto. Questa dichiarazione così formulata è totalmente inammissibile e deve essere denunciata come una violazione delle regole riconosciute di comportamento internazionale.

N° 63 Originale:inglese

Per la Giamairia araba libica popolare e socialista

Avendo notato le dichiarazioni che sono state fatte, nel firmare gli Atti finali ed il Protocollo finale, la Giamairia araba libica popolare e socialista, si riserva il diritto di prendere tutte le misure appropriate che essa potrà giudicare necessarie per la salvaguardia degli interessi nazionali libici del suo servizio di radiodiffusione a onde decametriche, nel caso in cui le riserve formulate da altri paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi di radiodiffusione, o nel caso che un Membro mancasse di conformarsi alle disposizioni adottate dalla presente Conferenza, al Regolamento delle radiocomunicazioni o alla Convenzione stessa.

N° 64 Originale:francese

Per la Repubblica socialista di Romania

A

Nel prendere atto delle riserve formulate da varie Delegazioni presenti alla Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (seconda

sessione), la Delegazione della Repubblica socialista di Romania riserva al suo Governo il diritto di prendere le misure che esso giudicherà necessarie per proteggere i suoi interessi e rispondere ai fabbisogni del suo servizio di radiodiffusione nel caso in cui alcuni Membri mancassero in qualche modo di conformarsi alle disposizioni della Convenzione e dei Regolamenti ivi allegati, o ancora se le riserve formualte da altre amministrazioni compromettessero il buon funzionamento di questo servizio.

B

La firma degli Atti finali da parte della Delegazione della Repubblica socialista di Romania non pregiudica la posizione che il suo Governo sarà costretto a prendere al momento di esaminare le implicazioni di bilancio delle decisioni prese dalla Conferenza.

N° 65 Originale:inglese

Per il Regno dei Paesi Bassi

La Delegazione del Regno dei Paesi Bassi, delusa dal gran numero di riserve formulate da una maggioranza delle Delegazioni presenti alla seconda sessione della CAMR HFBC-87, in merito all'utilizzazione delle bande attribuite alla radiodiffusione a onde decametriche, si vede costretta a riservare i suoi diritti e di prendere tutte le misure che essa giudicherà necessarie per proteggere gli interessi del suo servizio di radiodiffusione a onde decametriche. Così facendo, l'Amministrazione del Regno dei Paesi Bassi terrà conto, nella maggior misura praticamente possibile, degli interessi dei servizi d'altri paesi, /funzionanti in conformità alle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni ed alle decisioni della presente Conferenza.

N° 66 Originale inglese

Per la Turchia

Avendo preso nota delle dichiarazioni già depositate, la Delegazione della Turchia presente alla seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987), riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure giudicate necessarie per proteggere i suoi interessi allo scopo di rispondere ai fabbisogni del suo servizio di radiodiffusione.

N° 67 Originale francese

Per la Repubblica del Mali

Dopo aver preso nota delle dichiarazioni già depositate, la Delegazione della Repubblica del Mali, nel firmare gli Atti finali della seconda sessione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni HFBC, riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che esso potrà ritenere necessarie per proteggere i suoi interessi nel caso in cui

a) le riserve e le dichiarazioni formulate da altre amministrazioni recassero pregiudizio al buon funzionamento delle sue installazioni di radiocomunicazione;

b) altri Membri mancassero in qualunque modo di conformarsi alle disposizioni della Convenzione e del Regolamento delle radiocomunicazioni.

N° 68 Originale:inglese

Per la Repubblica socialista democratica di Sri Lanka

La Delegazione della Repubblica socialista democratica di Sri Lanka, delusa dal gran numero di riserve formulate da una

maggioranza delle Delegazioni presenti alla seconda sessione della CAMR HFBC-87 in merito all'utilizzazione delle bande attribuite alla radiodiffusione a onde decametriche, si vede costretta a riservare alla sua Amministrazione il diritto di proteggere gli interessi del suo servizio di radiodiffusione a onde decametriche.

Così facendo, l'Amministrazione della Repubblica socialista democratica di Sri Lanka terrà conto, nella maggior misura praticamente possibile, degli interessi dei servizi d'altri paesi funzionanti in conformità alle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni ed alle decisioni della presente Conferenza.

N° 69 Originale: inglese

Per la Repubblica popolare di Cina

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987), ed avendo preso nota della dichiarazione N° 25, la Delegazione cinese reitera la posizione del Governo cinese già esposta nella sua dichiarazione (N°115) inclusa nel Verbale finale alla Convenzione in ternazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982).

(Seguono le firme)

(Le firme che seguono il Protocollo finale sono le stesse menzionate nelle pagine 4 a 20, all'eccezione di quella della Repubblica popolare di Polonia che non l'ha firmato.

Aggiunta di un riferimento alla

RISOLUZIONE N° 8

Sotto il titolo della Risoluzione 8

ADD (vedi anche la Risoluzione 512(HFBC-87))

RISOLUZIONE N° 91 (HFBC-87)

Revisione, sostituzione ed abrogazione di Risoluzioni e Raccomandazioni della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979)

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

il suo ordine del giorno come esso figura nella Risoluzione N° 912 adottato dal Consiglio di Amministrazione durante la sua 39ª sessione (1984), in particolare il punto 2.1.6. di questo ordine del giorno e le misure prese in merito ad una Risoluzione ed alle tre Raccomandazioni della Conferenza amministrativa mondiale delle radicomunicazioni (Ginevra, 1979),

c o n s i d e r a n d o   i n o l t r e

a) che la Risoluzione e la Raccomandazione seguenti sono rivedute come segue

Risoluzione 641 — relativa all'utilizzazione della banda di frequenze 7000-7100 kHz, è sostituita dalla Risoluzione 641 (Rev.HFBC-87)

Raccomandazione 503 — relativa alla radiodiffusione in onde decametriche, sostituita dalla Raccomandazione 503 (Rev.HFBC-87)

b) che tutte le misure previste nelle seguenti Raccomandazioni sono state prese:

Raccomandazione 500 — relativa alla elaborazione della documentazione tecnica necessaria per la Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la radiodiffusione a onde decametriche;

Raccomandazione 501 — relativa allo studio dell'introduzione della tecnica della banda laterale unica nelle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione, per la preparazione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la radiodiffusione a onde decametriche.

d e c i d e

che la Risoluzione 641 e le Raccomandazioni 500, 501 e 503 della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979) sono abrogate.

RISOLUZIONE N° 511 (HFBC-87)

Programma d'azione relativo al miglioramento, alla prova, all'adozione ed alla messa in opera pratica del sistema di pianificazione per le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione e le disposizioni connesse

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

la necessità di adottare un programma di azione,

d e c i d e

1. che il sistema di pianificazione HFBC ed il programma (software che ad esso è associato, devono essere migliorati in conformità alle istruzioni complementari contenute nella Risoluzione 515 (HFBC-87);

2. che il sistema di pianificazione HFBC migliorato deve essere messo alla prova in conformità alle istruzioni contenute nella Risoluzione 515 (HFBC-87), per la sua adozione qualora una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni competente giudichi questo metodo accettabile, e per la sua applicazione nelle bande attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione come segue

banda di 26 MHz: 25 900 - 26 100 kHz
banda di 21 MHz: 21 650 - 21 850 kHz
banda di 17 MHz: 17 550 - 17 750 kHz
banda di 15 MHz: 15 400 - 15 600 kHz
banda di 13 MHz: 13 600 - 13 800 kHz
banda di 11 MHz: 11 650 - 11 700/11 975-12 050 kHz
banda di 9 MHz[1] 9 775 - 9 900 kHz

1) Questa banda sarà disponibile solo dal 1° Luglio 1994 (Risoluzione 8)

d e c i d e   i n o l t r e   d i   r a c c o m a n d a r e

che una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (CAMR) dovrà essere convocata non oltre il 1992,

c h e   q u e s t a   c o n f e r e n z a   d o v r à

- esaminare i risultati forniti dall'IFRB del sistema di pianificazione HFBC migliorato e della procedura di consultazione di cui all'articolo 17;
- esaminare gli effetti dell'interazione tra i due "sistemi" (sistema di pianificazione HFBC migliorato e procedura di consultazione contenuta nell'articolo 17);
- decidere gli eventuali miglioramenti da apportare ai due "sistemi";
- in funzione dell'analisi dei risultati delle prove, stabilire la data della messa in applicazione dei due sistemi, che dovrebbe essere subito dopo la CAMR del 1992;
- decidere la data della messa in applicazione del sistema di pianificazione HFBC nella banda di estensione di 9 MHz;
- prendere le misure necessarie per risolvere la questione del trattamento dei fabbisogni in materia di radiodiffusione nazionale;
- stabilire un piano a lungo termine in vista di pianificare tutte le bande attribuite in esclusiva alla radiodiffusione in onde decametriche;

i n v i t a   l a   C o n f e r e n z a   d e i   plenipotenziari

a prendere, a titolo prioritario, le disposizioni necessarie per includere la CAMR del 1992 nel programma di conferenze che essa deve stabilire.

i n v i t a   i l   C o n s i g l i o   d ' amministrazione

ad adoperarsi affinchè questa conferenza abbia luogo al più tardi nel 1992,

i n c a r i c a   l ' I F R B

di apportare i miglioramenti necessari al programma soft-ware del sistema di pianificazione HFBC, di mettere alla prova il sistema e di presentare i risultati dei suoi lavori alle amministrazioni nonchè alla CAMR sopraindicata,

i n c a r i c a   i l   Segretario Generale

di portare la presente Risoluzione all'attenzione del Consiglio di Amministrazione.

ALLEGATO ALLA RISOLUZIONE N° 511 (HFBC-87)

Programma d'azione

RISOLUZIONE N° 512 (HFBC-87)

utilizzazione di trasmettitori di radiodiffusione a onde decametriche nelle bande allargate al di sopra di 10 Mhz

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987)

c o n s i d e r a n d o

a) che la Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra,1979) (CAMR-79) ha attribuito nuove bande di onde decametriche a titolo esclusivo al servizio di radiodiffusione;

b) in applicazione della Risoluzione 8, queste bande potranno essere utilizzate dal servizio di radiodiffusione a partire dal 1° Luglio 1989 (vedi la Risoluzione 8);

c) che in applicazione del numero 531 del Regolamento delle radiocomunicazioni, l'utilizzazione da parte del servizio di radiodiffusione di queste bande allargate sarà regolata dalle disposizioni da adottare dalla CAMR per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (vedi la Risoluzione 508),

c o n s i d e r a n d o   i n o l t r e

che il sistema di pianificiazione HFBC migliorato potrà essere applicato nelle bande d'onde decametriche allargate, specificate al N° 531 del Regolamento delle radiocomunicazioni, solo dopo l'entrata in vigore delle disposizioni della CAMR competente prevista per il 1992,

d e c i d e

1. che le stazioni di emissione in onde decametriche nelle bande superiori ai 10 MHz specificate al numero 531 del Regolamento delle radiocomunicazioni saranno utilizzate solo alla data che sarà decisa dalla futura CAMR menzionata nella Risoluzione 511 (HFBC-87);

2. che la data del 1° Luglio 1989,indicata al paragrafo 17 dell'allegato A alla Risoluzione 8, è riportata alla data che sarà decisa dalla futura CAMR competente menzionata nella Risoluzione 511 (HFBC-87) per quel che riguarda le seguente bande di frequenze

11 650 - 11 700
11 975 - 12 050
13 600 - 13 800
15 450 - 15 600
17 550 - 17 700
21 750 - 21 850

RISOLUZIONE N° 513 (HFBC-87)

Miglioramento dell'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione evitando i disturbi pregiudizievoli

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) l'articolo 4 (numero 19) della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, relativo al soggetto dell'Unione;

b) l'articolo 10 (numeri 79 e 80) della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, relativo ai compiti dell'IFRB;

c) l'articolo 35 (numero 158) della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, relativo ai disturbi pregiudizievoli

d) l'articolo 54 (numero 209) della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, relativo alle direttive che possano essere date all'IFRB da parte di una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni;

e) l'articolo 20 del Regolamento delle radiocomunicazioni relativo al controllo internazionale delle emissioni;

f) l'articolo 18 (numero 1798) del Regolamento delle radiocomunicazioni, relativo alle misure contro i disturbi pregdiudizievoli

g) l'articolo 22 del Regolamento delle radiocomunicazioni, relativo alla procedura da seguire nel caso di disturbi pregiudizievoli

h) la Relazione dell'IFRB sull'applicazione della Risoluzione COM5/1 della prima sessione (Ginevra, 1984),

n o t a n d o

a) che i disturbi pregiudizievoli hanno degli effetti negativi sull'utilizzazione dello spettro delle frequenze in genere e dei canali di frequenze disponibili per la radiodiffusione a onde decametriche in particolare;

b) che le emissioni di radiodiffusione nei canali adiacenti a quelli che sono direttamente colpiti, possono ugualmente subire dei danni;

c) che in varie parti del mondo, un notevole numero di canali di radiodiffusione a onde decametriche sono resi inutilizzabili dai disturbi pregiudizievoli;

d) che la buona messa in opera del sistema di pianificazione HFBC sarebbe compromessa dall'esistenza di disturbi pregiudizievoli;

r i c o n o s c e n d o

a) che è augurabile disporre periodicamente di informazioni dettagliate sull'ampiezza e sull'effetto dei disturbi pregiudizievoli

b) che sarebbe di grande utilità aumentare il numero delle stazioni partecipanti al controllo internazionale delle emissioni e di utilizzare efficacemente le informazioni fornite da queste stazioni,

p r e g a   v i v a m e n t e   l e   a m m i n i s t r a z i o n i

di evitare di causare i disturbi pregiudizievoli

i n c a r i c a   l ' I F R B

in conformità alle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni,

1. di organizzare periodicamente dei programmi specializzati di controllo delle emissioni nelle bande attribuite al servizio

di radiodiffusione a onde decametriche per identificare le stazioni che provocano i disturbi pregiudizievoli;

2. di ricercare, eventualmente, la cooperazione delle amministrazioni per identificare le fonti delle emissioni che provocano i disturbi pregiudizievoli e fornire queste informazioni alle amministrazioni;

3. di pubblicare i riassunti dei dati provenienti dal controllo delle emissioni, ivi compresa l'identificazione di tutte le emissioni che sono state segnalate come aventi una classe di emissione diversa da quella utilizzata per la radiodiffusione;

4. di informare la Conferenza amministrativa citata nella Risoluzione 511 (HFBC-87) dei risultati delle attività menzionati ai punti 1,2 e 3 di cui sopra,

i n v i t a   l e   a m m i n i s t r a z i o n i

1. a partecipare ai programmi di controllo delle emissioni stabiliti dall'IFRB in conformità alle disposizioni della presente Risoluzione;

2. a applicare le disposizioni dell'articolo 22 del Regolamento delle radiocomunicazioni in caso di disturbi pregiudizievoli;

RISOLUZIONE N° 514 (HFBC-87)

Procedura destinata ad essere applicata dall'IFRB nel corso della revisione delle parti pertinenti delle sue Norme tecniche utilizzate nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che ha esaminato in dettaglio i parametri tecnici utilizzati nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

b) che gli esercizi di pianificazione effettuati dall'IFRB nel corso dell'intersessione abbiano rivelato che occorrerebbe eventualmente migliorare alcuni criteri tecnici come quelli utilizzati nel metodo di previsione della propagazione, ed applicarli con una certa flessibilità tenendo conto dei risultati dell'applicazione effettiva regolare dei piani e degli studi tecnici del CCIR;

c) che in conformità al N° 1001 del Regolamento delle radiocomunicazioni, il Comitato ha per funzione, tra le altre, di elaborare le sue Norme tecniche;

d) che in conformità alle disposizioni del numero 1454 del Regolamento delle radiocomunicazioni, le Norme tecniche dell'IFRB sono fondate tra l'altro, su:

- le disposizioni pertinenti del Regolamento delle radiocomunicazioni e dei suoi supplementi;

- le decisioni, eventualmente, delle conferenze amministrative dell'Unione,
- le Raccomandazioni del CCIR,
- lo stato di avanzamento della tecnica radioelettrica,
- i perfezionamenti delle nuove tecniche di trasmissione,

tenuto conto delle condizioni di propagazione eccezionale che possano predominare in alcune regioni;

e) che ai sensi del numero 1770 del Regolamento delle radiocomunicazioni, le Norme tecniche dell'IFRB saranno fondate sulle basi indicate al paragrafo d) di cui sopra, sull'esperienza del passato in materia di stabilimento di piani di radiodiffusione e sull'esperienza acquisita dal Comitato nell'applicazione delle disposizioni dell'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni;

f) che per quel che riguarda le Norme tecniche dell'IFRB, il CCIR potrebbe fornire dei pareri competenti sulle questioni tecniche;

g) l'importanza di una partecipazione attiva delle amministrazioni al processo di revisione dei parametri tecnici;

d e c i d e

1. che in seguito ad ogni Assemblea plenaria del CCIR, il IFRB esaminerà le sue Norme tecniche relative ai parametri tecnici di radiodiffusione a onde decametriche, alla luce delle Raccomandazioni del CCIR, nuove o modificate,e che esso comunicherà a tutte le amministrazioni i risultati di tale esame indicando le ragioni delle misure che propone;

2. che ogni qualvolta che l'IFRB giudicherà opportuno di riesaminare le sue Norme tecniche relative ai parametri tecnica di radiodiffusione a onde decametriche senza allontanarsi dalle decisioni prese dalla presente Conferenza, esso comunicherà a tutte le amministrazioni le modifiche proposte e i loro motivi;

3. che prima di applicare una modifica qualsiasi, l'IFRB pregherà le amministrazioni di formulare, entro 4 mesi, le loro osservazioni riguardanti le questioni mirate ai punti 1 e 2 di cui sopra e che esso terrà conto di queste osservazioni a meno che non si trovasse nell'impossibilità di farlo;

4. che l' IFRB diffonderà un riassunto delle osservazioni ricevute dalle amministrazioni, nonchè il suo parere sulle dette osservazioni, indicando se è necessario o meno di organizzare una riunione di esperti prima di prendere una decisione definitiva. Se le risposte ricevute ulteriormente dalle amministrazioni sono, in numero notevole, favorevoli alla necessità di tenere una simile riunione, allora il Comitato agirà di conseguenza. Nel caso contrario, esso ne informerà le amministrazioni e disporrà un periodo adeguato per la formulazione di osservazioni supplementari prima di prendere una decisione definitiva sulla messa in opera delle modifiche proposte;

5. che se, per quel che riguarda la questione mirata al punto 1 di cui sopra e in seguito all'azione prevista ai punti 3 e 4 come sopra, le norme tecniche dell'IFRB non saranno modificate, l'IFRB stabilirà a favore del CCIR un contributo indicando le disposizioni delle Raccomandazioni del CCIR, nuove o modificate,che non sono state riprese nelle Norme tecniche dell'IFRB e che comprendono tutte le informazioni necessarie per un ulteriore esame della questione.

RISOLUZIONE N° 515 (HFBC-87)

Miglioramento delle procedure del sistema di pianificazione HFBC e delle procedure di consultazione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a)che la prima sessione che si è tenuta dal 10 Gennaio all'11 Febbraio 1984, ha adottato un metodo di pianificazione basato sulla pianificazione stagionale e che essa ha incaricato il IFRB di preparare i programmi / appropriati e di metterli alla prova utilizzando delle varianti di criteri;

b) la Relazione dell'IFRB sulle sue attività durante l'intersessione;

c) che gli esercizi di pianificazione abbiano dimostrato che il sistema di pianificazione HFBC elaborato dall'IFRB in base alle decisioni della prima sessione non permette di includere nei progetti dei piani stagionali tutti i fabbisogni presentati dalle amministrazioni;

d) che perchè le amministrazioni possano mettere in opera tutti i loro fabbisogni di radiodiffusione nelle bande d'onde decametriche, conviene migliorare la procedura dell'attuale articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni e di applicarla in combinazione con un sistema di pianificazione HFBC migliorato;

e) che le ipotesi di lavoro utilizzate dall'IFRB per gli esercizi di pianificazione sono state riesaminate e che il sistema di pianificazione è stato riveduto;

f) che è necessario, di conseguenza, di modificare i programmi pertinenti e di mettere alla prova il sistema di pianificazione HFBC prima della sua adozione definitiva da una conferenza amministrativa mondiale per le radiocomunicazioni competente (vedi la Risoluzione 515 (HFBC-87))

d e c i d e   c h e   l ' I F R B

1 migliorerà, durante il periodo che seguirà la Conferenza, il programma/da utilizzare per le procedure relative ai sistemi di pianificazione HFBC (sezione 3 dell'allegato 1) e per le procedure fondate sulle consultazioni (sezione 2 dell'allegato 1), in conformità alle disposizioni contenute nell'allegato 1 alla presente Risoluzione;

2 metterà alla prova queste due procedure, durante il periodo che seguirà la Conferenza utilizzando i fabbisogni che si trovano nello schedario dei fabbisogni Quando le amministrazioni presentano i fabbisogni a questo scopo, esse devono indicare quelli che devono essere trattati nel quadro del sistema di pianificazione HFBC e quelli che devono esserlo in conformità alla procedura di consultazione;

3 effettuerà le prove summenzionate nelle bande indicate nell'allegato 2 alla presente Risoluzione;

4. renderà periodicamente conto alle amministrazioni, ad intervalli massimi di sei mesi, dei risultati dei suoi lavori effettuati a titolo dei punti 1,2 e 3 di cui sopra;

5. stabilirà e comunicherà alle amministrazioni una relazione finale dodici mesi prima della convocazione della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni competente (vedi la Risoluzione 911(HFBC-87)).

ALLEGATO 1 ALLA RISOLUZIONE N° 515 (HFBC-87)

Sezione 1. Schedario dei fabbisogni HFBC

1. Le amministrazioni presentano all'IFRB i loro fabbisogni di radiodiffusione operativi e quelli che si prevede di rendere operativi nelle bande attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione tra i 5 950 ed i 26 100 kHz. Questi fabbisogni sono iscritti nello schedario dei fabbisogni HFBC, che comprende:

- i fabbisogni che si intende utilizzare nel corso delle prossime stagioni;
- tutti i fabbisogni di cui si tiene conto nella elaborazione di un orario o di un piano stagionale;
- i fabbisogni utilizzati durante i 5 anni precedenti.

2. Una iscrizione nello schedario dei fabbisogni HFBC corrisponde alla necessità esposta da una amministrazione per assicurare un servizio di radiodiffusione in periodi specificati verso una zona di ricezione specificata, a partire da una data stazione di emissione.

3. Ogni fabbisogno che figura nello schedario dei fabbisogni HFBC contiene almeno le informazioni fondamentali specificate nel supplemento 2 (HFBC-87) nonché una indicazione della stagione o delle stagioni durante le quali il fabbisogno è stato o sarà utilizzato.

4. Ogni orario o piano stagionale che sarà stabilito coprirà uno dei periodi di propagazione stagionale qui appresso

indicati. Il mese indicato tra parentesi è il mese che deve essere utilizzato per la previsione della propagazione:

- Stagione D - novembre-febbraio (gennaio)
- Stagione M - marzo-aprile (aprile)
- Stagione J - maggio-agosto (luglio)
- Stagione S - settembre-ottobre (ottobre)

Ogni piano o ogni orario stagionale diventerà effettivo a 0100 ore UTC la prima domenica della stagione relativa.

5. Le amministrazioni notificano al Comitato, utilizzando il supplemento 2 (HFBC-87), qualsiasi aggiunta, modifica o soppressione riguardanti i fabbisogni che figurano nello schedario dei fabbisogni HFBC. Le aggiunte, le modifiche o le soppressioni notificate al Comitato per una data stagione, sono prese in considerazione in vista dell'aggiornamento dello schedario dei fabbisogni affinchè, dopo il loro esame da parte del Comitato, sia stabilito che esse contengano le informazioni *fondamentali* menzionate nel supplemento 2(HFBC-87).

6. Alla ricezione delle notifiche in conformità al paragrafo 5 di cui sopra, il Comitato verifica che le informazioni *fondamentali specificate nel supplemento 2* (HFBC-87) ci sono e sono corrette; eventualmente, esso richiederà all'amministrazione che ha inviato la notifica di fornire le informazioni mancanti o corrette. In seguito a questo esame, il Comitato indica le incompattibilità che possano essersi verificate senza che siano necessari dei calcoli dettagliati e informa le amministrazioni in questione dei risultati ottenuti, formulando nel contempo le raccomandazioni che aiuterebbero eventualmente ad evitare l'incompatibilità.

7. Dopo la fine di ogni periodo stagionale, il Comitato iscrive nello schedario dei fabbisogni, per ogni fabbisogno, la frequenza o le frequenze utilizzate nonchè qualsiasi altra informazione fornita dall'amministrazione in merito all'utilizzazione effettiva del fabbisogno. I fabbisogni già utilizzati sono mantenuti nello schedario dei fabbisogni HFBC per un periodo di cinque anni. Nessuna priorità consegue da questa anteriorità.

8. Quando un fabbisogno di radiodiffusione è provvisoriamente ritirato per motivi di una catastrofe naturale o altro disastro, per un periodo che non superi i cinque anni, l'amministrazione in questione ne avverte il Comitato. Il Comitato identifica il fabbisogno nello schedario con l'aiuto di un appropriato simbolo. Quando la amministrazione in questione informa il Comitato che il fabbisogno può essre rimesso in servizio e richiede la soppressione del simbolo, il Comitato agisce in conformità a tale richiesta. Se il Comitato non riceve la domanda di soppressione del simbolo durante il periodo di cinque anni di cui sopra, il fabbisogno è cancellato dallo schedario dei fabbisogni.

Sezione 2. Procedure basate sulle consultazioni

9. Periodicamente, le amministrazioni confermano all'IFRB i loro fabbisogni che figurano nello schedario dei fabbisogni

di radiodiffusione a onde decametriche che devono essere utilizzati durante una data stagione. Possono anche notificare le aggiunte, le modifiche o le soppressioni. A tale fine, le amministrazioni indicano al Comitato almeno le informazioni fondamentali di cui al supplemento 2(HFBC-87). Quando il Comitato constata che le informazioni presentate dalle amministrazioni sono conformi al detto supplemento, esso aggiorna di conseguenza lo schedario stagionale.

Le amministrazioni possono:

- presentare per la totalità o per una parte dei loro fabbisogni le frequenze che esse prevedono di utilizzare;
- pregare il Comitato di scegliere le frequenze appropriate ai loro fabbisogni;

Uno schedario stagionale è stabilito in base a queste informazioni.

10. Le frequenze da includere nell'orario stagionale devono essere in conformità al numero 1240 del Regolamento delle Radiocomunicazioni.

11. La data limite prima della quale occorre che le informazioni indicate al paragrafo 9 pervengano al Comitato, viene stabilita da quest'ultimo. Progressivamente, il Comitato ridurrà al minimo possibile, l'intervallo compreso tra la data limite e l'inizio della stagione.

12. Se, malgrado i suoi solleciti, il Comitato non ha ricevuto risposta da una amministrazione alla data fissata come indicato al paragrafo 11, esso considera che i fabbisogni che figurano nello schedario dei fabbisogni per la stagione in esame sono confermati se questi fabbisogni avevano funzionato durante la stagione precedente.

13. l'IFRB identifica le bande appropriate ad ogni fabbisogno e calcola il campo ad ogni punto di misura, nonchè l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione (BBR)[1] in ognuna di queste bande. A tale scopo, esso tiene conto della necessità di assicurare una continuità nell'utilizzazione delle frequenze come viene indicato nel supplemento alla sezione 3 del presente allegato.

14. I fabbisogni che, dopo l'applicazione della procedura del sistema di pianificazione descritta alla sezione 3 del presente allegato, non possono essere inclusi nel corrispondente piano stagionale, sono iscritti nello schedario stagionale e sono trattati come indicato nei paragrafi seguenti.

15. I risultati definitivi ottenuti in merito ai fabbisogni di una amministrazione in conformità al paragrafo 13 nonchè i fabbisogni menzionati al paragrafo 14, sono inviati alle amministrazioni in questione con l'indicazione, all'occorrenza, del numero di frequenze necessarie per ottenere la BBR richiesta.

---

1 Le abbreviazioni dei termini inglesi vengono utilizzate nelle tre lingue di lavoro ai fini di uniformazione.

16. Al momento dell'invio dei risultati menzionati al paragrafo 13, il Comitato richiede alle amministrazioni di fargli sapere, entro 8 settimane secondo il caso

- se esse hanno l'intenzione di utilizzare la totalità o una parte delle frequenze che figurano già nello schedario stagionale;
- se esse hanno l'intenzione di utilizzare una o più frequenze oltre a quelle che figurano nello schedario stagionale;
- quale o quali frequenze hanno intenzione di utilizzare per i fabbisogni che risultano senza assegnazione di frequenza nello schedario stagionale;
- se esse richiedono al Comitato di scegliere la o le frequenze appropriate;

Tenendo conto delle informazioni di cui al paragrafo 9, il Comitato sceglie una o più frequenze per ogni fabbisogno per il quale esso ha ricevuto una risposta senza indicazione di frequenza come per qualsiasi altro fabbisogno per il quale esso non ha ricevuto risposta da parte di una amministrazione alla scadenza del periodo sopraindicato.

17. Le amministrazioni possono, dopo aver ricevuto le informazioni indicate al paragrafo 13, comunicare i fabbisogni supplementari come viene specificato nel supplemento 2(HFBC-87), con o senza indicazione della frequenza prescelta. Questi fabbisogni supplementari saranno inclusi nello schedario stagionale.

18. Alla scadenza del periodo indicato al paragrafo 16, il Comitato ripete i calcoli menzionati al paragrafo 13 e determina il numero di frequenze appropriate occorrenti ad ogni fabbisogno. Se una amministrazione ha indicato, per un fabbisogno, un numero di frequenze superiore al numero risultante dai calcoli del Comitato secondo il supplemento alla sezione 3 del presente allegato, il Comitato, d'accordo con l'amministrazione notificatrice, riduce il numero di frequenze per il fabbisogno in questione al numero che risulta dai suoi calcoli.

19. Il Comitato sceglie le frequenze per i fabbisogni che non hanno le frequenze scelte dall'amministrazione notificatrice nè frequenze preselezionate. Per farlo, il Comitato tiene conto della necessità di assicurare la continuità d'utilizzazione delle frequenze così come indicato al paragrafo IV.3 del supplemento alla sezione 3 del presente allegato. Effettua il calcolo delle eventuali incompatibilità tra tutti i fabbisogni e una valutazione della qualità di funzionamento per ogni fabbisogno come indicato alla sezione VIII del supplemento sopraindicato.

20. Un orario stagionale viene preparato in vista della sua pubblicazione con l'indicazione, per ogni fabbisogno, della o delle frequenze notificate o scelte nonchè le caratteristiche di base che permettono alle amministrazioni di identificarlo facilmente. Questo orario viene inviato alle amministrazioni due mesi prima dell'inizio di ogni stagione. Nel

contempo il Comitato invia ad ogni amministrazione i risultati dettagliati dei calcoli e della valutazione della qualità di funzionamento dei suoi fabbisogni indicando, per ogni fabbisogno, i fabbisogni con i quali esso è incompatibile. Inoltre, su richiesta, il Comitato comunica rapidamente tutte le altre informazioni che una amministrazione possa giudicare necessarie.

Tuttavia, le amministrazioni sono vivamente pregate di prendere tutte le misure possibili, per risolvere le incompatibilità prima dell'inizio della stagione.Nei loro tentativi di risolvere queste incompatibilità, le amministrazioni prenderanno in considerazione i principi esposti alla sezione II dell'articolo 17.

21. Tenendo conto di tutti i dati disponibili, il Comitato formula ogni qualvolta che ciò è possibile, le raccomandazioni allo scopo di eliminare le incompatibilità e le comunica alle amministrazioni insieme all'orario stagionale.

Per preparare le raccomandazioni alle amministrazioni, il Comitato tiene conto dei risultati del controllo delle emissioni e di qualsiasi altro dato di cui dispone. Tuttavia, quando sembra che l'utilizzazione di una frequenza non sia conforme alle assegnazioni che figurano nell'orario presentato da una amministrazione, il Comitato si rivolge a questa amministrazione per ottenerne conferma.

22. Dopo la pubblicazione dell'orario stgionale, le amministrazioni possono notificare le aggiunte, le modifiche e le soppressioni dei loro fabbisogni stagionali.Tuttavia, a questo stadio le amministrazioni sono vivamente pregate di astenersi dal presentare dei fabbisogni supplementari.

23. Per quel che riguarda i cambiamenti notificati in conformità al paragrafo 22, il Comitato applica la procedura specificata al paragrafo 18. Queste revisioni degli orari stagionali sono pubblicate nella circolare settimanale dell'IFRB.

Registro dell'utilizzazione stagionale

24. Quando un periodo stagionale è terminato, il Comitato aggiorna lo schedario dei fabbisogni in modo da tener conto dell'utilizzazione effettiva nel corso della stagione, così come gli è stata notificata. Le assegnazioni che le amministrazioni hanno giudicato non soddisfacenti in pratica sono segnalate al Comitato e contrassegnate nello schedario dei fabbisogni con un simbolo apposito.

25. L'IFRB comunica su un bando informatico o sotto ogni altra forma utilizzabile da una macchina, alle amministrazioni che gliele chiedono, le informazioni relative all'utilizzazione delle frequenze durante la stagione.

Disposizioni varie

26. Conviene che le Norme tecniche utilizzate dal Comitato nell'applicare le disposizioni del presente allegato, siano fondate, non solo sulle basi indicate al numero 1454 del Regolamento delle radiocomunicazioni, ma anche sull'esperienza

del passato in materia distabilimento di piani di radiodiffusione e sull'esperienza acquisita dal Comitato nell'applicare le disposizioni dell'articolo 17 del Regolamento delle radiocomunicazioni (vedi anche la Risoluzione 514 (HFBC-87)).

27. In vista dell'ulteriore elaborazione dei piani tecnicamente compatibili per le bande di frequenza in questione, il Comitato prende tutte le misure necessarie per procedere agli studi tecnici a lungo termine. Esso utilizza a tale scopo tutte le informazioni sullo sfruttamento delle frequenze messe a sua disposizione nel corso dell'applicazione della procedura descritta nel presente allegato. A intervalli regolari, il Comitato informa le amministrazioni dell'avanzamento e dei risultati di questi studi.

28. Applicando le disposizioni dell'articolo 22 del Regolamento delle radiocomunicazioni, le amministrazioni devono fare prova di un massimo di buona volontà e di spirito di cooperazione per risolvere i problemi di disturbi pregiudizievoli che possano porsi durante l'utilizzazione delle frequenze nelle bande in questione ; esse devono prendere debitamente in considerazione tutti i fattori pertinenti, tecnici o quelli legati alla gestione.

Sezione 3. Procedure riguardanti il sistema di pianificazione HFBC

29. Periodicamente, le amministrazioni confermano all'IFRB i loro fabbisogni che durante una data stagione devono essere utilizzati tra quelli che figurano nello schedario dei fabbisogni di radiodiffusione a onde decametriche. Esse possono anche notificare le aggiunte, le modifiche o le soppressioni. Quando il Comitato constata che le informazioni presentate dalle amministrazioni sono conformi al supplemento 2(HFBC-87), esso stabilisce di conseguenza lo schedario stagionale.

30. I fabbisogni di radiodiffusione delle amministrazioni sono presentate nel formulario di presentazione dei fabbisogni specificato nel supplemento 2 (HFBC-87), che indica le informazioni da fornire.

31. La data limite prima della quale occorre che le informazioni menzionate al paragrafo 29 pervengano al Comitato, viene determinata da quest'ultimo. Progressivamente, il Comitato ridurrà al minimo possibile l'intervallo compreso tra la data limite e l'inizio della stagione.

Se, malgrado i suoi solleciti, il Comitato non ha ricevuto risposta da una amministrazione entro la data limite che esso ha fissato, considera che i fabbisogni che compaiono nello schedario dei fabbisogni per la stagione in esame sono confermati se questi fabbisogni avevano funzionato durante la stagione precedente.

32. L'IFRB calcola il campo ad ogni punto di misura nonchè l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione (BBR) in ognuna di queste bande e identifica per ogni fabbisogno le

bande appropriate. A tale scopo, esso tiene anche conto della necessità di assicurare una continuità nell'utilizzazione delle frequenze come indicato nel supplemento alla presente sezione.

33. Basandosi sui calcoli di cui sopra, l'IFRB applica le regole descritte nel supplemento alla presente sezione che permettono di ottenere per ogni ora/banda i seguenti risultati

a) un elenco dei fabbisogni soddisfatti che saranno iscritti nel piano stagionale, ivi compresi:

i) i fabbisogni soddisfati con un rapporto di protezione RF uguale o superiore a 17 dB;

ii) i fabbisogni soddisfati con un rapporto di protezione RF inferiore a 17 dB. Occorre consultare le amministrazioni che hanno indicato nei loro formulari di presentazione dei fabbisogni, che esse desiderano essere consultate;

b) un elenco dei fabbisogni che non hanno potuto essere iscritti nel piano stagionale secondo il punto a) di cui sopra e che saranno trattati in conformità alla sezione 2 del presente allegato.

34. Il Comitato consulta le amministrazioni che desiderano essere consultate e che hanno dei fabbisogni descritti al punto a)ii) del paragrafo 33 per sapere se esse desiderano che i loro fabbisogni figurini nel piano stagionale assieme alle caratteristiche notificate e ai rapporti di protezione RF che ne risultano.

35. Quando le amministrazioni che desiderano essere consultate e che hanno dei fabbisogni descritti al punto a)ii) del paragrafo 33 hanno indicato che esse non desiderano che i loro fabbisogni siano inseriti nel piano stagionale in conformità alle condizioni specificate, il Comitato trasferisce questi fabbisogni nella lista di cui al punto b) del paragrafo 33.

36. Il Comitato fissa una data limite alle amministrazioni per la presentazione dei nuovi fabbisogni, tratta questi fabbisogni e si sforza d'inserirli nei piani stagionali seguendo le tappe indicate nel supplemento alla presente sezione senza colpire sfavorevolmente[1] i fabbisogni già iscritti in questi piani.

37. Le amministrazioni che lo desiderano, possono richiedere al Comitato di selezionare altre frequenze per i loro fabbisogni. Il Comitato si sforzerà di farlo senza colpire sfavorevolmente[1] i fabbisogni che figurano nel piano. Se il Comitato, dopo la pubblicazione del piano stagionale non riceverà dalle amministrazioni le osservazioni, considererà che le frequenze indicate in quel piano stagionale saranno assegnate da parte delle amministrazioni alle loro stazioni.

---

1 I criteri che permettono di determinare se un fabbisogno è colpito sfavorevolmente sono indicati al paragrafo IV.4.2.12 del supplemento alla presente sezione.

SUPPLEMENTO ALLA SEZIONE 3 DELL'ALLEGATO 1

ALLA RISOLUZIONE N° 515(HFBC-87)

Regole applicabili alle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione che devono essere pianificate

1. Introduzione

L'applicazione delle disposizioni di questo supplemento assicurerà la migliore utilizzazione possibile di tutti i canali disponibili.

II. Definizioni

II.1 Bande di frequenze appropriate

La banda di frequenze appropriata per un fabbisogno è la banda che assicurerà la continuità d'utilizzazione della stessa frequenza nel corso del periodo di gestione il più lungo possibile, con i migliori valori possibili di affidabilità di radiodiffusione di riferimento (BBR), tenuto conto delle condizioni di propagazione, delle restrizioni di funzionamento nonchè della disponibilità e dei limiti delle attrezzature.

II.2 Affidabilità di circuito

Probabilità, per un circuito, che una qualità di funzionamento specificata sia raggiunta con un'unica frequenza.

II.3 Affidabilità di ricezione

Probabilità, per un ricevitore, che una qualità di funzionamento specificata sia raggiunta tenendo conto di tutte le frequenze emesse.

II.4 Affidabilità di radiodiffusione

Probabilità, per una zona di servizio, che una qualità di funzionamento specificata sia raggiunta tenendo conto di tutte le frequenze emesse.

Nota 1 Nelle espressioni di cui sopra, si intende per circuito una emissione unidirezionale a partire dal trasmettitore verso il luogo di ricezione.

Nota 2: il termine "affidabilità" è qualificata dalle parole "di riferimento", quando si considera solo il rumore di fondo.

Nota 3: Quando si considera il rumore di fondo ed il disturbo, il termine "affidabilità" può riferirsi sia agli effetti di una unica fonte di disturbo sia ai disturbi multipli provenienti da emissioni nello stesso canale e nei canali adiacenti.

Nota 4: La qualità di funzionamento specificata è espressa da un valore dato del rapporto segnale/rumore o del rapporto segnale/rumore più i disturbi.

Nota 5 Devono essere indicati i periodi ai quali si riferisce il termine "affidabilità".

II.5 Percentile

Il valore del percentile X(X%) per una data serie di valori è definito dalle seguenti condizioni:

1) il valore X% è un elemento dell'insieme dei valori;
2) il valore X% è il valore raggiunto o superato di almeno X per cento degli elementi della serie;
3) il valore X% è il valore più elevato che risponde alle condizioni 1) e 2).

II.6 Rapporto segnale utile/segnale disturbante in radiofrequenza (RF)

Rapporto, espresso in dB, tra i valori della tensione in radiofrequenza dal segnale utile e la tensione in radiofrequenza del segnale disturbante, essendo queste tensioni misurate ai limiti di entrata del ricevitore in determinate condizioni.[1]

II.7 Rapporto relativo di protezione in radiofrequenze

Differenza, espressa in dB, tra il rapporto di protezione per una emissione utile e una emissione disturbante i cui portanti differiscono di ΔF (Hz o kHz) ed il rapporto i di protezione delle stesse emissioni per i portanti <u>della stessa frequenza</u>.

II.8 Termine relativo alla zona di servizio

- <u>Zona di servizio occorrente (per la radiodiffusione a onde decametriche)</u> Zona nella quale una amministrazione si propone di assicurare un servizio di radiodiffusione.

1 Queste condizioni determinate comprendono vari fattori, come lo scarto Δ F tra portanti utile e disturbante, le caratteristiche dell'emissione (tipo di modulazione, tasso di modulazione, tolleranza sulla frequenza portante ecc), il livello all'entrata del ricevitore nonchè le caratteristiche del ricevitore (selettività, sensibilità all'intermodulazione, ecc).

II.9 Campo minimale utilizzabile (E_{min})[1]

Il valore minimale che permette la ricezione della qualità voluta, nelle condizioni di ricezione specificate, in presenza di rumori naturali ed artificiali ma in assenza di disturbi dovuti ad altr trasmettitori.

II.10 Campo utilizzabile (E_{μ})[1]

Il valore minimale del campo che permette la ricezione della qualità voluta, nelle condizioni di ricezione specificate, in presenza di rumori e di disturbi sia che questo valore corrisponda ad una situazione reale, sia che esso risulti da accordi o da piani di frequenze.

III. Metodo di previsione della propagazione

Il metodo di previsione della propagazione da utilizzare sarà quello descritto nelle Norme tecniche[2] dell'IFRB. Per i fabbisogni delle previsioni della propagazione, l'anno sarà suddiviso in quattro stagioni e le previsioni saranno fatte per un solo mese che rappresenta la stagione, come specificato nella sezione 1 dell'allegato 1 alla presente Risoluzione (schedario dei fabbisogni HFBC).

1. I termini "campo minimale utilizzabile" e "campo utilizzabile" corrispondono ai valori specificati del campo del segnale utile che permette di ottenere la qualità di ricezione voluta.
Per stabilire se queste condizioni sono soddisfatte si utilizza il valore mediano (50%) di un segnale sottoposto ad affievolimenti.

2 Vedi anche la Raccomandazione 512(HFBC-87).

L'indice d'attività solare da utilizzare per la pianificazione sarà la media slittante sui 12 mesi del numero delle macchie solari R_{12}. Il piano stagionale è stabilito secondo i valori di R_{12} per il periodo in questione. Viene utilizzato il più piccolo valore mensile di R_{12} previsto per questa stagione.

IV. Sistema di pianificazione HFBC

IV.1 Punti di misura

L'insieme dei punti di misura specificati nella Norme tecniche dell'IFRB permetterà di rappresentare le zone CIRAF e i quadranti per i fabbisogni di pianificazione (vedi anche il paragrafo IV.4.1.1.).

Quando una zona di servizio richiesta, così come notificata da una amministrazione in conformità al supplemento 2(HFBC-87), non contiene un punto di misura, l'IFRB stabilirà un nuovo punto di misura e lo includerà nelle Norme tecniche. Tali aggiunte alle Norme tecniche saranno comunicate alle amministrazioni (numeri 1001 e 1001.1 del Regolamento delle radiocomunicazioni).

IV.2 Vincoli di pianificazione

IV.2.1 Frequenze preregolate

Quando una amministrazione segnala che le sue installazioni possono funzionare solo su un numero limitato di date frequenze fisse, il metodo di pianificazione ne terrà conto come indicato al paragrafo IV.4.2.10

IV.2.2. Funzionamento limitato ad alcune bande di frequenze

a) Quando una amministrazione segnala che le sue installazioni possono funzionare solo su una data banda di frequenza, soltanto le frequenze di questa banda saranno incluse nel piano.

b) Quando una amministrazione segnala una banda di frequenza preferita, il sistema cercherà di scegliere una frequenza in questa banda.Se la scelta è impossibile, esso proverà le frequenze della banda appropriata più vicina.Altrimenti il sistema sceglierà le frequenze della banda appropriata tenendo conto dei vincoli imposti dalle attrezzature, come indicato al paragrafo IV.2.1.

IV.2.3 Potenza

a) Quando una amministrazione segnala un solo valore di potenza a causa dei vincoli imposti dalle attrezzature, questa potenza sarà utilizzata nel processo di pianificazione.

b) Quando una amministrazione segnala più valori di potenza possibili, la potenza appropriata sarà utilizzata per ottenere l'affidabilità di riferimento di circuito, e un solo valore di potenza sarà determinato per la durata dell'emissione.

IV.2.4 Antenna

Quando una amministrazione segnala che l'antenna di cui dispone può funzionare soltanto in una data banda di frequenza, solo le frequenze di questa banda saranno incluse nel piano.

IV.2.5 Frequenza preferita

In conformità ai principi di pianificazione e senza imporre dei vincoli alla pianificazione, le seguenti disposizioni devono essere applicate nei piani stagionali:

1) le amministrazioni possono indicare una frequenza preferita;

2) ci si sforzerà, nel corso del processo di pianificazione, di includere nel piano la frequenza preferita;

3) se ciò non è possibile, ci si sfozerà di scegliere una frequenza nella stessa banda.

Altrimenti, si utilizzerà il sistema di pianificazione HFBC per scegliere le frequenze appropriate che permettano di corrispondere al maggior numero di fabbisogni, tenendo conto dei vincoli imposti dalle caratteristiche tecniche delle attrezzature.

IV.3 Continuità d'utilizzazione delle frequenze

IV.3.1 Introduzione

La continuità nell'utilizzazione di una frequenza è una questione importante tanto per il radiodiffusore che per l'ascoltatore; è una caratteristica inerente alla diffusione di un programma. Inoltre, i limiti imposti dalle caratteristiche tecniche dei mezzi di trasmissione di cui dispongono alcune amministrazioni, implicano anche dei fabbisogni imperativi di continuità di frequenza. E' augurabile che i cambiamenti di frequenza siano limitati a quelli che impongono le variazioni delle condizioni di propagazione. Le regole di applicazione della continuità di frequenza sono date nei paragrafi IV.3.4 di cui sopra.

IV.3.2. Definizioni

IV.3.2.1 Continuità interstagionale

IV.3.2.1.1. Continuità di tipo 1

Continuità d'utilizzazione della stessa frequenza all'interno di un'ora o da un'ora all'ora successiva per un fabbisogno.

IV.3.2.1.2 Continuità di tipo 2

Continuità d'utilizzazione della stessa frequenza durante la stessa stagione passando da un fabbisogno all'altro o da una fetta d'orario all'altra.

IV.3.2.2 Continuità interstagionale

IV.3.2.2.1 Continuità di tipo 3

Continuità d'utilizzazione della stessa frequenza per lo stesso fabbisogno durante due stagioni consecutive.

IV.3.2.2.2 Continuità di tipo 4

Continuità d'utilizzazione della stessa frequenza per lo stesso fabbisogno durante due stagioni equinoziali consecutive.

IV.3.2.2.3 Continuità di tipo 5

Continuità d'utilizzazione della stessa frequenza per lo stesso fabbisogno nel corso di due anni consecutivi.

IV.3.3 Rapporto tra la continuità d'utilizzazione delle frequenze e la banda o le bande appropriate.

IV.3.3.1 Nel caso in cui una sola frequenza sia sufficiente ad assicurare l'affidabilità di radiodiffusione di riferimento (BBR) uguale o superiore al valore di riferimento convenuto, la banda appropriata deve essere determinata dal sistema di pianificazione HFBC tenuto conto particolarmente delle regole esposte nel paragrafo IV.3.4 relative al mantenimento di una continuità d'utilizzazione delle frequenze la maggiore possibile, nei limiti del valore di riferimento convenuto per la BBR (80%)

Tuttavia, una amministrazione può scegliere una continuità d'utilizzazione delle frequenze allargate a detrimento della BBR; in questo caso, essa deve indicare il valore più basso della BBR da utilizzare.Siccome in questa parte del fabbisogno, la BBR ricade al di sotto del valore di riferimento sopramenzionato, la seconda e/o la terza frequenza sono autorizzate solo se l'applicazione della continuità d'utilizzazione delle frequenze non porta a un numero di frequenze sipplementari superiore a quello che sarebbe necessario alla gestione nelle bande appropriate.

IV.3.3.2 Nel caso in cui la BBR che si possa ottenere mediante l'impiego di una sola frequenza, è inferiore all'80%, la continuità d'utilizzazione della prima frequenza o dell'unica frequenza di sfruttamento sarà assicurata nel limite inferiore della BBR indicato dall'amministrazione.

Quando una amministrazione segnala che può emettere su più di una frequenza, l'utilizzazione di questo valore più basso della BBR non implicherà l'utilizzazione di una terza frequenza.

IV.3.3.3. Quando il fabbisogno preso in esame permette di utilizzare una seconda o una terza frequenza in conformità alle procedure stabilite al punto VII del presente supplemento, la continuità di frequenza deve anche essere applicata alla seconda (e alla terza) frequenza, nello stesso modo come per la prima.

IV.3.3.4. Quando la continuità di tipo 2 è richiesta (da un fabbisogno all'altro), il sistema di pianificazione HFBC identificherà la banda appropriata separatamente per ognuno dei fabbisogni in questione. La frequenza assegnata al primo di questi fabbisogni sarà assegnata all'altro fabbisogno connesso se quest'ultimo si trova nella sua banda appropriata.

IV.3.4 Applicazione della continuità

IV.3.4.1 La continuità di tipo 1 sarà applicata automaticamente a tutti i fabbisogni nelle condizioni indicate al paragrafo IV.3.3 di cui sopra.

IV.3.4.2 Su richiesta di una amministrazione, la continuità di tipo 2 sarà applicata qualora essa corrispondesse ai vincoli riguardanti le attrezzature. Tuttavia, in altri casi, questa continuità potrà essere applicata nella misura del possibile (vedi il paragrafo IV.3.3.4 di cui sopra).

IV.3.4.3 La continuità di tipi 3,4 e 5 sarà applicata nella misura del possibile, su richiesta delle amministrazioni in questione.

IV.4 Fasi di pianificazione e regole relative al trattamento dell'incompatibilità

IV.4.1 Definizioni

IV.4.1.1 Unita di zona di servizio

Ogni zona CIRAF è divisa in una a quattro zone chiamate "quadranti"; queste unità sono indicate sulla carta della sezione C del supplemento 2(HFBC-87). Ogni "quadrante" così definito contenente almeno un punto di misura di un dato fabbisogno è chiamato "unità di zona di servizio" per il fabbisogno considerato.

IV.4.1.2 Un gruppo di fabbisogni incompatibili (GIR) è un insieme di fabbisogni di cui ognuno è incompatibile[1] con tutti gli altri fabbisogni dell'insieme.

IV.4.1.3 Il GGIR[1] (il più grande GIR) è il GIR che contiene il più grande numero di fabbisogni.

IV.4.1.4 Il MGIR[1] (massimo GIR) è l'insieme di tutti i fabbisogni contenuti in almeno uno GGIR.

IV.4.2 Fasi e regole di pianificazione

IV.4.2.1 Nel metodo di pianificazione viene utilizzato per valutare l'ingombro, la nozione MGIR.

IV.4.2.2 Si valuta l'ingombro determinando il GGIR e paragonando il numero di canali richiesto da questo gruppo con il numero di canali disponibili nella banda in esame.

IV.4.2.3 Quando non appare alcun ingombro in una data ora/banda, i fabbisogni in questione per i quali si determina una frequenza,sono inseriti nello "schedario dei fabbisogni soddisfati".

IV.4.2.4 Quando viene identificato un ingombro in una data ora/banda mediante un GGIR, si riduce di 3 db il rapporto di protezione RF dei fabbisogni inclusi nel MGIR per risolvere l'ingombro. Se dopo ciò, l'ingombro persiste, si identifica un altro MGIR e si ripete il processo fino a che non sia possibile trovare una soluzione con un rapporto di protezione RF da 17 dB. I fabbisogni che, in una data ora/banda possano essere soddisfati in questo modo, vengono inseriti nello "schedario dei fabbisogni soddisfati".

IV.4.2.5 Se l'ingombro non viene risolto dopo l'applicazione del punto IV.4.2.4, si determina un nuovo MGIR e, nella banda in esame si determina una serie di fabbisogni di tutte le amministrazioni che hanno zone di servizio identiche. Il processo di pianificazione, allo scopo di risolvere l'ingombro, identifica allora un certo numero di questi fabbisogni per trasferirli alla procedura della sezione 2 del supplemento 1 alla presente Risoluzione. Per identificare i fabbisogni da trasferire in primo, le amministrazioni che hanno dei fabbisogni nel MGIR sono classificate nell'ordine decrescente del numero di questi fabbisogni. Il processo viene ripetuto tante volte quanto necessario fino a che l'ingombro non venga risolto o che il numero dei fabbisogni in questione non diventi

1 *Riferirsi alle Norme tecniche dell'IFRB*

uguale a uno per amministrazione. I fabbisogni che in una data ora/banda, possano essere soddisfati in questo modo, sono inseriti nello "schedario dei fabbisogni soddisfati".

IV.4.2.6. Se l'ingombro non viene risolto dopo l'applicazione del punto IV.4.2.5, tutti i fabbisogni di una data amministrazione che figurano in un MGIR hanno delle zone di servizio diverse, alcuni tra di loro avendo delle unità di zona di servizio comuni. Altri trasferimenti possono essere necessari per risolvere l'ingombro; si effettua questi trasferimenti ricorrendo all'identificazione dell'unità di zona di servizio che appare molto spesso nei fabbisogni di una data amministrazione nell'ora/banda considerata. Una volta identificata questa unità di zona di servizio, si classifica in ordine decrescente al numero dei loro fabbisogni nei quali appare questa unità, le amministrazioni che l'hanno inclusa nei loro fabbisogni allo scopo di trasferire, alla procedura della sezione 2, i fabbisogni che contengono l'unità di zona di servizio che appare il più spesso. Il GGIR viene ricalcolato per determinare se esiste un ingombro e il processo viene ripetuto tante volte quanto è necessario fino a che l'ingombro non venga risolto o che il numero dei fabbisogni in questione non diventi uguale a uno per ogni amministrazione in esame. Questa regola viene applicata in modo che ogni quadrante notificato da una amministrazione in una ora/banda in questione appaia almeno una volta nel piano. I fabbisogni che, in una data ora/banda possono essere soddisfati in questo modo, vengono inseriti nello "schedario dei fabbisogni soddisfati".

IV.4.2.7 Se l'ingombro non viene risolto dopo l'applicazione del punto IV.4.2.6, si applica la stessa regola tenendo conto dei fabbisogni in tutte le bande allo scopo di identificare quelli che contengono l'unità di zona di servizio che appare più spesso. I fabbisogni che in una data ora/banda possono essere soddisfati in questo modo vengono inseriti nello"schedario dei fabbisogni soddisfati".

IV.4.2.8. Se l'ingombro non viene risolto dopo l'applicazione del punto IV.4.2.7, si verifica ogni fabbisogno che figura nel MGIR per controllare se compare in due o tre bande in ragione della sua BBR poco elevata. Questo fabbisogno può essere trasferito alla procedura della sezione 2 se compare in un'altra banda con una migliore BBR. I fabbisogni che, in una data ora/banda possono essere soddisfati in questo modo sono inseriti nello "schedario dei fabbisogni soddisfati".

IV.4.2.9 Se l'ingombro non viene risolto dopo l'applicazione del punto IV.4.2.8, si riduce di 3 dB il rapporto di protezione RF dei fabbisogni inclusi nel MGIR. Dopo di chè, un altro MGIR viene identificato e viene applicata la riduzione di 3 dB ai fabbisogni che, nel nuovo MGIR non sono ancora colpiti da questa riduzione. Il processo di riduzione per scaglioni da 3 dB viene ripetuto fino alla eliminazione dell'ingombro. Nello stesso modo, si procede alle riduzioni supple-

mentari del rapporto di protezione RF per scaglioni da 3dB fino a che tutti i rimanenti fabbisogni non vengano inseriti nello "schedario dei fabbisogni soddisfati". Così, tutti i fabbisogni che, in seguito alle fasi precedenti, non sono stati trasferiti alla procedura della sezione 2, sono stati messi in uno "schedario dei fabbisogni soddisfati". Questo schedario contiene dunque tutti i fabbisogni che figureranno sempre nel "piano stagionale". Tale sarà il caso dei fabbisogni che hanno un rapporto di protezione RF inferiore a 17 dB; tuttavia, i fabbisogni delle amministrazioni che lo desiderano, al termine delle consultazioni con l'IFRB, possono essere trasferiti alla procedura della sezione 2.

IV.4.2.10 Dopo l'applicazione delle fasi di cui sopra per la soluzione delle incompatibilità, si identificano le frequenze per i fabbisogni inclusi nello "schedario dei fabbisogni soddisfati", procedendo come segue

- quando i fabbisogni hanno una frequenza preregolata unica, questa frequenza viene loro accordata;
- quando i fabbisogni hanno più di una frequenza preregolata, viene loro accordata la frequenza che ha il minimo grado d'incompatibilità;
- se due fabbisogni hanno la stessa frequenza preregolata, da cui, dopo un'analisi risulta una incompatibilità, il caso viene rinviato all'amministrazione o alle amministrazioni in questione;
- quando i fabbisogni hanno una frequenza preferita, ci si sforza di accordare loro questa frequenza.

IV.4.2.11 Prima di trasferire un fabbisogno alla procedura della sezione 2, il Comitato verifica se l'amministrazione ha segnalato che la continuità d'utilizzazione delle frequenze deve essere applicata ad ogni modo. In tal caso, il fabbisogno, durante tutta la durata del suo periodo di emissione nella banda appropriata, sarà trasferito alla procedura della sezione 2.

IV.4.2.12 I fabbisogni comunicati all'IFRB dopo l'inizio dell'esercizio di pianificazione sono inseriti nel piano a condizione che non influiscano sfavorevolmente sui fabbisogni che già vi figurano. Per applicare tale condizione, si considera che un fabbisogno già iscritto nel piano con un rapporto di protezione RF superiore a 17dB è influenzato sfavorevolmente se il suo rapporto di protezione RF è ridotto al di sotto di 17 dB. Si considera che un fabbisogno già iscritto nel piano con un rapporto di protezione RF inferiore a 17 dB è colpito sfavorevolmente se il suo rapporto di protezione RF viene ridotto di più di 1 dB.

IV.4.3 Misure collegate ai disturbi pregiudizievoli

In caso di un disturbo pregiudizievole causato a un servizio di radiodiffusione a onde decametriche utilizzante una assegnazione in conformità al piano stagionale in corso, l'amministrazione in questione ha il diritto di richiedere all'IFRB di

aiutarla, quanto prima, a trovare un'altra frequenza affinchè il suo servizio venga ristabilito col livello di qualità menzionato nel piano. Nessun'altra nuova frequenza proposta dall'IFRB deve colpire sfavorevolmente il piano stagionale in corso. Il sistema centrale automatizzato deve essere capace di rispondere nella misura del possibile, a queste richieste di nuove frequenze provenienti dalle amministrazioni. La causa di una situazione di disturbo pregiudizievole deve trovare la sua soluzione definitiva in conformità alle disposizioni dell'articolo 22 del Regolamento delle radiocomunicazioni. La frequenza iniziale ridiventerà disponibile in vista di una ulteriore utilizzazione , appena il problema avrà trovato una soluzione.

V. Affidabilità

V.1 Calcolo di affidabilità di riferimento di circuito (BCR)

Il metodo di calcolo della BCR viene indicato nella tavola 1 che descrive le fasi (1) a (11). Il valore mediano del campo per il segnale utile alla fase (1) è determinato dal metodo di previsione del campo stesso. I valori dei decili superiori e inferiori, fasi (2) a (5), sono anch'essi determinati, tenendo conto degli affievolimenti di lunga durata (da un giorno all'altro) e di breve durata (nel corso di una ora). I decili superiori e inferiori combinati del segnale utile sono allora calcolati nelle fasi (6) e (7) al fine di ottenere i livelli dei segnali superati durante il 10% ed il 90% del tempo alle fasi (8) e (9).

TAVOLA I

Parametri utilizzati per calcoare l'affidabilità di riferimento di circuito (BCR)

Fase	Parametro	Decrizione	Origine
(1)	$E_w(50)$ dB(μV/m)	Campo mediano del segnale utile[1]	Norme tecniche dell'IFRB
(2)	$D_u(S)$ db	Decile superiore del segnale a svanimento lento(d'un giorno all'altro)	Norme tecniche dell'IFRB
(3)	$D_L(S)$ dB	Decile inferiore del segnale a svanimento lento (d'un giorno all'altro	Norme tecniche dell'IFRB
(4)	$D_U(F)$ dB	Decile superiore del segnale a svanimento rapido (nel corso di un'ora)	Norme tecniche dell'IFRB
(5)	$D_L(F)$ dB	Decile inferiore del segnale a svanimento rapido (nel corso di un'ora)	Norme tecniche dell'IFRB
(6)	$D_U(E_w)$ dB	Decile superiore del segnale utile	$\sqrt{D_U(S)^2 + D_U(F)^2}$
(7)	$D_L(E_w)$ dB	Decile inferiore del segnale utile	$\sqrt{D_L(S)^2 + D_L(F)^2}$
(8)	$E_w(10)$ dB(μV/m)	Segnale utile superato durante il 10% del tempo	$E_w + D_U(E_w)$
(9)	$E_w(90)$ dB(μV/m)	Segnale utile superato durante il 90% del tempo	$E_w - D_L(E_w)$
(10)	Emin dB(μV/m)	Campo minimo utilizzabile	Norme tecniche dell'IFRB
(11)	BCR	Affidabilità di riferimento di circuito	Formula (1) o figura 1

1) Per quel che riguarda il calcolo della affidabilità di riferimento di circuito (BCR) ai punti di misura all'interno delle zone di servizio richieste dei trasmettitori sincronizzati, si ottiene il valore del campo da utilizzare applicando il metodo della somma quadratica dei componenti (in μV/m)

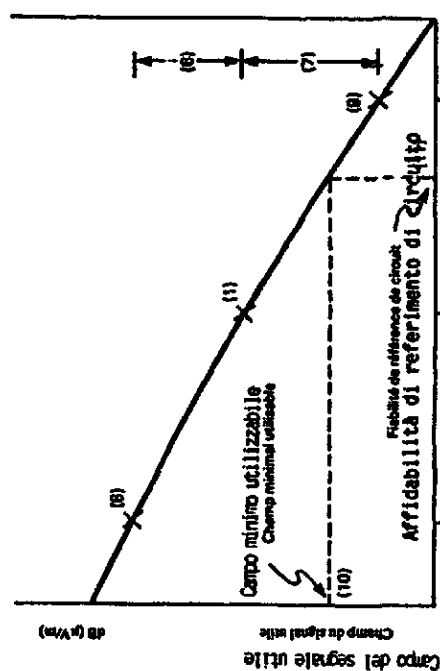
La distribuzione di probabilità del segnale utile, che si suppone essere log-normale, è illustrata nella figura 1 che indica (con una scala di probabilità normale per le ascisse), il livello del segnale (in dB) in funzione della probabilità perchè il valore del livello del segnale sia superato. Questa distribuzione serve a ottenere l'affidabilità di riferimento di circuito (11) che è il valore di probabilità corrispondente al campo minimo utilizzabile (10)

Probabilità perchè l'ordinato sia superato

FIGURA 1
Parametri utilizzati per calcolare l'affidabilità di riferimento di circuito (BCR)

(Le cifre messe tra parentesi si riferiscono alle fasi indicate nella Tavola I.)

L'affidabilità di riferimento di circuito è data dalla formula seguente:

$$BCR = \frac{1}{\sqrt{2\pi}} \int_{-\infty}^{Y} \exp(-\tau^2/2)\, d\tau \qquad (1)$$

lorsque $E_w \geq E_{min}$

$$Y = \frac{E_w - E_{min}}{\sigma_L}$$

$$\sigma_L = D_L(E_w)/1{,}282$$

lorsque $E_w < E_{min}$

$$Y = \frac{E_w - E_{min}}{\sigma_U}$$

$$\sigma_U = D_U(E_w)/1{,}282$$

V. Calcolo del rapporto segnale/disturbo mediano (S/I)

Il metodo è descritto nella tavola 2. Alla fase (1) il livello mediano del segnale utile è calcolato mediante il metodo di previsione della propagazione.

Alla fase (2) si ottengono i livelli del campo mediano (E_1) per ogni fonte di disturbo mediante il metodo di previsione. Alla fase (3), per una sola fonte di disturbo, si utilizza il valore mediano previsto del campo e per più fonti di disturbo, si ottiene il valore mediano con il seguente calcolo i campi di segnali disturbanti E_1 sono classificati nell'ordine decrescente, poi si calcola successivamente le somme quadratiche dei campi E_1 fino al momento in cui la differenza tra la risultante dei campi ed il campo successivo è superiore a 6dB. L'ultimo valore calcolato rappresenta la risultante dei campi disturbanti I alla fase (3)

I valori del segnale utile e del segnale disturbante determinati alle fasi (1) e (3) sono combinati alla fase (4) per dare il valore mediano del rapporto segnale/disturbo.

TAVOLA 2

calcolo del rapporto mediano segnale/disturbo (S/I)

Fase	Parametro	Descrizione	Origine
(1)	E_M dB(μV/m)	Campo mediano del segnale utile	Norme tecniche dell'IFRB
(2)	E_i dB(μV/m)	Campo mediano dei segnali disturbanti E_1 E_2 .....E_n	Norme tecniche dell'IFRB
(3)	I dB(μV/m)	Risultante dei campi disturbanti	$I = 20 \log_{10} \sqrt{\sum_{i=1}^{n} 10^{\left(\frac{E_i + a_i}{10}\right)}}$ [1]
(4)	S/I	Valore mediano del rapporto segnale utile/segnale disturbante	$E_M - I$

[1] a_i è il rapporto di protezione relativo appropriato corrispondente allo scostamento delle portanti del segnale utile e del segnale disturbante

V.3

Il metodo di calcolo dell'affidabilità di riferimento di ricezione è indicato nella tavola 3. Con una sola frequenza, l'affidabilità di riferimento di ricezione (BRR) è la stessa della affidabilità di riferimento di circuito (BCR) definita nel paragrafo V.1. Con più frequenze, l'interdipen denza tra le condizioni di propagazione a frequenze diverse porta al metodo di calcolo indicato nella tavola 3. Alle fasi (4) e (6), BCR (n) rappresenta l'affidabilità di riferimento di circuito per la frequenza n, dove n = F_1, F_2, ecc. L'affidabilità di riferimento di ricezione è ottenuta alla fase (2) per una sola frequenza, alla fase (4) per un paio di frequenze e alla fase (6) per un gioco di tre frequenze.

TAVOLA 3

Affidabilità di riferimento di ricezione

Si tiene conto dei parametri seguenti:

Funzionamento con una sola frequenza

Fase	Parametro	Descrizione	Origine
(1)	BCR(F_1) %	Affidabilità di riferimento di circuito per la frequenza F_1	Fase 11, tavola 1
(2)	BRR(F_1) %	Affidabilità di riferimento di ricezione	BCR(F_1)

Funzionamento con due frequenze [1]

Fase	Parametro	Descrizione	Origine
(3)	BCR(F_2) %	Affidabilità di riferimento di circuito per la frequenza F_2	Fase 11, tavola 1
(4)	BRR(F_1) (F_2) %	Affidabilità di riferimento di ricezione	$1 - \prod_{n=F_1}^{F_2} (1 - \mathrm{BCR}(n))$

[1] Le due frequenze F_1 e F_2 devono trovarsi nelle bande d'onde decametriche diverse attribuite al servizio di radiodiffusione.

Funzionamento con tre frequenze [2]

Fase	Parametro	Descrizione	Origine
(5)	BCR (F_3) %	Affidabilità di riferimento di circuito per la frequenza F_3	Fase 11, tavola 1
(6)	BRR (F_1)(F_2) (F_3) %	Affidabilità di riferimento di circuito	$1 - \prod_{n=F_1}^{F_3} (1 - BCR(n))$

[2] Le tre frequenze F_1, F_2, e F_3 devono trovarsi nelle bande d'onde decametriche diverse attribuite al servizio di radiodiffusione

V.4 Affidabilità di riferimento di radiodiffusione (BBR)

Per determinare l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione, si utilizzano dei punti di misura all'interno dla zona di servizio richiesta. L'affidabilità di riferimento di radiodiffusione è una estensione ad una zona invece che a un solo punto di ricezione dell'elemento di affidabilità di riferimento di ricezione. Il metodo che permette di calcolare l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione è dato nella tavola 4. Alla fase (1), le affidabilità di riferimento di ricezione BRR (L_1), BRR (L_2),....BRR (L_n) sono calcolate ad ogni punto di misura L_1, L_2....L_n come indicato nella tavola 3. Alla fase: (2), questi valori sono classificati e l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione è il valore associato ad un percentile 80 dei punti di misura.

L'affidabilità di radiodiffusione è associata alla qualità prevista di un servizio di radiodiffusione a una data ora. Per le durate superiori ad un'ora, i calcoli devono essere fatti a intervalli di un'ora.

TAVOLA 4

Affidabilità di riferimento di radiodiffusione

Si tiene conto dei seguenti parametri

Fase	Parametro	Descrizione	Origine
(1)	BRR (L_1), BRR (L_2), ...BRR (L_N) %	Affidabilità di riferimento di ricezione a tutti i punti di misura considerati nella zona di servizio richiesta	Fasi (2),(4)o(6), secondo il caso, della tavola 3
(2)	BBR (80) %	Affidabilità di riferimento di radiodiffusione associata al percentile 80	Il percentile scelto secondo i valori classificati a parta da (1) di questa tavola

VI. Protezione proporzionalmente ridotta (PRP)

La (PRP) è un margine (M) il cui rapporto di protezione RF da applicare a un punto di misura può essere ridotto, se si verificano le condizioni specificate qui appresso:

1) la BBR < 80%, e

2) una sola banda di frequenza è data dal sistema di pianificazione, e

3) al punto di misura considerato, il campo E_w è inferiore a E_{min} e superiore o uguale a E_{min} - 10 dB

In queste condizioni, si calcola M nel seguente modo:

$$M = E_{min} - E_w$$

In un caso simile, si usa il rapporto di protezione proporzionalmente ridotto per la valutazione di S/I al punto di misura considerato. Per tutti gli altri punti della zona di servizio richiesta, la protezione intera, determinata dal

rapporto di protezione appropriato, è ottenuta quando $E_w \geqslant E_{min}$; la protezione non viene ottenuta quando $E_w < E_{min} - 10$ dB.

Nel caso in cui la PRP non è applicabile, la protezione intera, determinata dal rapporto di protezione appropriata, è ottenuta quando $E_w \geqslant E_{min}$; la protezione non viene ottenuta quando $E_w < E_{min}$.

VII. Numero massimale di frequenze necessarie per fabbisogno

VII.1 Introduzione

Ogni volta che è possibile, una sola frequenza dovrebbe essere utilizzata per un dato fabbisogno. In certi casi particolari potrà essere giudicato necessario utilizzare più di una frequenza per fabbisogno, e cioè:

- il caso di alcuni percorsi, come per esempio, percorsi molto lunghi, quelli che traversano la zona aurorale e quelli lungo i quali la MUF varia rapidamente;
- il caso di regioni dove la profondità della zona che si estende a partire dal trasmettitore è troppo grande per poter essere servita da una sola frequenza;
- il caso in cui, per mantenere un rapporto segnale/rumore soddisfacente, si impiegono delle antenne molto direttive il che ha come risultato di ridurre l'estensione della zona geografica coperta dalla stazione considerata.

La decisione di utilizzare più di una frequenza per fabbisogno deve essere presa in funzione del caso particolare.

L'impiego di trasmettitori sincronizzati deve essere incoraggiato ogni volta che è possibile per ridurre al minimo la necessità di utilizzare delle frequenze supplementari.

VII.2 Utilizzazione di frequenze supplementari

Il numero di frequenze necessarie per ottenere il livello specificato della BBR[1] deve essere determinato applicando il metodo qui appresso indicato. Se il valore calcolato della BBR, per una sola frequenza, è inferiore al valore adottato, bisogna studiare la possibilità di migliorare la BBR utilizzando delle frequenze supplementari nelle bande diverse e vedere se il miglioramento così ottenuto giustifichi l'impiego di frequenze supplementari.

VII.3 Determinazione delle bande di frequenza supplementari

Quando la BBR corrispondente alla prima banda, calcolata in base a tutti i punti di misura della zona di servizio richiesta, è compresa tra il 50 e l'80%, conviene fare la prova di una banda supplementare applicando la seguente procedura:

Si determina quali sono i punti di misura la cui affidabilità di riferimento di circuito (BCR) è inferiore o uguale alla BBR e solo questi punti vengono utilizzati per definire la seconda banda. Per ogni banda, si calcola il valore minimo della BCR (BCR_{min}) in questi punti, e si sceglie la banda che presenta il valore di BCR_{min} il più elevato. Se questo valore è ottenuto per più di una banda, si sceglie la banda di frequenza la più elevata. Si calcola poi la BBR corrispondente alle due bande, tenendo conto della BBR a tutti i punti di misura situati nella zona di servizio richiesta, e se que-

---

1 Per calcolare l'affidabilità di riferimento di radiodiffusione (BBR) vedi il paragrafo V.4.

sto valore supera il limite specificato nella figura 2, la 2ª banda viene autorizzata. Nei casi particolari in cui la BBR corrispondente alle due bande è inferiore all'80%, bisognerebbe fare la prova di una terza banda procedendo come segue.

Si calcola la BBR per ognuna delle rimanenti bande, tenendo conto di tutti i punti di misura situati nella zona del servizio richiesta. Tra queste bande, quella che presenta la BBR la più elevata viene ritenuta come la terza banda. Se questo valore è ottenuto per più di una banda, si sceglie la banda di frequenze la più elevata. Se la BBR corrispondente alle tre bande ottenute tenendo conto della BRR a tutti i punti di misura, supera il limite specificato alla figura 2, la terza banda viene autorizzata.

VIII. Valutazione della qualità di funzionamento[1]

Al fine di valutare la qualità di funzionamento di un fabbisogno, conviene indicare, secondo il caso, i seguenti valori, per ogni periodo di 15 minuti, per ogni ora o per il tempo di emissione

1) BBR - affidabilità di radiodiffusione di riferimento al 80° percentile di tutti i punti di misura;
2) percentuale dei punti di misura per ogni banda di frequenza in cui il campo è uguale o superiore a E_{min}, e E_{min} - 10 dB nel caso in cui si applica la protezione proporzionalmente ridotta;

1 L'IFRB potrebbe stabilire dei parametri supplementari per la valutazione della qualità di funzionamento.

Affidabilità di riferimento di radiodiffusione dopo l'utilizzazione di una frequenza supplementare

Frequenza supplementare autorizzata

Frequenza supplementare non autorizzata

L'affidabilità di riferimento di radiodiffusione prima della utilizzazione di una frequenza supplementare

FIGURA 2

Limiti per l'utilizzazione di una frequenza supplementare

Il contenuto di questa figura può essere espresso con le seguenti formule

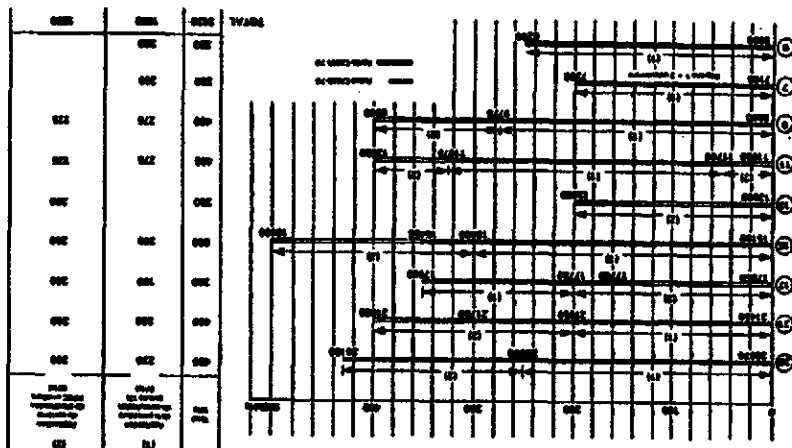
BBR(dopo) $>$ 30 + 0,75 x BBR (prima) frequenza supplementare autorizzata

BBR(dopo) $\leq$ 30 + 0,75 x BBR (prima) frequenza supplementare non autorizzata

3) SIR (DB) - rapporto segnale/disturbo mediano ottenuto col metodo di calcolo di cui al paragrafo V.2 all'80° percentile dei punti di misura in cui il campo è uguale o superiore a E_{min} o a E_{min} - 10 dB nei casi in cui si applica la protezione proporzionalmente ridotta. Sarebbe augurabile, se ciò è possibile dal punto di vista economico, di indicare i punti di misura che sono stati utilizzati per determinare il valore del rapporto segnale/disturbo mediano;

4) TP (%) - percentuale dei punti di misura per ogni banda di frequenze in cui il campo è uguale o superiore a E_{min} o a E_{min} - 10 dB quando viene applicata la protezione proporzionalmente ridotta e quando il rapporto segnale/disturbo mediano è uguale o superiore a 17 dB.

SUPPLEMENTO 2 ALLA RISOLUZIONE N° 515(HFBC-87)

ANNEXE 2 À LA RÉSOLUTION N° 515 (HFBC-87)

(1) Applicazione della procedura di consultazione (articolo 17)

(2) Applicazione del sistema di pianificazione HFBC migliorato

RISOLUZIONE N° 516 (HFBC-87)

Antenne da utilizzare per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che le Norme tecniche dell'IFRB devono essere elaborate in conformità ai numeri 1001,1454 e 1770 del Regolamento delle radiocomunicazioni (vedi la Risoluzione 514(HFBC-87));

b) che il CCIR ha pubblicato la Raccolta di diagrammi di antenne (edizione 1984) e ha diffuso i programmi della memoria centrale per il calcolo di diagrammi d'antenne per onde decametriche;

c) che le amministrazioni mettono attualmente a punto le antenne migliorate che saranno utilizzate per la radiodiffusione a onde decametriche;

d) che le amministrazioni vorranno forse utilizzare ~~questi~~ tipi di antenne che non figurano nella pubblicazione del CCIR sopramenzionato,

d e c i d e

1. che è il caso di utilizzare il tipo d'antenna che meglio conviene al servizio richiesto;

2. che conviene evitare di utilizzare le antenne che presentano numerosi e notevoli lobi laterali, per esempio le antenne a losanga.

i n v i t a l e a m m i n i s t r a z i o n i

a tenere conto dei punti 1 e 2 del dispositivo di cui sopra,

i n v i t a , i n o l t r e , l e a m m i n i s t r a z i o n i

a fornire all'IFRB e al CCIR i dati pertineneti, nel caso in cui esse desidererebbero utilizzare dei tipi di antenne diversi dai tipi indicati nelle Norme tecniche dell'IFRB e nella Raccolta di diagrammi di antenne pubblicata dal CCIR.

i n v i t a i l C C I R

a proseguire nell'aggiornamento della Raccolta di diagrammi di antenne

i n v i t a l ' I F R B

1. a basare le sue Norme tecniche relative ai tipi di antenne di riferimento sulla Raccolta di diagrammi di antenne pubblicata dal CCIR e sulle informazioni fornite dalle amministrazioni;

2. a pubblicare e a tenere aggiornato nelle sue Norme tecniche l'insieme delle caratteristiche di antenne da utilizzare per la radiodiffusione a onde decametriche.

RISOLUZIONE N° 517 (HFBC-87)

Passaggio delle emissioni a doppia banda laterale (DBL) alle emissioni a banda laterale unica (BLU) nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione sono seriamente sovraccariche;

b) che,in queste bande, l'ingombro tende ad aumentare;

c) che la tecnica BLU permetterà di ottenere una utilizzazione dello spettro radioelettrico molto più efficiente della tecnica DBL;

d) che la tecnica BLU permette di migliorare la qualità di ricezione;

e) che la durata di vita utile di un trasmettitore è dell'ordine di vent'anni;

f) che la durata di vita utile di un ricevitore è dell'ordine di 10 anni;

g) che non è economicamente interessante trasformare con le tecniche attuali,i trasmettitori DBL classici esistenti in vista della loro gestione in BLU;

h) il supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni relativo alla specifica del sistema BLU nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

i) che la prima sessione della Conferenza (Ginevra,1984) tratta, nella sua Relazione alla seconda sessione, l'introduzione progressiva delle emissioni BLU;

j) che la Raccomandazione 515 (HFBC-87) incoraggia l'accelerazione della concezione e della fabbricazione di trasmettitori e di ricevitori funzionanti in BLU;

d e c i d e

1 che la procedura che figura nell'allegato alla presente Risoluzione sarà utilizzata onde assicurare in maniera ordinata il passaggio dalle emissioni in DBL alle emissioni in BLU nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

2. che la data definitiva della cessazione delle emissioni in DBL specificata nell'allegato alla presente Risoluzione sarà esaminata periodicamente dalle future conferenze amministrative modniali delle radiocomunicazioni competenti, tenendo conto delle ultime statistiche complete disponibili sulla distribuzione, al livello mondiale dei trasmettitori BLU e dei ricevitori BLU munite di un demodulatore sincrono e che almeno un esame di questo tipo avrà luogo prima dell'anno 2000,

i n v i t a i l C o n s i g l i o di Amministrazione

a iscrivere all'ordine del giorno delle future conferenze amministrative mondiali delle radiocomunicazioni competenti, in conformità al paragrafo 2 del dispositivo, un punto supple-

mentare, cioè la questione menzionata nello stesso paragrafo,

i n c a r i c a i l Segretario Generale

di raccogliere e tenere aggiornate le statistichge menzionate al paragrafo 2 del dispositivo, di metterle a disposizione delle amministrazioni interessate e di fornire i riassunti di queste statistiche alle future conferenze amministrative mondiali delle radiocomunicazioni competenti,

i n v i t a l e a m m i n i s t r a z i o n i

ad aiutare il Segretario Generale in questo compito fornendogli i dati statistici pertineneti.

ALLEGATO ALLA RISOLUZIONE N° 517 (HFBC-87)

Procedura relativa al passaggio delle emissioni a doppia banda laterale (DBL) alle emissioni a banda laterale unica (BLU) nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

1. Il passaggio alle emissioni in BLU viene incoraggiata;il periodo di transizione inizia dunque immediatamente.

2. Tutte le emissioni in DBL cesseranno il 31 Dicembre 2015, alle ore 2359 UTC al più tardi (vedi anche il punto 2 del dispositivo nel corpo della Risoluzione).

3. Le emissioni in BLU dovranno essere conformi alle caratteristiche specificate nel supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni.

4. Fino al 31 Dicembre 2015 alle ore 2359 UTC, le emissioni in BLU destinate ad essere ricevute dai ricevitori DBL, munite di un sistema di demodulazione dell'inviluppo del segnale e dai ricevitori BLU dotate di un demodulatore sincrono avranno una riduzione della portante di 6 dB in rapporto alla potenza di picco.

5. Dopo il 31 Dicembre 2015 alle ore 2359 UTC, solo le emissioni in BLU con una riduzione di portante di 12 dB in rapporto alla potenza di picco saranno utilizzate.

6. Fino al 31 Dicembre 2015 alle ore 2359 UTC, ogni amministrazione che sostituisce una emissione in DBL da una emissione in BLU baderà affinchè il livello di disturbo non sia superiore al disturbo provocato da una emissione DBL iniziale (vedi anche il supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni e la Raccomandazione 517 (HFBC-87)).

RISOLUZIONE N° 641 (Rev.HFBC-87)

Utilizzazione della banda di frequenze 7 000 - 7 100 kHz

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che la ripartizione delle bande di frequenze tra il servizio di amatori ed il servizio di radiodiffusione non è augurabile e che conviene evitarla;

b) che è augurabile che questi servizi ricevano, nella banda 7, delle attribuzioni mondiali esclusive;

c) che la banda 7 000 - 7 100 kHz è attribuita in esclusiva al servizio di amatori in tutto il mondo;

d e c i d e

che la banda 7 000 - 7 100 kHz è interdetta al servizio di radiodiffusione e che le stazioni di radiodiffusione devono cessare di emettere sulle frequenze di questa banda,

p r e g a v i v a m e n t e

le amministrazioni responsabili delle stazioni di radiodiffusione emittenti sulle frequenze della banda 7 000 - 7 100 kHz di prendere le misure necessarie per la cessazione immediata di queste emissioni.

i n c a r i c a i l Segretario Generale

di portare la presente Risoluzione all'attenzione delle amministrazioni.

RACCOMANDAZIONE N° 503 (Rev.HFBC-87)

Radiodiffusione in onde decametriche

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) l'ingombro delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione;

b) l'importanza dei disturbi nel canale adiacente

n o t a n d o

che è possibile migliorare questa situazione applicando le Raccomandazioni pertineneti del CCIR,

r a c c o m a n d a a l l e amministrazioni

1. di accordare una particolare attenzione alle disposizioni relative allo "spettro fuori banda" contenute nella Raccomandazione 328-6 del CCIR;

2. di incoraggiare, nella massima misura possibile, i costruttori di mettere a punto e a costruire dei ricevitori di radiodiffusione conformi alle disposizioni della Raccomandazione 332-4 del CCIR relativa alla selettività dei ricevitori.

i n v i t a l e a m m i n i s t r a z i o n i

a trarre profitto in tutta la misura praticamente possibile, dal funzionamento sincronizzato dei trasmettitori tenendo conto della Raccomandazione 205-2 del CCIR.

i n v i t a   i l   C C I R

ad affettuare altri studi relativi alle Raccomandazioni di cui sopra, tenendo conto dei fabbisogni della radiodiffusione in onde decametriche, in vista di aggiornare queste tre Raccomandazioni ogni volta che ciò sarà necessario.

RACCOMANDAZIONE N° 509 (HFBC-87)

Partecipazione delle amministrazioni al miglioramento del sistema di pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che essa ha migliorato il metodo di pianificazione ed ha incaricato l'IFRB di modificare di conseguenza il sistema di pianificazione HFBC;

b) che i lavori assegnati all'IFRB devono svolgersi negli anni che seguono la tenuta della Conferenza;

c) che le fasi del metodo di pianificazione si riferiscono a certi vincoli tecnici e di sfruttamento e che questi vincoli possono variare da paese a paese e da regione a regione;

d) che l'IFRB può ottenere delle informazioni su questi vincoli solo mediante contatti con le amministrazioni;

e) che sarebbe necessario che le amministrazioni di tutte le regioni potessero cooperare allo sforzo di miglioramento mediante la partecipazione di esperti qualificati;

f) che le amministrazioni hanno bisogno di essere periodicamente informate sullo stato dei lavori e sugli esercizi di pianificazione e devono avere la possibilità di presentare le loro osservazioni;

g) che per favorire la partecipazione dei paesi di tutte le regioni potrà essere necessario prendere in carico questa partecipazione nel quadro del bilancio dell'Unione.

r a c c o m a n d a a l Consiglio di Amministrazione

1. di costituire un gruppo di esperti scelti tra i candidati proposti dalle amministrazioni per assistere l'IFRB nella esecuzione dei lavori relativi al sistema di pianificazione che gli sono stati affidati dalla Conferenza;

2. che questo gruppo sia costituito da 27 esperti provenienti da paesi appartenenti alle cinque regioni amministrative sulla base della seguente ripartizione

Regione A (America) 5
Regione B (Europa occidentale) 5
Regione C (Europa orientale e Asia settentrionale) 3
Regione D (Africa) 7
Regione E (Asia e Australasia)) 7

3. che gli esperti si riuniscano una volta l'anno per una durata di una settimana su iniziativa del Comitato e che se ciò si rendesse necessario, si potrebbe organizzare una seconda riunione;

4. che per permettere d'informare l'insieme delle amministrazioni dell'evoluzione dei lavori e dei risultati delle riunioni degli esperti, sarà necessario organizzare delle riunioni annuali di scambio d'informazioni, alle quali saranno invitate a partecipare tutte le amministrazioni;

5. che queste riunioni di scambio d'informazioni dovrebbero essere organizzate in occasione delle riunioni degli esperti, per una durata di due a tre giorni.

r a c c o m a n d a i n o l t r e al Consiglio di Amministrazione

1. tenuto conto del bilancio ordinario dell'Unione e della disponibilità di altre risorse finanziarie, di prevedere le risorse necessarie per le attività summenzionate, ivi comprese le spese di partecipazione alle riunioni del gruppo di esperti, di un esperto di ogni amministrazione per gli anni 1988 e 1939;

2. nel caso in cui gl esperti dovessere riunirsi dopo il 1989, di aggiungere alla sua relazione alla Conferenza dei plenipotenziari, una domanda di risorse finanziarie da attribuire al bilancio ordinario dell'Unione.

i n c a r i c a i l Segretario Generale

1. di consultare le amministrazioni per chiedere loro, se lo desiderano, di proporre un esperto che possiede l'esperienza necessaria nell'ambito della radiodiffusione in onde decametriche, per partecipare a questo gruppo di esperti;

2. di inviare l'elenco dei candidati alla 42ª sessione del Consiglio di Amministrazione per un esame

RACCOMANDAZIONE N° 510 (HFBC-87)

Parametri di pianificazione del sistema a doppia banda laterale (DBL) sfruttato nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che i parametri di pianificazione ed i parametri tecnici utilizzati per la radiodiffusione a onde decametriche sono stati studiati in dettaglio dalla Conferenza;

b) che alcune caratteristiche del sistema DBL per la radiodiffusione a onde decametriche sono definite nel supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni;

c) che il rapporto di protezione in radiofrequenza, il campo minimo utilizzabile ed il margine di protezione contro l'affievolimento del segnale sono dei parametri di pianificazione fondamentali che potranno essere migliorati da nuovi studi;

d) che la Conferenza ha adottato la Risoluzione 514 (HFBC-87) relativa alla procedura che sarà applicata dall'IFRB al momento della revisione delle parti pertinenti delle sue Norme tecniche utilizzate per la radiodiffusione a onde decametriche;

r a c c o m a n d a

che con riserva delle disposizioni della procedura che l'IFRB deve applicare al momento della revisione delle parti pertinenti delle sue Norme tecniche utilizzate per la radiodiffusione a onde decametriche e definite nella Risoluzione 514 (HFBC-87), i valori dei parametri di pianificazione indicati nell'allegato 1 alla presente Raccomandazione siano utilizzati dall'IFRB nelle sue Norme tecniche relative al sistema DBL sfruttato nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione,

i n v i t a i l C C I R

a proseguire lo studio dei valori dei parametri definiti nell'allegato alla presente Raccomandazione,

i n v i t a l e amministrazioni

a partecipare attivamente a questo studio.

ALLEGATO ALLA RACCOMANDAZIONE N° 510 (HFBC-87)

Parametri di pianficazione

1. Rapporti di protezione in radiofrequenza

1.1. Rapporto di protezione applicabile alle emissioni non sincronizzate

Il sistema di pianificazione HFBC mirerà a rispondere ai fabbisogni con un rapporto di protezione in radiofrequenza nello stesso canale presentante un valore minimo da 17 dB, tenuto conto dei margini contro gli affievolimenti ed i disturbi multipli. Nel caso d'ingombro, questo rapporto potrà essere diminuito fino a che il problema non venga risolto.

1.2 Rapporto di protezione applicabile alle emissioni sincronizzate

Il rapporto di protezione nello stesso canale tra le emissioni sincronizzate nella stessa rete dovrebbe essere

Distanza L tra emittenti sincronizzate (km)	Rapporto di protezione (dB)
$L \leq 700$	0
$700 < L \leq 2\,500$	4
$2\,500 < L$	8

1 3 Rapporti di protezione relativi in radiofrequenza

I rapporti di protezione relativi in radiofrequenza (α) per gli scarti[1] tra le frequenze portanti (Δf), in rapporto *al valore del rapporto di protezione nello stesso canale*, dovrebbe essere

Δf	α
0 kHz	0 dB
± 5 kHz	- 3 dB
± 10 kHz	-35 dB
± 15 kHz	-49 dB
± 20 kHz	-54 dB

2 Campo minimale utilizzabile

Converrebbe determinare il campo minimale utilizzabile aggiungendo 34 dB al maggiore dei due valori qui appresso

il campo dovuto al rumore atmosferico radioelettrico come è indicato nella Relazione 322-2 del CCIR,

- 3,5 dB(μ V/m), cioè il valore del livello del rumore intrinseco del ricevitore

3 Margine di protezione contro l'affievolimento del segnale

3.1 Affievolimenti di breve durata (nei limiti di un'ora)

Bisogna adottare il valore 5 dB per lo scarto tra il decile superiore e la mediana di un segnale unico, ed il valore - 8 dB per lo scarto del decile inferiore

3 2 Affievolimenti di lunga durata (d'un giorno all'altro)

I valori degli affievolimenti di lunga durata, determinati dal rapporto della frequenza di lavoro alla MUF di riferimento sono dati nella Tavola III della Relazione 266-6 del CCIR

Per le emissioni sincronizzate converrebbe utilizzare il margine contro gli affievolimenti corrispondente al segnale predominante. Nel caso in cui i campi costitutivi utili sono uguali e dove l'osservazione 1 della Tavola III della Relazione 266-6 del CCIR è applicabile ad almeno un percorso, si dovrebbe utilizzare i valori corrispondenti alle latitudini geomagnetiche ≥ 60

3 3 Distribuzione combinata degli affievolimenti applicabile ai segnali utili e disturbanti

I margini contro gli affievolimenti durante il 10% ed il 90% del tempo sono tutti e due di 10 dB, salvo quando si applicano le disposizioni della nota qui appresso, in quel caso il valore da utilizzare è da 14 dB

Nota

a) Se un punto della parte del grande cerchio che passa dal trasmettitore e dal ricevitore compresa tra i punti

---

1 Non occorre prendere in considerazione gli scarti tra le frequenze $\Delta f < -20$ kHz e $\Delta f > +20$ kHz.

direttori situati a 1000 km da ogni estremità del percorso raggiunge una latitudine geomagnetica corretta di 60° o più, bisogna utilizzare i valori che corrispondono alle latitudini ≥ 60°.

b) Questi valori riguardano solo il percorso del segnale utile.

c) Per le emissioni sincronizzate, conviene utilizzare il margine contro gli affievolimenti corrispondente al segnale utile predominante. Nel caso in cui i campi costitutivi sono uguali e dove il punto a) di cui sopra è applicabile ad almeno un percorso, conviene utilizzare il valore di 14 dB per i decili.

RACCOMANDAZIONE N° 511 (HFBC-87)

Possibilità di allargare lo spettro di frequenze attribuito in esclusivo alla radiodiffusione in onde decametriche nel corso di una futura conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni competente

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) la Risoluzione 508 della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979) che invita il Consiglio di amministrazione a convocare una conferenza in due sessioni per pianificare le bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione;

b) la Relazione della prima sessione fatta per la seconda sessione della Conferenza;

c) che il Consiglio d'amministrazione durante la sua 39ª sessione (1984) ha adottato la Risoluzione N° 912 che stabiliva l'ordine del giorno della presente Conferenza;

d) i risultati degli esercizi di pianificazione effettuati dall'IFRB durante l'intersessione;

e) che per assicurare una maggiore efficienza dell'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione, la presente Conferenza ha adottato un programma d'azione relativo al miglioramento, alla prova, all'adozione ed alla messa in opera del sistema di pianifi-

cazione per queste bande ed un calendario associato (vedi la Risoluzione 511 (HFBC-87)) nonchè un programma d'azione per l'introduzione delle tecniche della banda laterale unica (vedi la Risoluzione 515 (HFBC-87)) però ha concluso che queste misure non permetteranno forse di rispondere ai fabbisogni attuali e futuri della radiodiffusione a onde decametriche.

r i c o n o s c e n d o

che un eventuale allargamento dello spettro di frequenze attribuito alla radiodiffusione a onde decametriche avrebbe ripercussioni sugli altri servizi radioelettrici funzionanti in conformità alla Tavola di attribuzioni delle bande di frequenze contenuta nell'articolo 8 del Regolamento delle radiocomunicazioni,

r a c c o m a n d a a l Consiglio di Amministrazione

di prendere le necessarie disposizioni per richiedere alla Conferenza dei plenipotenziari (Nizza, 1989) di esaminare se conviene o meno tenere una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni il cui ordine del giorno dovrebbe comportare la possibilità di allargare lo spettro delle frequenze a onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione in vista della pianificazione di questo spettro nel quadro del sistema HFBC migliorato.

i n c a r i c a il Segretario Generale

di portare la presente Raccomandazione all'attenzione di tutte le amministrazioni e della 42ª sessione del Consiglio di amministrazione (1987).

RACCOMANDAZIONE N° 512 (HFBC-87)

Metodo di previsione della propagazione da utilizzare nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che la prima sessione della Conferenza (Ginevra, 1984) ha stabilito un metodo di previsione della propagazione da utilizzare per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

b) i lavori effettuati dal CCIR durante l'intersessione allo scopo di migliorare certi aspetti del metodo adottato;

c) che l'IFRB ha elaborato e utilizzato i programmi software basati sul metodo di previsione della propagazione stabilito per la prima sessione nonchè sui lavori complementari intrapresi dal CCIR, e che ha utilizzato questi programmi per i suoi lavori d'intersessione;

d) che il metodo di previsione della propagazione e dei programmi associati, utilizzati dall'IFRB, costituiscono la base di ogni nuovo miglioramento;

e) la Raccomandazione 514 (HFBC-87) relativa ai miglioramenti del metodo di previsione della propagazione da utilizzare per le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione,

r a c c o m a n d a

1. che il metodo di previsione della propagazione nonchè i programmi corrispondenti da utilizzare in applicazione della Raccomandazione 514 (HFBC-87) siano quelli che l'IFRB ha applicato durante il periodo di intersessione;

2. che l'IFRB raccolga una documentazione dettagliata sul metodo di previsione della propagazione indicato in riassunto nell'allegato alla presente Raccomandazione, allo scopo di includerlo nelle sue Norme tecniche;

3. che la procedura da applicare dall'IFRB al momento della revisione delle parti pertinenti delle sue Norme tecniche, come stabilito nella Risoluzione 514 (HFBC-87), venga utilizzata per qualsiasi nuovo miglioramento del metodo.

ALLEGATO ALLA RACCOMANDAZIONE N° 512(HFBC-87)

Riassunto del metodo di previsione della propagazione[1] da utilizzare per determinare il campo dell'onda ionosferica

1. Introduzione

Il metodo di previsione della propagazione applicato dall'IFRB e destinato ad essere utilizzato come base durante il periodo successivo alla Conferenza, è stato elaborato allà prima sessione. E' fondato sugli studi effettuati dal CCIR prima della prima sessione e su un'altra serie di studi del CCIR consacrati a certi aspetti particolari.

Questo metodo, che permette di prevedere il campo per la radiodiffusione a onde decametriche, comprende treparti

a) per i percorsi di una lunghezza massima di 7 000 km;

b) per i percorsi oltre i 9 000 km;

c) una procedura d'interpolazione per i percorsi la cui lunghezza è compresa tra i 7 000 e i 9 000 km;

2. Parametri ionosferici

I valori dei parametri ionosferici foF2,M(3000)F2 e foE sono ottenuti a partire dalle carte numeriche (coefficienti di Oslo) e dalle procedure esposte nella Relazione 340 del CCIR, alle posizioni dei punti direttori richiesti per i metodi applicabili alle piccoli e grandi distanze.Sulla base di questi parametri, si possono determinare le MUF di riferimento[1] per le distanze occorrenti, utilizzando ugualmente le procedure della Relazione 340. Si procede alle interpolazioni appropriate per il livello d'attività solare.

3. Distanze massime di 7 000 km

Il metodo applicabile alle piccole distanze, basato in parte sulla Relazione 252-2 del CCIR, viene utilizzato per i percorsi la cui lunghezza massima è di 7 000 km. Questo metodo viene applicato ugualmente per i calcoli relativi ai percorsi la cui lunghezza è compresa tra i 7 000 ed i 9 000 km,venendo i risultati usati nella procedura d'interpolazione descritta più avanti.

---

1 Questo riassunto non modifica in alcun modo il metodo di previsione della propagazione applicato dall'IFRB

1 **MUF di riferimento: La più alta frequenza alla quale un'onda radioelettrica può propagarsi tra le date stazioni terminali, in una occasione specificata, esclusivamente per refrazione ionosferica**

L'ipotesi di partenza è che esiste una propagazione lungo un arco di grande cerchio con riflessione per lo strato E (per le distanze massime di 4 000 km) e per lo strato F2. Il percorso è diviso in uncerto numero di sbalzi di uguale lunghezza, inferiore ognuno ai 4 000 km per i modi F2, e a 2 000 km per i modi E. Si suppone che gli sbalzi abbiano delle riflessioni speculari nell'ionosfera nel loro punto centro. Si considera che l'altezza di riflessione equivalente è di 110 km per i modi E e che essa è variabile in funzione dei valori dei parametri ionosferici per i modi F2.

Per quel che riguarda i percorsi la cui lunghezza massima è di 4 000 km, l'occultazione dei modi di propagazione F2 dallo strato inferiore E viene applicata se è il caso.

La caratteristica essenziale del metodo è la previsione del campo mediano per mezzo della formula

$$E_{ts} = 95,85 + P_t + G_t - 20 \log P' + L_i - L_m - L_g - L_h \ \mathrm{dB}(\mu V/m)$$

- P_t è la potenza all'uscita del trasmettitore espressa in dB in rapporto a 1 kW
- G_t è il guadagno d'antenna isotropa corrispondente all'azimut dell'arco di grande cerchio e all'angolo di sito calcolato tenendo conto della geometria del percorso e del numero di sbalzi presi in considerazione;
- P' è la distanza obliqua virtuale in km, calcolata lungo i percorsi;
- L_i, L_m, L_g e L_h sono i termini di attenuazione che rappresentano rispettivamente l'attenuazione dovuta all'assorbimento (i calcoli sono effettuati per ogni sbalzo ed i risultati sono aggiunti), l'attenuazione "al di sopra della MUF", l'attenuazione per riflessione sul suolo e le attenuazioni , aurora li ed altre.

Il termine di costante numerica contiene in particolare un fattore corrispondente agli effetti della propagazione ionosferica che, altrimenti, non sarebbe inclusa in questo metodo semplificato.

Nonostante che per una antenna isotropa il campo previsto sia il più importante per i modi di propagazione in cui il numero di sbalzi è minimale, ciò non è necessariamente il caso per le antenne utilizzate in pratica. Si ripete il calcolo aumentando progressivamente il numero di sbalzi e tenendo conto del guadagno d'antenna corrispondente in ciascun caso fino a raggiungere un valore massimale. Allo scopo di facilitare il calcolo in un gran numero di casi esaminati dall'IFRB, si sono calcolati concretamente in anticipo i valori di campo che sono stati raggruppati sotto forma di tavola per sei modi F2 e sei modi E riguardanti i percorsi tra tutti i posti di trasmettitori e tutti i punti di misura. Nell'esame di ciascun caso, ci si riferisce ai valori adatti delle tavole e si applicano i guadagni d'antenna.

Il metodo consiste nello scegliere i modi F2 i più forti (cioè i modi i cui campi sono i più elevati) e, se occorre, il più forte modo E, essendo i valori corrispondenti del campo combinati per addizione quadratica.

4. Distanze superiori ai 9 000 km

Per le distanze superiori ai 9 000 km, il metodo non è più basato sugli sbalzi geometrici, bensì sui percorsi ipotetici aventi un certo numero di sbalzi uguali, tutti inferiori ai 4 000 km. Questo metodo serve anche per i calcoli di campi effettuati sui percorsi di lunghezza compresa tra i 7 000 e i 9 000 km ed i risultati sono utilizzati nella procedura di interpolazione descritta più avanti.

Secondo l'ipotesi di partenza, si determina il campo nella "gamma di frequenze d'emissione", cioè tra la frequenza limite inferiore $_L$ e la frequenza limite superiore f_M, mediante l'assorbimento senza deviazione (vicino a f_L) e l'assorbimento con deviazione (vicino a f_H). L'addattamento empirico in rapporto alle osservazioni permette di determinare la forma delle curva tra f_L e f_M in funzione dell'altezza zenitale del sole, della geometria del percorso ecc..Il campo mediano globale è ottenuto mediante la formula

$$E_M = E_0 \left[1 - \frac{(f_M + f_H)^2}{(f_M + f_H)^2 + (f_L + f_H)^2} \left(\frac{(f_L + f_H)^2}{(f + f_H)^2} + \frac{(f + f_H)^2}{(f_M + f_H)^2} \right) \right] + P_t + G_t + G_{ap} - 32,5 \quad dB(\mu V/m)$$

- E_0 = 139,6 - 20 log P^1 è il campo in spazio libero dove P^1 è la distanza obliqua se si suppone che l'altezza dell'ionosfera è di 300 km;
- f è la frequenza alla quale viene fatta la previsione;
- f_M -è la frequenza limite superiore; viene determinata separatamente per il primo e per l'ultimo sbalzo del percorso, e si prende il valore inferiore;

$f_M = K \cdot f_b$, dove f_b è la MUF di riferimento e K un fattore di correzione tenuto conto della variazione diurna e del valore assoluto di f_b;

- f_L è la frequenza limite inferiore, il cui valore dipende essenzialmente dall'altezza zenitale del sole;
- f_H è la girofrequenza;
- P_1 è la potenza all'uscita del trasmettitore espressa in dB in rapporto a 1 kW;
- G_t è il guadagno d'antenna isotropa, scelto come valore superiore nella gamma degli angoli di irradiazione verticale da 0° a 8° per l'azimut corrispondente;
- G_{ap} è il guadagno dovuto alla focalizzazione antipodea tenuto conto dell'aumento del campo per le distanze che superano i 10 000 km.

Il termine di costante numerica è particolarmente destinata a tener conto degli effetti della propagazione ionosferica che, altrimenti non sarebbero inclusi nel metodo.

5. Distanze comprese tra i 7 000 e i 9 000 km

In questa gamma di distanze, i campi E_{ts} e E_{tl} sono determinati mediante le due procedure descritte qui sopra ed il risultante campo mediano è ottenuto da interpolazione lineare, in dB, come segue

$$E_{ti} = E_{ts} + \frac{D - 7\,000}{2\,000} (E_{tl} - E_{ts}) \quad dB(\mu V/m)$$

dove D è la lunghezza del percorso in chilometri

Nota I termini di costante nelle formule corrispondenti a E_{ts} e E_{tl} comportono rispettivamente i valori di - 7,3 dB e + 3,9 dB per le parti del metodo riguardanti le piccole e le grandi distanze; sono stati indicati nella Raccomandazione 621 del CCIR in seguito agli studi effettuati durante l'intersessione.

RACCOMANDAZIONE N° 513 (HFBC-87)

Radiodiffusione a copertura nazionale nelle bande d'onde decametriche

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) la Relazione fatta per la seconda sessione della presente Conferenza;

b) che la prima sessione della presente Conferenza (Ginevra, 1984) ha deciso che tutti i fabbisogni di radiodiffusione, nazionali e internazionali devono essere trattati su un piede di uguaglianza, tenendo debitamente conto delle differenze che esistono tra questi due tipi di radiodiffusione;

c) che il sistema di pianificazione HFBC dovrebbe in particolare tener conto del modo che permette di rispondere il meglio possibile ai fabbisogni delle amministrazioni che riguardano i periodi di emissioni più lunghi, soprattutto per la radiodiffusione a copertura nazionale;

d) che si deve garantire in modo appropriato la continuità dei fabbisogni della radiodiffusione nazionale;

e) che i due tipi di radiodiffusione nelle bande d'onda decametriche, e cioè la radiodiffusione a copertura nazionale e quella a copertura internazionale differiscono per le loro condizioni tecniche e le loro condizioni di sfruttamento;

f) che nei paesi situati in zone tropicali i fabbisogni per la radiodiffusione a copertura nazionale sono coperti utilizzando in parte le bande attribuite al servizio di radiodiffusione in zone tropicali e in parte le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

g) che la seconda sessione della presente Conferenza non ha trattato questo argomento in profondità,

n o t a n d o

che la radiodiffusione a onde decametriche assicura una copertura nazionale quando la stazione di emissione e la zona di servizio richiesta che le è associata sono tutti e due situate nel territorio dello stesso paese,

r a c c o m a n d a

al Consiglio di Amministrazione di prendere le misure necessarie per includere nell'ordine del giorno della prossima conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni competente in materia di radiodiffusione a onde decametriche l'esame della radiodiffusione a copertura nazionale, in conformità alle varie voci del "considerando" della presente Raccomandazione.

RACCOMANDAZIONE N° 514 (HFBC-87)

Miglioramento del metodo di previsione della propagazione da utilizzare per le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che la prima sessione della presente Conferenza (Ginevra, 1984) ha adottato un metodo di previsione del campo per le onde decametriche che è basato sugli studi del CCIR;

b) che nel periodo tra le due sessioni della Conferenza, il CCIR ha intrapreso nuovi studi, in conformità alla richiesta della prima sessione della Conferenza;

c) che dai recenti studi supplementari fatti dalle amministrazioni risulta che è necessario apportare nuovi miglioramenti al metodo di cui sopra;

d) che la possibilità di nuovi miglioramenti dipenderà, in parte, dalla raccolta e dall'analisi dei dati supplementari relativi alle misure del campo,

i n v i t a   i l   C C I R

a intraprendere gli studi per quel che riguarda il metodo di previsione della propagazione per le onde decametriche adottato dalla Conferenza e, contemporaneamente, a raccomandare dei miglioramenti del metodo e, in un secondo tempo, se necessario, un metodo migliorato da utilizzare nell'avvenire

per le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione.

r a c c o m a n d a alle amministrazioni

1. d'intraprendere dei programmi di misura del campo per le onde decametriche;

2. di fornire al CCIR dei dati sotto una forma che permetta il loro studio.

RACCOMANDAZIONE N° 515 (HFBC-87)

Introduzione di trasmettitori e di ricevitori che possono funzionare in doppia banda laterale (DBL) e in banda laterale unica (BLU)

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) la Risoluzione 517 (HFBC-87) relativa alla messa in opera della tecnica della BLU[1];

b) che la prima sessione della presente Conferenza (Ginevra, 1984) tratta, nella sua Relazione fatta per la seconda sessione, la messa in opera progressiva delle emissioni BLU;

c) che certamente bisognerà incoraggiare i costruttori di attrezzature a produrre dei ricevitori a demodulazione sincrona e dei trasmettitori appropriati.

d) il supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni relativo alle caratteristiche del sistema BLU funzionante nelle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione;

c o n s i d e r a n d o i n o l t r e

e) che l'introduzione della tecnica della BLU può essere accelerata da una maggiore disponibilità di appropriate attrezzature di emissione, in tempo utile;

---

1 Con la possibilità di una riduzione della portante di 6 dB e 12 dB in rapporto alla potenza di picco.

f) che un termine è necessario per i costruttori, per produrre delle attrezzature capaci a funzionare sia in BLU[1] e DBL, che solamente in BLU[1]

r a c c o m a n d a a l l e amministrazioni

che i nuovi trasmettitori che saranno installati dopo il 31 Dicembre 1990 siano in grado, per quanto possibile, di funzionare sia in BLU[1] e DBL, che soltanto in BLU[1]

i n v i t a i l C C I R

a completare i suoi studi relativi ai ricevitori funzionanti in BLU,

i n v i t a l e a m m i n i s t r a z i o n i

a portare all'attenzione dei costruttori di ricevitori i più recenti risultati degli studi del CCIR nonchè l'informazione di cui al "considerando" d), e ad incoraggiarli a cominciare la fabbricazione dei ricevitori a demodulazione sincrona, di prezzo modico, capaci di ricevere le emissioni di radiodiffusione tanto in DBL che in BLU, da qui al 31 Dicembre 1990,

i n c a r i c a il Segretario Generale

di comunicare la presente Raccomandazione alla Commissione elettrotecnica internazionale (CEI).

---

1 Con la possibilità di una riduzione della portante di 6 dB e 12 dB in rapporto alla potenza in picco.

RACCOMANDAZIONE N° 516 (HFBC-87)

Utilizzazione di trasmettitori sincronizzati nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra, 1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che l'utilizzazione dei trasmettitori sincronizzati, quando conviene dal punto di vista tecnico, costituisce un mezzo efficace per economizzare lo spettro;

b) la Raccomandazione 503 della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979) relativa alla radiodiffusione a onde decametriche;

c) che, nei casi in cui la configurazione del percorso è sfavorevole, può succedere che la differenza di frequenza, a certe ore della giornata, sia superiore a 0,1 Hz a causa dell'effetto Doppler.;

d) la Raccomandazione 205-2 del CCIR relativa ai trasmettitori sincronizzati in radiodiffusione a onde decametriche,

r i c o n o s c e n d o

che è necessario intraprendere un supplemento di studio sull'utilizzazione dei trasmettitori sincronizzati per la radiodiffusione nelle bande d'onde decametriche,

i n v i t a il CCIR

ad accelerare gli studi definiti nel suo Programma di studi 44L/10 allo scopo di elaborare delle Raccomandazioni comprendenti tutti gli aspetti della questione.

r a c c o m a n d a alle amministrazioni

di partecipare attivamente a questi studi.

RACCOMANDAZIONE N° 517 (HFBC-87)

Valori relativi del rapporto di protezione in radiofrequenza applicabili alle emissioni a banda laterale unica (BLU) nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che la Conferenza ha adottato un metodo per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

b) che questo metodo è basato sull'utilizzazione di emissioni a doppia banda laterale (DBL);

c) che il rapporto di protezione in radiofrequenza nello stesso canale è uno dei parametri fondamentali della pianificazione;

d) che la Conferenza ha adottato la Risoluzione 517 (HFBC-87) relativa al passaggio delle emissioni DBL alle emissioni BLU nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione e la Raccomandazione 515 (HFBC-87) relativa alla messa in servizio di trasmettitori e di ricevitori capaci di funzionare tanto in DBL che in BLU;

e) che le caratteristiche del sistema BLU per la radiodiffusione in onde decametriche figurano nel supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni;

f) che, tuttavia, i valori relativi del rapporto di protezione in radiofrequenza da applicare a tutte le combinazioni di emissioni utili e disturbanti a DBL e a BLU non figurano, per motivi del loro carattere provvisorio, nel supplemento menzionato al comma e) di cui sopra;

g) che secondo gli studi preliminari, le emissioni BLU possono necessitare di un rapporto di protezione in radiofrequenza meno elevato per la stessa qualità di ricezione nello stesso canale;

h) la Risoluzione 514 (HFBC-87) relativa alla procedura che l'IFRB deve applicare al momento della revisione delle parti pertinenti delle sue Norme tecniche utilizzate per la radiodiffusione in onde decametriche;

r a c c o m a n d a

che, con riserva della procedura che deve essere applicata dall'IFRB al momento della revisione delle parti pertinenti delle sue Norme tecniche utilizzate per la radiodiffusione a onde decametriche, indicata nella Risoluzione 514 (HFBC-87), i valori relativi del rapporto di protezione in radiofrequenza indicati nell'allegato alla presente Raccomandazione siano utilizzati dall'IFRB nelle sue Norme tecniche relative alle emissioni BLU funzionanti nelle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

i n v i t a i l C C I R

a proseguire lo studio dei valori relativi al rapporto di protezione in radiofrequenza per i diversi casi e separazioni di frequenze indicati nell'allegato alla presente Raccomandazione,

e raccomanda alle amministrazioni

di partecipare attivamente a questo studio.

ALLEGATO ALLA RACCOMANDAZIONE N° 517 (HFBC-87)

Valori relativi del rapporto di protezione in radiofrequenza

1. I valori relativi del rapporto di protezione in radiofrequenza indicati nella tavola devono essere utilizzati ogni qualvolta che le emissioni BLU, conformi alle specifiche del supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni, intervengono nell'utilizzazione delle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione;

2. I valori indicati si riferiscono al caso dei segnali disturbanti e utili in DBL nello stesso canale per la stessa qualità di ricezione;

3. Per la ricezione dei segnali utili in DBL e in BLU (riduzione di portante d 6 dB in rapporto alla potenza di picco), si suppone si tratti di un ricevitore classico DBL con rivelazione dell'inviluppo concepito per un distanziamento di canali di 10 kHz;

4. Per la ricezione di un segnale utile in BLU (riduzione della portante di 12 dB in rapporto alla potenza di picco), si suppone si tratti di un ricevitore di riferimento così come specificato nella sezione 3, parte 5 del supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni.

Valori del rapporto di protezione relativo in radiofrequenza in rapporto al rapporto di protezione in radiofrequenza nello stesso canale per gli segnali DBL utile e disturbanti (in dB)[1] applicabili alle bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione

	Segnale utile	Segnale disturbante	−20	−15	−10	−5	0	+5	+10	+15	+20
1	Doppia banda laterale (DBL)	Banda laterale unica (BLU) (attenuazione della portante = 6 dB in rapporto alla potenza in picco di modulazione)	−51	−46	−32	+1	3	−2	−32	−46	−51
2	Banda laterale unica (BLU) (attenuazione della portante = 6 dB in rapporto alla potenza in picco di modulazione)	Doppia banda laterale (DBL)	−54	−49	−35	−3	0	−3	−35	−49	−54
3	Banda laterale unica (BLU) (attenuazione della portante = 6 dB in rapporto alla potenza in picco di modulazione)	Banda laterale unica (BLU) (attenuazione della portante = 6 dB in rapporto alla potenza in picco di modulazione)	−51	−46	−32	+1	0	−2	−32	−46	−51
4	Banda laterale unica (BLU) (attenuazione della portante = 12 dB in rapporto alla potenza in picco di modulazione)	Banda laterale unica (BLU) (attenuazione della portante = 6 dB in rapporto alla potenza in picco di modulazione)	−57	−57	−57	−45	0	−20	−47	−52	−57

5 Per i segnali in BLU con una riduzione di portante da 6 dB in rapporto alla potenza di picco, si suppone una potenza equivalente di banda laterale così come specificata nel paragrafo 1 2 parte B del supplemento 45 al Regolamento delle radiocomunicazioni

6. I valori corrispondenti al caso 2 nella tavola qui appresso riguardante una situazione nella quale la frequenza centrale della banda passante alle frequenze intermediarie del ricevitore DBL è regolata sulla frequenza portante del segnale utile in BLU Se questo non è il caso, il valore per uno scarto di + 5 kHz può passare a - 1 dB

RACCOMANDAZIONE N° 518 (HFBC-87)

Ricevitori di radiodiffusione in onde decametriche

La Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni per la pianificazione delle bande d'onde decametriche attribuite al servizio di radiodiffusione (Ginevra,1987),

c o n s i d e r a n d o

a) che un gran numero di ricevitori non coprono tutte le bande d'onde decametriche attribuite in esclusiva al servizio di radiodiffusione o hanno unaimprecisa indicazione analogica della frequenza di emissione (di cui si lamentano molti radiodiffusori a onde decametriche;

b) che, per ridurre l'ingombro di alcune bande e migliorare l'utilizzazione dello spettro, bisognerebbe utilizzare le bande d'onde decametriche appropriate, ivi comprese le bande più alte (21 e 26 MHz);

c) che una indicazione precisa delle frequenze facilita la sintonizzazione dei ricevitori e, di conseguenza, favorisce l'ascolto delle emissioni a onde decametriche dal pubblico,

r a c c o m a n d a alle amministrazioni

di attirare l'attenzione dei costruttori sull'argomento perchè i futuri ricevitori di radiodiffusione a prezzo modico, coprano tutte le bande di radiodiffusione a onde decametriche e siano attrezzate, se possibile, di una indicazione numerica della frequenza,

i n c a r i c a il Segretario Generale

di comunicare la presente Raccomandazione alla Commissione elettrotecnica internazionale (CEI).

90G0104

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(2651335) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.